

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15897 - 7 F

JEUDI 7 MARS 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Le gouvernement s'attaque au sexisme dans les manuels scolaires

**LES DROITS DES FEMMES**, qui sont du ressort d'Anne-Marie Couderc, ministre déléguée à l'emploi, ont été inscrits à l'ordre du jour du conseil des ministres, mercredi 6 mars, deux jours avant la Journée internationale des femmes instituée par l'ONU. M<sup>me</sup> Couderc a présenté plusieurs mesures destinées à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes. Elle entend, notamment, faire disparaître des manuels scolaires « les images archaïques de la répartition des rôles entre les sexes ».

Le ministre délégué souhaite aussi faire appliquer rigoureusement la loi proscrivant toute discrimination entre hommes et femmes à l'embauche, mettre en évidence dans les statistiques les inégalités de rémunérations entre les sexes et faire apparaître dans les résultats des élections le nombre des candidates et celui des élus.

Lire page 8  
et notre éditorial page 14

## Le retour du danseur gominé



JOHN TRAVOLTA

EN 1977, le monde découvrait un jeune homme, cheveux gominés et costume blanc, qui, dans *La Fiebre du samedi soir*, incarnait à lui tout seul la « génération disco ». Grease confirmait l'ascension de « l'homme le plus sexy de la planète ». Ce fut la fin de la première vie de John Travolta. Suivirent de longues années de tentatives infructueuses pour retrouver une notoriété perdue. Quand il réapparut dans *Pulp Fiction* de Quentin Tarantino, Palme d'or 1994 à Cannes, Travolta redevint, vieillesse et épais, un « acteur-culte ».

*White Man* le confirme, et aujourd'hui *Broken Arrow*, de John Woo, en attendant *Get Shorty*, le 27 mars. John Travolta est aujourd'hui l'acteur le mieux payé de Hollywood.

« Film-culte » aussi, mais pour la jeunesse asiatique, *Nos amies sauvages*, du Hongkongais Wong Kar-wai, dessine le mal-être de la jeunesse dans les années 60. A noter aussi, dans nos pages « cinéma », l'ouverture au Centre Georges-Pompidou du festival Cinéma du réel, avec un documentaire de Raymond Depardon sur les douleurs de l'Afrique.

Lire pages 24 à 27

Allemagne, 3 DM; Argentine, 9 F; Australie, 25 A\$; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 14 DKK; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 260 DR; Irlande, 145 G; Italie, 2200 L; Luxembourg, 40 FF; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 3 Fl.; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 200 Kč; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 10 Sk; Suisse, 2,20 CHF; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,20 \$.

M 0147 - 0307 - 7.00 F



## La vague d'attentats en Israël déstabilise M. Pérès au profit de la droite nationaliste

Une manifestation silencieuse pour la paix est organisée à Paris

LA RÉCENTE vague d'attentats-suicides en Israël a porté un coup à la crédibilité de Shimon Pérès. Le premier ministre qui, il y a encore trois semaines, bénéficiait, pour les élections législatives du 29 mai, d'une confortable avance sur Benjamin Netanyahou, le chef du Likoud, serait désormais devancé par son rival de droite, selon les sondages qui doivent être publiés, vendredi 8 mars, dans la presse israélienne. Le premier ministre a décidé de durcir la lutte contre les activistes islamistes, renouant avec la pratique des expulsions des plus dangereux d'entre eux hors des territoires palestiniens. De son côté, Yasser Arafat a déjà fait procéder à l'arrestation de deux cents militants du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) tandis que la branche armée de ce dernier annonçait la fin de ses « attaques-martins ».

En France, une trentaine de partis de gauche et de syndicats ont appelé à un rassemblement silencieux, mercredi, à 18 heures, sur l'esplanade du Trocadéro à Paris, pour « condamner le terrorisme et appuyer le processus de paix ». Après François Léotard, président du Parti



TANCHO

républicain, le RPR et Force démocratique ont décidé de s'y associer. D'autre part, Alain Juppé s'en est pris, mardi à l'Assemblée nationale, à la Libye et à l'Iran, qui « encour-

ragent les terroristes ». Le chef du gouvernement a exclu toute rencontre ministérielle avec ces pays.

Lire pages 2 et 3

## Sauver la paix

UNE PAIX est en péril, et il appartient aussi aux opinions publiques de la sauver. Les cyniques feront docilement la part de l'irrationnel, de l'émotion et de la sensibilité. Laissons-les dire et assumons, sans fausse honte, cet héritage : le conflit du Proche-Orient fait corps avec notre histoire.

Car il est aussi l'ombre portée d'un crime européen, de ce génocide où l'Europe s'abîma dans la négation de ses valeurs. En créant l'État d'Israël, un peuple a voulu renaitre loin de cet enfer. Ce faisant, dans une triste ironie de l'histoire, il en opprima un autre : ces Palestiniens, cousins arabes du Juif errant, tout à la fois abandonnés à leur sort et manipulés par les dictatures et potentats de la région.

J.-M. C.

Lire la suite page 14

## Les gains mirobolants d'un champion américain du licenciement

WASHINGTON

Moins de deux mois après l'annonce de 40 000 suppressions d'emplois chez le géant du téléphone américain AT&T pour cause de restructuration de l'entreprise, la presse vient de publier le montant des rémunérations du PDG de la même compagnie, Robert Allen, pour l'année 1995 : 16,2 millions de dollars (environ 81 millions de francs), soit un salaire de 5,2 millions de dollars, auquel s'ajoutent des actions (stock options) d'une valeur de 11 millions.

« Le président Allen serait-il trop payé ? », s'est interrogé le *Wall Street Journal*. M. Allen, dont la photo s'était vu à deux semaines sur la couverture de *Newsweek*, en compagnie de trois autres PDG coupables de licenciements massifs, sous le titre « Assassins industriels », avait anticipé les critiques. « En tant que PDG, je m'attends à être une cible facile », avait-il écrit dans une circulaire interne à sa société.

Les 16,2 millions de dollars en question dépassent de loin les émoluments du même PDG en 1994, qui n'étaient « que » de 6,3 millions. Or AT&T n'a pratiquement pas réalisé de bénéfices l'an dernier, et Robert Allen continue d'affronter les critiques pour sa désastreuse acquisition de la branche informatique NCR en 1991. Dans son rapport aux actionnaires, le conseil d'administration d'AT&T justifie la généreuse augmentation de son PDG par le talent avec lequel il a su tirer la compagnie de sa torpeur et la nécessité de le maintenir à son poste pour les défis des années à venir.

Le grand public, lui, ne retiendra probablement de cette affaire que deux chiffres : 16,2 millions de dollars pour 40 000 suppressions d'emplois, au moment où un candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de novembre 1996, Pat Buchanan, fait recette en dénonçant « les bouchers de l'industrie et de la finance » qui « sacrifient les travailleurs sur l'autel de la mondialisation et

du capital international ». Le *New York Times* publie cette semaine une enquête en sept volets sur « le dégraissage de l'Amérique » et l'hebdomadaire *Business Week* consacre sa couverture au phénomène de l'« anxiété économique ». Bref, l'image des grandes entreprises est exécrable et l'examen de conscience est lancé. « Dix ans de dégraissage d'effectifs et d'écart croissant des revenus ont infligé des dégâts considérables à la société », écrit *Business Week*. Les travailleurs américains perdent la foi dans leur capacité à prospérer.

Ils perdent aussi la foi dans leurs patrons, si l'on en croit un sondage publié dans le même magazine. Pour 95 % des personnes interrogées, les entreprises américaines ne doivent pas avoir pour seul objectif d'enrichir leurs actionnaires : « Elles sont également redevables à leurs employés et aux communautés où elles fonctionnent. »

Sylvie Kauffmann

## La France de Jacques Chirac

APRÈS les Deux-Sèvres, le Doubs. Trois jours durant, du mercredi 6 au vendredi 8 mars, à l'heure des journaux télévisés, le pays va recevoir une nouvelle brassée d'images : Jacques Chirac, stylo à la main, regard attentif, attentionné, affectueux, parcourant la terre de France à la recherche de l'entreprise innovante, du jeune agriculteur hardi, de l'artisan talentueux.

Jamais le président ne paraît plus heureux que lorsqu'il se glisse dans ses habits de « commis voyageur de la République ». L'expression avait été inventée, en 1871, pour Léon Gambetta : une droite menacée raillait ainsi le tour de France du tribun radical, parcourant villes et campagnes pour annoncer l'avènement, « dans la politique, d'une couche sociale nouvelle ».

Cette « couche sociale nouvelle », observe l'historien Jacques Chastenet dans son *Histoire de la Troisième République* (éditions Hachette), comprend les « instituteurs, fonctionnaires modestes, officiers de santé, vétérinaires, huissiers de province, boutiquiers, patrons d'ateliers, artisans aisés, petits propriétaires ruraux, fermiers moyens ». C'est elle qui, ayant en-

voyé ses représentants siéger à l'Assemblée nationale aux élections législatives de 1872, va fonder la III<sup>e</sup> République. C'est sur elle que s'appuie la République radicale après la crise de 1877. C'est grâce à elle qu'elle va prospérer jusqu'à la première guerre mondiale.

Cent vingt ans après son émergence en 1877, la France de Gambetta trouve une étrange résonance dans celle que dessine, à petites touches, l'actuel chef de l'État. De Jacques Chirac, on a pu longtemps douter qu'il eût « sa » France, tant son parcours politique recèle de contradictions et de retournements. Sa campagne électorale, loin d'avoir dissipé le doute, avait construit une France improbable. Une France rassemblant les « petits », ces victimes de la fracture sociale, qui ont cru que le message politique du premier tour leur était adressé, et les « gros », qui espéraient sans doute que le président, une fois élu, se dévouerait de ses oripeaux sociaux pour revenir à la raison libérale.

Pascal Robert-Diard

Lire la suite page 14  
et nos informations page 6

ALLEZ DROIT AU BUT.



Nos ouvrages sont conçus pour des consultations rapides et nombreuses. De multiples possibilités vous ouvrent l'accès à l'information : tables alphabétiques, analytiques, chronologiques, recherche par mots clés et analogie... Plus de temps perdu !

Tel (1) 40 92 68 68

EDITIONS  
LEGISLATIVES

ÉDITEUR DES DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS



## Fichiers sur l'immigration

Un avant-projet de loi préparé par le ministre de l'Intérieur prévoit de durcir le dispositif de contrôle de l'immigration. Ce texte propose notamment de fichier les personnes qui hébergent des étrangers.

p. 10

## Les angoisses de l'armée

La professionnalisation de ses effectifs inquiète l'armée de terre, qui redoute une aggravation de la « coupure » avec la nation. *Le Monde* publie un Livre blanc inédit.

p. 7

## Passions pour l'environnement

Une étude du Crédoc souligne que les Français se passionnent, au niveau local, pour la défense de leur environnement.

p. 9

## Blanche Colombie

A Bogota, le pouvoir est déstabilisé par l'argent de la drogue. Mis en cause, le président Ernesto Samper assure, dans un entretien au *Monde*, qu'il réussira à démentir son innocence.

p. 4 et 12



## Médecins dépensiers

L'ordonnance sur la maîtrise des dépenses de la médecine de ville prévoit un renforcement des sanctions contre les praticiens qui prescrivent trop.

p. 7

## Bonne tenue des marchés

Les marchés obligataires français résistent bien dans un environnement défavorable. Les places boursières reflètent les signes de reprise de l'activité dans le monde.

p. 16

## Bernard Tapie contre-attaque

L'homme d'affaires veut faire endosser par le Crédit lyonnais la responsabilité de sa faillite. Il compte réclamer 6 milliards de francs à la banque.

p. 17

## Combats en Tchétchénie

Les combats ont repris à Grozny, et à 45 kilomètres de là l'armée russe pilonne la ville de Sernovodsk.

p. 5

## Huit victoires pour Bob Dole

Candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle aux États-Unis, Bob Dole l'a emporté, le 5 mars, dans huit États.

p. 4

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Agenda	23
Société	9	Abonnements	23
Carrel	11	Météorologie	23
Horizons	12	Mois croisés	23
Annuaire classés	15	Culture	24
Entreprises	16	Communication	28
Finances	18	Radio-Télévision	29



**PROCHE-ORIENT** Face à une opinion israélienne traumatisée par la récente vague d'attentats-suicides, le gouvernement de Shimon Pérès a décidé de durcir la lutte

contre le terrorisme. Il a ainsi décidé, mardi 5 mars, de renouer avec la pratique du bannissement hors des territoires occupés des activistes islamistes présumés dangereux. Tsahal

a, en outre, lancé une vaste opération à Hébron et dans ses environs. ● YASSER ARAFAT a, de son côté, déjà fait procéder à l'arrestation de quelque deux cents militants du Ha-

mas, et s'emploie à prendre le contrôle des mosquées. ● LA BRANCHE ARMÉE du Hamas a annoncé, mardi, dans un communiqué, qu'elle suspendait, « immédiatement

et totalement » ses « attaques-martires », tandis que les Etats-Unis ont commencé à apporter une aide matérielle à Israël en lui expédiant du matériel de détection des explosifs.

## Le gouvernement israélien durcit la lutte contre les islamistes

Shimon Pérès, désormais devancé dans les sondages par le Likoud (droite), a décidé de bannir hors des territoires les activistes palestiniens présumés dangereux. De son côté, Yasser Arafat a fait arrêter quelque deux cents militants du Hamas

### JÉRUSALEM

Toujours traumatisés par les attentats-suicides qui, ces derniers jours, ont coûté la vie à une soixantaine de personnes, le gouvernement de Shimon Pérès durcit la lutte contre les islamistes palestiniens. Réuni pour la première fois, mardi 5 mars, sous la présidence du premier ministre, l'état-major spécial de lutte antiterroriste, créé la veille, a décidé de renouer avec la politique des bannissements qui avait été utilisée pour la dernière fois en décembre 1993.

Cette mesure, qui consiste à expulser hors des territoires occupés — probablement au Liban — les activistes islamistes présumés dangereux, sera appliquée « en consul-

tation avec les instances juridiques du pays », a annoncé le radio militaire. En décembre 1993, le premier ministre de l'époque, Itzhak Rabin, avait ainsi expulsé, dans un *no man's land*, au Liban sud, quatre cent quinze militants islamistes, qui, sous la pression internationale, avaient pu rentrer chez eux au bout d'un an.

### ARRESTATIONS

Tard dans la nuit de mardi à mercredi, Tsahal a lancé une vaste opération de police dans Hébron et ses environs. Plusieurs dizaines d'arrestations ont été opérées et quatre institutions musulmanes au moins, soupçonnées d'être affiliées au Mouvement de la résistance islamique (Hamas), ont été fermées. Ainsi le collège islamique

de la ville, de même que plusieurs autres institutions religieuses et caritatives, ont-ils été murés. « Nous allons détruire l'infrastructure de Hamas dans cette ville », a déclaré le général Amnon Shahak, chef de l'état-major des armées, et nous ne nous arrêterons pas tant que nous n'aurons pas réussi.

Plus tôt dans la journée, et pour la première fois à visage découvert, plusieurs dirigeants politiques du Hamas de Gaza avaient réuni une conférence de presse dans l'enclave autonome pour demander « au nom du Mouvement, à toutes les brigades Ezzedine el Qassam (branche armée du Hamas) et aux cellules (dissidentes) des disciples de Yéhyé Ayache », de cesser les attaques militaires. « Nous espérons », avaient ajouté Mahmoud

El Zahar et Mohammad Shamaa, que nos camarades de la branche militaire entendront notre appel.

Quelques heures plus tard, dans un communiqué diffusé auprès des agences de presse, les « brigades » rendaient public « l'ordre donné par le leadership d'Ezzedine el Qassam à toutes les unités de Cisjordanie et de Gaza d'arrêter immédiatement et totalement les attaques martires (attentats-suicides) contre les juifs ». Le texte précisait que les commandos ne pouvaient plus désormais « être tenus pour responsables des actions conduites à l'intérieur de l'entité sioniste ».

La trêve unilatérale ainsi offerte « pour calmer et stabiliser l'atmosphère dans la région » durerait jusqu'au « début de juillet », le temps « pour le gouvernement is-

raélien et Hamas » de négocier, via la médiation de l'Autorité palestinienne, « une trêve juste et renouvelable ». Peu après, le directeur des services de presse du gouvernement israélien, Oufi Dromi, réagissait : « Il n'y a rien de nouveau. Chaque fois qu'ils sont sous pression après un attentat, ils réclament une trêve pour échapper aux représailles ».

### LE CONTRÔLE DES MOSQUÉES

Près de deux cents militants du Hamas auraient déjà été arrêtés par Israël et près du double, dans les enclaves autonomes, par la police de Yasser Arafat. Le chef de l'OLP a aussi accéléré, ces derniers jours, la prise de contrôle par ses hommes de toutes les mosquées des territoires pour prévenir les

prêches incendiaires. La police palestinienne a, en outre, investi, mercredi, l'université islamique de Gaza, bastion du Hamas, qui compte cinq mille étudiants.

Apparaissant au bord de l'épuisement physique, le président de l'Autorité palestinienne a dénoncé le bouclage imposé sur tous les territoires occupés et autonomes depuis quelques jours, comme « une violation des accords d'Oslo », et a demandé, par l'intermédiaire d'Abbie Nathan, un militant israélien de la paix, un prochain sommet, au Caire, avec M. Pérès. Mercredi 6 mars, en fin de matinée, le gouvernement israélien n'avait pas fait connaître sa réponse.

P. C.

## Couvre-feu à Hébron, berceau des combattants perdus

### HÉBRON

Cinq Israéliens de vingt ans surveillent cinq Palestiniens à peine plus jeunes. Les cinq soldats font les cent pas entre les chevaux de frise qui barrent l'accès au camp de réfugiés d'El Fawwar. Les cinq prisonniers sont assis à même le sol, le nez contre un mur, les reins irrités par le rouleau de fil de fer barbelé qui les entoure. Pas d'agressivité, presque la routine, la routine d'Hébron, dont la banlieue abrite le camp de réfugiés. Hébron, d'où venaient les deux kamikazes qui ont semé la mort à Jérusalem et à Ashdod, le 25 février, et où l'armée israélienne a fermé, mardi 5 mars, six institutions sociales islamiques suspectées d'abriter des « terroristes ».

Dès l'annonce des premiers attentats, il y a une semaine, le camp d'El Fawwar a été puni. Les militaires ont bouclé ce berceau de combattants perdus et instauré un couvre-feu que les cinq Palestiniens arrêtés mardi n'avaient pas respecté. A l'intérieur du camp, les Israéliens ont aussi tenté de faire oublier leur impuissance devant la détermination des kamikazes en murant les maisons de leurs familles. Ils ont arrêté dans le village voisin d'El Dahireya, théoriquement sous contrôle palestinien, la famille entière de l'auteur d'un attentat-suicide

perpétré en août 1995, avant de sceller les portes et les fenêtres de son habitation.

La veille, près de la mosquée des Patriarches — où, le 25 février 1994, vingt-neuf musulmans avaient été assassinés par un colon juif —, deux jeunes Israéliennes ont été attaquées à l'arme blanche par un Palestinien. Par mesure de rétorsion, le petit marché aux légumes de la vieille ville, théâtre de l'agression, a été aussitôt fermé. Jusqu'à nouvel ordre. Avec ces incidents à répétition, et ces frustrations, Hébron incarne, jusqu'à la caricature, les faiblesses d'un processus de paix qui, vu de la vieille ville, semble n'avoir jamais franchi les pelouses de la Maison Blanche, où avait été signée, le 13 septembre 1993, la Déclaration de principes sur l'autonomie palestinienne.

### MAUVAIS ÉLÈVE

Quadrillage des quartiers et des routes environnantes, menace permanente d'intervention militaire, pression des extrémistes islamistes, solidement implantés dans les deux camps de réfugiés que compte la cité, rien n'a véritablement changé depuis la poignée de main historique entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin, à Washington. Dernière grande ville de Cisjordanie — excepté Jérusalem-Est — toujours occupée militairement, Hébron a même été montrée du

doigt comme un mauvais élève de la démocratie palestinienne pour avoir appliqué, le 21 janvier, plus qu'ailleurs, les consignes de boycottage des élections générales lancées par les organisations palestiniennes hostiles au processus de paix. Et ce sans parler des manipulations manifestes constatées par les observateurs internationaux auxquelles a donné lieu le dépouillement du vote.

A Hébron, le processus de paix semble d'autant plus étranger qu'il est maintenant question de repousser la date de l'évacuation israélienne de la ville — à l'exception des forces qui protègent les extrémistes religieux installés au cœur de la vieille ville arabe —, prévue pour la fin du mois.

Le premier ministre israélien, Shimon Pérès, a déclaré, mardi, que l'évacuation est désormais liée à la suppression des articles de la Charte palestinienne qui évoque la destruction d'Israël. Dominant, dominant. « Depuis les élections, les gens attendent les représailles des colons », assure Khaled Sullyman Ammayreh, un journaliste proche du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) qui a condamné les attentats. Un peu comme si, à Hébron, le pire était toujours sûr.

Gilles Paris

## L'Iran dément toute implication

MIS EN CAUSE par Israël, les Etats-Unis et la France, notamment, pour ses liens avec les islamistes du Hamas et du Jihad islamique, l'Iran a démenti, mardi 5 mars, toute implication dans les attentats-suicides de Jérusalem et Tel-Aviv. A Téhéran, le vice-ministre iranien pour les affaires internationales et légales, Javad Zarif, a déclaré : « L'Iran dément catégoriquement tout lien ou implication dans de telles actions et rejette fermement les accusations absurdes et irresponsables portées en ce sens par Israël ».

« C'est la main de Téhéran qui guide les terroristes », avait déclaré le chef du gouvernement israélien, Shimon Pérès. Pour M. Zarif, « c'est l'Iran qui est la principale victime du terrorisme international », alors, dit-il, que « l'Iran a toujours appelé à un effort international concerté pour résoudre ce problème » (le terrorisme).

A Washington, l'ambassadeur Dennis Ross, coordonnateur de la politique américaine pour le

Proche-Orient, a défendu mardi la politique des Etats-Unis visant à obtenir de leurs alliés européens qu'ils soumettent l'Iran à un embargo économique et commercial complet. « Je pense que le mandat entier doit reconnaître qu'un pays comme l'Iran, qui utilise la terreur comme instrument de sa politique, doit être isolé », a assuré M. Ross. Jusqu'à présent, les Européens ont refusé de céder aux pressions des Etats-Unis et entendent continuer à développer leurs relations économiques et commerciales avec l'Iran.

A Paris, répondant aux propos critiques du premier ministre, Alain Juppé, à l'encontre de Téhéran (lire page 3), l'ambassadeur d'Iran a rejeté « toute implication ou soutien financier » dans les attentats commis en Israël. Dans un communiqué, l'ambassade « dément avec fermeté » les accusations infondées « portées par les médias français qui ont rapporté des informations évoquant les liens entre l'Iran et ces attentats, et le soutien financier apporté par l'Iran à ce genre d'actions ». — (AFP.)

Patrice Claude

## La plus dure bataille de Shimon Pérès

### JÉRUSALEM

La plupart des commentateurs locaux le donnent déjà pour mort. Politiquement mort. Sacrifié par un électoral tétanisé, sur l'autel désormais trop sanglant d'un processus de paix dont il fut — et dont il reste — partisan passionné. A

soixante-treize ans bientôt, l'insubmersible Shimon Pérès, victime des événements, des attentats, et aussi de son image, s'apprête à subir, aux élections législatives du 29 mai, la dernière défaite de sa longue carrière. Selon des indiscretions, les sondages qui seront publiés vendredi 8 mars dans les grands quotidiens du pays seraient dévastateurs. Le premier ministre, qui, il y a trois semaines encore, bénéficiait dans les intentions de vote d'une avance confortable de 15 points sur son adversaire de droite, serait désormais en retard d'au moins 6 points sur Benjamin Netanyahu.

Le chef du Likoud, le grand parti de la droite nationaliste, que l'on croyait écarté du pouvoir parce que l'opinion locale le rendait en partie politiquement responsable du climat de haine qui avait précédé l'assassinat d'Itzhak Rabin, sort aujourd'hui de quarantaine. Digne, responsable, modéré dans les propos, « unitaire » à souhait, celui qu'on appelle « Bibi » se laisse doucement porter par le climat antiterroriste qui s'est installé depuis le premier attentat-suicide.

Oubliée, retombée dans les limbes, l'immense vague de sympathie qui s'était levée en faveur de M. Pérès,

désormais seul au pouvoir après la tragédie du 4 novembre 1995. L'effet Rabin, qui avait commencé à se dissiper avec le reclassement des opinions dans leurs familles politiques respectives, n'existe plus. Or, aujourd'hui piégés par les fanatismes islamistes, c'est précisément pour bénéficier au plus vite de cet « effet Rabin » que les travaillistes avaient décidé, en février, d'avancer de cinq mois les élections législatives.

En conservant, outre ses fonctions de premier ministre, le portefeuille de la défense, M. Pérès se retrouve en première ligne pour affronter les lazzis de la droite et le dépit des électeurs

« Shimon Pérès, rappelait tout récemment, et très méchamment, Zeev Chafetz dans le magazine libéral *Jerusalem Report*, n'a jamais, en cinquante ans de carrière politique, remporté d'autres mandats électoraux que ceux dérivés par le comité central du Parti travailliste. Comme homme d'Etat, ajoutait-il, Pérès est un lauréat de prix Nobel. Comme homme politique, c'est un perdant né. » C'est cette image négative, qui lui colle à la peau depuis

ses débuts, que l'intéressé, qui avait naturellement hérité du mandat de son vieux rival travailliste assassiné, voulait enfin effacer en remportant, seul, et pour la première fois au suffrage universel direct, un mandat de premier ministre.

L'idée de départ, développée dans son entourage, était d'appliquer une stratégie dite « à la Mitterrand », rapporte Ori Azoulay-Katz, du journal *Yedioth Aharanot*. Pérès ferait une campagne d'homme d'Etat, « traitant des grands problèmes de l'heure, avec solennité, autorité et distance ». Les attentats ont tout bousculé. Coupable d'avoir péché par orgueil et commis une grave erreur politique en voulant conserver, outre ses responsabilités de chef de gouvernement, le portefeuille de la défense, M. Pérès se retrouve aujourd'hui sans façade, seul, en première ligne pour affronter les lazzis des manifestants de droite et de la droite des élections face à un processus de paix qui provoque des violences.

Rabin avait aussi tenu à conserver les rênes de l'armée. Mais M. Pérès n'a jamais été général, n'a même jamais porté de bataille dress, et, si son rôle dans la défense du pays fut historiquement capital en bien des circonstances, il n'a pas l'image rassurante de son illustre prédécesseur. « Rien à faire, regrette Daniel Ben Simon, du quotidien travailliste *Davar*. Dans les périodes de crise comme aujourd'hui, il y a un problème de confiance entre cet homme et ce pays ».

Le Parti travailliste commence à s'en inquiéter sérieusement. « Un parti qui souhaite garder le pouvoir en ces temps troubles peut-il conserver Shimon Pérès à sa tête ? », s'interrogeait, dimanche, le quotidien

*Haaretz*. « Le premier ministre, en dépit de tous ses efforts, n'inspire pas le sentiment de sécurité nécessaire. Si les attentats continuent, et, avec eux, la tendance actuelle des sondages, conclut cruellement ce journal de gauche, il devra se conduire en gentleman et passer la main à un autre candidat ». Lundi, après les attentats-suicides de Jérusalem et de Tel-Aviv, la rumeur se fit tellement insistante que le premier ministre fit publier un communiqué : non, il n'envisageait pas de se décharger du portefeuille de la défense pour le confier à celui qui se veut le disciple de Rabin et qui n'est visiblement pas à sa place à la tête de la diplomatie, le général Ehouad Barak. « Ce serait, explique Daniel Ben Simon, admettre publi-

quement son échec à ce poste et adouber du même coup le général Barak comme héritier présomptif ». Entretien par Ariel Sharon, l'ancien ministre (Likoud) de la défense qui se verrait bien de nouveau occuper ce poste sous l'autorité de M. Pérès pour « casser du terroriste » comme jadis au Liban, la rumeur de formation d'une sorte de « cabinet unitaire de sécurité » qui comprendrait des hommes du Likoud semble avoir fait long feu. M. Netanyahu et ses lieutenants ne voient guère pourquoi, à onze semaines des élections, ils prendraient le risque d'être associés à « l'échec des travaillistes et de leur politique d'abandon ». Depuis quelques jours, quoi qu'il pense du fond de l'affaire, M. Pérès

ne parle plus publiquement de continuer coûte que coûte le processus de paix. Il a durci son discours, pris des mesures de sécurité qui avaient disparu depuis trois ans — démolition de maisons, bannissement hors des territoires d'activistes islamistes, emprisonnements préventifs et « administratifs », etc. Le chef du gouvernement a montré qu'il avait de la maîtrise, de la virtuosité même. Si la politique de la « main de fer » désormais appliquée à l'encontre des Palestiniens produit l'effet escompté, s'il n'y a plus d'attentats dans les mois à venir, alors, mais alors seulement, il a encore une chance de gagner son dernier combat.

## Dans les colonnes des journaux locaux

DANS UNE « lettre à un ami palestinien », le quotidien *Ma'ariv* écrivait, mardi 5 mars, que « si les Palestiniens ne mettent pas un terme aux assassinats d'Israéliens, il n'y aura plus d'accord possible avec les Israéliens qui se retireront partiellement ou totalement des discussions pour pouvoir se défendre (...). Je sais ce que tu as enduré : les humiliations, les malheurs, la souffrance et les morts (...). Mais le but du processus de paix n'est pas d'effacer les douleurs du passé, mais bien de prévenir de nouvelles souffrances ». « Les ombres [du colon meurtrier Baruch] Goldstein et de [l'artificier du Hamas Yehia] Ayache risquent toujours de revenir de

l'enfer pour nous imposer un autre enfer. C'est à ton tour d'ouvrir et de te battre pour la paix maintenant. Fais-le avant qu'il ne soit trop tard ».

« L'attentat de Tel-Aviv change les règles du jeu déterminées à Oslo », écrivait le quotidien *Davar* (gauche), mardi (...). Compte tenu de la réalité arrière de ces dix derniers jours, il n'y a plus de place à présent pour les discussions, il n'y en a plus que pour l'action. Si Arafat souhaite continuer le processus, il doit coopérer avec Israël (...). Parler d'une zone de sécurité et de déploiement d'hommes dans chaque bus n'est pas la panacée, nous avons besoin de moyens radicaux ».

Le plan de lutte contre les terroristes arrêté par le gouvernement ne sera pas efficace en lui-même, aversait le quotidien *Haaretz* (gauche indépendante), mardi, mais seulement « avec l'assistance des Palesti-

niens qui doivent faire la preuve que les terroristes ne viennent pas de leurs rangs ».

Les accords du Caire — « Oslo-2 » — « sont morts » avec l'attentat de Tel-Aviv, estimait le quotidien populaire *Yedioth Aharanot*, mardi. « La guerre, c'est la guerre, ce qui veut dire qu'il faut les combattre durement jusqu'au bout, ceux du Hamas, du Jihad, des combattants d'El Qassam, les autres groupes armés, mais aussi leurs alliés qu'ils soient (...). Lorsqu'on est en guerre, on se bat, et on ne se précipite pas de processus de paix, pas plus en Israël qu'à Washington ou dans le Maryland [où ont lieu des négociations avec la Syrie] (...). La guerre ne se gagne pas aux arrêts d'autobus, dans les centres commerciaux ou dans certains autres endroits de notre propre territoire, mais bien chez l'ennemi ».



NOUS AUSSI, ON PEUT PRENDRE DES MESURES DE RÉTORSION :  
CETTE ANNÉE, PAS D'AIRES !



## Washington va apporter une aide matérielle et diplomatique à l'Etat juif

WASHINGTON

de notre correspondant

Au moment où Israël est durement éprouvé par une campagne de terreur, les Etats-Unis souhaitent apporter à ce pays qui est l'un de leurs plus fidèles alliés une aide matérielle et diplomatique. Le président Bill Clinton a tenu à réaffirmer solennellement cette solidarité, mardi 5 mars, à l'occasion d'un message enregistré diffusé à la fois aux Etats-Unis et en Israël : « Les balles et les bombes ne doivent pas prévaloir contre la volonté de paix », a notamment souligné le chef de la Maison Blanche.

L'administration américaine a, d'autre part, rendu public un plan d'aide à l'Etat juif, qui compte quatre volets. Dès mardi, un avion militaire américain s'est envolé pour Tel Aviv, avec à son bord du matériel de détection des explosifs, demandé par Israël, et qui devrait être utilisé aux postes de contrôle établis par Tsahal. Ce premier envoi se compose de plusieurs unités d'équipement « très sophistiquées », mais dont les détails sont réservés à l'entente afin de ne pas faciliter la tâche des terroristes. D'autres livraisons doivent être faites au cours des prochains jours. Washington va aussi mettre à la disposition du gouvernement de Shimon Pérès un certain nombre d'experts de la lutte antiterroriste, afin de renforcer le dispositif mis en place

par les autorités israéliennes.

S'agissant du troisième volet de cette aide d'urgence, l'administration s'est bornée à évoquer un ensemble de mesures destinées à renforcer la coordination de la lutte antiterroriste entre le gouvernement israélien, l'Autorité palestinienne et plusieurs Etats voisins modérés, comme la Jordanie et l'Egypte. Enfin, les Etats-Unis vont lancer une série d'initiatives diplomatiques afin d'encourager le plus possible de pays à soutenir le processus de paix au Proche-Orient – ce qui passe par une aide économique accrue en faveur des Palestiniens – et à prendre des mesures, dont la fermeture des bureaux du Hamas, pour tenter d'isoler et de capturer les commanditaires des attentats-suicides.

« LA MAIN DE TEHÉRAN »

Les Etats-Unis partagent l'avis de M. Pérès selon lequel c'est « la main de Tehéran qui guide les terroristes », et souhaitent que les pays qui, comme la Russie et la France, entretiennent des relations diplomatiques et économiques avec le régime iranien se joignent à un boycottage international de l'Iran. Washington estime en effet qu'il est illusoire de vouloir influencer l'Iran en continuant de dialoguer avec lui.

Le soutien iranien aux terroristes du Hamas « est prouvé », a souligné le porte-parole de la Maison Blanche, ajoutant que Tehéran

« fomentait le terrorisme dans le monde entier, particulièrement au Proche-Orient ». En mai 1995, les Etats-Unis, qui appliquent un embargo commercial à l'encontre de Tehéran, avaient déjà tenté d'obtenir un tel résultat. Sans succès.

S'agissant de la Syrie, Washington souhaite que Damas « revioie » ses relations avec la branche politique du Hamas. Le secrétaire d'Etat Warren Christopher a téléphoné, mardi, au ministre syrien des affaires étrangères afin d'obtenir que le gouvernement du président Hafez El Assad condamne formellement le terrorisme.

L. Z.

■ Les Etats-Unis ont protesté après de l'Italie après la fuite de l'un des Palestiniens responsables du détournement de l'Achille-Lauro, emprisonné à Rome (Le Monde du 6 mars). L'ambassadeur américain à Rome, Reginald Bartholomew, a exprimé « la vive préoccupation de son pays au sujet haut niveau du gouvernement italien ». Majed Al Molk, le chef du commando qui avait assésiné l'Américain Leon Klinghoffer lors du détournement du paquebot italien en 1985, a bénéficié d'une permission de sortie de douze jours alors qu'il purge une peine de trente ans. Le 28 février, il n'a pas regagné la prison. C'est le troisième membre du commando à échapper de cette manière à la prison romaine de Rebibbia.

## La droite s'associe à la manifestation organisée à Paris par les partis de gauche

Une trentaine d'organisations ont appelé à un rassemblement silencieux contre le terrorisme et pour la paix, mercredi 6 mars, sur l'esplanade du Trocadéro

UNE TRENTAINE de partis de gauche et d'écologistes, de syndicats et d'associations ont appelé à une manifestation silencieuse, mercredi 6 mars, à partir de 18 heures, sur l'esplanade du Trocadéro à Paris, pour « condamner le terrorisme » et « appuyer le processus de paix » en Israël.

Cette mobilisation, dont Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, avait lancé l'idée, lundi, déborda même dans les rangs de la majorité. A quelques minutes d'intervalle, mardi soir, François Léotard, président du Parti républicain, puis Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, ont annoncé leur participation à ce rassemblement. Mercredi matin, Force démocrate, à son tour, a fait savoir qu'elle enverrait une délégation conduite par Pierre Méhaignerie, ancien président du CDS, et Bernard Bosson, président de la composante centriste des députés UDF.

ESPRIT D'OUVERTURE

Après avoir envisagé une « grande manifestation » pour « dénoncer la barbarie du terrorisme », le premier secrétaire du PS s'est employé à vérifier l'écho rencontré par cette initiative. M. Jospin s'est notamment entretenu avec Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, et Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste. Se fondant sur le précédent de Carpentras, où les principaux responsables de l'opposition de l'époque, Jacques Chirac, François Léotard, Pierre Méhaignerie, Simone Vell, avait participé à la manifestation nationale contre la profanation du cimetière, les dirigeants des deux partis de gauche se sont rapidement convenus qu'il n'y aurait aucun inconvénient à ce que « la droite se manifeste ».

Par la voix de Georges Sarre, député de Paris, le Mouvement des citoyens a été l'une des premières organisations à s'associer à la proposition du PS, en appelant « à la mobilisation de tous ceux qui refusent la logique des fanatiques ». La CGT, la CFDT, Force

ouvrière, la FEN, la FSU, le SNES, l'UNEF et l'UNEF-ID, l'Union des étudiants juifs de France, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), SOS-Racisme, Radical et les Verts figurent parmi les signataires de l'appel, lesquels, dans un esprit délibéré d'ouverture, « espèrent que d'autres Français se sentiront concernés ».

Devant l'empressement de ces différents mouvements à répondre favorablement, plusieurs organisations ont modifié leurs propres projets. C'est ainsi que Jean Pierre-Bloch, président d'honneur de la Licra, qui avait prévu de manifester au même moment devant l'ambassade d'Israël, a précisé que le rassemblement du Trocadéro « annule et remplace » la première initiative.

FLEURS ET BOUGIES

La Ligue des droits de l'homme, qui, elle aussi, avait appelé à un rassemblement au Trocadéro, mais, jeudi 7 mars, s'est finalement aligné sur les autres organisations. Son appel précise qu'il s'agit de « contribuer au développement d'un mouvement international de solidarité avec les peuples palestiniens et israéliens et de soutien à Yasser Arafat et Shimon Pérès qui, depuis trois ans, ont travaillé avec courage et détermination à l'éta-

blissement de la paix ». Les manifestants sont invités à déposer des fleurs ou des bougies sur le parvis des Droits de l'homme, en hommage aux victimes des attentats commis en Israël.

Dans son communiqué, François Léotard fait référence au « processus de paix engagé entre Israéliens et Palestiniens ». Le RPR et Force démocrate, en revanche, veulent témoigner de leur « entier soutien au peuple israélien ». Le secrétaire général du RPR, M. Mancel, pourrait d'ailleurs se rendre en Israël et dans les territoires autonomes palestiniens dans les tout prochains jours, avec d'autres responsables de la majorité.

De son côté, l'ancien ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, a adressé une lettre à l'ambassadeur d'Israël, dans laquelle il encourage le premier ministre israélien à « poursuivre le combat pour la paix ».

Dans un télégramme à Shimon Pérès, Valéry Giscard d'Estaing se dit « bouleversé et indigné devant la répétition des attentats sanglants qui visent la population d'Israël ». « Rarement la haine politique n'a atteint un degré de fanatisme aussi inacceptable. Ce sont à la fois vos compatriotes mais aussi l'esprit de paix et de tolérance qui sont visés », écrit le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Jean-Louis Saux

## M. Juppé « exclut » toute rencontre ministérielle avec l'Iran

INTERPELLÉ à trois reprises,

mardi 5 mars, lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, le premier ministre a exprimé « la révolte et l'horreur » que lui inspirent les attentats récents en Israël. Condamnant « avec force et indignation ces actes de barbarie », Alain Juppé a adressé un message « d'amitié, de solidarité et de soutien » au peuple israélien et a exhorté l'Autorité palestinienne à s'engager « sans faiblesse ni répit dans le combat contre le terrorisme ».

Evocant les contacts que Jacques Chirac, le président de la République, a eus avec Shimon Pérès et Yasser Arafat, il a assuré que le gouvernement français allait « continuer à apporter [son] soutien moral, diplomatique, matériel » à ceux qui sont engagés dans la « voie difficile » de la paix. Car « c'est la paix elle-même que l'on veut assassiner », a lancé le premier ministre, devant un hémicycle unanime dans la réprobation des attentats. « Notre responsabilité est donc aujourd'hui d'affirmer qu'il faut continuer sur cette voie, quoi qu'il en coûte, car en changer entraînerait vraisemblablement plus de souffrances, plus de malheurs encore », a-t-il ajouté.

Comme il poursuivait en condamnant « ceux qui sont assez irresponsables pour se réjouir de ces attentats », M. Juppé a été interrompu par Adrien Zeller (UDF-

FD, Bas-Rhin) : « L'Iran ! », a lancé ce dernier. « Oui, l'Iran. Vous auriez pu aussi nommer la Libye. Nous devons les condamner ouvertement », a répliqué le premier ministre, sous les applaudissements des députés de la majorité et de nombreux socialistes. Il a conclu que « la France n'a rien à voir avec des pays qui poussent ainsi au crime et qui encouragent les terroristes » et qu'elle doit s'en tenir, avec ces pays, à des « relations diplomatiques minimales », excluant notamment, a-t-il précisé, « toute visite ministérielle avec l'Iran ».

La déclaration de M. Juppé intervient une semaine après que Bernard Pons, ministre de l'Équipement et des transports, est retourné d'une visite officielle de trois jours en Iran. M. Pons, expliquant mercredi au Quai d'Orsay, était allé signer un accord sur le transport routier permettant aux camions français de traverser l'Iran.

Par ailleurs, le secrétaire général du ministère iranien des affaires étrangères, Mahmoud Vaezi, est attendu à Paris à la mi-mars ; il s'agit d'une des rencontres régulières entre les deux ministères, dans le cadre du « dialogue critique » instauré alors que Roland Dumas était chef de la diplomatie française. Les autorités françaises devaient décider mercredi de maintenir ou non l'invitation de M. Vaezi dans ce cadre.

## Au Soudan, le pouvoir islamiste se soumet sans risque au verdict des urnes

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis le coup d'Etat qui a amené au pouvoir le général Omar El Bécht, en juin 1989, soutenu par le Front national islamiste (FNI) que dirige d'une main de fer Hassan El Tourabi, éminence grise du régime, les Soudanais vont être appelés aux urnes, du 6 au 17 mars, pour désigner à la fois leur président de la République et leur Parlement. L'issue du scrutin ne fait guère de doute. Unique candidat de poids, l'actuel chef de l'Etat devrait être reconduit sans trop de difficultés dans ses fonctions.

De même, les députés désignés ne devraient pas porter ombre à une équipe diligente qui a fait, depuis longtemps, la preuve de son autoritarisme et qui avait interdit tous les partis politiques de son accession au pouvoir. Un conseil, dirigé par les islamistes, a déjà été mis en place pour contrôler le futur Parlement, qui pourrait être présidé par M. El Tourabi, candidat à la députation.

Miné par quinze ans d'une guerre particulièrement cruelle contre une dissidence sunnite armée et chrétienne, qui refuse notamment la loi islamique (charia) en vigueur depuis 1983 à Khartoum, le Soudan se retrouve aujourd'hui dans une situation doublement délicate. D'une part, la

situation de son économie est des plus alarmantes. Pénalisée par cette guerre coûteuse, l'inflation galopante a entraîné la livre soudanaise dans une spirale de dépréciations. En 1994, déjà, le kilo de viande valait plus de 1 500 livres, au lieu de 150 cinq ans auparavant. Et la situation ne s'est pas améliorée, loin de là, comme en témoignent les véritables émeutes de la faim suscitées par l'augmentation de 50 % du prix du pain, en septembre 1995, émeutes que le pouvoir a violemment réprimées.

PROGRAMME COMMUN DE L'OPPOSITION

Il semble peu probable, d'autre part, que le crédit international du Soudan sorte redressé de consultations boudées par l'opposition. Les mesures de mansuétude prises notamment au profit de Sadek El Machi, premier ministre déposé en 1989 – et, ironie du sort, beau-frère de M. El Tourabi – n'ont eu aucun effet. Au contraire, réunies, à la mi-janvier, à Asmara, en Erythrée, les deux oppositions – nordiste et sunnite – se sont accordées sur un programme commun de lutte contre le pouvoir militaro-islamiste avec pour objectif sa chute.

Confortées par la condamnation du Soudan –

malgré ses dénégations répétées – par le Conseil de sécurité des Nations unies pour cause de soutien au terrorisme international – il est soupçonné notamment d'avoir organisé la tentative d'attentat perpétrée contre le président égyptien Hosni Moubarak, en juin 1995, à Addis Abeba en Ethiopie –, ainsi que par la fermeture de l'ambassade américaine à Khartoum, ces oppositions ont dénoncé, à plusieurs reprises, la « force » que constituent à leurs yeux ces élections, qui ne seront organisées, compte tenu de la guerre, que dans certaines provinces sudistes.

G. P.

■ Les autorités de Khartoum ont protesté, mardi 5 mars, contre le « bombardement par les forces égyptiennes » des troupes soudanaises installées dans le triangle frontalier de Halab, objet de litige entre les deux pays. Au Caire, le commandant des forces égyptiennes dans cette région, le général Samir Ahmed Ayat, cité, mardi, par le quotidien gouvernemental El Ahram, a indiqué que les élections soudanaises « ne se dérouleront pas à Halab ». Quiconque, a-t-il ajouté, « veut y entrer pour les organiser en sera empêché ». (AFP)

## Le Conseil de sécurité de l'ONU n'envisage pas d'intervention militaire au Burundi

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, mardi 5 mars, à l'unanimité, une résolution qui met l'accent sur le dialogue politique au Burundi et invite le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, à entamer des consultations avec les Etats membres pour la mise en œuvre d'une « réponse humanitaire rapide » en cas d'explosion de violence dans ce pays. Mais le Conseil s'est abstenu de toute terminologie évoquant une intervention militaire. Cette éventualité a été à plusieurs reprises rejetée par la présidence et le gouvernement burundais. Dans ce pays d'Afrique centrale, les affrontements entre

Tutsis (environ 15 % de la population) et Hutus (85 %) auraient fait au moins 150 000 morts depuis 1993. La présidence est assurée par un Hutu, Sylvestre Ntibunganya, mais le gouvernement, l'armée et la justice sont dominés par les Tutsis de l'Union pour le progrès national (UPRONA), un parti violemment opposé à toute intervention étrangère.

Dans un rapport remis au Conseil le 15 février, Boutros Boutros-Ghali avait estimé que, « moins de deux ans après le génocide perpétré au Rwanda, la communauté internationale ne doit pas être une fois de plus prise au dépourvu ». Pour ce faire, il envisageait la création d'une force multi-

naionale, dont les 25 000 hommes auraient été stationnés au Zaïre sous l'autorité d'un Etat membre. Celle-ci aurait eu la capacité de recourir à la force, aux termes du chapitre VII de la Charte des Nations unies. M. Boutros-Ghali avait même identifié, selon des diplomates, cinq pays (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Canada et Belgique) capables d'entreprendre une telle opération. Or aucun d'eux ne s'est révéillé prêt à engager des forces dans l'opération.

Du coup, l'analyse française de la situation, beaucoup moins pessimiste que celle du secrétaire général, Pa emporté. Dans son discours devant le Conseil de

sécurité, l'ambassadeur français, Alain Dejammet, a souligné le souci de Paris d'être « très attentif à la perception que les premiers intéressés, les habitants du Burundi, ont de nos décisions ».

RETRAIT DU RWANDA

M. Boutros-Ghali aurait préféré que le Conseil envoie des signaux « plus menaçants » aux extrémistes burundais. Paris, pour sa part, juge que la moindre allusion à une opération militaire internationale au Burundi susciterait des réactions des extrémistes dans ce pays. A la demande de la France, le Conseil est revenu sur les menaces figurant dans la résolution 1040 du 29 janvier 1996 – embargo sur les

armes ou gel des avoirs de certains extrémistes –, qui ont disparu du nouveau texte.

Après avoir soutenu l'idée d'une force internationale, tout en se refusant à y participer, les Etats-Unis se sont ralliés à la position française. Ils ont par ailleurs, selon le Washington Post, rappelé leur ambassadeur à Bujumbura, Robert Krueger, dont les prises de position, souvent très critiques à l'égard de l'armée, avaient provoqué la fureur des extrémistes tutsis.

Le représentant burundais à l'ONU, Nsanzé Terence, jugé proche de ces extrémistes, avait d'ailleurs averti les membres du Conseil de sécurité que l'armée

burundaise était en mesure d'« affronter tout corps expéditionnaire, quelle que soit son étiquette humanitaire ou militaire ».

Par ailleurs, le Conseil devrait décider, dans les prochains jours, du retrait définitif de la Mission des Nations unies au Rwanda (MINUAR), à l'expiration de son mandat, le 8 mars, répondant ainsi au souhait des autorités de Kigali. L'ONU créerait ensuite un bureau politique chargé de promouvoir la réconciliation nationale et d'apporter une assistance au gouvernement rwandais pour le retour des réfugiés et la reconstruction des infrastructures.

Afsané Bassir Pour



Ernesto Samper, président de la Colombie

## « Personne ne peut se vanter d'avoir été à l'abri de l'infiltration du trafic de la drogue »

Le président colombien Ernesto Samper doit être entendu dans les prochains jours par la commission d'accusation du Parlement colombien, dans le cadre de la réouverture de l'enquête sur le financement de sa campagne électorale de juin 1994,

pour laquelle il est soupçonné d'avoir perçu de l'argent - plus de 30 millions de francs - du cartel de Cali. Attaqué de toutes parts, notamment après la décision, vendredi 1<sup>er</sup> mars, des Etats-Unis de supprimer certains types d'aide à la Colombie,

le président Samper apparaît de plus en plus fatigué. Il soutient cependant que « l'idée de démissionner ne lui a jamais traversé l'esprit, car ce serait abandonner le pays ». Et il réaffirme qu'il réussira à démontrer son « innocence ».

« Comment voyez-vous les relations américano-colombiennes après la décision des Etats-Unis de ne plus accorder leur « certificat » à la Colombie, en matière de lutte contre le trafic de drogue ?

« J'ai reçu cette nouvelle avec beaucoup de douleur pour le pays, qui a énormément lutté et souffert du trafic de drogue. Mon gouvernement a décidé de continuer cette lutte, non seulement parce que la drogue est un fléau qui affecte la sécurité nationale, mais aussi parce que c'est un engagement que nous avons pris avec le reste du monde. Avec les Etats-Unis, il va nous falloir trouver un nouveau chemin basé sur plus de confiance. Une commission présidée par le ministre des affaires étrangères va étudier les programmes de coopération bilatérale en matière de lutte contre la drogue. Les autres programmes de coopération ne seront de toute façon pas touchés. Par ailleurs, nous allons renforcer notre alliance avec tous les pays qui veulent nous accompagner dans cette lutte, dont certains nous aident déjà beaucoup.

« Quel est, selon vous, l'impact de la décision américaine sur la crise politique que vit la Colombie ?

« Cela suscite déjà un nouvel appui au gouvernement de la part de tous les Colombiens, qui comprennent que ce n'est pas un acte contre le président, mais contre le pays. Si c'était contre le président, j'aurais préféré que cela soit dit clairement. Economiquement, cela n'aura pas un effet majeur. Les Etats-Unis sont notre partenaire économique le plus important, et nous allons maintenir nos relations commerciales avec eux. La preuve : une réunion des ministres du commerce et des dirigeants d'entreprise de tout le continent sera organisée le 18 mars à Cartagena, chez nous. Mais nous devons diversifier nos relations commerciales. D'ici quel-

ques années, l'Europe pourrait devenir notre premier partenaire commercial. Elle l'est déjà en matière d'investissements.

« On vous attaque, on vous abandonne de tous côtés et on parle beaucoup, ces jours-ci, de l'impossibilité de gouverner dans ces conditions.

« Le fait qu'il y ait une opposition ne veut pas dire que l'on ne puisse pas gouverner. Ce n'est pas un obstacle, mais la preuve que le jeu démocratique fonctionne. Il est vrai qu'il me faut travailler deux fois plus qu'en temps normal, c'est difficile, fatigant.

« Pouvez-vous affirmer aujourd'hui qu'il y a eu ou qu'il n'y a pas eu d'argent de la drogue dans votre campagne ?

« J'ai demandé au parquet de déterminer non seulement s'il y a eu infiltration de trafic de drogue, mais aussi si cette infiltration a été le résultat d'un accord - qui n'est pas de mon fait. J'ai aussi demandé qu'on enquête sur les responsables de cette éventuelle infiltration. Selon le procureur, cette infiltration a pu exister. J'attends ses conclusions.

« Les dépenses de votre campagne ont-elles dépassé les montants autorisés par la loi ?

« Je ne dirigeais pas directement la partie administrative de la campagne. Les livres de comptabilité auxquels j'avais accès étaient en règle. Je ne sais pas s'il y a eu dépassement.

« On a dit que vous n'aviez plus d'argent pour financer la campagne du second tour, et que c'est pour cela que de l'argent de la drogue serait arrivé.

« L'affirmation est logique. Mais je me suis adressé aux groupes économiques les plus importants de Colombie, qui m'ont offert de quoi financer le second tour.

« Avez-vous eu personnellement des relations avec des membres du cartel de Cali ?

« Je n'ai jamais connu personnellement de trafiquants du cartel

de Cali. J'ai pu dire à un moment qu'ils ont assisté, peut-être en même temps que moi, à certains événements politiques ou sociaux.

« Selon les dernières accusations publiques de votre ancien ministre de la défense, Fernando Botero, et de l'actuel procureur de la République, vous savez que de l'argent sale finançait votre campagne et vous en auriez même organisé la collecte.

« Pensez-vous ! Toutes ces accusations viennent de Fernando Botero. Je préfère me référer aux premières déclarations qu'il avait faites quand il a été arrêté, à l'époque où il disait la vérité, quand il affirmait que nous avions pris toutes les mesures possibles contre l'infiltration de l'argent de la drogue.

« Comment expliquez-vous son revirement ?

« Sans doute pour obtenir des bénéfices judiciaires.

« Mais si autant d'argent de la drogue a servi à financer votre campagne, il semble impossible que le candidat Samper ne l'ait pas su ou n'en assume pas aujourd'hui la responsabilité.

« La commission d'accusation du Parlement doit éclaircir ces points : combien d'argent est entré dans la campagne ; par quelles voies ; et si de l'argent illicite est effectivement entré, qui a organisé cette infiltration. Car, dans la comptabilité officielle à laquelle je me suis toujours référé, il n'apparaît nulle trace de cet argent. Il faut vérifier si certaines personnes ont utilisé ma campagne pour en bénéficier. Dans ce cas, ma responsabilité n'est pas la même.

« Voyez-vous la crise se résoudre ?

« En deux temps. D'une part, le procès en cours, au cours duquel j'assume personnellement, de quel qu'il soit, la responsabilité de ce qui a été fait. D'autre part, il va falloir établir la responsabilité politique. Je suis disposé à demander au pays

quelles sont les conditions pour pouvoir gouverner, par le truchement d'élections anticipées, d'une consultation populaire ou la formation d'un gouvernement de coalition. Il faut examiner toutes les formules possibles, mais seulement une fois que le congrès de la République aura rendu son jugement.

« Que pensez-vous de la proposition faite par Gabriel García Márquez et par différents parlementaires d'une loi qui amnistierait les hommes politiques impliqués dans ce procès, à condition qu'ils abandonnent définitivement leur carrière ?

« Pendant de longues années, nous avons appris par peur, ou par ambition, à tolérer le trafic de drogue. Cela ne va pas se résoudre par une loi. Le pays doit assumer l'élimination du trafic de drogue, non seulement dans la politique, mais aussi dans les activités économiques, sociales et culturelles. Le pays tout entier doit sortir du trafic de drogue, pas seulement quelques personnes. La crise est profonde : le trafic de drogue n'est pas apparu avec mon gouvernement, ni même avec ma campagne. Ce phénomène existe depuis longtemps et a apporté des quantités d'argent énormes au pays, entre 2,5 et 3 milliards de dollars par an. Personne ne peut se vanter aujourd'hui, dans aucune campagne, dans aucune activité économique, d'avoir été à l'abri de l'infiltration du trafic de la drogue. »

Propos recueillis par Anne Proenza

■ **Evadé en plein jour** d'une prison de Bogotá le 11 janvier, le numéro trois du cartel de Cali, José Santacruz Londono, a été tué, mardi 5 mars, au cours d'une fusillade avec la police. Les autorités avaient offert 1 million de dollars pour toute information permettant son arrestation. - (AFP Reuters.)

## L'Irak est prêt à négocier la formule « pétrole contre nourriture »

BAGDAD. « La conclusion d'un accord avec l'ONU pour exporter des quantités limitées de pétrole en échange d'importations d'équipements humanitaires et civils » représente « un arrangement provisoire auquel nous tentons de parvenir », a indiqué, mardi 5 mars, le ministre irakien des affaires étrangères, Mohamed Said Al Sabah. Les négociations sur la formule « pétrole contre nourriture » doivent reprendre, le 11 mars, à New York. Elles pourraient permettre une levée partielle de l'embargo. Le prochain rapport de l'ONU, prévu en avril, risque néanmoins d'être défavorable pour l'Irak, a indiqué un haut responsable onusien, lundi, à Manama, « suite de réponse à certaines questions fondamentales » concernant le désarmement de ce pays. - (AFP)

## Les Etats-Unis maintiendront 6 000 têtes nucléaires

WASHINGTON. Le secrétaire américain à la défense, William Perry, a présenté au Sénat, mardi 5 mars, son projet pour 1997 de modernisation des forces armées aux Etats-Unis. Au sein d'un budget de 242,6 milliards de dollars (en baisse de 3 milliards), il est prévu de laisser à hauteur de 6 000 têtes nucléaires, jusqu'en 1998, l'arsenal de dissuasion tant que Moscou ne ratifiera pas le traité START-2. De même, il est mis fin à la chute des effectifs, qui avoisinent 1,4 million d'hommes (dont 230 000 hors des Etats-Unis). Le principal point de désaccord entre l'administration et le Sénat concerne le déploiement - pas avant six ans - d'un système de missiles antimissiles pour protéger le territoire fédéral. Le Pentagone prévoit d'y consacrer 2,5 milliards de dollars en 1997. Cette somme est jugée « inacceptable » par le président, Strom Thurmond (républicain) de la commission de la défense du Sénat, qui veut accélérer le projet. - (AFP)

### AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS/CUBA** : la loi Helms-Burton visant à renforcer l'embargo américain contre Cuba a été adoptée, par 74 voix contre 22, au Sénat et sera transmise pour approbation à la Chambre des représentants. Le président Clinton voulait y apposer son veto pour les dispositions d'extra-territorialité qu'elle contenait mais a changé d'avis après la destruction, par des chasseurs cubains, de deux avions civils cubano-américains. - (AFP)

■ **NICARAGUA** : Daniel Ortega a été désigné candidat du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), mardi 5 mars, en vue de l'élection présidentielle d'octobre. M<sup>me</sup> Vilma Núñez et l'ancien colonel Alvaro Ramírez briguent aussi l'investiture sandiniste au sein du même parti. - (Reuters)

### EUROPE

■ **BOSNIE** : l'UNEP est intervenue, mardi 5 mars dans la soirée, à la demande de la force de police internationale de l'ONU, pour faire évacuer des policiers croates entrés dans une banlieue serbe de Sarajevo, Hadzici. Une compagnie de soldats français a pris position dans la nuit autour du poste de police où étaient retranchés une vingtaine de policiers croates. Ce quartier devait passer mercredi seulement sous contrôle de la Fédération. - (AFP)

■ **CROATIE** : le président Franjo Tudjman a nommé M<sup>me</sup> Marina Matkovic-Dropulic, actuellement ministre du bâtiment, au poste de maire de Zagreb, confirmant ainsi son refus de laisser l'opposition, pourtant victorieuse dans la capitale aux dernières élections, gérer la ville. Il est vraisemblable cependant que le conseil municipal refusera cette nomination et que de nouvelles élections devront être organisées. - (AFP)

■ **GRANDE-BRETAGNE** : la demande d'asile politique de l'islamiste saoudien Mohamed Al Masaari doit être examinée « aussi rapidement que possible » par le ministre de l'Intérieur, a estimé, mardi 5 mars, à Londres, le juge David Pearl, statuant pour l'Autorité d'appel sur l'immigration. Selon la justice britannique, l'ordre d'expulsion du militant saoudien vers la Dominique doit être reconsidéré, le gouvernement n'ayant pas fait la preuve que la sécurité de l'opposant serait garantie dans ce pays. - (AFP)

### AFRIQUE

■ **BÉNIN** : Nicéphore Soglo et Mathieu Kérékou arrivent en tête du premier tour de l'élection présidentielle béninoise, avec une très courte avance pour le président sortant sur son prédécesseur. Selon des résultats non officiels, compilés mardi 5 mars, M. Soglo ne devancerait M. Kérékou que de 21 500 voix, moins de 1 % des inscrits. M. Kérékou l'a emporté dans le nord du pays, son fief, alors que M. Soglo est largement en tête à Cotonou. Un second tour devrait être nécessaire. - (AFP)

■ **COMORES** : le scrutin présidentiel a commencé avec retard, mercredi 6 mars, en raison de problèmes d'organisation. Quinze candidats se disputent la succession du président Djohar, renversé lors du putsch avorté de Bob Denard en novembre 1995, et qui ne se représente pas. - (AFP)

■ **NIGÉRIA** : une pièce de Wole Soyinka, Prix Nobel de littérature, a vu ses représentations interdites par les forces de sécurité, le 28 février. En pleine représentation, les policiers ont arrêté puis relâché deux des metteurs en scène des Épreuves du frère Jero, une pièce écrite par Soyinka, qui vit en exil en raison de son opposition au régime militaire. - (AFP)

### ÉCONOMIE

■ **ALLEMAGNE** : l'assurance-maladie a enregistré un déficit de 7 milliards de deutschemarks (25,5 milliards de francs) en 1995 : les recettes de cotisations ont augmenté de 0,7 %, les prestations de 4,3 % dans l'IRFA et de 8,9 % dans les « nouveaux Länder ». A l'Ouest, le déficit s'est réduit au dernier trimestre, revenant de 5,8 milliards de deutschemarks à 4,15 milliards. - (AFP)

■ **JAPON** : les banques ont accepté l'objectif demandé par la coalition gouvernementale de réaliser 1 500 milliards de yens (72 milliards de francs) de gains de productivité dans sept ans à venir, et ainsi à reverser sous forme d'impôts l'équivalent des 685 milliards que l'Etat, selon le projet de budget, apporterait pour liquider les dettes des organismes de crédit immobilier. - (AFP)

## Bob Dole remporte les primaires de huit Etats américains

Lamar Alexander se retire de la course à l'investiture

WASHINGTON. De notre correspondant. Robert Dole n'a certes pas encore gagné la course à l'investiture républicaine pour le scrutin présidentiel, mais il a remporté, mardi 5 mars, une impressionnante série de victoires électorales dans les huit Etats où se déroulaient des primaires. Il acquiesce ainsi un avantage peut-être décisif sur ses adversaires, Pat Buchanan et Steve Forbes.

Le sénateur du Kansas est arrivé en tête dans les cinq Etats de la Nouvelle-Angleterre (Connecticut, Maine, Massachusetts, Rhode Island et Vermont), ainsi qu'en Georgie, dans le Colorado et le Maryland. Bob Dole est désormais solidement installé en position de favori : il bénéficie d'une forte dynamique électorale, qui devrait l'aider à continuer à s'imposer au cours des prochaines semaines.

Mais ces succès ne lui permettent pas pour autant de négliger les batailles à venir. En Georgie, cet Etat du Sud foncièrement conservateur

qui était le morceau de choix de ce *Junior Tuesday* (par opposition au *Super Tuesday* du 12 mars où le sort d'Etats-clés comme la Floride et le Texas sera décidé), le chef de la majorité sénatoriale devance nettement Pat Buchanan (40 % des voix contre 32 %), celui-ci réalisant cependant une performance honorable. Cette seconde place ne peut que conforter le candidat qui sait si bien flatter les réflexes protectionnistes et nationalistes de l'Amérique profonde, dans sa détermination à rester en lice.

LA « BATAILLE DE NEW YORK » M. Buchanan fondait de grands espoirs sur une victoire en Georgie, qui devait servir à relancer une campagne qui avait perdu son élan depuis la victoire de Bob Dole en Caroline du Sud, samedi dernier. Le 12 mars sera donc une date décisive pour M. Buchanan, d'autant que ses chances de s'imposer lors des primaires de New York, le 7 mars, sont faibles. La « bataille de New York » devrait surtout se disputer

entre Bob Dole, qui dispose de l'appui des barons locaux du Parti républicain, et Steve Forbes. Le milliardaire, qui n'a guère brillé mardi, espère se rattraper à New York, où sa fortune lui procure un avantage médiatique non négligeable.

Si Pat Buchanan et Steve Forbes peuvent encore caresser l'espoir de rattraper leur retard, les résultats de mardi ont ruiné les chances de Lamar Alexander, qui n'a pas dépassé la quatrième place. L'ancien gouverneur du Tennessee avait annoncé son intention de jouer son quitte ou double en Floride, mais il n'attendra pas cette échéance : il devait annoncer mercredi son intention de jeter l'éponge. Il ne sera pas seul dans ce cas : pour Richard Lugar, les jeux sont également faits.

Le sénateur de l'Indiana avait concentré ses efforts sur la Nouvelle-Angleterre, et particulièrement le Vermont. N'ayant obtenu que 12 % des suffrages dans ce petit Etat, il a décidé d'abandonner et devait faire connaître également sa

décision mercredi. Peut-on battre Bob Dole ? Le chef de la majorité sénatoriale, qui était déjà en tête avec 95 délégués avant le *Junior Tuesday*, dispose aujourd'hui de 200 délégués sur les 996 qui sont nécessaires pour remporter l'investiture. Tout peut encore se jouer, si l'on songe que la Californie, qui votera le 26 mars, enverra 165 délégués à la convention nationale républicaine de San Diego. Mais le sénateur du Kansas, qui devance déjà nettement Steve Forbes (60 délégués) et Pat Buchanan (37), devrait bénéficier du double retrait de MM. Alexander et Lugar, dont l'électorat modéré est semblable au sien.

Tel n'est pas le cas des partisans de l'ultra-conservateur Pat Buchanan. Son électorat n'est pas forcément prêt à soutenir Bob Dole, à plus forte raison si celui-ci fait appel au général Colin Powell (un modéré) pour devenir son colistier pour la vice-présidence.

Laurent Zecchini

## Canada : le gouvernement conservateur de l'Ontario est confronté à la grève dans la fonction publique

MONTREAL. De notre correspondant. Huit mois après le retour des conservateurs au pouvoir en Ontario, les fonctionnaires provinciaux ont engagé une épreuve de force avec le gouvernement du premier ministre Mike Harris, en usant pour la première fois dans l'histoire de la province d'un droit de grève acquis il y a deux ans, sous le gouvernement social-démocrate de l'ancien premier ministre Bob Rae.

Environ 35 000 des 67 000 fonctionnaires syndiqués ont cessé le travail depuis le 26 février, après la rupture des négociations avec les représentants du gouvernement

ontarien. Deux jours plus tôt, le syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (OPSEU) avait rassemblé quelque 100 000 manifestants dans les rues d'Hamilton, ville industrielle au sud-ouest de Toronto, devant un hôtel où les conservateurs tenaient un congrès.

Le conflit porte principalement sur les conditions de licenciement prévues dans le cadre du plan de compression de la fonction publique adopté par le gouvernement de M. Harris. Ce plan prévoit la suppression de 13 000 postes de fonctionnaires provinciaux. En outre, le gouvernement ontarien a l'intention de se désengager de plusieurs

secteurs et de « privatiser » certains services, sans offrir de garantie aux fonctionnaires concernés. Cette réduction des services publics pourrait porter à 27 000 le nombre de fonctionnaires congédiés ou déplacés du secteur public au secteur privé.

Elu en juin 1995, le conservateur Mike Harris avait promis de faire en Ontario « la province la plus riche et la plus peuplée du Canada - la « révolution du bon sens ».

Mettant en place un programme draconien d'assainissement des finances publiques en vue d'éliminer en six ans le déficit de 8,7 milliards de dollars du budget de la province, M. Harris a commencé par s'attaquer à l'enve-

loppe de l'aide sociale avant de s'en prendre au secteur qui avait largement contribué à sa victoire électorale, celui de la fonction publique. Son prédécesseur, Bob Rae, s'était heurté au syndicat de la fonction publique en proposant aux fonctionnaires un « contrat social » qui protégeait les emplois mais réduisait le temps de travail et les salaires.

A présent, il ne s'agit plus pour les fonctionnaires ontariens de défendre leur salaire et leur emploi, ni même de combattre le principe de la réduction de la fonction publique, mais d'obtenir de meilleures indemnités de départ. Plus d'une

semaine après le début du conflit, le mouvement de grève ne donne aucun signe d'essoufflement, et le gouvernement Harris ne semble pas disposé à lâcher du lest : « Acheter la paix à court terme serait un désastre pour les investissements et l'économie de la province », dit le ministre de tutelle.

Peu rompus aux grandes manifestations et aux débrayages, les fonctionnaires ontariens n'en sont pas moins devenus, en une semaine, une sorte de symbole, le fer de lance de la lutte syndicale. Nul n'a oublié qu'une des premières décisions de Mike Harris a été d'abolir la loi anti-débrayage de grève adoptée

par son prédécesseur. Et chacun s'interroge sur les intentions de M. Harris, si le conflit se poursuivait et si les 12 000 préposés aux services essentiels ne suffisaient pas à la tâche.

L'affrontement entre le gouvernement ontarien et ses fonctionnaires marque le premier sursaut de la classe moyenne contre les mesures d'austérité des gouvernements conservateurs, qui, de l'Alberta, à l'Ontario avec Mike Harris, remettent radicalement en question les politiques sociales.

Sylviane Tramier



Joyeux 150

## La courte victoire de M. Aznar est mal accueillie par les marchés

La Bourse espagnole a reperdu ses gains antérieurs

La victoire des conservateurs du Parti populaire aux élections législatives du dimanche 3 mars inquiète les marchés, qui s'attendaient à un succès plus large permettant

d'engager les réformes dont le pays a besoin. Réaction excessive dans la mesure où l'économie espagnole a accompli des progrès importants ces dernières années.

LES MARCHÉS ont clairement manifesté leur déception en découvrant l'étroitesse de la victoire des conservateurs au soir des élections législatives du 3 mars en Espagne. Qu'ils soient marqués d'obligations, d'actions ou de changes, ils ont tous réagi négativement. Pour freiner la dépréciation de la peseta, la Banque d'Espagne a même été contrainte d'intervenir à plusieurs reprises sur le marché des changes. Une réponse guère surprenante au vote de dimanche puisque les 156 sièges remportés par le Parti populaire sont très au-dessous de ce qui était escompté par les milieux financiers, qui tablèrent généralement sur un score compris entre 160 et 175 sièges, c'est-à-dire assez près de la majorité absolue de 176 sièges. D'une certaine façon, comme il a été dit par presque tous les opérateurs, la victoire qu'a remportée dimanche le Parti populaire était « le pire scénario qu'on puisse imaginer ».

Les marchés ont raison d'être déçus puisque l'Espagne n'aura pas le gouvernement fort qu'ils attendaient pour mener à bien – et vite – les réformes nécessaires au freinage des dépenses publiques et à une plus grande concurrence intérieure, gage de désinflation. Il est de même à peu près exclu que la Banque d'Espagne, autonome depuis janvier 1995 et qui vise un taux d'inflation de 3 % par an dès 1997, réduise ses taux directeurs dans un proche avenir. De ce point de vue, la baisse assez impressionnante de la Bourse lundi 4 mars (-4,86 %, son plus net recul depuis cinq ans), qui s'est poursuivie, de façon heureusement ralentie, mardi (-1,50 %), efface les gains réalisés ces dernières semaines, qui faisaient de Madrid une place enviable. Des gains qui traduisaient la certitude qu'à partir d'avril les choses traient vite et jusqu'au fond des problèmes.

La réponse donnée par les électeurs aux opérateurs est que rien n'ira vite et que les compromis l'emporteront sur les changements radicaux. Cependant, en composant pour réformer, le pouvoir politique, avec José María Aznar, va se retrouver dans la situation qui était celle du Parti socialiste avec Felipe Gonzalez. A première vue, la situation ne sera donc ni meilleure ni pire qu'elle n'est depuis des mois. Plus que de l'inquiétude, la réaction des marchés manifeste déception et impatience : les réformes se feront lentement et sans doute difficilement car le plus gros des efforts à consentir est encore à venir. Mais l'important est que ces réformes se fassent, l'Espagne n'ayant guère le choix de les refuser si elle veut participer pleine-

ment à la construction européenne qui reste son credo. S'il est donc maintenant improbable que les réformes s'accélèrent en Espagne et que le pays puisse se joindre dès 1999 aux nations qui adopteront une monnaie unique, il n'en est pas moins vrai que la péninsule se trouve actuellement dans une situation économique plutôt enviable. Enviable à un double titre : pour une croissance économique qui a été en 1995 sensiblement plus forte que dans les autres pays européens et le restera probablement cette année alors même que l'inflation ralentit, revenant en janvier à 3,9 % par rapport au même mois de 1995 ; pour des créations d'emplois remarquablement nombreuses, qui ont commencé à faire baisser le chômage de façon significative. Il n'y a pas là de quoi provoquer une déprime durable des marchés. Au contraire.

**La réponse donnée par les électeurs aux opérateurs est que rien n'ira vite et que les compromis l'emporteront sur les changements radicaux**

Après deux années de dure récession (1992 et 1993) au cours desquelles le taux de chômage était passé de 16 à 24 % de la population active, la production nationale a recommencé à augmenter en 1994. En 1995, la croissance a atteint 3 %, stimulée par des exportations en très forte progression : +10 % après déjà presque 20 % en 1994. Non seulement les entreprises espagnoles ont ainsi prouvé qu'elles avaient largement tiré parti de la dévaluation de 20 % de la peseta en 1992-1993, mais leurs succès ont profité à l'économie tout entière : sous forme d'un véritable boom des investissements mais aussi – ce qui est plus remarquable – d'une augmentation des emplois créés qui est la plus forte en Europe, si l'on excepte l'Irlande (+2,5 %).

Ces statistiques flatteuses sont en partie le fait de contrats d'apprentissage et d'emplois précaires. Il n'empêche que la situation s'est réellement améliorée, comme le prouve la baisse d'un point du taux de chômage. Il faut voir là le résultat tout à la fois de bénéfices ex-

ceptionnellement élevés des firmes et d'une progression des salaires qui reste modérée, conséquence probable des réformes récentes du marché du travail.

L'activité économique pourrait être cette année inférieure d'un demi-point à ce qui était prévu, du fait du ralentissement enregistré chez les grands clients : France et Allemagne. La production nationale progresserait tout de même de 2,5 %, peut-être même davantage si la consommation des ménages prenait à son tour le relais des investissements comme moteur de la croissance, ce qui est tout à fait envisageable, compte tenu de l'amélioration de l'emploi.

Reste l'épineuse question de la réduction du déficit des administrations publiques. Le gouvernement de Felipe Gonzalez s'était fixé comme but de ramener les besoins de financement à 4,4 % cette année et à 3 % en 1997 après 6,6 % en 1994 et 5,7 % en 1995. Malgré des succès initiaux, l'objectif ne pourra bien sûr pas être atteint. On en sera encore à presque 5 % à la fin de cette année. Encore José María Aznar devra-t-il renoncer – pendant un temps tout au moins – à un projet qui lui était cher : réduire les impôts sur le revenu. Il devra en revanche concentrer tous ses efforts pour freiner la progression des dépenses publiques, en réduisant le nombre des fonctionnaires et en taillant dans les subventions aux entreprises publiques par des restructurations et des fermetures. Les sacrifices, qui toucheront des secteurs comme les mines et les chantiers navals, seront difficiles à faire accepter.

La tâche réformatrice de M. Aznar sera compliquée par ses futures alliances politiques, qui entraîneront concessions et dépenses nouvelles. Là ne s'arrêtera pas la course d'obstacles du prochain président du gouvernement, qui devra aussi largement modifier le système espagnol de sécurité sociale, en commençant probablement par les dépenses de santé et l'indemnisation du chômage. Le niveau des premières n'est pas particulièrement élevé, mais leur progression est rapide : l'OCDE faisait par exemple remarquer récemment que des économies pourraient être réalisées « si le système prévoyant la délivrance de produits pharmaceutiques gratuits aux retraités était plus strict ». Toutes tâches difficiles mais que l'Espagne ne découvre pas et auxquelles Felipe Gonzalez aurait dû s'attaquer s'il était sorti vainqueur du vote de dimanche.

Alain Verhulst

## Le nouveau ministre des finances hongrois s'engage à poursuivre les réformes

L'ancien parti au pouvoir impose après la scission des libéraux

PETER MEDGYESSY, le nouveau ministre des finances hongrois, a prêté serment, lundi 4 mars, devant le Parlement de Budapest. Il succède au turbulent Lajos Bokros, le « père de l'austérité magyare », qui a démissionné le 18 février, invoquant un manque de soutien de la coalition de gauche au pouvoir pour son projet de réforme du financement de la sécurité sociale.

Le départ de M. Bokros, l'instigateur du programme de rigueur draconien adopté en mars 1995 par le gouvernement, dominé par le Parti socialiste (ex-communistes réformateurs), a initialement été accueilli avec inquiétude par les milieux financiers. M. Bokros est, en effet, le deuxième ministre des finances « libéral » à jeter l'éponge depuis l'arrivée au pouvoir, en juillet 1994, de l'équipe de Gyula Horn, à donc finalement accepté, fin février, la sixième demande de démission présentée par Lajos Bokros.

Sans revenir sur les grandes lignes de la politique économique de son prédécesseur, M. Medgyessy semble opter pour une approche plus progressive de l'application de l'austérité, notamment en ce qui concerne les dépenses de santé et du financement des retraites, deux points sur lesquels M. Bokros a jugé qu'il ne disposait pas d'un appui assez conséquent du gouvernement.

Ce n'est un secret pour personne que le Parti socialiste, élu pour freiner et non aggraver les sacrifices, est tiraillé sur l'application de l'austérité. Et le départ de M. Bokros n'est sûrement pas

averti, s'était notamment distingué par l'introduction de la TVA et de l'impôt sur le revenu à la fin des années quatre-vingt.

La nomination de M. Medgyessy marque plus un changement de style que de fond. Elle a, en tout cas, été accueillie avec soulagement par la plupart des Hongrois, las des sacrifices et de l'attitude, jugée arrogante, de Lajos Bokros qui s'était mis à dos une grande partie de la population et la plupart des syndicats, provoquant ainsi, en 1995, une grève sociale inhabituelle en Hongrie avec des grèves d'étudiants, d'enseignants, d'infirmiers et de cheminots.

### NOUVELLE DONNE

Sentant sans doute que son ministre des finances lui était désormais plus dommageable qu'utile, le chef du gouvernement, Gyula Horn, a donc finalement accepté, fin février, la sixième demande de démission présentée par Lajos Bokros.

Sans revenir sur les grandes lignes de la politique économique de son prédécesseur, M. Medgyessy semble opter pour une approche plus progressive de l'application de l'austérité, notamment en ce qui concerne les dépenses de santé et du financement des retraites, deux points sur lesquels M. Bokros a jugé qu'il ne disposait pas d'un appui assez conséquent du gouvernement.

Ce n'est un secret pour personne que le Parti socialiste, élu pour freiner et non aggraver les sacrifices, est tiraillé sur l'application de l'austérité. Et le départ de M. Bokros n'est sûrement pas

pour déplaire au premier ministre à l'approche du congrès socialiste de la fin mars.

Malgré la démission du ministre des finances, le gouvernement avait, le même jour, adopté deux autres mesures qui confirment, au grand dam des Hongrois, sa volonté de poursuivre sur la voie des sacrifices : une augmentation de l'ordre de 30 % des prix du gaz et de l'électricité et l'annonce de l'augmentation de l'âge de la retraite, à 62 ans, à partir de 2002.

La poursuite du programme d'austérité n'est sans doute pas étrangère à la radicalisation d'une partie de la droite hongroise qui ne s'est pas encore relevée de sa cuisante défaite aux élections de 1994. Le Forum démocratique hongrois (MDF) du défunt premier ministre József Antall a officiellement imploré, lundi, avec l'annonce de la scission des libéraux, emmenés par l'ancien ministre des finances, Ivan Szabo.

Ces derniers ont aussitôt créé une nouvelle formation, le Parti populaire démocratique hongrois (MDNP), pour protester contre le virage ouvertement nationaliste pris par le MDF, consacré par l'élection, le week-end dernier, de l'instituteur taciturne, Sándor Lezsák, à la tête du Forum démocratique.

Cette nouvelle donne risque de gravement compromettre les timides tentatives de rassemblement de la droite, aujourd'hui dominée par le très démagogique Parti des petits propriétaires, qui talonne les socialistes dans les sondages.

Yves-Michel Riols

## Tandis que les Russes bombardent Sernovodsk, les combattants tchétchènes contre-attaquent à Grozny

DES INDÉPENDANTISTES tchétchènes se sont emparés, mercredi 6 mars, de postes de police dans plusieurs quartiers de la capitale Grozny, où de violents combats se déroulaient dans la matinée. Selon le ministère de l'Intérieur tchétchène, « pro-russe », 130 combattants ont attaqué, mercredi à l'aube, deux postes de police en périphérie de la ville. Mais un journaliste de l'AFP a vu aussi des combattants attaquer, à l'arme automatique et au lance-grenade, un poste situé en plein centre de Grozny. Les chars russes sur place ont immédiatement répliqué, des blindés ont été ramenés en renfort et les combats ont repris après une brève interruption. Les forces russes ont bloqué tous les accès de la ville. C'est la première fois, depuis l'entrée des troupes russes à Grozny il y a plus d'un an, que les indépendantistes y lancent une opération de cette ampleur.

Cette offensive a été lancée au lendemain d'intenses bombardements russes contre la localité tchétchène de Sernovodsk, située 45 kilomètres à l'ouest, à la frontière de l'Ingouchie. La télévision privée NTV a montré, mardi soir,

des hélicoptères tirant des roquettes contre la ville d'où s'élevaient des colonnes de fumée.

Soumise depuis dimanche à des bombardements d'artillerie, Sernovodsk était déjà « détruite à 40 % », mardi matin, selon des sources ingouches autorisées à y faire une brève incursion pour organiser l'évacuation d'une partie de la population.

### « PLUS DE VOIE DE SORTIE »

Quelque dix mille personnes – femmes, enfants et vieillards surtout – ont pu quitter la ville vers l'Ingouchie, mais quelques milliers d'autres y seraient encore enfermés. « Si nous recevons l'ordre d'entrer dans Sernovodsk, nous tirerons sur n'importe qui. Nous n'avons pas le temps de déterminer qui est un combattant et qui ne l'est pas », a déclaré un officier russe sur place. « Il n'y a plus de voie de sortie », a-t-il ajouté. Hier, nous avons vu quelqu'un qui tentait de fuir à travers les bois. Nous avons tiré et posté des soldats là-bas. Toute la zone est soit minée, soit sous contrôle de nos soldats.

Comme lors des précédentes destructions de villages encerclés,

le CICR n'a pas été autorisé à secourir les blessés à Sernovodsk. Le nombre de victimes des bombardements restait, comme toujours, impossible à évaluer. Des rescapés parlaient de trois cents morts, d'autres d'une trentaine et de plusieurs dizaines de blessés, certains regroupés dans la mosquée locale. Mais personne n'a pu s'approcher du « sanatorium », un ensemble de bâtiments de cinq étages, occupés depuis le début de la guerre de réfugiés venus de toute la Tchétchénie, où les bombardements auraient été les plus intenses.

Tous les habitants de Sernovodsk affirment que leur localité, une des rares à n'avoir pas été bombardée depuis le début de la guerre mais isolée depuis des mois par l'armée russe, n'abritait « pratiquement pas de combattants ». Ceux qui se seraient opposés aux deux tentatives faites par les troupes russes d'entrer dans Sernovodsk, dimanche et lundi, auraient quitté la ville dans la nuit de lundi à mardi, selon des sources indépendantistes, ne laissant derrière eux qu'une « trentaine » de combattants.



# RITT & ESPAGNE

LA VIE, LA PASSION... UNE VISION TRÈS PERSONNELLE DE L'ESPAGNE, SIGNÉE PAR LE PHOTOGRAPHE AMÉRICAIN HERB RITT

« Une nature éblouissante, d'éternels sujets d'inspiration... Voilà les forces directrices de ma passion pour la vie ! »

Avec Ibiza, au départ de Paris, Marseille, Nice, Avec Régional Airlines, au départ de Toulouse (prix : 1450 F), Bordeaux, Lyon, Nantes, Rennes, Clermont-Ferrand et

Visitez Madrid

Prix. Conservez spécimens d'application. Pour les autres villes, renseignez-vous auprès de votre agence de voyages.

1450

IBERIA

Pour en savoir plus sur l'Espagne, téléphonez à l'Office Espagnol de Tourisme au (1) 36 06 50 54 (tarif local) 225 F/mnt ou sur Minut : 3615 Espagne (1,20 F/mnt)



**PROVINCE** Jacques Chirac consacre son deuxième déplacement en province, mercredi 6, jeudi 7 et vendredi 8 mars, au Doubs. Il rencontrera à cette occasion les élus

de Franche-Comté, région dont fait partie ce département, parmi lesquels Jean-Pierre Chevènement, député du Territoire de Belfort. Le chef de l'Etat avait inauguré ce type de

déplacement dans les Deux-Sèvres du 24 au 26 janvier. ● DÉPARTEMENT INDUSTRIEL, le Doubs bénéficie d'une action soutenue de l'administration de l'Etat en faveur du

développement des PME. Il est particulièrement concerné, d'autre part, par la restructuration de l'armée de terre. ● LE CANAL RHIN-RHÔNE, dont M. Chirac, alors premier mi-

nistre, avait assuré en 1975 qu'il serait mené à bien, fait partie des grands projets d'infrastructure dont les élus devraient entretenir le président de la République.

## Jacques Chirac repart à la rencontre des Français dans le Doubs

Le président de la République, dont l'activité est intense depuis le début de l'année, en France et à l'étranger, continue son offensive de communication en se rendant une nouvelle fois « sur le terrain » pour écouter les acteurs de la vie économique et sociale

**LA CAMPAGNE ÉLECTORALE** a-t-elle commencé pour Jacques Chirac ? Normalement non, mais, comme aime à le dire ses amis, « il est remonté à cheval ». A peine achevées les funérailles de son prédécesseur à l'Elysée et les cérémonies de présentation des vœux, il n'a cessé de sauter d'un avion dans un autre : le 20 janvier, il est au Vatican pour une visite d'Etat ; du 24 au 26 janvier, il est dans les Deux-Sèvres pour reprendre contact avec les préoccupations quotidiennes des Français ; les deux premiers jours de février il est aux Etats-Unis pour prêter un nouveau partenariat Atlantique et vanter la qualité de l'industrie française.

Si, ensuite, il repasse quelques jours à Paris, c'est pour annoncer la fin des essais militaires et surtout achever la mise au point de la vaste réforme du système de la défense. Cela fait, il s'est envolé pour l'Asie, non sans avoir visité le Salon de l'agriculture.

A peine revenu de Bangkok, le président de la République repart pour Besançon où il séjournera du mercredi 6 mars au vendredi 8

mars. Dans les semaines à venir, son agenda ne devrait pas s'alléger : un déplacement à la Réunion, un voyage au Proche-Orient, probablement en Egypte et au Liban, sans compter un sommet européen, un autre du G 7, à Moscou fin avril, sur le nucléaire civil. Une visite au Japon est aussi prévue en octobre 1996, sans que soit oubliée sa volonté de s'adresser, probablement au début de 1997, à l'Amérique du Sud, comme il vient de le faire à l'Asie. Au milieu de tout cela, il compte continuer ses « plongées » provinciales, au rythme d'une toutes les quatre ou six semaines.

**SONDAGES MEILLEURS** En mêlant ainsi ses préoccupations internationales et militaires, qui sont les premières tâches d'un chef de l'Etat sous la V<sup>e</sup> République, à son souci de rencontrer ses compatriotes avec le moins de protocole possible, Jacques Chirac veut éviter d'être accusé, comme lors des premiers mois de son septennat, de se désintéresser des dossiers strictement intérieurs. Le voyage dans le Doubs était donc indispensable après une longue séquence

dominée par les sujets étrangers et stratégiques. D'autant que les Français semblent lui savoir gré d'être ainsi présent sur tous les fronts : les derniers sondages prouvent qu'il commence à retrouver la confiance des personnes interrogées, et, surtout, qu'il a inversé la tendance qui le faisait coler à la courbe descendante d'Alain Juppé (*Le Monde* du 2 mars).

Le voyage dans les Deux-Sèvres ayant été une réussite, c'est sur le même modèle qu'a été bâti celui dans le Doubs. Ce département de l'est a été choisi, explique l'Elysée, parce qu'il permet d'avoir une vision différente de la France provinciale. Les activités de service y sont peu nombreuses, mais l'industrie et l'artisanat équilibrent le travail de l'agriculture. Le département possède un taux de chômage légèrement inférieur à la moyenne nationale, ce qui confirme son dynamisme économique, mais il est fortement dépendant de l'industrie automobile. C'est aussi une région à forte implantation militaire et qui devrait donc avoir à souffrir de la réorganisation de l'armée. Le Doubs est également solidement



tenue par la droite, à l'exception de la ville de Besançon, depuis fort longtemps dirigée par les socialistes.

Pas plus dans le Doubs que dans les Deux-Sèvres, le chef de l'Etat n'a

l'intention de prononcer de discours. Il veut simplement rencontrer sur le terrain ceux qui ont des difficultés, et s'entretenir avec les amenteurs de la vie locale. La journée de jeudi sera donc consa-

crée à l'éducation nationale et se clôturera par un dîner offert à une vingtaine d'invités à l'occasion de la journée des femmes. Vendredi, la priorité sera donnée à l'emploi. D'entrée, mercredi - et c'est son originalité - ce déplacement devait prendre une tournure régionale, tous les parlementaires de Franche-Comté étant conviés à un dîner. Cela permettra à Jacques Chirac d'avoir à côté de lui Jean-Pierre Chevènement avec qui les sujets de conversation de devraient pas manquer.

Le maire de Belfort entend bien se plaindre des difficultés faites par la justice à un industriel bulgare qui voulait investir dans sa ville (*Le Monde* 13 février). Les dossiers stratégiques seront certainement aussi abordés, car si M. Chevènement est un farouche partisan de la conscription, il reste qu'en lançant, lors de son passage au ministère de la défense de mai 1988 à janvier 1991, le plan Armées 2000 il avait commencé la modernisation de l'outil de défense, que le président de la République veut mener à son terme.

Thierry Bréhier

## Un préfet modèle à la tête d'un réseau de « développeurs » pour aider l'industrie

### BESANÇON

Depuis quelques mois, les chefs d'entreprise du Doubs plébiscitent « leur » administration. Les fonctionnaires de ce département de l'est de la France, regroupés au sein d'un « réseau de développement industriel », ont entrepris, en effet, de prospecter les PMI pour repérer leurs projets « dormants » et faciliter leur réalisation. En sept mois, ils ont mené à bien la réalisation de cent soixante-dix-sept projets de développement et détecté deux cent quatre-vingt-dix « gisements d'emploi ».

Leur travail, considéré comme l'exemple de ce que les pouvoirs publics doivent faire en matière de lutte contre le chômage, sera présenté au président de la Répu-

blique au cours de son séjour dans le Doubs.

Gérard Bouveret est un patron satisfait. Lorsqu'il a envisagé de reprendre une PME de maroquinerie qui déposait son bilan, ce gérant d'une entreprise de fabrication de bracelets-montre a demandé de l'aide au préfet. L'intervention du réseau de développement lui a permis d'obtenir le soutien financier nécessaire pour embaucher un directeur commercial. « Cela a été vital pour la suite », constate-t-il. Jean-Marie Raclot, dirigeant d'une société qui réalise des parachutes implantés dans la banlieue de Besançon, apprécie de ne pas avoir dû « faire le parcours du combattant » pour trouver l'aide financière nécessaire à la mise au point d'un simulateur d'altitude : cette

machine lui a permis de lancer un système d'ouverture de parachute qui a séduit le marché, et l'a amené à embaucher trois personnes supplémentaires.

### CONCERTATION

Voyagé par le préfet de région, François Lépine, ancien directeur de cabinet de François Léotard au ministère de la défense, le réseau de développement industriel du Doubs a été mis en place par Robert Moreau, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE). Ce fonctionnaire du corps des Mines avait, en 1993, expérimenté le dispositif dans la Creuse, à la demande du préfet, Dominique Schmitt, qui souhaitait réagir au déclin du secteur de l'habillement.

L'initiative avait été approuvée par Alain Madelin, alors ministre des petites et moyennes entreprises. M. Schmitt l'a renouvelée lorsqu'il a été nommé préfet dans le Doubs, et son travail a été cité en exemple par Anne-Marie Couderc, ministre déléguée à l'emploi (*Le Monde* du 20 janvier). Muté à son tour en Franche-Comté, M. Moreau a reproduit l'expérience du Doubs dans les trois autres départements (Doubs, Haute-Saône et Territoire de Belfort) de cette région très industrielle.

M. Moreau estime que les administrations de l'Etat doivent travailler ensemble pour venir en aide aux entreprises. « Les patrons, qui se plaignent de la complexité administrative, veulent n'avoir qu'un seul interlocuteur. C'est pos-

sible si les différentes administrations acceptent de traiter les dossiers en commun », explique-t-il. Le préfet, chef des services déconcentrés, a obtenu que ces derniers (directions départementales de l'équipement, de l'agriculture, du travail, formation professionnelle, recherche, ANPE) mettent à disposition du réseau un de leurs cadres pendant un quart de temps. « Il s'agit d'une petite révolution administrative ! », s'exclame M. Moreau. En effet, chaque administration a traditionnellement tendance à défendre son pré carré et refuse, généralement, d'examiner les dossiers autrement qu'à travers sa spécialité.

Le préfet a obtenu, en outre, que les trois chambres consulaires (commerce et industrie, métiers,

agriculture) participent au réseau, ce qui n'est pas allé sans principes de dents. « Nous faisons de la prospection depuis longtemps. Or le préfet, lorsqu'il médiatise son réseau de développeurs, va tirer le bénéfice politique de l'affaire ! », proteste un cadre employé par l'un de ces organismes. Le conseil général, présidé par un élu RPR, Georges Grullot, qui s'était prononcé pour Edouard Balladur au premier tour de l'élection présidentielle, en 1995, a éprouvé lui aussi une certaine réticence à mettre son agence de développement économique au service du réseau commun.

### LE POIDS DE PEUGEOT

Apparemment, le Doubs ne mériterait pas autant d'attentions, avec un taux de chômage de 9 %, inférieur de plus de 2 points à la moyenne nationale. Toutefois, la structure économique de ce département, qui reflète celle de la région tout entière, inquiète les « développeurs » : elle est dangereusement dépendante d'une seule entreprise, Peugeot, et d'une seule activité, l'industrie automobile. L'usine Peugeot de Sochaux, dans le pays de Montbéliard, emploie vingt mille personnes à elle seule, soit le tiers des emplois industriels du département. Elle gère autant d'emplois de sous-traitants (fabrication de pièces détachées et d'équipements pour automobiles, traitement de surface, découpage). Lorsque Peugeot subit un plan social, les deux tiers de l'activité industrielle tremblent.

Les « développeurs » du Doubs jugent donc utile de soutenir l'expansion de petites entreprises relevant de secteurs différents, tels que la construction mécanique (horlogerie, fabrication de moteurs de TGV...), la fonderie, le travail des métaux, le bois, l'industrie électrique, l'électronique ou l'agroalimentaire. Ils constatent que les entreprises de moins de cinquante personnes n'ont pas les moyens de solliciter les aides de l'Etat, alors que leur présence est indispensable au tissu local. « Chaque projet de développement détecté par le réseau a permis de générer trois emplois », souligne M. Moreau.

Les « développeurs » ont, toutefois, beaucoup à faire : à raison de deux visites mensuelles par personne, le réseau, qui compte une vingtaine de membres, peut espérer toucher quatre cents entreprises par an. Or le seul département du Doubs en compte plus de trois mille.

Rafaële Rivals

## Les garnisons représentent un poumon économique pour la région

### BESANÇON

« Dissoudre le 35<sup>e</sup> régiment d'infanterie serait une absurdité », estime le maire de Belfort, Jean-Pierre Chevènement (MDC). L'ancien ministre de la défense, que l'on sait par ailleurs hostile à la suppression de la conscription, ne devrait pas manquer de rappeler au président de la République qu'il tient à rester à la tête d'une ville de garnison. Outre le 35<sup>e</sup> RI, on compte dans le territoire de Belfort le 74<sup>e</sup> régiment d'artillerie, affecté à la Force d'action rapide, un escadron de gendarmes mobiles et divers services. Au total, ce sont quelque deux mille trois cents hommes pour lesquels l'Etat a dépensé 200 millions de francs en 1995, dont 130 millions pour les rémunérations, 40 pour le fonctionnement et 30 pour des investissements.

Mais M. Chevènement n'est pas le seul élu à s'inquiéter des répercussions sur l'économie locale de l'œuvre de réduction de la défense nationale entreprise par M. Chirac. Son voisin RPR de Montbéliard, Louis Souvet, sénateur, exprime les mêmes soucis à propos du 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie. Non loin de là, leur collègue de Lure (Haute-Saône), Michel Ferriederspiel (PS), préférait que l'on préserve les villes de plus petite taille. Lure, qui était le 29 février le cent-cinquantième anniversaire du sapeur Camember, fameux luron créé ici au siècle dernier par Georges Collob, dit Christophe, doit à la présence dans ses murs du 1<sup>er</sup> régiment de dragons de se placer juste au-dessus de la barre des dix mille habitants. La disparition

éventuelle des huit cent quarante-cinq dragons aurait pour effet de réduire la dotation globale de fonctionnement (DGF) attribuée par l'Etat à la commune, et seule une dérogation lui permettrait de conserver un commissariat de police. Les plus optimistes dressent déjà l'inventaire des biens promis à la faillite. Cette petite ville s'est attachée à ses militaires. Non seulement les militaires contribuent à hauteur de 5 % au chiffre d'affaires des commerçants, mais les officiers et sous-officiers envoient deux cent trente enfants dans les écoles. Cent soixante habitent en ville.

### TERRAIN DE MANŒUVRES

Au Valdahon, sur les plateaux du Doubs, on est moins inquiet. Les 3 500 hectares du camp militaire ont bénéficié d'investissements récents, et on imagine mal la remise en culture de ce terrain affecté à la manœuvre des chars AMX. Le maire, Léon Besot, convient tout de même que cela constituerait un « véritable séisme ».

Besançon, que dirige Robert Schwint (PS), et où le président de la République sera accueilli par une cérémonie militaire, s'associe au concert des neuf autres localités de la région mobilisées autour de leurs casernes, de leur base aérienne ou de leur école du génie. L'armée y est établie avec l'état-major de la 7<sup>e</sup> division blindée, et celui de la circonscription militaire de défense de Besançon, avec aussi le 19<sup>e</sup> régiment du génie et un établissement du matériel.

Claude Fabert

## Le canal Rhin-Rhône, vingt ans après

LE CANAL Rhin-Rhône se fera, déclarait en substance un premier ministre nommé Jacques Chirac en 1975. Il fixait même à 1982 sa mise en service, en même temps que celle du Rhin-Main-Danube. La liaison à grand gabarit allemande a été terminée en 1992 ; la française attend depuis plus de trente ans.

Il est probable que les élus francs-comtois sauront rappeler cet épisode au chef de l'Etat lors de son séjour chez eux, car le maillon manquant de 230 kilomètres permettant de relier la Méditerranée à la mer du Nord met la région en émoi. Depuis le général de Gaulle, les présidents de la République ont tous pris position en faveur de la liaison Rhin-Rhône, réalisant ainsi un record de promesses politiques non tenues. « C'est un mythe qui fait rêver et déclenche des avis tranchés », concède Marc Schreiber, infatigable lobbyiste de l'association Mer du Nord-Méditerranée depuis plus de vingt-cinq ans.

L'adoption de la « loi Pasqua » sur l'aménagement du territoire, en février 1995, a donné un coup de jeune à cet éternel serpent d'eau douce. Les parlementaires ont décidé, en effet, de confier le financement et la réalisation du projet, censé s'achever « au plus tard en 2010 » et officiellement estimé à plus de 17 milliards de francs, à une filiale commune d'EDF et de la Compagnie nationale du Rhône (CNR) : la Sorel (Société pour la réalisation de la liaison fluviale Saône-Rhin). La première se fait tirer l'oreille, la seconde se bat pour un chantier dont dépend sa survie. Ce mariage forcé est le résultat d'une étonnante épopée économique, dont le début

remonte à la Libération : EDF n'avait pas pu, alors, absorber la CNR, défendue par Edouard Herriot, ancien président du conseil et maire de Lyon.

Son lointain successeur dans la capitale des Gaules, Raymond Barre (UDF), préside l'association Mer du Nord-Méditerranée. Le 3 novembre 1995, en sa présence, le Sorel a été baptisé à Mâcon. Le décret approuvant ses statuts a été publié en janvier, et son conseil d'administration s'est réuni pour la première fois le mois suivant. N'en déplaise aux sceptiques, et malgré l'agitation qui règne à la direction de la CNR à la suite d'un rapport de la Cour des comptes particulièrement sévère, la réalisation de la voie fluviale commence à devenir concrète.

### FORTE MOBILISATION ÉCOLOGISTE

Ses opposants l'ont compris. Les familles écologistes sont très mobilisées. En mars, plusieurs manifestations sont annoncées, dont une à Dole, fief du chef de file des Verts, Dominique Voynet. Très actif, le collectif Saône et Doubs vivants-WWF (World Wild Foundation) vient de rendre public un avis du Conseil général des points et chaussées nettement défavorable au canal. Cette instance doute des prévisions de trafic avancées par la CNR. Une consultation sur les modalités de réalisation de la liaison fluviale doit avoir lieu de mai à juillet dans la région. Malgré une tentative du ministre de l'environnement, Corinne Lepage, le principe même ne devrait plus être débattu : la déclaration d'utilité publique de 1978 reste valable jusqu'en 1998.

Outre le peu d'empressement de la « technocratie » d'EDF, de l'administration des finances, et l'hostilité de la SNCF, le projet aura aussi à affronter des élus locaux hésitants. De Marseille, dont les responsables soutiennent à priori cet éventuel débouché pour leur port, à Mulhouse, dont le maire, Jean-Marie Bockel (PS), envisage de repenser l'aménagement de sa ville en fonction du canal, les visions divergent. Les doutes gagnent surtout les plus concernés, à en croire le ton de la « séance d'information » au conseil régional de Franche-Comté, le 22 février. Le président de l'assemblée, Pierre Chantelat (UDF-PR), ne voulait pas organiser de débat officiel, mais les conseillers régionaux se sont tout de même prononcés sur quelques points.

A la question : « Le canal à grand gabarit, dans la logique de l'aménagement du territoire de l'axe Nord-Sud, est-il l'investissement le mieux adapté ? », dix-huit conseillers ont répondu « non », treize ont acquiescé. C'en est fini de l'unanimité d'une majorité régionale qui risque fort de refuser de participer financièrement à la liaison fluviale, d'autant plus qu'elle a déjà bien du souci avec un futur TGV Rhin-Rhône défendu avec ardeur, entre autres, par le maire de Belfort, Jean-Pierre Chevènement (MDC). Pour cette infrastructure, la Franche-Comté serait prête à engager des crédits, une fois que ses élus auront cessé de se disputer sur son tracé et que le gouvernement aura donné son accord.

Martine Valo



# Sa restructuration fait craindre à l'armée de terre « un traumatisme majeur » pour ses cadres

La direction du personnel militaire souligne les possibles effets pervers de la professionnalisation

La direction du personnel militaire de l'armée de terre a établi, avant la réunion du conseil de défense du 22 février, mais en pleine connaissance

de ses orientations, un Livre blanc qui met en garde le chef de l'Etat et le gouvernement sur le risque de « traumatisme » que comportent les

restructurations engagées. Elle redoute l'aggravation de la « coupure entre la nation et son armée ».

RÉDIGÉ trois jours avant la réunion, le 22 février, du conseil de défense, qui a décidé de professionnaliser les armées et d'en réduire les effectifs de quelque 30 % d'ici à 2001, un Livre blanc, dont la lettre stratégique TTU (datée du 6 mars) donne des extraits et dont *Le Monde* s'est procuré un exemplaire, permet à la direction du personnel militaire de l'armée de terre (DPMAT) de souligner la « véritable rupture » que crée une telle initiative au sein de l'institution de défense.

« Sous la pression d'une volonté politique profondément marquée par des nécessités financières, l'armée de terre, dont le format a déjà été terriblement contracté, se trouve à la veille de véritables mutations, en une période où elle est cependant présente sur tous les fronts, écrit le général de corps d'armée Jean-Claude Bertin, qui dirige la DPMAT. Il lui faudra, une nouvelle fois, évoluer fortement, en évitant tout traumatisme majeur pour une population de plus en plus sensible à la morosité générale ambiante. » Ce diagnostic évoque la perspective « préoccupante » d'une professionnalisation qui « approfondit la coupure entre la nation et son armée ».

Préfacé par le général Bertin, cet ouvrage de quelque deux cents pages se veut « un état des lieux » à partir de l'« observation des vingt dernières années de fonctionnement du système actuel ». Il ne fait aucune référence, naturellement, aux conclusions du conseil de défense, puisqu'il lui est antérieur, mais ses rédacteurs n'ignorent pas les principales orientations qui ont présidé à l'adoption des réformes.

A propos de la « nouvelle rupture stratégique » qui s'annonce,

## Risque de « syndicalisme rampant »

« A l'armée abondante du sanctuaire hexagonal s'est progressivement substituée l'armée des incertitudes extérieures, souligne le Livre blanc de la DPMAT, tandis que le financier prenait définitivement le pas sur le stratège [...]. Le soldat de la vocation a cédé la place au soldat de l'échange, marqué par le développement de l'esprit marchand, de l'esprit juridique, de l'esprit quantitatif... »

Par esprit marchand, il faut comprendre la demande de « gratifications supplémentaires, considérées peu à peu comme des droits et des acquis ». Par esprit juridique, le fait que « les contraintes et les impératifs de l'ordre sont de moins en moins bien acceptés » et qu'il existe un risque de « syndicalisme rampant ». Par esprit quantitatif, « la prépondérance [donnée] à l'approche financière ».

programmation militaire en cours de rédaction, l'armée de terre devrait perdre 1 500 officiers et 6 300 sous-officiers. Elle doit, en vingt ans (1995-2015), passer de 271 500 hommes et femmes (dont 32 400 civils) à 170 000 (dont 34 000 civils) et aligner 110 régiments (dont 85 formations de combat), au lieu des 180 actuels (dont 129 de combat).

Il s'agit là d'une compression brutale, selon la DPMAT, qui insiste sur le problème posé par le lien entre « le resserrement brutal du format » et les « difficultés de

recrutement », lesquelles « s'expriment bien une tendance lourde pour l'armée de terre », chez les officiers comme chez les sous-officiers, « faute de ressource potentielle pour assurer une sélection critique » pour ce qui concerne son sous-effectif de sous-officiers d'active en faisant appel à des conscrits durant leur service national, et cela depuis 1992.

S'agissant du manque d'attraction du métier d'officier, le Livre blanc le juge inquiétant à terme. « Il est vraisemblable que les taux

classement, soit sans comparaison avec les pratiques actuelles de l'armée de terre française. » Le document relève que la Bundeswehr allemande est dans « une situation critique » pour ce qui concerne ses sous-officiers. Les armées anglo-saxonnes n'y échappent pas : l'armée américaine, dont les « équilibres internes » sont menacés, qui a dû se lancer « dans une ambitieuse campagne de publicité » pour éviter d'avoir droit à « une ressource marginalisée par un faible niveau d'éducation » et pour attirer des militaires du rang dans les armes de mêlée (l'infanterie) ou dans le corps blindé mécanisé.

## « COUPURE AVEC LA NATION »

A ces difficultés de recrutement s'ajoutent la « banalisation » et l'« effacement progressif de la fonction militaire ». « A quelques exceptions près, la voie militaire se fait peu entendre et laisse les arbitres fondamentaux se régler à huis clos, écrivent les rédacteurs de la DPMAT. Elle donne ainsi un effet auto-amplifiant au phénomène d'effacement. Cet effacement est d'autant plus préoccupant que la professionnalisation des armées approfondit la coupure entre la nation et son armée. »

En clair, à la lumière de ce qui se passe aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, l'armée de terre redoute que professionnalisation et réduction des effectifs ne se conjuguent pour créer ce qu'elle appelle « un effet dépressif » en France, en offrant « une image dévalorisante » d'une institution de défense « contrainte à un resserrement drastique ».

Jacques Isnard

# Les dépenses de médecine de ville seront soumises à des sanctions plus dures

Le prix des consultations bloqué jusqu'en 1998

ALAIN JUPPÉ avait créé la surprise, le 15 novembre, en annonçant une réforme en profondeur de la Sécurité sociale. Après ses recours sur des points essentiels, comme la réforme des régimes spéciaux de retraite, le doute s'était installé sur sa capacité à la mener à bien. C'est dire si, avec les trois dernières ordonnances (gestion des caisses, maîtrise des dépenses de médecine de ville, financement et restructurations des hôpitaux), le premier ministre est attendu au tournant par le patronat, les syndicats, les professions de santé, et l'opposition, mais aussi par la majorité.

M. Juppé a tenu compte des critiques contre la méthode du secret qui avait prévalu lors de la préparation du plan « Sécu » : il a décidé de jouer la transparence « relative », puisqu'il s'agit d'une consultation et non d'une négociation - et de soumettre ses projets à la concertation. Le gouvernement devait adresser, jeudi 6 mars, aux parlementaires sociaux et aux parlementaires des « documents d'orientation » sur les trois ordonnances. Ils seront discutés avec les acteurs du système de santé jusqu'à la mi-mars dans les « ateliers » mis en place par les pouvoirs publics (politique de santé, filières de soins, réorganisation des caisses) et dans quatre tables-rondes sur l'hôpital.

C'est sur la base de ces textes que le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, et le secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, Hervé Gaymard, seront entendus, les 12 et 13 mars, par les commissions des affaires sociales de l'Assemblée nationale et du Sénat. Le gouvernement rédigera les projets d'ordonnances d'ici la fin mars, avant de les adresser au Conseil d'Etat, aux caisses et au conseil supérieur des hôpitaux. Les textes définitifs seront soumis le 24 avril au conseil des ministres.

## GÉNÉRALISER LA CARTE À PUCES

Le gouvernement est attendu, notamment, sur l'ordonnance relative à la maîtrise des dépenses de médecine ambulatoire. M. Barrot ne cache pas que les médecins doivent avoir une « obligation de résultat ». Celle-ci est d'autant plus nécessaire que ce poste de dépenses a progressé de 4,52 % en 1995, alors que les syndicats médicaux s'étaient engagés à rester dans les limites de 3 %. Le ministre des affaires sociales prépare un renforcement de l'efficacité des sanctions individuelles à l'encontre des praticiens ne respectant pas les références médicales opposables (RMO), normes de bonne pratique les obligeant à ne prescrire que ce qui est médicalement utile. La loi va renforcer le pouvoir des médecins-conseils des caisses afin qu'ils fassent mieux respecter ces RMO.

En outre, l'ordonnance prévoit une revalorisation « conditionnelle » des honoraires. Si l'on

constate, fin 1996, que les médecins ont respecté le taux de 2,1 % qui leur est imposé, ils auront droit à une hausse de leurs tarifs, mais seulement fin 1997. Les honoraires sont donc gelés, de fait, jusqu'au début 1998, date à laquelle une prime serait accordée aux praticiens. Elle serait égale au nombre d'actes effectués par le médecin (plafonné), multiplié par le montant de la hausse tarifaire. Si la consultation est revalorisée de 5 francs et qu'un généraliste en a fait 6 000 en 1996, sa prime serait de 30 000 francs. En cas de dépassement de l'objectif annuel, il n'y aurait pas de revalorisation, et le gouvernement étudierait un système de rétrocession d'honoraires.

L'ordonnance va instituer des conventions d'objectifs entre l'Etat et les caisses nationales, qui s'engageront à respecter le plafond de dépenses. Elle prévoiera le développement d'un système d'information médicale, le gouvernement souhaitant généraliser la carte à puce, ainsi que le codage des actes et des maladies. A l'horizon 2000, les caisses auraient ainsi des informations plus fines et plus médicalisées sur l'activité des praticiens et la consommation des assurés.

## CRÉER DES RÉSEAUX DE SOINS

La maîtrise de l'offre de soins figure également en bonne place : incitations à l'installation dans des zones déficitaires, encouragement à une cessation anticipée d'activité. En revanche, le gouvernement avance « prudemment » sur le terrain de la réorientation des praticiens libéraux vers la médecine préventive. Enfin, il veut donner un « cadre législatif » à la création de réseaux de soins. Un comité national de pilotage devra définir un cahier des charges pour des expérimentations limitées dans le temps. On peut imaginer, par exemple, que les assurés en longue maladie (remboursés à 100 %) s'abonnent chez un généraliste de leur choix, qui serait alors partiellement rémunéré à la vacation, et non plus exclusivement à l'acte.

« La maîtrise des dépenses de médecine libérale, c'est le cœur du plan Juppé », affirme Jean-Yves Charnard, député (RPR) de la Vienne. Il faut exiger des professions de santé une obligation de résultat. Si le gouvernement recule sur ce point, il ne restera rien. » Pour sa part, Dominique Coudeure, ancien directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, ne cache pas les limites du plan Juppé sur la maîtrise des dépenses de soins. Dans un article publié par *Droit social* (mars 1996), il juge que « seule une enveloppe globale fermée, assortie de mécanismes efficaces et rapides de récupération des dépassements éventuels », permettra une maîtrise durable des dépenses.

Jean-Michel Bezat

# Les décorations à l'Elysée, des citations littéraires aux citations militaires

UN ANCIEN MINISTRE, Philippe Dechartre, deux anciens parlementaires, des maires, un professeur de médecine, un sous-préfet : ils étaient huit, mardi 5 mars, à l'Elysée, pour recevoir, des mains de Jacques Chirac, une décoration dans l'ordre de la Légion d'honneur. L'homogénéité sociale de cet échantillon justifiait les préoccupations exprimées il y a peu par le président de la République : dans une circulaire publiée au *Journal officiel* du 9 février (*Le Monde* daté 11-12 février), M. Chirac demande que la Légion d'honneur et l'ordre du Mérite accueillent dans leurs rangs « des citoyens issus de toutes les composantes de la nation française », cela à « tous les niveaux hiérarchiques et jusqu'aux plus modestes ».

A voir la salle des fêtes de l'Elysée bruisant des conversations entre ministres - anciens ou en exercice -, élus et hauts fonctionnaires, il y a du chemin à faire. Le président, cependant, n'a pas semblé s'offusquer de l'absence de ces « plus modestes » qu'il souhaite promouvoir. Il est vrai que devant cette liste de décorés, d'Etienne Dailly, ancien sénateur et membre du Conseil constitutionnel, à Antoine Rufenacht, maire (RPR) du Havre, M. Chirac aurait eu mauvaise grâce à se

plaindre : si les propositions n'émanent pas de lui, la règle veut qu'il choisisse ceux qu'il honore lui-même. Depuis qu'il est entré en fonction, M. Chirac a ainsi décoré une petite cinquantaine de personnalités.

## RYTHME SOUTENU

L'exercice semble plaire au nouvel occupant de l'Elysée autant qu'à son prédécesseur, qui y excellait. La ressemblance s'arrête là. M. Chirac, l'homme pressé, mettra moins d'une heure à décorer huit personnes, loin du rythme plus tranquille de François Mitterrand. L'ancien président ravissait ses auditeurs en mettant un point d'honneur à tourner, sans la moindre note, des compliments truffés de dates et de détails personnels. Son successeur ne s'y risque pas, ou juge qu'il a d'autres occasions d'exercer sa mémoire : chaque récipiendaire fait l'objet d'une note dactylographiée.

L'intérêt que portait François Mitterrand à la littérature transfigurait les hommages qu'il rendait aux récipiendaires. Le goût de son successeur pour la chose militaire se fait sentir peut-être dans le choix des décorés, en tout cas dans la manière dont le président raconte leur vie : sur les huit, six - dont une

ferme, Solange Troisième, ancien médecin-inspecteur général des prisons - ont un glorieux passé militaire. Et lui d'égrener avec gourmandise la liste de leurs évasions, ratées ou réussies, et celle de leurs citations. Pour Guy Leblaire, maire (UDF) du Mesnil-Saint-Denis, dans les Yvelines, ancien combattant de la seconde guerre mondiale et de l'Indochine, il s'exclame : « Treize citations militaires, c'est tout de même quelque chose de tout à fait exceptionnel ! »

Mieux encore, Paul Anselin, maire (UDF) de Plœmel, dans le Morbihan, est non seulement un « vieil ami » du chef de l'Etat, mais aussi un « compagnon d'armes » de la guerre d'Algérie : cinq citations, dont l'une « gagnée le même jour que moi ! ». Le président confie d'ailleurs que la seule ombre au tableau de cette amitié survint quand M. Anselin devint colonel de réserve le premier, ce que le commandant malgré lui trouva fort injuste. Pourtant, le président ne dira pas l'essentiel : il faudra recueillir les confidences d'un ministre breton, lui aussi ami de M. Anselin, pour apprendre que M. Chirac, un jour de combat, lui avait sauvé la vie...

Jean-Louis Andreani

WEEKENDER PLUS - PAUSES À PRIX INTÉRESSANT À PARTIR DE 400 FF SEULEMENT PAR CHAMBRE. PETIT DÉJEUNER COMPRIS

PRIX PAR CHAMBRE PAR NUIT VALABLES LES VENDREDIS, SAMEDIS ET DIMANCHES JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1996

LE PRIX COMPREND LE PETIT DÉJEUNER POUR MAXIMUM DEUX ADULTES ET DEUX ENFANTS AGÉS DE 12 ANS ET MOINS, PARTAGEANT LA CHAMBRE DE LEURS PARENTS

<p>(E) (FF 400) Bordeaux City Centre • Brest • Dijon • Marseille-Avenue du Prado • Metz-Techropolis 2000 • Nantes • Nevers-Magny-Cours • Toulon City Centre • Troyes/Forêt d'Orient • B. (FB 2.400) Liège • D. (DM 115) Hedenheim-Aquana • Jena • Weilerode • J. (LIT 130.000) Dinsard/Val di Sole • UAE (UAE DHS 305) Abu Dhabi • UK. (E 52) Ashford/Kent • Belfast City Centre • Glasgow • Warrington</p>	<p>(E) (FF 470) Aix-en-Provence • Caen City Centre • Paris-Roissy • Reims City Centre • Tours City Centre • B. (FB 2.900) Antwerp-Borghout (1) • Brussels Airport • Tournai • CH. (SFR 110) Lausanne-Beaulieu • GZ. (DM 135) Brno • D. (DM 135) Heimsiedt • Kirchheim/Teck • Leipzig-Merseburg • Munich-Unterhaching • Weimar-Schöndorf • J. (LIT 135.000) Bologna Tower • Naples • UK. (E 62) Aberdeen • Bristol • Ellesmere Port • Nottingham • Reading • Sheffield</p>
<p>(E) (FF 540) Celis • Paris-Charles de Gaulle Airport • Paris-Vélizy • A. (ATS 1.100) Vienne • B. (FB 3.300) Antwerp • Brussels City Centre • Charleroi • Gent • Gent-Expo • Leuven • Oostend • D. (DM 155) Aachen • Apolda • Braunschweig • Coburg • Osnabrück • Eberbach-Siedfeld • Essen • Frankfurt (Oder) • Frankfurt-Rodgau • Glauchau • Harnau-Langerbach • Hannover • Kamen/Urna • Leipzig-Münchtersdorf • Magdeburg-Eberdorf • Minden • Rastatt/Baden-Baden • E. (PTS 14.300) Madrid • J. (LIT 180.000) Bologna City • Florence • Naples-Castellvolturno • MZ. (M DHS 940) Casablanca • NL. (DM 175) Utrecht • E. (ESC 15.800) Lisbon • Lisbon-Campo Grande • PL. (USS 113) Warsaw • TR. (USS 113) Istanbul-Ataköy Marina • UK. (E 72) Leicester • London-Getwick West • London-Sutton • Newcastle Upon Tyne • Tallord/Ironbridge</p>	<p>(E) (FF 595) Lyon Atlas • Paris-Bussy St. Georges • Strasbourg • Toulouse • A. (ATS 1.290) Innsbruck (1) • B. (FB 3.900) Hasselt • D. (DM 184) Berlin-Humboldt Park • Bochum • Dortmund-Römischer Kaiser • Düsseldorf-Kaarsl • Frankfurt-Langen • Frankfurt-Offenbach (1) • Freiburg • Fulda • Hamburg-Kaiser Strasse • Hannover Airport • Heidelberg-Waldorf • Karlsruhe-Ellingen (1) • Koblenz (1) • Kumbach • Lübeck (1) • Munich-South • Nürnberg (1) • Passau • Stuttgart • Stuttgart-Sindelfingen • Suhl-Ringberg • Wolfsburg City Center (DM 175) • J. (LIT 210.000) Aosta • Milan • NL. (DM 205) Eindhoven • Leiden • Rotterdam City Centre • QMG. (OR 51) Muscat • UK. (E 84) Birmingham • Edinburgh • Leeds • London-Brant Cross • London-Getwick East (1)</p>
<p>(E) (FF 710) Nice • Nice-Port St. Laurent (2) • Paris-La Vilette • Paris-Montmartre • Paris-Rive Gauche • Paris-Tour Eiffel • A. (ATS 1.460) Salzburg • Vienne (1) • D. (DM 208) Berlin-Explanade • Berlin-Kurfürstendamm • Bonn (1) • Cologne-Bonn Airport • Dortmund (1) • Düsseldorf-Rathen • Leipzig City Center • Mannheim City Center • Munich • Schwerin • Tossene (1) • Wiesbaden • GR. (DHS 31.200) Athens • NL. (DM 230) Amsterdam-Schiphol • TR. (USS 149) Istanbul • UAE (UAE DHS 550) Dubai • UK. (E 95) London-Heathrow • London-Nelson Dock (1) • Weidenhof/Windorf • Midland-Manchester</p>	<p>GB. (SFR 198) Genève • D. (DM 245) Bremen (1) • Cologne City Center • Düsseldorf-Königsallee • Frankfurt Conference Center • Frankfurt-Main-Tanus-Zentrum • Hamburg • Heidelberg • J. (LIT 280.000) Rome-Eur Parco dei Medici • Rome-St. Peter's • M. (LM 61) Malta • NL. (DM 275) Amsterdam • Maastricht • UK. (E 110) Cambridge • London-Oxford Circus</p>
<p>(E) (FF 980) Paris-République • B. (FB 5.900) Brugge (3) • D. (DM 280) Berlin City Center-Nürnberg Strasse • J. (LIT 320.000) Rome-Minerva (4) • NL. (DM 315) Amsterdam City Centre • UK. (E 130) Edinburgh (1) • London-Kensington • London-Kings Cross/Bloomsbury • London-Mayfair • London-Victoria (1)</p>	

(1) Ouverture prochaine; (2) 280 FF de supplément du 1407 au 31/08/96; (3) 1.000 FF de supplément les vendredis et samedis, 1.600 FF de réduction les dimanches; (4) 100.000 LIT de supplément.

Le plupart des hôtels offrent le midi et le soir un repas du Menu Spécial Enfants aux enfants de 12 ans et moins dîner avec leurs parents. Des tarifs similaires peuvent être appliqués pendant le week-end. L'offre est limitée au nombre de chambres allouées à cette promotion. Le prix du séjour est réglé en monnaie locale comme indiqué. Les prix en francs français correspondent approximativement au prix local déterminé. Pour de plus amples informations quant aux conditions, veuillez consulter notre brochure Weekender Plus.

\* Holiday Inn®

POUR VOS RÉSERVATIONS WEEKENDER PLUS, APPELEZ NOTRE NUMÉRO VERT 05 905 999



## M. Giscard d'Estaing conteste le choix des Adhérents directs

A UN MOIS DE L'ÉLECTION, le 31 mars, de son successeur à la présidence de l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing a écrit, vendredi 1<sup>er</sup> mars, à Pierre-André Wiltzer, délégué général des Adhérents directs, pour contester les conditions dans lesquelles la majorité du bureau exécutif de cette composante a pris parti, le 28 février, pour François Léotard. Représentant les arguments soulevés par des partisans d'Alain Madelin et d'André Rossinot, M. Giscard d'Estaing demande à M. Wiltzer d'organiser une nouvelle délibération avant le conseil national du 31 mars. D'autre part l'ancien président de la République a proposé, mardi 5 mars, à Clermont-Ferrand, d'organiser un référendum interne sur « la question suivante : souhaitez-vous oui ou non que l'UDF devienne un mouvement politique unifié ? »

### DÉPÊCHES

■ **PATRONS** : Jean-Louis Giral, chef d'entreprise, conseiller (RPR) de Paris et président de la commission des finances du conseil régional d'Ile-de-France, a déclaré, mardi 5 mars sur BFM, que les entreprises n'ont pas confiance. « car il n'y a pas de visibilité dans la politique gouvernementale ». « Le navire vogue au gré du vent, le capitaine implore les cieux de lui être cléments ou tempête contre l'équipage, le rendant responsable de ses propres erreurs », a-t-il ajouté.

■ **DROIT D'AUTEUR** : le Sénat a adopté, mardi 5 mars, un projet de loi portant sur certaines règles du droit d'auteur. Approuvé par les groupes de la majorité et les socialistes, les communistes s'abstenant, ce texte transpose, dans le code de la propriété intellectuelle, deux directives européennes de septembre et octobre 1993 relatives à l'harmonisation de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins applicables à la radiodiffusion par satellite et à la transmission par câble.

■ **LOGEMENT** : la mairie de Paris a annoncé, mardi 5 mars, qu'elle avait adressé des propositions de logement aux seize familles occupant les immeubles du 29 bis, rue de Gergovie (14<sup>e</sup> arrondissement) et aux vingt-huit habitant 5, rue Keller, dans le 13<sup>e</sup>, où des cas de saturnisme ont été détectés. Ces familles ont respectivement reçu 91 et 51 propositions, selon la mairie de Paris, qui rappelle que, « dans le cadre de sa politique de résorption de l'habitat insalubre, elle s'attaque en priorité aux immeubles présentant des problèmes de saturnisme ».

■ **ANTARCTIQUE** : le conseil des ministres du mercredi 6 mars devait procéder à la nomination de Henry Feral, sous-préfet de Lens (Pas-de-Calais), au poste d'administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Il succède à Christian Dors, appelé à d'autres fonctions lors du conseil des ministres du 7 février. A cette occasion, le président de la République avait souhaité que le fonctionnaire en charge des TAAF ne les administre plus à partir de Paris, mais du département de la Réunion.

■ **INONDATIONS** : Corinne Lepage, ministre de l'Environnement, a annoncé, mardi 5 mars, l'implantation « d'ici la fin de l'année » de deux radars météo couvrant d'une part l'Ardeche et la Vaucluse, de l'autre l'Hérault. M<sup>me</sup> Lepage s'est entretenue, à Montpellier, du programme gouvernemental de prévention des inondations, avec les élus du Languedoc-Roussillon. Après le drame de Puissergues, 5 millions de francs supplémentaires ont été débloqués en janvier pour la prévention des risques naturels dans la région.

■ **DROITS DE L'HOMME** : Claude Llabres, conseiller du maire de Toulouse, ancien dirigeant communiste, a lancé un appel pour que Jacques Chirac condamne « clairement et publiquement » la violation des droits de l'homme en Chine. Cet appel précède la venue du premier ministre chinois, Li Peng, en France, au mois d'avril.

## Anne-Marie Couderc veut voir disparaître le sexisme dans les manuels scolaires

Le ministre délégué à l'emploi s'attaque aux inégalités entre hommes et femmes

A deux jours de la Journée internationale des femmes, Anne-Marie Couderc, ministre délégué à l'emploi, en charge des droits des femmes, a

présenté, mercredi 6 mars, au conseil des ministres, des mesures en faveur de l'égalité entre les sexes. Elle souhaite, notamment, que les dif-

férences de rémunération selon le sexe apparaissent mieux dans les statistiques. (Lire aussi notre éditorial page 14.)

**MINISTRE DÉLÉGUÉ** à l'emploi, Anne-Marie Couderc a saisi l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars, pour intervenir sur son second domaine de compétence : les droits des femmes. En charge de ce secteur au sein du gouvernement, M<sup>me</sup> Couderc ne s'était encore jamais exprimée sur ce sujet. Mercredi 6 mars, elle l'a fait devant le conseil des ministres, auquel elle a présenté un plan destiné à favoriser l'égalité entre hommes et femmes, car, estime-t-elle, « si l'égalité juridique est acquise, elle n'existe pas en fait dans de nombreux secteurs ».

C'est sur le terrain de la formation et de l'accès à l'emploi que le ministre chargée des droits des femmes a choisi de se placer. Premier axe de travail : l'éducation. Les parcours scolaires des filles et des garçons restent fortement sexués. Dans l'enseignement général, les filles représentent 80 % des élèves des sections littéraires, contre 40 % dans les séries scientifiques. Elles sont encore plus minoritaires dans l'apprentissage. M<sup>me</sup> Couderc souhaite que les futurs enseignants soient informés de ces différences de parcours et bénéficient d'une formation au sein des Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) pour devenir « les agents de l'égalité des chances entre filles et garçons ».

Le ministre souhaite aussi se pencher sur le contenu des manuels scolaires, suspectés de véhiculer des images archaïques de la répartition des rôles entre les sexes. Les femmes sont peu présentes dans les livres scolaires, leur place dans l'histoire est peu men-

tionnée et les exemples positifs permettant aux jeunes filles de s'identifier sont très rares. Quand cela ne va pas jusqu'à des images rétrogrades de femmes cantonnées à un nombre restreint d'activités et de responsabilités. C'est ainsi que pour illustrer le travail des femmes, certains manuels publient l'image d'une fleur... Une fois ces anachronismes repérés, il sera suggéré aux éditeurs de modifier leurs ouvrages.

### REPRÉSENTATION POLITIQUE

Après la formation, l'emploi. Le bilan est encore plus négatif. Les femmes sont plus souvent que les hommes victimes du chômage, et ce durant une période plus longue. Elles sont majoritaires au sein des chômeurs de longue durée. En janvier 1996, 13,9 % des femmes étaient à la recherche d'un emploi, contre 10 % des hommes. Parmi les jeunes, l'écart entre garçons et filles est pratiquement de 10 points. M<sup>me</sup> Couderc suggère d'implanter sur l'ensemble du territoire des « bureaux d'accompagnement individualisé vers l'emploi » (BAIE) chargés d'aider les femmes à reprendre une activité professionnelle et aptes à régler les problèmes sociaux qui les handicapent. Quarante BAIE sont déjà en service en France, le ministre s'engage à en ouvrir dans vingt départements en 1996 et à assurer

une couverture totale du territoire en 1997.

L'observation des offres d'emploi fait apparaître, selon le ministre délégué, une « dégradation sensible du respect de l'obligation de non-discrimination ». Le service des droits des femmes a relevé un nombre certain d'annonces recherchant « une secrétaire ». Dans *Le Monde* du 6 mars, a été publiée une annonce demandant un « homme de dialogue ». Ces mentions, manifestement discriminatoires, sont contraires à la loi du 13 juillet 1983 sur l'égalité professionnelle, mais cette loi n'est pas appliquée. M<sup>me</sup> Couderc souhaite, en cas de non-respect manifeste de l'obligation de non-discrimination, que la loi soit appliquée, et des sanctions prononcées à l'encontre des entreprises contrevenantes. Elles risquent un an de prison et 25 000 francs d'amende.

Dans le même sens, elle demande que des données statistiques sur les rémunérations fassent désormais apparaître les différences de revenus entre les sexes. Réclamée depuis de longues années par les chercheurs, cette étude permettra une connaissance plus fine de l'inégalité entre hommes et femmes. Les écarts de revenus sont évalués à 28 %, mais certains estiment qu'ils seraient encore plus importants. C'est le Conseil supérieur de l'égalité pro-

fessionnelle, que M<sup>me</sup> Couderc a réuni le 4 mars qui est à l'origine de cette proposition. Ce conseil est composé de représentants des administrations, des partenaires sociaux et d'experts. Moins actif depuis quelques années, il sera « réactivé » par le ministre chargé des droits des femmes.

M<sup>me</sup> Couderc suggère aussi que, après chaque consultation électorale générale, des statistiques par sexe, pour les candidats et les élus, soient rendues publiques. Exprimée par tous ceux qui dénoncent l'indigence du nombre de femmes dans la représentation nationale, cette revendication devrait enfin aboutir. Alors que les femmes représentent 53 % de l'électorat, elles n'occupent que 6,1 % des sièges à l'Assemblée nationale et 4,8 % au Sénat. Le ministre délégué à l'emploi entend être attentive, aussi, à ce que des femmes soient nommées dans les postes laissés à la discrétion du gouvernement.

Pour ce qui concerne les femmes victimes de violences, M<sup>me</sup> Couderc a annoncé que le « numéro vert », déjà mis en service, fonctionnera désormais 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Des structures d'accueil et d'hébergement pour ces femmes seront créées dans chaque département.

Michèle Aulagnon

### Une série de mesures

Les mesures annoncées par Anne-Marie Couderc, mercredi 6 mars, en faveur de l'égalité entre hommes et femmes, sont les suivantes :

- Une formation sur l'égalité des chances entre filles et garçons sera proposée aux enseignants dans les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Un programme d'action sur l'orientation scolaire des filles sera élaboré avec le ministère de l'éducation nationale.
- Les manuels scolaires trop archaïques ou véhiculant des stéréotypes discriminatoires seront rénovés.
- Des bureaux d'accompagnement individualisé vers l'emploi (BAIE) seront implantés sur l'ensemble du territoire d'ici à 1997.
- Les offres d'emploi discriminatoires seront poursuivies.
- Concernant les rémunérations, les études mentionneront désormais les revenus des hommes par opposition à ceux des femmes, pour une connaissance plus fine des écarts entre les sexes selon le secteur d'activité et le type d'entreprise. Un guide d'information sera diffusé.
- Après chaque élection, les statistiques rendront compte, pour chaque sexe, du nombre de candidat(e)s et d'élu(e)s.
- Pour les nominations aux postes laissés à la discrétion du gouvernement, une attention accrue sera accordée au nombre de femmes.
- Pour les victimes de violences, le « numéro vert » 05-05-95-95 fonctionnera 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Les structures d'accueil et d'hébergement pour ces femmes seront renforcées.
- Les médiateurs, dans les quartiers en difficulté, se verront proposer une formation qualifiante.

LES « GROGNARDS » sont une espèce en voie de disparition à l'Assemblée nationale. Ces députés qui, pour tout gouvernement, sont un soutien indéfectible et montent au feu avec entraînement, ont fait cruellement défaut à Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, venu défendre à l'Assemblée nationale, mardi 5 mars, son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Le paradoxe est complet quand on constate que les meilleurs amis d'Alain Juppé, mardi, étaient à l'UDF. « Comme président de l'UDF », Valéry Giscard d'Estaing a fait savoir, par un communiqué, qu'il « désapprouve les attaques lancées récemment par certains dirigeants de l'UDF » contre « Alain Juppé et la politique de son gouvernement ». L'ancien chef de l'Etat faisait allusion à François Léotard, président du PR et candidat à sa succession à la présidence de l'UDF, qui avait regretté qu'il « manque une forte dimension politique » à M. Juppé. Pour atténuer, précisément, les critiques de M. Léotard, dont il est proche, Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée, a souligné que la majorité « arrête de faire la chasse au premier ministre ».

Malgré soutiens, cependant. Sur les treize orateurs inscrits dans la discussion générale - parmi lesquels figuraient quatre UDF et cinq RPR -, deux seulement ont apporté un appui inconditionnel au gouvernement : Jean-François Copé (Seine-et-Marne) et Daniel Garigue (Dordogne), uniques fidèles parmi les fidèles que le groupe RPR avait su mobiliser, ont défendu la cohérence et la lisibilité de la politique économique du gouvernement.

C'était peu pour un texte difficile et copieux, qui regroupe notamment les mesures en faveur des PME annoncées en novembre et les deux mini-plans de relance de décembre et janvier (*Le Monde* du 5 mars). C'était d'autant plus malin que l'accueil réservé à ce texte par la commission des finances avait été pour le moins pincé, le rapporteur général du budget, ayant critiqué l'aspect « impressionniste » des mesures conjoncturelles proposées. Philippe Auberger ne s'est pas privé de redire ses réserves devant M. Arthuis : « Il y a une certaine contradiction à annoncer la volonté de maîtriser nos finances publiques, d'augmenter la pression fiscale pour y parvenir et d'autre part d'envisager des allègements particuliers », a-t-il déclaré. Le débat s'annonçait délicat. Le gouvernement l'a abordé sans mobiliser sa majorité, abandonnée à son scepticisme, tandis que l'opposition dénonçait l'« injustice sociale » des mesures proposées et les « cadeaux abusifs aux hauts revenus ».

### INTELLIGIBILITÉ

Devant les députés, M. Arthuis s'est efforcé de défendre la pertinence des dispositions examinées. Il s'agit, a-t-il expliqué, de « lever l'attention des ménages et des entreprises par des dispositions ciblées et temporaires et de diffuser la baisse des taux à l'ensemble de l'économie ». Il a néanmoins reconnu les « limites » des incitations fiscales contenues dans le projet. Jean-Jacques Jegou (UDF-FD, Val-de-Marne) lui a emboîté le pas en réclamant une « profonde réforme fiscale », mais en faisant part, aussi, de son trouble devant l'accumulation de mesures conjoncturelles.

Gilbert Gantier (UDF, Paris) s'est ému de ce que le projet de loi risque de « compliquer un peu plus notre impôt sur le revenu et en diminuer la productivité ». Le ton est monté encore d'un cran avec Etienne Garnier (RPR). Le député de Loire-Atlantique, s'excusant à l'avance d'« être désagréable », a tiré à vue. « Ce [projet] aurait pu être l'occasion de démontrer la cohérence de la politique économique. Ce n'est pas le cas. Il se dégage un sentiment général d'intelligibilité. Personne ne comprend rien. Tout cela crée une impression de malaise. » Il a été applaudi sur les bancs de l'opposition socialiste, ravi.

Caroline Monnot

**LE PRINTEMPS ROUGE**  
16 49 21 AVRIL 96

Loc. (1) 49 87 54 54 - 3615 PDB  
Points de vente: Réseau FNAC

Sting  
Lucky Peterson/Eddy Louiss - FFF/Cameo  
Le Forestier/Joan Baez - Renaud/Stivell  
Tonton David/Third World - Les Thugs/Sonic Youth  
Silmarila/No One Is Innocent  
Rave: Sir-Cus Cybernaut System  
Lokua Kanza/Didier Bustrac - Miossec/Dominique A.  
Soul Coughing/Lloyd Cole - Blur/Dutrone  
Lou Reed etc.

13 scènes  
90 spectacles  
300 artistes

Evénement  
EUROPE 2/16

### PUBLICATION JUDICIAIRE

Un jugement de la 13<sup>ème</sup> Ch., section B de la Cour d'Appel de PARIS du 7.07.1995 sur Appel d'un jugement Correctionnel du T.G.I. de PARIS du 25.05.1994. Condamne M. Mohamed LAKHDAR HAMINA, Cinéaste, 20, avenue de Friedland, PARIS (8<sup>e</sup>), pour avoir reproduit, représenté ou diffusé par quelque moyen que ce soit, une oeuvre de l'esprit en l'espèce le film « La Dernière Image » en violation du droit moral de M. Mourad BOURBOUNE, auteur du scénario, faits prévus et punis par les articles 425 et 426 du Code Pénal. à 10.000 F. d'amende, 50.000 F. de dommages et intérêts, 7.500 F. au titre de l'art. 475-1 du C.P.P., à payer à M. Mourad BOURBOUNE, 5.000 F. au titre des frais irrépétibles exposés en Cour d'Appel et aux dépens. Ordonne la publication du jugement dans 2 journaux au choix de M. BOURBOUNE et aux frais de M. LAKHDAR HAMINA sans que coût de chaque insertion puisse excéder 15.000 F. Pour extrait - Me Bernard PREVOST, Avocat à la Cour.



**ÉCOLOGIE** Une étude réalisée par le Crédoc à la demande du ministère de l'environnement met en évidence le dynamisme des associations de défense de l'environnement.

Alors que le « lobby vert » reste peu influent au plan national, l'écologie apparaît comme « une grande cause locale ». ENTRE 5 000 et 6 000 groupes sont actifs

sur le terrain, qu'il s'agisse d'obtenir le retrait d'un projet industriel ou de sauvegarder un site naturel. Chaque année, de 1 500 à 2 000 associations voient le jour mais presque autant

disparaissent, une fois leur objectif atteint. UNE COMMUNICATION du ministre de l'environnement est prévue mercredi 6 mars en conseil des ministres sur la lutte contre les pol-

lutions agricoles, en particulier les nitrates dans l'eau. Quant au projet de loi sur la qualité de l'air, il devrait accorder des avantages fiscaux aux véhicules électriques et à gaz.

## Les Français se mobilisent pour défendre leur environnement local

Chaque année, le militantisme « vert » engendre la création de près de 2 000 associations centrées sur un but précis et très peu tentées par un regroupement au niveau national

INSAISSISSABLE, incalculable, intermittent et désordonné mais essentiel dans la vie locale, le réseau associatif engagé dans la défense de l'environnement constitue une sorte de défi à la tradition jacobine française. Voilà un mouvement peu structuré au plan national et inexistant au plan de la représentation parlementaire, mais qui, en de nombreux endroits, parvient à jouer un rôle actif d'ajustement et se pose comme un interlocuteur de premier plan dans la gestion des affaires publiques.

Réalisée à la demande du ministère de l'environnement, l'étude que vient de publier le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) donne une idée de la « nébuleuse » que forment les associations qui tentent de sauvegarder un milieu naturel, de contester le tracé d'une rocade ou se chargent de gérer des espaces verts. Au total, estime Bruno Marescat qui a réalisé l'étude, le nombre de groupes actifs sur le territoire métropolitain peut être évalué entre 5 000 et 6 000 soit quatre fois celui des associations officiellement agréées.

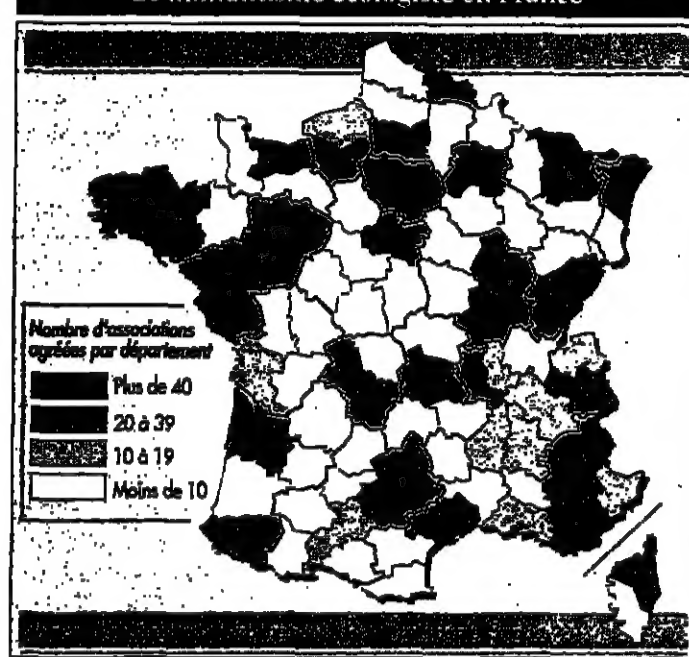
Chaque année, de 1 500 à 2 000 de ces associations voient le jour.

Mais ce fourmillement dissimule des vocations éphémères. « Souvent, la durée de vie des groupes locaux est faible : ils sont actifs les quelques années - trois à cinq - pendant lesquelles dure la mobilisation contre les nuisances ou les projets contestés », constate le Crédoc.

**SUR LE FRONT DE L'URBANISATION** L'étude opère une distinction entre les « environnementalistes » qui se mobilisent contre des installations polluantes ou des projets d'urbanisme, les « consommateurs » qui s'intéressent aux transports publics ou aux déchets ménagers, les « régionalistes » concernés par la défense du patrimoine ou les « naturalistes », héritiers des sociétés savantes qui « satisfont le besoin grandissant d'information et de découverte des classes moyennes et supérieures ». « Les associations de défense de l'environnement sont plus nombreuses et plus actives dans les zones résidentielles, là où les classes moyennes et supérieures se préoccupent de sauvegarder un cadre de vie privilégié », souligne l'étude.

Ainsi, 10 % des cadres supérieurs adhèrent à un groupe de défense de l'environnement ou de protection de la nature contre 3 % pour la

Le militantisme écologiste en France



moyenne de la population. Dans les départements du Puy-de-Dôme et de la Seine-et-Marne, la moitié des membres des bureaux des associations sont des chefs d'entre-

prise, cadres supérieurs ou appartenant à des professions libérales. Les retraités représentent entre le cinquième et le quart des responsables associatifs.

Autre trait spécifique de ces « écologistes de terrain » : leur activité se développe « là où le front de l'urbanisation progresse et menace de disparition les espaces naturels et les formes anciennes d'habitat ». « Même s'il existe des groupes actifs un peu partout, ils sont très peu nombreux dans l'espace rural. » Chez les agriculteurs, par exemple, ces associations sont fort peu nombreuses. Globalement, les groupements environnementalistes, qui comptent deux fois moins d'adhérents que les mouvements humanitaires, ne représentent pas plus de 2,5 % des Français. Cette proportion est en baisse depuis la fin des années 70 (le taux d'adhésion était de 3,6 % en 1978). Les régions les plus en pointe sont l'Île-de-France, l'Aquitaine, Rhône-Alpes et l'Alsace.

### RELAIS

Sur le terrain, ces petits groupes de pression « cherchent à s'institutionnaliser par l'agrément, les subventions, la participation à des commissions administratives ». Les plus actifs d'entre eux « sont perçus par les administrations départementales ou régionales comme des relais pouvant appuyer les politiques d'environnement auprès des élus lo-

caux ». Selon le Crédoc, « ne perdurent que les associations qui renouvellent leurs centres d'intérêt, en s'ouvrant à l'initiation à l'environnement, à l'animation en milieu local ou en se spécialisant dans des animations de longue haleine (lutte contre le bruit, déchets, carrières...) ».

Capables de tisser des relations entre elles, ces groupements se retrouvent principalement au sein de France Nature-Environnement, qui fédère cent soixante-dix associations nationales, régionales et départementales. Or, constate le Crédoc, « Les associations de base, très jalouses de leur indépendance, n'envisagent l'adhésion à des fédérations ou à des associations nationales que pour accéder à des compétences et à des interlocuteurs plus haut placés ». « L'environnement est une grande cause locale », conclut l'étude, qui observe que les filiales de mouvements internationaux (Greenpeace, WWF) « n'ont qu'un impact marginal sur la nébuleuse hexagonale ». L'écologie politique n'a pas davantage pris sur elles. Ses vicissitudes électorales n'ont pas eu la moindre incidence sur le rythme de création d'associations.

Jean-Michel Normand

## Le Limousin résiste aux pollutions multiples

LIMOGES

de notre correspondant

La découverte de neuf tonnes d'uranium appauvri sur le site de la Cogema à Beauséjour-sur-Gartempe (Haute-Vienne) est venue, cette semaine, relancer la polémique à rebondissement multiples qui oppose la compagnie à plusieurs associations de défense de l'environnement. Après la fermeture de ses exploitations uranifères limousines, la Cogema poursuit dans la région un projet de stockage d'uranium appauvri (199 000 tonnes) venu notamment des centrales de la vallée du Rhône. Le préfet de région a donné le feu vert au projet, malgré l'avis défavorable du commissaire-enquêteur, mais, avec l'aval du conseil départemental d'hygiène, la Fiepa (Fédération limousine d'études et de protection de la nature), qui fédère plusieurs dizaines d'associations écologiques et de défense de l'environnement, a introduit un recours auprès du tribunal administratif de Limoges.

### SITE CLASSÉ

Les opposants au projet sont prêts à multiplier les chausse-trappes juridiques et réglementaires avec l'assentiment du conseil régional et du conseil général de la Haute-Vienne, qui, sans se prononcer sur la réalité des risques engendrés par ce stockage, se disent opposés par principe au rôle de « poubelle nucléaire » que la Cogema leur réserve, sans contrepartie d'emplois réels, puisque ce centre de stockage ne devrait pas créer plus de trois emplois.

Ce dossier n'est pas le seul à attiser la chronique régionale de l'environnement. En Corrèze, l'autorisation préfectorale d'implantation d'une usine à Turenne vient d'être annulée par le tribunal administratif de Limoges. Cette unité de production de batteries automobiles a été implantée par le groupe

portugais Autosil, qui souhaitait se rapprocher des constructeurs européens. Soixante-trois emplois devraient être créés en 1998. La contestation porte sur les risques de pollution pour les cours d'eau alentours mais concerne aussi l'implantation de l'entreprise sur un site classé. Turenne, son château et son village médiéval, est l'un des hauts lieux de l'histoire limousine et le site est classé monument historique. Là encore, le dossier divise les collectivités. La municipalité et le conseil général de la Corrèze le soutiennent, mais le conseil régional a refusé d'apporter un financement, en désaccord sur le choix du site. « Le choix qui a été fait est celui des collectivités locales », insiste Christian Geney, le directeur de l'entreprise, qui précise que « sur 40 millions de francs d'investissement, 4 millions ont été consacrés à la protection de l'environnement ».

Un troisième dossier, dans le nord de la région, évoque vers une conclusion inverse. A Dun-le-Palestel (Creuse), une unité d'épuration de la Soporga avait suscité contre elle, pour cause de pollutions multiples, la création d'une association « Brézentine-environnement ». L'entreprise avait riposté par une menace de fermeture et mobilisé ses quarante salariés et la FDSEA de la Creuse. Or la société Saria (branche française du groupe allemand Retman), à qui appartient la Soporga, vient d'annoncer un plan de restructuration qui condamne l'usine. Aujourd'hui, l'association Brézentine-environnement a l'impression d'avoir été manipulée.

« Nous portons le chapeau d'une liquidation et de licenciements qui étaient déjà programmés ; notre action a finalement arrangé tout le monde. » La défense de l'environnement est parfois un combat complexe.

Georges Chatain

## L'amiante ne sera pas retiré dans le Loiret

ORLÉANS

de notre correspondant

L'association « Vivre à Châteaurenard », dans le Loiret, a rempli la mission. Une usine de traitement de l'amiante ne s'installera pas dans cette commune du Gâtinais de 2 300 habitants, peuplée de résidences secondaires, vouées aux parties de pêche et aux fêtes champêtres. Une correspondance écrite du ministre de l'environnement, en date du 31 janvier, informe que le projet est suspendu.

Pourtant, c'est une finalité on ne peut plus écologique que la société Isertam, filiale d'EDF, entendait poursuivre : la destruction de déchets par un procédé consistant à « incinerer » l'amiante au moyen d'une torche à plasma et à transformer les déchets en les vitrifiant, méthode mise au point par la société à Porcheville (Yvelines) et à Arjuzanx (Landes). En mars 1995, le maire de Châteaurenard, Jean-Charles Paré (RPR), avait obtenu l'accord du conseil municipal sur l'implantation d'une station comprenant un bâtiment de stockage de 2 500 tonnes et deux unités de vitrification. Une fois, traitant les déchets convoyés sur le site, la seconde mobile, pouvant se déplacer à l'appel d'un client. La France, si l'on en croit les responsables d'Isertam, entend se positionner

sur le marché de la vitrification de l'amiante, les pays européens interdisant petit à petit la simple décharge (la France a décidé de faire de même à partir du 31 mars 1996).

Le site choisi, au lieu-dit Pense-Folle, est proche de la cité scolaire et domine le centre du bourg. Au sein du comité de défense, rapidement créé, s'entraînent des protestataires de marque : Rosalie Delon, qui fait signer des pétitions sur le marché en assurant du soutien de son mari, le général Massu, qui porte désormais la tunique écologique (on l'avait déjà vu sur le terrain protester contre un projet d'autoroute aux côtés de Georges Ségué, autre retraité converti) et l'astrophysicien Hubert Reeves. « Le site a été choisi sans réfléchir. Comment les familles ne s'inquièrent-elles pas quand on leur dit que des camions chargés [...] d'amiante vont circuler sur la voie empruntée par les écoliers ? », clame l'association. « Je ne comprends pas pourquoi cette usine, qui présente une possibilité de danger mais qui paraît nécessaire et intéressante, doit être construite en milieu urbain. C'est un caprice de maire », renchérit le professeur Henri Pézerat, spécialiste de l'amiante.

Jean-Charles Paré, qui « ne tient pas à ce que les jeunes prennent une

carte orange pour aller travailler à Paris », se retranche derrière les avis favorables des services de l'Etat et des retombées économiques attendues : une vingtaine de postes d'ingénieurs venus de l'extérieur, une dizaine d'emplois de gardiennage ou d'entretien, et près de 1 million de francs de taxe professionnelle. En juin, la reconduction de l'équipe municipale dans sa quasi-totalité avait conforté le maire, mais, le 31 janvier, Corinne Lepage indiquait qu'Isertam ne donnerait plus suite au projet. Pour des raisons « économiques et réglementaires ». La société se développerait donc sur le site d'Arjuzanx.

« Vivre à Châteaurenard » reste mobilisée et a convoqué ses trois cents adhérents pour une assemblée générale, en mars. « Nous voulons continuer à exister avec un droit de regard sur ce qui se passe dans notre commune », affirme Nicole Goulier, responsable de l'association. Avant la décentralisation, lorsque quelque chose arrivait, c'était toujours la faute de Paris. A présent, les maires ont des pouvoirs énormes et rien ne vient les contre-carer. Nous en avons assez que la démocratie s'arrête après les élections. »

Régis Guyotat

## Une exonération fiscale est envisagée pour les véhicules électriques et à gaz

**LE PROJET DE LOI SUR L'AIR**, dans sa dernière version, comporte essentiellement trois volets : l'information sur la qualité de l'air, dont la surveillance « incombe à l'Etat », les mesures à prendre localement (les « plans régionaux pour la qualité de l'air », les « plans de déplacements urbains » ou les « plans de protection de l'atmosphère ») et enfin les dispositions financières qui exonèrent les carburants « propres ».

Sur le premier point, la loi fixe un calendrier pour l'extension du réseau de surveillance à tout le territoire. Au 1<sup>er</sup> janvier 1997, les agglomérations de plus de 250 000 habitants devront être équipées de ce réseau. Les agglomérations de plus de 100 000 habitants auront jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1998 et le reste du territoire jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2000. Dans les agglomérations de plus de 250 000 habitants, et là où les seuils limites de pollution ne sont pas respectés, le préfet pourra imposer un

« plan de protection de l'atmosphère » portant aussi bien sur les carburants et combustibles utilisés, et donc sur les véhicules et les installations fixes. La loi précise que les mesures contraignantes devront faire l'objet d'une « consultation des maires intéressés ».

S'agissant des « mesures techniques nationales », comme l'indique le projet de texte, la modification la plus importante par rapport au texte d'origine porte sur l'introduction, d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2000, d'un « taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides », c'est-à-dire de l'insufflation d'une dose de carburants d'origine végétale, à base de betteraves, de céréales ou d'oléagineux. Il sera aussi imposé aux constructeurs l'obligation d'afficher la consommation des appareils en vente, et aux vendeurs ou loueurs de logements, l'obligation « d'afficher le montant annuel des frais de chauffage et d'eau chaude ».

Quant à la fiscalité des carburants, qui représente l'enjeu le plus important du projet de loi, il est précisé que son évolution sera mise à jour tous les deux ans, à partir de la loi de finances pour 1998.

D'ores et déjà, il est décidé que, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, les transports publics fonctionnant au gaz naturel ou au gaz de pétrole liquéfié se verront rembourser - selon des modalités à préciser par décret - la taxe intérieure sur les produits pétroliers, la fameuse TIPP. Quant aux véhicules privés électriques ou à gaz (naturel ou liquéfié), ils en seront exonérés. En outre, les départements pourront décider l'exonération des mêmes véhicules de la taxe différentielle ou des taxes d'immatriculation.

Roger Cans

Lire également l'analyse page 14

## Les nitrates d'origine agricole seront désormais placés sous surveillance

**LE MINISTRE** de l'environnement, Corinne Lepage, devait faire mercredi 6 mars une communication au conseil des ministres sur les mesures prises pour lutter contre les pollutions agricoles, et en particulier les nitrates dans l'eau. Voilà dix ans, on évaluait déjà à deux millions et demi le nombre d'habitants condamnés à boire de l'eau à plus de 50 milligrammes de nitrates par litre, considérée dans la Communauté européenne comme la limite tolérée.

A l'époque, cependant, on n'osait guère s'en prendre aux agriculteurs, considérés comme les gardiens intouchables du terroir. Il a fallu que Brice Lalonde, ministre de l'environnement du gouvernement Rocard, mette les pieds dans le plat en 1989 (« Les agriculteurs sont aussi des pollueurs ») pour que l'on songe à intervenir dans ce secteur jusque-là épargné.

Conformément à une directive européenne, un décret de 1993 a fixé les modalités de l'inventaire des zones « atteintes » ou « menacées » d'une pollution dépassant 50 milligrammes par litre. Et le Journal officiel du 5 mars 1996 a publié le décret qui impose la mise en place d'un « programme d'action » spécifique « dans chaque zone vulnérable ». Ce plan prévoit des règles concernant l'épandage des engrais azotés, tenant compte de la météorologie, de la topographie, de la géologie et, pour les lisières, des capacités de stockage des effluents d'élevage.

### UN OBSERVATOIRE DE L'EAU

Corinne Lepage, qui a signé le 1<sup>er</sup> mars la convention « Bretagne eau pure », a officiellement mis en place un « observatoire de l'eau », afin de contrôler les prix et la qualité du liquide distribué. Il s'agit d'éviter, par exemple, que se mul-

tiplie le cas de la commune de Guingamp (Côtes-d'Armor), où le taux de nitrates dépasse la norme un jour sur trois, contraignant la Lyonnaise des eaux à installer à grands frais une fontaine d'eau dénitrifiée. L'observatoire, qui comprend les associations de consommateurs, les distributeurs d'eau et les organismes de bassin, devrait aussi éviter que les maires des petites communes, astreints comme les autres à distribuer une eau de qualité potable, soient traduits en justice sur plainte de leurs administrés.

Dans sa communication au conseil des ministres, Corinne Lepage devait également souligner le danger que font courir aux nappes phréatiques les produits chimiques phytosanitaires, telle l'atrazine, utilisée comme désherbant dans la culture du maïs.

R. C.



## Le ministère de l'intérieur envisage de durcir la législation sur l'immigration

Un avant-projet de loi remanie en profondeur les lois Pasqua

Réalisé par les services de M. Debré et devant être l'objet de prochains arbitrages interministériels, un avant-projet de loi propose de boule-

verser la législation sur l'immigration. Des certificats d'hébergement au droit d'asile, ce texte envisage un durcissement sévère des lois exis-

tantes. M. Debré devait être entendu, mercredi 6 mars, par la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine.

Le MINISTRE de l'intérieur envisage de durcir sévèrement la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. Ses services viennent de rédiger un « avant-projet de loi », qui, en matière d'immigration, propose de renforcer l'ensemble du dispositif législatif en vigueur : délivrance des certificats d'hébergement, condition de renouvellement de la carte de résident de dix ans, nature du contrôle des demandeurs d'asile, durée de la rétention administrative, traitement des passagers clandestins à bord des bateaux... Moins de trois ans après l'adoption des lois Pasqua modifiant l'ordonnance de 1945 sur les étrangers, M. Debré s'apprête ainsi à franchir un nouveau palier.

Au ministère de l'intérieur, on assurait, mardi 5 mars, qu'il ne s'agissait là que d'un « travail de préparation actuellement réalisé par les services ». Ce texte, regroupant sur huit pages vingt articles de loi, a pourtant été envoyé, il y a deux semaines, aux ministères de la justice, des affaires étrangères et des affaires sociales. M. Debré devait rendre de prochains arbitrages dès la fin du mois.

Les maires RPR en avaient formulé la demande (*Le Monde* du 26 janvier). Le ministère de l'intérieur en fait un de ces axes de travail : la délivrance des certificats d'hébergement, ces documents indispensables pour tout ressortissant non européen en visite en France, devrait être sévèrement contrôlée. Un « fichier des hébergeants » serait mis en place dans chaque département. La préfecture éditerait les « relevés nominatifs » des personnes accueillant un étranger. Au vu de ce fichier, les maires seraient autorisés à ne pas signer les certificats d'hébergement si « les demandes antérieures de l'hébergeant font apparaître un détournement de la procédure ». Les hébergeants seraient tenus d'« informer la mairie du départ de l'étranger accueilli ». Ils devraient également « présenter une attestation d'assurance couvrant l'ensemble des dépenses médicales hospitalières, de protection et d'aides sociales résultant de soins ou d'aides publiques » dont leurs invités pourraient bénéficier pendant leur séjour en France.

Deuxième volet, le ministère souhaite limiter les possibilités de

déplacement des irréguliers. Les personnes en infraction avec la législation sur le séjour se verraient confisquer leur passeport. Un fichier des empreintes digitales des irréguliers serait constitué, sur le modèle de celui déjà existant à l'Office de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) pour les demandeurs d'asile. Le projet prévoit également d'offrir aux préfets et non plus au seul ministre de l'intérieur la possibilité de prononcer des arrêts d'expulsion.

### LA CARTE DE RÉSIDENT MENACÉE

Le projet s'attaque en outre aux étrangers en règle en revenant sur une disposition essentielle : la carte de résident de dix ans. Créée en 1984 par François Mitterrand, ce statut, sous lequel vivent l'essentiel des étrangers installés en France, est renouvelé « de plein droit ». Deux motifs peuvent entraver le renouvellement : la polygamie et l'absence non déclarée de France pendant plus de trois ans. Le nouveau texte y ajoute un élément essentiel : la « menace pour l'ordre public ». Aujourd'hui, une telle menace peut justifier une expulsion, après passage de l'étranger devant une commission d'expulsion, qui examine le sérieux des motivations de l'État. Dorénavant, l'autorité préfectorale pourra refuser de fournir une nouvelle carte

de résident, en invoquant, par exemple, un trouble vieux de cinq ans « menaçant » de recommencer. Et ce sans contrôle.

Un troisième ensemble de mesures entend encadrer plus strictement la demande d'asile. Pour décourager les candidats, le texte prévoit que le passeport du demandeur « peut être conservé » pendant toute la durée de la procédure. Une liste d'« États dans lesquels il n'existe pas de manière générale de risque de persécution » sera dressée afin de permettre un traitement accéléré des demandes : en cas de rejet par l'Ofpra, l'appel devant la commission de recours ne sera pas suspensif.

De même, une demande déposée plus de deux mois après l'entrée sur le territoire « est présumée constituer un recours abusif à la procédure d'asile ». Enfin, et surtout, le projet propose d'astreindre le demandeur d'asile « à l'obligation de se présenter périodiquement aux services de la préfecture ou en mairie ou aux services de police ». Jusqu'à présent, celui-ci se rendait à la préfecture tous les trois mois pour faire renouveler son titre de séjour. Le ministère envisage désormais un pointage tous les quinze jours, autrement dit un régime calqué sur le contrôle judiciaire des personnes mises en examen.

Restent deux chapitres importants : le blocage des passagers clandestins et l'éloignement des irréguliers. Concernant le second dossier, le ministère souhaite prolonger la durée maximale de rétention administrative, actuellement de dix jours. En 1993, le Conseil constitutionnel s'était clairement opposé à toute prolongation de ce délai. Le ministère emprunte un chemin détourné. En cas de tentative de reconduite à la frontière, toute personne « qui aura cherché à se soustraire aux mesures préparatoires à son départ » pourra être placée en rétention « sans que soit pris en compte le délai pendant lequel cette même personne a pu être précédemment maintenue dans de tels locaux ». Autrement dit, les compteurs sont remis à zéro. Les périodes de rétention de dix jours pourraient s'enchaîner à l'infini.

### FAILLITE JURIDIQUE COMBLÉE

Enfin, le texte tente de régler le problème des étrangers dissimulés dans les cargos. Même si les cas se comptent chaque année sur les doigts d'une main, le ministère de l'intérieur a déjà été condamné pour « voie de fait » pour avoir consigné des passagers clandestins à bord jusqu'au départ du bateau. « Une faille juridique », a toujours plaidé l'administration. Elle est comblée. Le clandestin pourra être maintenu sur le navire deux jours puis, sur décision d'un juge, deux fois quatre jours afin d'organiser son retour. Il pourra, précise le texte, y « demander l'assistance d'un interprète et d'un médecin et communiquer avec un conseil ou toute autre personne de son choix ». Si on ajoute le droit donné aux policiers de fouiller, dans un périmètre de 20 kilomètres, après la frontière, les canchons de plus de 3,5 tonnes, le tableau semble assez complet. Le ministère a simplement renoncé à confier aux maires le soin de contrôler eux-mêmes les conditions d'hébergement des visiteurs. Il ne semble pas non plus prêt, pour satisfaire certains députés de la majorité, à interdire l'école aux enfants de personnes en situation irrégulière. Mais, comme on le rappelait, mardi, place Beauvau, « ce texte est provisoire ».

N. H.

## Un opposant à M. Carignon avait été placé sur écoutes en 1989

Les RG auraient demandé ce « branchement »

« J'AI TOUJOURS SU que j'étais écouté, mais j'ignorais par qui. Je n'en ai jamais eu la preuve, mais plusieurs personnes me l'avaient dit. » Ainsi Raymond Avriplier, élu écologiste et adjoint au maire de Grenoble, a-t-il réagi, mercredi 6 mars, à la publication, par l'hebdomadaire *Minute*, de comptes-rendus d'écoutes téléphoniques relatant certaines de ses conversations et datées de 1989. M. Avriplier a indiqué au *Monde* que les extraits publiés « présentent une certaine vraisemblance ». Il précise toutefois qu'il ne reconnaît aucun des propos qui lui sont prêtés entre guillemets dans les relevés d'écoutes publiés.

Selon plusieurs sources, ces documents présenteraient l'apparence de comptes-rendus d'« interceptions » effectuées par les Renseignements généraux (RG). Directeur central des RG de juillet 1988 à mai 1990, le préfet Jacques Fournet a, pour sa part, assuré au *Monde* que lesdits documents ne présentaient pas les caractéristiques des synthèses d'écoutes demandées par un service et réalisées par le Groupe interministériel de contrôle (GIC).

Les extraits présentés par *Minute* semblent en tout cas différer des comptes-rendus d'écoutes attribués à la fameuse cellule antiterroriste de l'Elysée, principalement datés de 1985 et 1986, ainsi que de ceux publiés dernièrement par *Le Journal du dimanche*, visant notamment l'ex-capitaine Paul Barril et le dirigeant trotskiste Alain Krivine, et attribués, eux, à la DST et à la DGSE (*Le Monde* du 27 février). L'annotation « C46 A188 » qui figure sur l'un d'eux évoque le code administratif (46) réservé aux « interceptions de sécurité » ainsi qu'un probable numéro d'ordre.

Aujourd'hui, préfet de la région Champagne-Ardenne, Jacques Fournet assure n'avoir gardé « aucun souvenir précis » du nom de Raymond Avriplier. Homme de confiance de François Mitterrand, le préfet ne se souvient « à priori » pas d'une écoute opérée par les RG sur la ligne de l'élu grenoblois. Sans exclure que ses services aient pu, localement, surveiller de près les « antiterroristes » en période d'agitation autour du surintendant de Creys-Maillieu, M. Fournet rappelle que les RG disposaient, en 1989, d'un contingent permanent d'environ deux cents lignes branchées par

le GIC et que le directeur n'en voyait pas passer tous les comptes-rendus. M. Avriplier militait activement contre le nucléaire depuis les années 70 : « Je ne serais pas surpris d'avoir été surveillé à cause de cela », nous a-t-il déclaré.

Reste qu'en 1989 les « écouteurs » de M. Avriplier semblent avoir recueilli moins d'informations de cette nature que sur les enquêtes consacrées au « système Carignon » diligentées par l'écologiste grenoblois. Les relevés d'écoutes cités par *Minute* relatent les entretiens de ce dernier avec des avocats et des journalistes, au cours desquels il évoquait « des dossiers compromettants sur certains hommes politiques et d'affaires étrangères ». Certains de ces documents ont finalement permis la mise au jour du dossier « Dauphiné News », qui devait provoquer, six ans plus tard, la chute d'Alain Carignon. Le préfet Fournet se déclare néanmoins « sûr » qu'aucune des écoutes de l'époque – si elles ont existé – ne visait à obtenir des informations relatives au financement du système Carignon.

Les soupçons de « base police » resurgissent pourtant à l'occasion de cette affaire. Certains responsables policiers s'interrogent sur le rôle joué par une équipe parallèle dont se serait entouré M. Fournet, à la tête successivement des RG puis, de mai 1990 à octobre 1993, de la DST. Un ancien membre de la cellule antiterroriste de l'Elysée, le commissaire Jean Orluc, continuait à se rendre dans le bureau du patron du service de contre-espionnage – auquel il n'appartenait pas. Il en allait de même pour le commissaire Patrick Rougetel, dont le conseil de discipline de la police a proposé la révocation, le 15 février, après qu'il eut été trouvé en possession de documents témoignant d'un travail d'investigation méthodique visant à rassembler des éléments « à charge » contre certains responsables des RG. Reconnaissant simplement avoir reçu « de temps en temps » MM. Rougetel et Orluc au siège de la DST, après avoir fait leur connaissance aux RG, M. Fournet qualifie de « roman » et d'« élucubrations » l'évocation de ce « cabinet noir » qui aurait activement recherché des renseignements à caractère politique.

H. G. et E. In.

## La crise des vocations sacerdotales connaît une sérieuse aggravation

L'ÉGLISE DE FRANCE n'a ordonné que 96 prêtres en 1995, contre 121 l'année précédente. La chute est d'autant plus brutale que, depuis une décennie, le chiffre des ordinations sacerdotales – bon indicateur de la santé du catholicisme – semblait stabilisé autour de 130. Depuis 1986, il n'était pas passé sous la barre des 100. Selon les statistiques du Service national des vocations, la France ne compte plus que 22 500 prêtres diocésains. Ils étaient plus du double après guerre.

Les congrégations sont touchées par la même dépression. Depuis les années 70, le nombre des religieuses ne cesse de fondre : de 92 326 en 1977, elles n'étaient plus, l'an dernier, que 51 164 (sans compter les moniales). Une assemblée générale des maîtres et maîtresses de novices vient de se réunir à Paris : un bon tiers d'entre eux était en chômage technique. Les jésuites n'avaient plus, en 1995, que 7 novices, alors que les dominicains connaissent une petite remontée (25).

Les raisons de cette crise des vocations sacerdotales et religieuses sont anciennes : déclin du statut social du clergé ; peur des engagements à long terme ; image peu attractive et discrédit de l'autorité dans l'Eglise. S'y ajoutent des facteurs plus récents comme le retard mis à l'entrée au séminaire ou au noviciat et un « discernement » de plus en plus long avant la décision : la moyenne d'âge dans les séminaires est de plus en plus élevée (supérieure à vingt-cinq ans).

### SCÉNARIOS CATASTROPHES

Sans doute aléatoires, des projections font état de scénarios catastrophes au-delà de l'an 2000. La France compte aujourd'hui 14 000 prêtres de paroisse. Sur la base de 100 ordinations par an (qui n'est même pas respectée en 1995), leur nombre ne serait plus que de 9 000 en 2005, de 6 000 en 2015, de 4 500 en 2025. Soit, en trente ans, une régression de trois à un et, de fait, un effacement progressif de l'un des modèles les plus typés de la vie sociale.

Pour les évêques de France, de telles perspectives sont d'autant plus démoralisantes que, déjà, ils exigent beaucoup de leur clergé, souvent âgé et surchargé, et ont expérimenté nombre de formules de regroupement des paroisses. Ils mettent l'accent, aujourd'hui, sur les conséquences d'une telle diminution du clergé, dans une société où la demande de rites demeure forte et où les ruptures, dans la transmission de la mémoire et de la culture religieuses, ne peuvent rester sans effet.

L'année 1995 a vu se produire un autre phénomène marquant. Pour la première fois ont été ordonnés plus de diacres permanents (117) – presque tous mariés – que de prêtres. Les diacres sont déjà plus d'un millier et leur nombre pourrait quadrupler dans les vingt prochaines années. Est-ce une solution d'avenir ? En assemblée plénière à Lourdes, les évêques ont récemment défendu l'originalité de ce ministère, en affirmant que, s'ils baptisent, prêchent ou bénisent des mariages, les diacres n'ont pas pour fonction de suppléer les curés.

Dans ces conditions, les spéculations sur l'avenir des ministères reprennent. Dans un ouvrage qui connaît un grand retentissement (*N'ayez pas peur*, Desclee de Brouwer, janvier 1996), Bernard Sesboué s'étonne, devant la multiplication des Assemblées dominicales sans prêtres (ADAP), du paradoxe dans lequel s'est enfermée l'Eglise, qui « en arrive à ne plus pouvoir offrir l'eucharistie du dimanche aux fidèles, auxquels elle fait par ailleurs obligation d'y participer ». Et il rouvre la question de l'ordination d'hommes mariés, à l'appel de l'évêque et d'une communauté, proposant une filière où « la vocation passe plus par le besoin et la demande de l'Eglise que par la proposition spontanée d'un candidat ». Nombre d'évêques, en France et à l'étranger, croient déjà à une telle évolution, qui devrait être débattue dès l'aube d'un nouveau pontificat.

Henri Tincq

## La cour d'appel de Paris rouvre les débats sur l'affaire Gubler

LA COUR D'APPEL de Paris, qui devait se prononcer le 13 mars sur l'interdiction de la diffusion du livre *Le Grand Secret* du docteur Claude Gubler, ancien médecin personnel de François Mitterrand, a décidé, mardi 5 mars 1996, de rouvrir les débats. Cette décision intervient après que Danielle Mitterrand a affirmé, lundi 4 mars sur RTL, que la famille du président n'avait « jamais demandé le retrait du livre ». *Le Grand Secret*, où l'auteur affirme que l'ancien président de la République se serait atteint d'un cancer depuis 1981, avait été retiré de la vente le 18 janvier sur ordonnance du tribunal de grande instance de Paris, à la suite d'une plainte de la famille Mitterrand pour « violation du secret professionnel et aux fins d'obtenir la saisie du livre ».

■ **PAPON :** alors que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux examine son éventuel renvoi en cour d'assises pour complicité de crimes contre l'humanité, Maurice Papon estime, mercredi 6 mars dans un entretien à *Libération*, être le « bouc émissaire » d'un « complot politique ». « Si on me juge en droit, le non-lieu est inévitable, dit l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, qui dirigeait le bureau des questions juives. Si le facteur politique intervient, tout est possible. »

■ **ESCLAVAGE :** une jeune domestique érythréenne séquestrée par sa patronne, diplomate à l'ambassade du Liban à Paris, est parvenue à s'enfuir, lundi 4 mars, d'un appartement de Boulogne-Billancourt, avec l'aide d'une association d'entraide éthiopienne. La jeune femme, vingt-deux ans, n'avait jamais reçu de salaire et ses papiers avaient été confisqués par sa patronne, dès son arrivée en France. L'association qui l'a délivrée avait été avertie par un oncle de la jeune femme résidant à New York.

■ **POLICE :** des syndicats réunis au sein d'un Comité unitaire provisoire (CUP) ont lancé, mardi 5 mars, une mobilisation contre divers projets du gouvernement pouvant entraîner « la militarisation, la municipalisation et la privatisation de la police ». Créé par trois organisations affiliées à la Fédération autonome des syndicats de police (le SGP, le SNO et le SNPT), le Comité a annoncé une série de réunions en province et une manifestation, le 29 mai, à Paris.

■ **MEURTRE :** deux adolescents qui avaient pris la fuite après la découverte du cadavre d'un lycéen de seize ans dans le jardin du pavillon de Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis) ont été arrêtés, mardi 5 mars, à Annecy (Cantal). Sébastien, dix-sept ans, qui habitait la maison où a été découvert le corps, est soupçonné d'avoir porté une quarantaine de coups de couteau à la victime.

PROJET

245

## ARGENT PUBLIC, DES COMPTES À RENDRE

Une démocratie se juge à la manière dont l'argent public — 50 % du PIB en France — est prélevé, affecté, contrôlé. Quelles réformes s'imposent ?

J. Bastide, J.-L. Bourlanges, B. Challe, Y. Fréville, E. Perrot, M. Sapin, J.-P. Worms.

Le N° (128 p.) : 65 F - Etr. : 70 F En vente dans les grandes librairies  
PROJET • 14, rue d'Assas - 75006 PARIS • (1) 34 39 48 48



Service

DISPARITIONS

Meyer Schapiro

Historien de l'art roman et acteur de la modernité

L'HISTORIEN D'ART et critique Meyer Schapiro est décédé à New York dimanche 3 mars, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Il était né en 1904 à Siatul, en Lituanie, dans un milieu de lettrés. Sa famille émigra aux États-Unis trois ans plus tard et s'établit à New York, où son père trouva à enseigner l'hébreu. En 1920, après des études secondaires brillantes, Meyer Schapiro entre à Columbia University, où il s'intéresse tout à la fois au latin, aux mathématiques, à l'anthropologie, à la philosophie et à l'histoire de l'art. Il s'attache à ces trois dernières disciplines, refusant de choisir l'une d'entre elles contre les autres et, par là même, établissant ce qui demeure l'une de ses règles essentielles : le refus de l'enfermement dans une spécialité.

Il entreprend alors son premier grand travail, l'analyse de la sculpture romane du portail et du cloître de Moissac. Après plusieurs années de recherche en France, il soutient sa thèse à Columbia en 1929. Elle rassemble des données venues aussi bien de la théologie que de l'histoire sociale de l'Église que de celle des styles ornementaux. Dès sa publication, en 1931, l'ouvrage est salué autant pour la nouveauté de sa méthode que pour l'efficacité de ses démonstrations. Assistant professeur à Columbia en 1936, associé professeur à partir de 1946, Schapiro accomplit la totalité de sa carrière universitaire là où elle avait commencé, jusqu'à sa retraite, en 1973. Il enseigne aussi, en qualité d'invité, à la New York University, à Harvard, à Oxford, au Collège de France. En 1976, il est élu membre du National Institute of Arts and Letters.

Son enseignement le plus important est néanmoins sans doute celui qu'il a dispensé non point dans l'une de ces institutions célèbres, mais, de 1936 à 1952, à la New School for Social Research. Cette charge le met en contact avec un auditoire composé non point d'apprentis historiens d'art, mais d'artistes et d'amateurs séduits par sa parole et l'étendue de sa culture et de ses curiosités. Schapiro s'est en effet refusé à demeurer

l'excellent médiéviste qu'annonçaient ses recherches à Moissac. Dès les années 30, il fréquente les œuvres et les artistes contemporains, américains ou européens. Tout en enseignant, tout en écrivant des ouvrages savants, il visite les ateliers et ouvre sa maison de Greenwich Village à quiconque veut le rencontrer. Critique, il donne ses articles au *New Yorker*, *The New Masses*, *Nation* et à la *Parisian Review*, qui sont les organes de la gauche intellectuelle américaine. Il initie ses lecteurs à Picasso et à Braque, au cubisme et à l'abstraction, à Dada et au surréalisme. Son rôle de mentor et de découvreur est alors capital. Il fait office de passeur entre les cercles parisiens et le milieu artistique new-yorkais.

Quand la seconde guerre mondiale force l'avant-garde européenne à émigrer, Schapiro est de ceux qui l'accueillent, recevant le sculpteur Jacques Lipchitz, avec lequel il discute d'art africain, et le peintre Fernand Léger, qu'il guide dans les bibliothèques et les collections new-yorkaises. Robert Motherwell, qui n'est pas encore un « abstract expressionnist », illustre, décide de se rendre à New York pour suivre les séminaires de Schapiro. De Kooning fait assez confiance à son jugement esthétique pour lui révéler ses tableaux au fur et à mesure de leur achèvement. Il serait d'ajouter d'autres exemples qui montreraient à quel point Schapiro fut un acteur de l'art contemporain, acteur dissimulé mais terriblement influent. Un ami peut suffire. Quand, en 1974, Columbia fonda une chaire Schapiro, elle demanda à douze artistes des photographies afin de la financer. Parmi eux figuraient Jasper Johns, Ellsworth Kelly, Roy Lichtenstein, Robert Rauschenberg, Frank Stella et Andy Warhol, qu'avait rejoints pour l'occasion André Masson. C'était ainsi l'aristocratie de l'art new-yorkais qui rendait hommage à son plus précoce maître à penser.

Son activité d'historien de la modernité ne saurait être séparée de son œuvre de critique et d'éveilleur. Elle s'applique à réexaminer les sources du XX<sup>e</sup> siècle, qu'il s'agisse de Van Gogh en 1950 ou de Cézanne en 1952. A ce dernier, Schapiro a consacré l'un de ses textes ma-

jeurs, *Les Pommes de Cézanne*. Rompant avec l'habitude d'une interprétation formaliste des natures mortes, il y révèle les implications autobiographiques et sexuelles que l'artiste métamorphose en données picturales, touches, constructions chromatiques et volumétriques. Par ailleurs, il poursuit ses recherches de médéiste et publie en 1973 *Words and Pictures*, étude des manuscrits à images conçue selon les méthodes de la sémiologie.

La somme de ses articles, souvent dispersés dans des revues de faible diffusion, a été rassemblée en quatre volumes par l'éditeur George Braziller. Parus de 1977 à 1994, ils s'intitulent *Romanticism, Modern Art: 19th and 20th Centuries, Late Antiquity, Early Christian and Medieval Art* et enfin, d'une portée philosophique plutôt qu'historique, *Theory and Philosophy of Art: Style, Artists and Society*. Deux de ses livres ont été traduits en français, *La Sculpture de Moissac* (Flammarion, 144 p., 250 F) et *Style, artiste et société* (Gallimard, « Tel », 448 p., 75 F).

Philippe Dagen

■ ROGER RUDIGOZ, romancier français, est mort le 21 février à l'âge de soixante-quatre ans. Né le 26 août 1922 à Romans-sur-Isère, cet écrivain à la verve picaresque fut remarqué par l'éditeur René Julliard, qui publia, en 1957, son roman *Le Dragon Solassier*, premier volet d'une saga socio-historique qui fut saluée par Aragon. Rudigoz sut concilier gaieté et mélancolie et mener l'action tambour battant. Durant la guerre d'Algérie, il écrivit *Chien méchant* (1959). Il s'y révèle un polémiste incisif au ton mordant et à l'esprit anarchisant. Le décès de René Julliard est un grand choc pour lui. Se sentant alors en rupture avec le milieu parisien, il décide de partir dans le Sud et publie une pièce de théâtre, *La Mort d'un autre* (1968), avant de retrouver le genre romanesque avec *Amende ou le Roman* (1969). Il s'enferme alors dans un silence de quinze ans. Il revient à l'écriture avec des livres pour enfants et un roman, *Les Infirmités d'Orange* (1985), suivi d'un récit, *Le Fauteuil vert* (1986), qui obtient le

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE aérienne Gabriel Gauthier, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air française, est décédé, dimanche 3 mars, à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), dans sa quatre-vingtième année.

Né le 12 septembre 1916 à Lyon, Gabriel Gauthier participe, comme jeune pilote de chasse, aux actions aériennes pendant les campagnes de Tunisie, d'Italie et de France durant la seconde guerre mondiale. Il vole à bord de Spitfire britanniques. En septembre 1944, il est abattu derrière les lignes ennemies et, malgré ses blessures, il reprendra le combat en passant par la Suisse. Après avoir servi en Indochine, il est choisi, en 1950, pour être le chef de la première escadre française dotée d'avions à réaction, et il créera, à Dijon, la célèbre Patrouille de France.

Colonel à quarante ans, Gabriel Gauthier, surnommé par ses pairs « Pange Gabriel », commande la base aérienne de Reims, et c'est avec cette unité qu'il participe à l'opération de Suez lancée, en

1956, par la France, l'Angleterre et Israël après la nationalisation du canal par le président égyptien Gamal Abdel Nasser. Il détruit des avions égyptiens à la tête de la 3<sup>e</sup> brigade de chasse. En décembre 1960, il devient le plus jeune général de l'armée de l'air française et il est nommé commandant à l'école de l'air de Salon-de-Provence, le premier officier issu de cette école à la diriger. En mai 1962, alors que l'Algérie connaît des troubles graves provoqués par les partisans de son maintien dans la France et par les commandos anti-gaullistes de l'Organisation armée secrète (OAS), il commande la 5<sup>e</sup> région aérienne à La Reghaia, où le délégué général du gouvernement, Jean Morin, s'est réfugié avec son administration.

Le général de Gaulle, chef de l'Etat, appelle le général Gauthier à l'Élysée, comme chef de son état-major particulier, de décembre 1962 à mai 1964. Le président de la République dira de lui : « C'est un officier général de haute valeur, très qualifié pour les grands commandements. »

Promu général de division aérienne, Gabriel Gauthier commande, en 1964, les forces aériennes françaises stationnées en Allemagne. Puis, élevé au rang de général de corps aérien en 1965, il commande la force aérienne tactique (Fatac), qui rassemble l'ensemble des avions d'attaque. En 1968, avec le rang de général d'armée aérienne, il devient inspecteur général de l'armée de l'air, puis, dix-sept mois plus tard, il reçoit le poste de chef d'état-major de l'armée de l'air, qu'il occupe jusqu'à fin 1972. C'est sous sa responsabilité que l'armée de l'air, en coopération avec la Luftwaffe, définit l'avion d'entraînement et d'appui tactique Alpha-Jet, qui est encore en service dans les armées de l'air des deux pays.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, de la Distinguished Flying Cross (DFC) britannique et de nombreuses décorations étrangères, le général Gauthier était grand croix de l'ordre de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

qu'infirmières et médecins. Elle s'occupait de la revue *Vie sociale* et traitement au service des équipes de santé mentale.

■ RENÉ LABORIE, président-fondateur de la Mutuelle nationale de la presse, du livre et des industries connexes (MNPL), est décédé samedi 2 mars. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Enseignant, il tint ensuite, à la Libération, la rubrique de politique étrangère au *Parisien libéré*, de 1944 à 1946, puis participa à la création du mensuel *France-Avenir* (1958-1960). Conseiller technique de plusieurs titres (*Télé-Magazine*, *Le Parisien libéré*), René Laborie créa le magazine *Auto-Revue* en 1969. Mais il fonda également, à partir de 1948, la Mutuelle générale de la presse, du livre et des industries connexes, société mutualiste de la presse parisienne qu'il présidera jusqu'en 1975. Il présida aussi le conseil de surveillance de la caisse de crédit mutuel de Courbevoie (Hauts-de-Seine). Croix de guerre 39-45, René Laborie était officier de la Lé-

gion d'honneur, officier des palmes académiques et chevalier du Mérite social.

■ BORIS ANDREIEVITCH MOJALEV, écrivain russe, est décédé, samedi 2 mars, à Moscou. Né en 1923, il était âgé de soixante-trois ans. Auteur de roman et de récits sur la vie contemporaine, il appartenait surtout à la « littérature paysanne » des années 60 : après le XX<sup>e</sup> Congrès (en 1956), des écrivains ont commencé à raconter la vie dans les kolchozes, sa misère, son absurdité. L'une des œuvres les plus connues de Boris Mojaïev — *De la vie de Fiodor Kouzine* (Novy Mir, 1966, Gallimard, 1972) — lui attira de sévères critiques au congrès des écrivains soviétiques de 1967. Son adaptation théâtrale par le célèbre metteur en scène du théâtre de la Taganka, Iouri Lioubimov, fut censurée. Pourtant, « tout ce que j'écris [...], ce sont les hommes au travail », disait-il. A l'annonce de son décès, Alexandre Soljenitsyne a déclaré : « J'ai perdu un grand ami. »

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

M<sup>me</sup> Jacques BABUT, née Evelynne FABRE, s'est éteint paisiblement, le 2 mars 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Un service d'action de grâces et de louanges aura lieu au temple de Béthanie, 185, rue des Pyrénées, Paris-20<sup>e</sup>, le samedi 16 mars, à 15 heures.

De la part de ses enfants Jean-Marie et Jacqueline, Claire, Etienne et Françoise, Daniel et Lonia, Hélène, de ses seize petits-enfants Et de ses vingt-quatre arrière-petits-enfants.

Claude et Jean Denis, Francine et Baudouin Rose, Nadine et Daniel Cadié. Ainsi que leurs enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur mère et grand-mère,

Renée CADÉ, née ANTÉRI, survenue le 28 février, à Poligny, 8, allée Bellevue, 94230 Cachan.

— Sena.

Le docteur et M<sup>me</sup> Jean Antoine Dellas, ses parents, Frédéric et Fabien, ses frères, M. et M<sup>me</sup> Jean Dellas, M<sup>me</sup> Huguette Durand, ses grands-parents, Et toute la famille, ont la grande douleur de faire part du décès, survenu accidentellement dans sa vingt-deuxième année, de

Guillaume DELLAS, élève de l'Ecole normale supérieure de Lyon,

et vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la cérémonie religieuse qui sera célébrée à la cathédrale de Sens (Yonne), le samedi 9 mars 1996, à 10 heures.

32, rue Carnot, 89100 Sens.

— Christian et sa femme Sasha, Emmanuelle, son mari Bruno, et leurs enfants Anna et Rémi, Michel, Ainsi que toute sa famille et ses proches, font part du décès de

Odette FERRY, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, parente et amie, le 4 mars 1996.

Ni fleurs ni couronnes, allez au cimetière.

22, rue Balard, 75015 Paris.

— Jean-Michel Floret, président de la Mutuelle nationale de la presse, du livre et de la communication, Le conseil d'administration de la MNPL, Le comité de gestion du centre médico-pédagogique « La Mayotte », ont la douleur de faire part du décès de

M. René LABORIE, président fondateur de la MNPL, président honoraire de « La Mayotte », directeur fondateur d'*Auto-Revue*, président d'honneur de la Caisse de crédit mutuel de Courbevoie, officier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, croix de guerre 1939-1945, chevalier du Mérite social,

survenue le 2 mars 1996, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

L'inhumation aura lieu à l'ancien cimetière de Marly-le-Roi (Yvelines), rue Bouillier, le vendredi 8 mars, à 14 heures, où l'on se réunira.

Mutuelle nationale de la presse, du livre et de la communication, 29, rue de Turgot, 75002 Paris.

(Lire ci-dessus.)

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Daisy et Alix Ces, ont la tristesse de faire part du décès de leur père,

Loïc-Michel CES, survenue accidentellement le 28 février 1996, dans sa quarante-sixième année.

15, rue Linné, 75006 Paris, La Florentine, 15, rue Vivienne, 77240 Seine-Port.

— Bourges.

Bernard Lacoste, ses enfants et petits-enfants, Geneviève et Albert Merle, leurs enfants et petits-enfants, Anne et Maurice Turt, leurs enfants et petits-enfants, Bernard et Thérèse Malgras, leurs enfants et petits-enfants, Odile et Jean Larru, leurs enfants et petits-enfants, Olaf et Claire Malgras et leurs enfants, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Bourée, son frère et sa belle-sœur, Les familles Bourée, Malgras, Busati et André,

ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Pierre MALGRAS, née Françoise BOURÉE, le lundi 4 mars 1996, à Bourges.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 mars, à 10 heures, en la cathédrale Saint-Etienne de Bourges.

L'inhumation aura lieu au cimetière de La Fosse-de-Tigné (Maine-et-Loire), à 16 heures.

— M<sup>me</sup> Suzanne Schonek, Toute sa famille et ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice SCHONEK, survenue le 5 mars 1996, à l'âge de soixante-trois ans.

531, chemin des Vioignes, 13300 Salon-de-Provence.

THÈSES Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

— Lyon, Paris, Montréal.

Le docteur Marc Mépard et Jacqueline, Pierre et Marie-Anastoina Panensky, Michel et Nicole Dacoury, André et Suzanne Pantensky, Suzanne Roux, Le professeur Alain Gosselle et Monique,

Jean-Paul Panensky et Marizita Blinde, ses enfants, Ses vingt-huit petits-enfants, ses cinquante-cinq arrière-petits-enfants, Les familles Panensky, Benoît, Bérin, Payet, Mouget, Lallouet, Lasserre, ont le plaisir de faire part du rappel à Dieu de

M<sup>me</sup> Jean PARTENSKY, née Colette BENOÎT,

survenue le 3 mars 1996, à son domicile, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 mars, à 10 heures, en l'église réformée des Terreaux, 10, rue Lanture, à Lyon-1<sup>re</sup>. L'inhumation aura lieu dans le cimetière de famille à Orange.

« Heureux ceux qui ont fait et souffert de la Justice car ils seront rassasiés. » Matthieu, V. 6.

(Dons à l'Entraide protestante, 334, rue André-Philip, 7<sup>e</sup>, CCF : 764.84 H - Lyon).

Jean-Lin VIAUD, résistant, pionnier du design en France, fondateur des écoles ESDI-Polytéc,

a décidé de nous quitter.

Un hommage lui sera rendu vendredi 8 mars, à 12 h 30, au cimetière de Montmartre nord.

De la part de sa famille et de ses amis.

Condolances

— Le ministère du travail et des affaires sociales, Et les agents qui ont collaboré avec

Thierry DORRIDAINT

s'associent à la peine de sa femme et de sa fille après sa disparition brutale, survenue le 27 février 1996.

Conférences

Le Centre de documentation juive contemporaine organise, le jeudi 7 mars, à 19 h 30, une conférence-débat autour du livre *Les Pairs sous l'Occupation*, Editions Odile Jacob, en présence des auteurs, Renaud de Rochebrune et Jean-Claude Hatzfeld.

Au CDJC, 17, rue Geoffroy-l'Amien, 75004 Paris. Tél. : 42-77-44-72 - Entrée libre.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 45-66-77-13 Téléphone : 40-65-29-94 40-65-29-96

Colloques

Alliance israélite universelle, Collège des études juives, Colloque : « L'Ecole juive de Paris » — dimanche 10 mars de 9 heures à 18 h 30 à la Société de géographie, 184, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris (PAF) — Renseignements : 42-80-35-01.

Communications diverses

Au C.B.L., 10, rue Saint-Claude, Paris-3<sup>e</sup>, jeudi 7 mars 1996, à 20 h 30 : M. Michel LEVINAS, professeur au Conservatoire national de musique : « Emmanuel LEVINAS, un philosophe religieux laïque ? »

L'Association sportive du golf de Chaulilly rappelle à ses membres que leur assemblée générale annuelle aura lieu le

DIMANCHE 17 MARS 1996 ouverture des bureaux 10 h 30.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

■ Révéler comment se « s'approprient » ou comment « résistent » les jeunes à nos valeurs, à nos modes de vie, à nos idéologies.

■ Seules l'attention, l'attention ! Comment vingt-huit siècles d'humanité ont transmis les valeurs. Quels sont les recours pédagogiques possibles.

MARS 1996 - 35 F

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## HORIZONS

ENQUÊTE

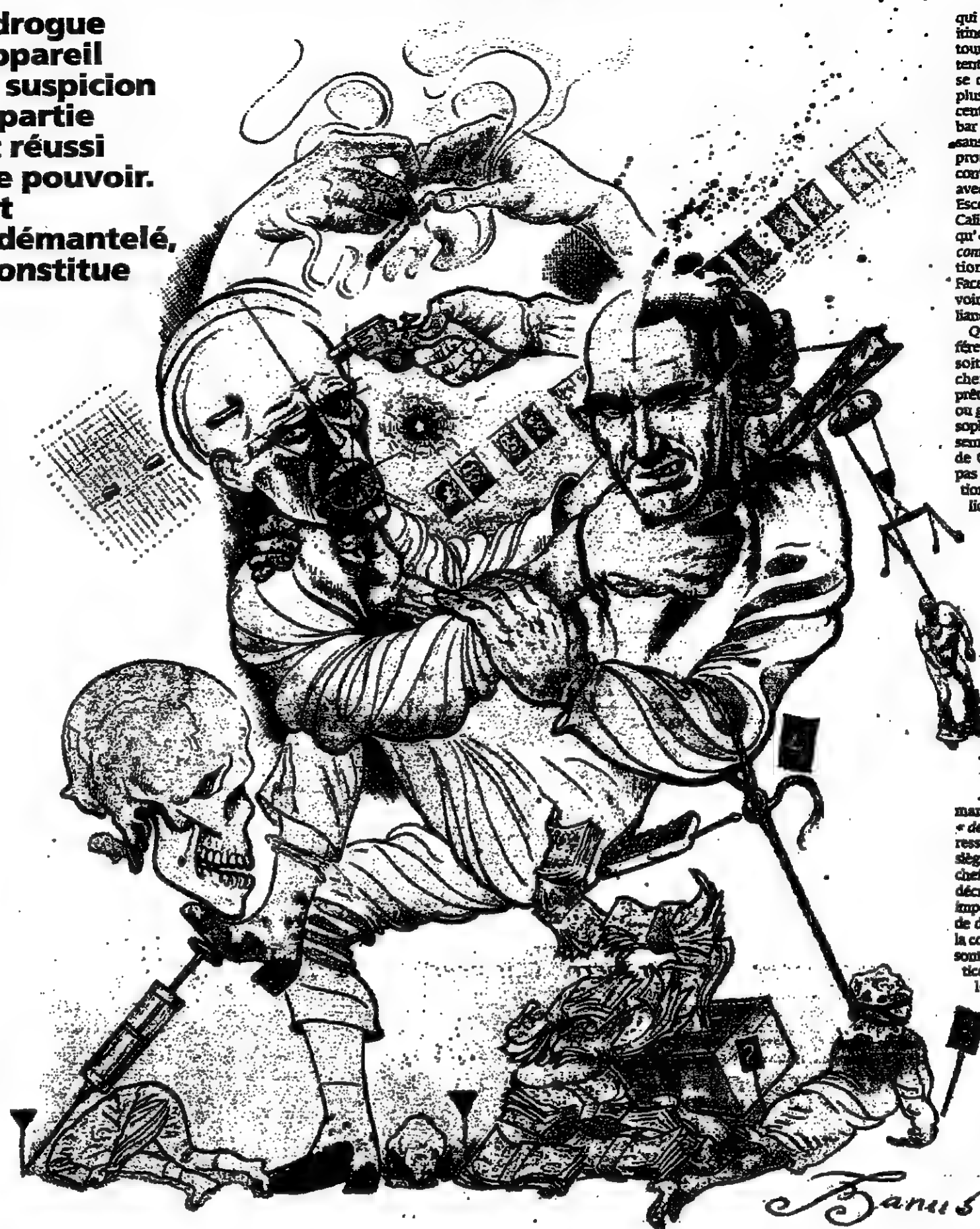
**L'argent de la drogue a gangrené l'appareil d'Etat, semé la suspicion sur une bonne partie de la société et réussi à déstabiliser le pouvoir. Un « cartel » est officiellement démantelé, un autre se reconstitue**

COMME s'il détenait le pouvoir de faire et défaire les gouvernements, Miguel Angel Rodríguez Orjuela, chef présumé du cartel de Cali, avait lancé d'un air nonchalant, lors de son arrestation : « Le président est un homme honnête. Nous ne lui avons pas donné d'argent. » Dans le contexte de crise politique qui déstabilise gravement le gouvernement libéral d'Ernesto Samper depuis son élection en juin 1994 - du fait de l'accusation selon laquelle il aurait reçu, pour sa campagne, plus de 30 millions de francs du trafic de drogue -, l'affirmation avait de quoi surprendre.

Elle a été démentie par les milieux politiques et journalistiques : serait-ce la vérité ? Serait-elle le résultat d'un pacte secret ? Une vengeance ? Elle a surtout embarrassé le chef de l'Etat, qui a affirmé à plusieurs reprises qu'il n'avait pas besoin d'un certificat d'innocence délivré par des criminels. Elle illustre en tout cas parfaitement le pouvoir qu'exercent, ou ont exercé, les cartels de la drogue sur une partie de la société colombienne. « Il fut une époque où il était in d'être invité aux fêtes des Rodríguez », assure un haut fonctionnaire de la justice colombienne. « Je dirais que ce sont des administrateurs d'entreprises illégales... des personnes aimables et intelligentes », décrit élégamment un parlementaire qui les rencontre plusieurs fois. « Ils ressemblent à de riches commerçants », affirme un autre. Le président de la République lui-même reconnaît les avoir aperçus, « comme tout le monde, au cours d'événements sociaux ». Tandis que l'ex-président Belisario Betancur (1982-1986), dont certains frais de campagne électorale auraient, aussi, pu être financés par l'argent de la drogue, reconnaît qu'on lui a présenté Gilberto Rodríguez, frère aîné de Miguel, « comme un banquier libéral, un membre important de la classe économique, dirigeant du département du Valle del Cauca » (dont Cali est le chef-lieu).

Et de fait, les Rodríguez, Gilberto, 57 ans, et son frère Miguel, 52 ans, présumés *capos* *maximos* du cartel de Cali, arrêtés respectivement les 9 juin et 6 août 1995, ressemblent plus - avec leurs cheveux blancs et leurs costumes bien coupés - à deux respectables industriels proches de la retraite qu'à de dangereux mafiosos. « Ne me tuez pas », a prié poliment, un peu effrayé, Gilberto, le jour de sa capture derrière la fausse paroi d'un placard où il se cachait, dans un appartement de Cali, avant d'ajouter : « Vous avez fait du beau travail, Messieurs. » Leur tête était mise à prix pour 10 millions de francs chacun. Pour les capturer, les autorités colombiennes avaient mis sur pied une unité spéciale de la police composée de deux mille hommes comprenant notamment des analystes financiers. En six mois, des centaines de perquisitions ont été effectuées ; un nombre incalculable d'informateurs ont été écoutés. Mais, connaissant leur pouvoir de corruption, cela ne pouvait suffire. Aussi la police a-t-elle été largement épurée - plus de 3 000 hommes licenciés - de même que le central téléphonique de Cali qui, selon le sous-directeur de la police, « appartenait » carrément aux Rodríguez, leur permettant de connaître toutes les communications les concernant.

Les arrestations de Gilberto et de Miguel, saluées comme un événement de portée nationale, ont surpris par leur rapidité. Le général Rosso Serrano, directeur de la police nationale, est devenu, du jour au lendemain, un héros. Mais, vu la puissance légendaire de ces *capos*, une certaine incrédulité a percé : il n'est pas rare d'entendre que s'ils



## Blanche Colombie

ont été arrêtés, c'est parce qu'ils le voulaient bien. A tel point qu'en privé le général Serrano s'est toujours félicité de la présence d'agents américains - appartenant à la DEA (Drug Enforcement Administration) ou à la CIA - au moment des arrestations, témoins que les trafiquants ne s'étaient pas rendus de leur propre gré. Le doute n'en est pas moins subsisté : Gilberto prisonnier paraissait tellement différent de photos antérieures... Un mois après sa capture, sa métamorphose - il avait grossi, s'était rasé et avait des cheveux blancs - paraissait tellement spectaculaire qu'elle a entretenu la rumeur. Ce ne pouvait être lui. Et finalement, pour se convaincre elle-même, la police entreprit de mener une discrète étude morphologique du célèbre détenu.

La réputation des Rodríguez a rarement traversé les frontières, contrairement à celle de Pablo Escobar. Mais leur puissance financière a été et reste sans doute bien plus grande. Leur fortune, qu'aucune autorité ne s'est pour l'instant avancée à estimer, les placerait, selon la revue américaine *Forbes*, parmi les vingt personnes les plus riches du monde. En Colombie, au moins cinquante entreprises ayant pignon sur rue ont été répertoriées comme leur appartenant. Respectés, traités en dirigeants d'entreprises, banquiers ou présidents de clubs sportifs, ils ont fréquenté, à une certaine époque, le gratin de la société colombienne. Et s'ils sont, aujourd'hui, montrés du doigt par la société qui les courtisait naguère,

ils continuent, assure la police, non pas à contrôler le trafic, mais à administrer, par l'intermédiaire de leur femme, enfants et nombreux prête-noms, leur immense richesse. « Le travail le plus difficile pour nous consiste à identifier leurs biens », affirme un haut fonctionnaire de la justice.

Leur trajectoire « professionnelle » est spectaculaire. En plus des entreprises déjà répertoriées, la rumeur court inlassablement le pays : grâce à des prête-noms, les Rodríguez seraient toujours propriétaires d'au moins deux banques d'envergure nationale, de laboratoires chimiques, d'entreprises du secteur minier.

On leur connaît des comptes en banque en Colombie, dans les principales villes des Etats-Unis, au Nicaragua, au Panama, au Costa-Rica, en Suisse... Leur chaîne de pharmacie, montée dans les années 70 - *Droguerías la rebajas* - compte plus de 300 succursales dans tout le pays. A l'époque de leur splendeur, ils possédaient la troisième chaîne de radio du pays - dix-neuf stations - une revue, un club de foot.

Les deux frères réussirent à se faire nommer, dans les années 70, au conseil d'administration d'une banque importante grâce au syndicat ouvrier colombien *El banco de los trabajadores*. Au même moment, Gilberto présidait également la *First Interamerican bank* de Panama. L'ascension sociale et financière des Rodríguez, dont les ori-

gines familiales sont plutôt modestes, commence donc dans les années 70, tout comme leur parcours mafieux, tel qu'il a été tracé par la police. Selon les autorités, Gilberto, Miguel et José Santacruz Londono, le troisième homme du cartel de Cali, évadé mystérieusement le 11 janvier 1996, et qui a été abattu, mardi 5 mars, à Medellín, faisaient alors partie

« Mieux vaut une tombe en Colombie qu'une prison aux Etats-Unis »

d'une bande de malfaiteurs surnommée *Los Chemos*, qui s'illustra notamment par l'enlèvement de deux ressortissants suisses.

Considérés comme les héritiers du « pape noir de la cocaïne », Benjamin Zuleta Herrera, qui a, le premier, implanté le trafic de drogue dans le département du Valle del Cauca - où ils ont grandi -, les Rodríguez, José Santacruz Londono et Helmer Herrera Buitrago (seul chef du cartel qui n'ait pas été arrêté) commencèrent à installer des laboratoires. Le trafic consistait à importer de grandes quantités de pâte-base de cocaïne de Bolivie ou du Pérou, à les transformer en Colombie puis à les ex-

porter vers les Etats-Unis. Peu à peu, les Rodríguez vont contrôler les cultures, les laboratoires, le transport et la distribution. Ils auraient, dit-on, des contacts avec toutes les mafias du monde, aux Etats-Unis, en Italie, en Asie, et même en Russie.

Aux Etats-Unis, plus de cent entreprises auraient contribué, selon les autorités américaines, au blanchiment de l'argent de Cali, et, en juin 1995, un scandale a éclaté à Washington : des avocats et des fonctionnaires de la justice américaine auraient été impliqués dans ce blanchiment. Discret et intelligent ont valu à Gilberto le surnom de « joueur d'échecs » que lui ont donné les Américains. Son frère Miguel, qui a fait des études de droit, ne semblait pas, a priori, intéressé par les affaires. Il est vrai que le devant de la scène colombienne et internationale du trafic de drogue était, de toute façon, occupé par le cartel de Medellín et Pablo Escobar. Mais, en 1984, Gilberto Rodríguez est arrêté en Espagne ; les Etats-Unis demandent aussitôt son extradition. Dans sa prison espagnole, il reçoit la visite d'un grand nombre de personnalités colombiennes. Et, par un miracle tout colombien, le trafiquant est extradé vers... la Colombie, jugé et acquitté.

Dès ce moment, Miguel commencera à s'occuper des affaires de l'organisation, devenant l'un de ses chefs. Pour sortir son frère d'Espagne et de prison, il a embauché les meilleurs avocats. Ce

qui sera une constante dans leur itinéraire : partout, ils sauront s'entourer des juristes les plus compétents. Les années suivantes voient se dérouler l'un des épisodes les plus douloureux de l'histoire récente de la Colombie. Pablo Escobar venait de déclarer une guerre « sans merci » à l'Etat colombien pour protester - attentats à l'appui - contre le traité d'extradition signé avec les Etats-Unis. Pour gagner, Escobar voulait s'allier à ceux de Cali. Mais Gilberto refusa, au motif qu'« on ne gagne pas une guerre contre un Etat ». Les deux organisations entrèrent donc en conflit. Face à l'ennemi commun, le pouvoir et le cartel de Cali firent alliance.

Qui demanda l'aide de qui ? Différentes versions circulent. Que ce soit grâce aux « Groupes de recherche de la police », dont on prête la paternité aux Rodríguez, ou grâce à leur propre équipement sophistiqué de communications, il semble entendu que sans les « gens de Cali », Pablo Escobar n'aurait pas été vaincu. Mais son élimination, le 2 décembre 1993, par la police, marque un tournant pour les Rodríguez. Désormais, l'ennemi, c'est eux. Les Etats-Unis, qui avaient bény l'alliance du gouvernement colombien avec ces trafiquants bien élevés, imposent au chef de l'Etat d'en finir avec eux. Et, comble d'ironie, c'est à Ernesto Samper qu'il convient d'agir, alors que pèsent déjà les soupçons sur l'origine de l'argent de sa campagne.

En mars 1995, le président colombien, pressé de toutes parts, demande publiquement à la police « des résultats ». Dès lors, Cali va ressembler à une ville en état de siège. En deux mois, six des sept chefs présumés du cartel de Cali, décrit par la DEA comme la plus importante organisation mondiale de drogue - qui fournirait 80 % de la cocaïne entrant aux Etats-Unis -, sont arrêtés ou se rendent à la justice. Gilberto Rodríguez est arrêté le 9 juin, José Santacruz le 4 juillet, Miguel Rodríguez le 6 août, tandis que Henry Loaiza, Víctor Patino et Phanor Arizabeleta se rendent respectivement les 19 juin, 24 juin et 26 juillet. Gilberto, à peine arrêté, affirme que le cartel de Cali n'est qu'une invention des Etats-Unis. De son côté, la police colombienne a toujours affirmé qu'il existait une multitude d'organisations parallèles, indépendantes les unes des autres.

Le cartel est mort, affirme Ernesto Samper. Celui-ci se trouve néanmoins dans une position de plus en plus difficile, car, à chaque arrestation, des documents émergent qui mettent en cause la classe politique et des proches du président. Mais, de tous les témoins, justement, seuls les Rodríguez continuent d'exonérer le chef de l'Etat. La raison, dit-on, tient en peu de mots : la peur de l'extradition. Au nom de la devise : « Mieux vaut une tombe en Colombie qu'une prison aux Etats-Unis », Pablo Escobar avait, en son temps, lancé des centaines de bombes et semé la terreur pour échapper à cette infamie. La peine maximale encourue en Colombie par Gilberto et Miguel Rodríguez est de vingt-quatre ans de détention, et peut être diminuée en fonction de leur collaboration avec la justice.

Ici, ils sont en terrain connu. Et il est de notoriété publique qu'avant d'être arrêté Gilberto négociait sa reddition, parce qu'il se disait fatigué et souhaitait que ses enfants puissent vivre normalement et jouer de leur fortune.

Le 16 février 1996, il a été victime d'un malaise cardiaque alors qu'il s'entretenait avec ses avocats. L'affaire a semé la panique à la direction générale de la police : personne n'osait autoriser son transfert dans une clinique, de peur que le prisonnier ne s'évade. La décision a finalement été prise de le transporter à l'hôpital militaire de Bogotá. Ses codétenus ont, à leur tour, paniqué à l'idée que Gilberto puisse être livré aux Américains. Toujours l'extradition ! Ernesto Samper s'est, de tout temps, prononcé contre. Mais, s'il tombait, tout pourrait arriver.

Anne Proenza  
Dessin de Tudor Barnes



# La surclasse

par Jacques Attali

**L**A mode est au défaitisme. Si l'on en croit ce qui court de colloque en revue, l'Europe serait irrémédiablement balayée par la mondialisation, où triompheraient politiquement l'Amérique et économiquement l'Asie. C'est ne rien comprendre à ce qui se passe : ce qui est balayé, ce n'est pas l'Europe mais une certaine façon de penser l'ordre social. Les États-Unis, pas plus que l'Asie, n'en tirent profit : car, à voir l'évolution américaine d'aujourd'hui, un tout nouveau capitalisme est en train de surgir, qui bouleversera aussi celui des autres pays développés. Un capitalisme global qui modifiera profondément le rôle des États et des nations dans le monde.

Un capitalisme entraîné par des forces nouvelles où émergera une élite nouvelle et où se prolifèreront l'ensemble des classes traditionnelles.

Aux États-Unis, la classe ouvrière est rapidement dissoute par la concurrence de la technologie du Nord et des salaires du Sud. Le salaire moyen ouvrier baisse depuis vingt ans. En dix ans, la proportion d'emplois précaires a quadruplé, et la probabilité d'être au chômage au moins une fois dans les cinq ans a vu tripler. Cette précarisation touche peu à peu aussi la classe moyenne : ingénieurs, commerçants, employés, cadres sont menacés par l'entrée de l'informatique dans les services et par la concurrence des services homologues du Sud, qu'accroissent les télécommunications.

Ils portent avec eux le meilleur et le pire de demain, installant une société volatile, insouciance de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence

Il n'y aura plus bientôt, à la place du salariat, qu'un vaste prolétariat déclassé. Même les fonctionnaires rejoindront cette cohorte, les déficits publics entraînant la quasi-faillite du budget fédéral. À l'inverse, les rémunérations de certains nouveaux venus n'ont jamais été aussi élevées.

Ces fortunes nouvelles ne sont pas l'apanage de capitalistes traditionnels ni de dirigeants de grands groupes, mais plutôt des détenteurs ou de créateurs de rentes informationnelles, capables de disposer, même pour un temps bref, d'un savoir ou d'un savoir-faire unique.

Dans ce capitalisme global de haute compétition et de faible inflation, il faudra disposer de capitaux liquides, n'avoir ni dettes ni immobilisations et, surtout, disposer d'une rente de situation technologique (un savoir, une compétence, une opportunité d'être un intermédiaire utile à la valorisation ou à la circulation de l'information, une innovation dans le placement de titres, la génétique, le spectacle ou l'art).

Ceux qui seront les maîtres de ces rentes constitueront ce que j'appelle une *surclasse* parce qu'ils ne se regroupent pas en une classe dont les privilèges sont liés à la propriété des moyens de production et à la transmission. Les théories libérales ou marxistes ne s'appliquent pas à eux : il ne sont ni entrepreneurs-créeurs d'emplois et de richesses collectives ni capitalistes-exploiteurs de la classe ouvrière. Ils ne possèdent pas les entreprises, ni les terres, ni les postes administratifs. Ils sont riches d'un actif nomade, monétaire ou intellectuel et l'utilisent de façon nomade pour eux-mêmes, mobilisant rapidement du capital et des compétences en des ensembles changeants pour des finalités éphémères où l'État n'a pas de rôle. Ils ne veulent pas diriger les affaires publiques (la célébrité politique est, pour eux, une malédiction). Ils aiment créer, jouer, bouger ; ils ne se préoccupent pas de

léguer fortune ou pouvoir à leurs enfants : chacun pour soi.

Riches de surcroît, ils vivent luxueusement, souvent sans payer ce qu'ils consomment. Ils portent avec eux le meilleur et le pire de demain, installant une société volatile, insouciance de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence.

Les élites traditionnelles européennes seront, elles aussi, balayées par ces nouveaux venus. Civilisation agricole, l'Europe est en effet beaucoup moins bien placée que l'Amérique pour cette victoire de la mobilité. Elle aura plus de mal à accepter que le pouvoir économique ne soit plus réservé aux propriétaires de sols, des murs, d'usines ou de diplômes. Ses élites, qui cumulent ces propriétés devenues anachroniques, seront peu à peu déclassées.

La France est particulièrement mal préparée à cet avenir. C'est une nation paysanne et étatique (étatique parce que paysanne). Les élites en place feront tout pour barrer le passage à la surclasse. La France se mémeta d'elle, qu'elle confondra au mieux avec des salubrités et au pis avec des parasites.

Pourtant, il faut accepter cette mutation, car cette surclasse porte la créativité et le bien-être de demain. Certes, il ne faut pas faire de l'Amérique un modèle à suivre à l'identique. Là-bas, une surclasse triomphante flottera sur les eaux boueuses de la misère, et la réussite de quelques-uns se paiera au prix de la marginalisation du plus grand nombre et de la violence des déclassés.

L'Europe ne doit pas avoir de complexes. Dans la formidable phase de croissance qui commence, et qui durera trente ans, l'Europe a toutes les chances d'être la première puissance du XXI<sup>e</sup> siècle. A condition de permettre à une surclasse européenne de s'exprimer librement et de mettre ses compétences créatives au service du long terme et de la solidarité.

Pour cela, c'est plus qu'un programme politique qu'il faut imaginer, c'est une révolution culturelle : l'acceptation du neuf comme une bonne nouvelle, de la précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du mépris comme une richesse, la création de ces tribus de nomades sans cesse adaptables, libérant mille énergies et porteurs de solidarités originales.

Il faut pour cela tout changer, et vite, dans le système fiscal, éducatif et social. Il faut une fiscalité favorisant la création plus que la possession de richesses, l'innovation plus que la routine, le travail à haute valeur ajoutée plus que le travail non qualifié. Il est absurde de ne s'intéresser qu'au travail non qualifié en baissant les charges qui pèsent sur lui alors que le chômage le plus dangereux pour l'avenir de nos sociétés est celui des jeunes diplômés, membres potentiels de cette surclasse nécessaire et créateurs futurs d'emplois non qualifiés. Il faut favoriser par tous les moyens les créations de produits, d'idées, d'entreprises pour que naissent des emplois valorisants et que chacun puisse exprimer ses potentialités.

En contrepartie, il faut imposer une justice sociale plus exigeante qui assure à chacun l'égalité des chances d'accéder à cette surclasse. C'est-à-dire cesser de confondre sécurité et immobilisme et donner à chacun au minimum les moyens de manger, d'apprendre et de se loger. Ce minimum, qui va très au-delà du revenu, est la clé du succès de cette mutation en Europe.

Il convient de considérer la formation comme un travail sociallement utile en déplaçant l'éducation, trop concentrée dans la jeunesse, vers l'éducation permanente, incitation au renouvellement et à l'invention de demain. Bref, en créant un projet social qui fasse du renouvellement une valeur et qui fasse de la solidarité la plus riche des façons de l'exprimer en chaque personne humaine.

Jacques Attali, ancien conseiller spécial auprès de François Mitterrand, ancien président de la BERD, est conseiller d'État.

# Le pays qui n'aime pas ses élites

par Michel Guénau

**E**N décembre 1995, les grèves ont mis en accusation nos élites. Par leur maladresse pour certains, par leur arrogance pour d'autres, nos responsables auraient été à l'origine du malaise qui a fait naître les grèves. Le phénomène n'est pas nouveau. Les élites sont devenues le bouc émissaire du mal français. Notre pays est le pays qui n'aime pas ses élites.

Est-ce pour abolir un Ancien Régime éternel, qu'ils s'écarteraient du plus profond de leur Histoire, que les Français ne cessent dans les grandes crises de s'en prendre à leurs élites ? La note d'Emmanuel Todd, rédigée au mois de novembre 1994 pour la Fondation Saint-Simon, *Aux origines du malaise politique français*, avait été prophétique à l'annonce de la campagne pour l'élection présidentielle. Le problème n'était pas selon lui « celui d'une victoire de la droite ou de la gauche traditionnelle », mais « celui de l'ajustement du conflit explicite entre hommes politiques au conflit latent entre catégories sociales ».

Peut-on cependant en rester là ? Toute une société peut-elle se cacher derrière son petit doigt, qui désignerait comme seules responsables de ses maux ses élites ? Une société qui refuserait ses élites ne serait-elle pas d'abord une société qui refuserait de se regarder ou se refuserait proprement elle-même ?

L'enjeu n'est pas tant aujourd'hui celui du statut, de la formation ou du recrutement des élites que celui du rapport de toute une société à ses élites. L'enjeu est de répondre au refus inconscient des gens à la base de la société de se reconnaître des

élites et surtout de les reconnaître après les avoir désignées, en quelque sorte de les bien vouloir assumer. Tout accès au pouvoir peut-il continuer de désigner le péché capital de la fin du siècle ?

Le mal de la France n'est pas son industrie, ni son économie, ni sa politique. Le mal de la France est la cassure du contrat moral qui devrait unir les élites de notre temps avec leur société, et l'absence de confiance de la base de la société envers ses responsables qui en résulte.

**Le droit ne doit pas gêner l'action des élites et se résumer à ces lourds dispositifs que la loi ne cesse de créer et d'enrichir inutilement sur le chemin des hommes d'action**

Il faut tout faire aujourd'hui pour réconcilier les élites avec la société car, au bout du compte, un monde sans élites se retrouverait être un monde sans histoire et un monde sans société. La critique des élites gêne tout avancement de l'histoire. En tant qu'acteurs ou responsables, celles-ci sont en effet nécessaires comme moteur de l'action. Une so-

ciété qui les refuse se prive de l'instrument même de création de l'histoire. Encore une fois, la volonté exprimée par les élites pourra être discutée ; le fait même que celles-ci avancent une volonté doit être accepté par la base de la société, ou alors le suffrage qui les a désignées devrait être lui-même remis en cause.

Parmi les instruments qui freinent aujourd'hui l'action des élites, figure le droit. Le phénomène n'est pas nouveau non plus. Le droit a déjà historiquement été un facteur de suppression des relations de bienfaisance ou des relations de morale entre les élites et le reste de la population. Ces relations de bienfaisance existaient au siècle dernier, parce que les gens n'étaient pas tenus entre eux par des obligations juridiques. À partir du moment où leurs relations se sont réduites à des obligations juridiques, ils se sont estimés quittes de toute obligation morale. La création de relations juridiques a donc vidé de tout sens moral les relations sociales. Le droit a vidé de leur rôle moral les élites des temps modernes.

Le droit ne doit pas, surtout, gêner l'action des élites en continuant de se résumer à ces lourds dispositifs que la loi moderne ne cesse de créer et d'enrichir inutilement sur le chemin des hommes d'action. « Les lois inutiles nuisent aux lois nécessaires », écrivait Montesquieu. Les lois inutiles ne doivent pas nuire à l'action nécessaire, faut-il ajouter aujourd'hui.

Les élites sont indispensables à l'histoire, et enfin elles sont indispensables à la société. Pour beau-

coup, selon une acception réductrice, les élites seraient uniquement les classes dirigeantes ou les classes dominantes. Cette acception évoque un rapport de forces. L'élite évoque pour moi un lien de société. Est membre de l'élite la personne qui, dans les fonctions qu'elle exerce au cœur de la société, façonne un monde de civilités et de mœurs, qui construit un esprit de société. Les élites ne sont pas un pouvoir, elles sont un modèle.

Certes, on ne signera pas à pleines mains des brevets de morale et de cohérence à nos élites. Trop d'exemples de malversations ont été à bon escient dénoncés. Trop de décisions sont prises à la tête de l'État ou de certaines entreprises, dont on ne voit pas le sens, ni le bien-fondé. Les élites peuvent et doivent être meilleures ; il faut continuer de le croire ; par leurs gestes et leur rigueur, les élites peuvent apporter un lien de société.

C'est à ce prix qu'il faut croire aujourd'hui au rôle indispensable des élites à la tête de notre société, et militer pour un respect ou une tolérance à leur égard. Un tel acte de foi ne saurait s'accompagner d'une démission de la critique des élites. Il faut continuer à exercer la saine pression démocratique de la remise en cause des élites, mais, en même temps, éviter leur accusation absolue pour soldes de toute explication des maux de notre société. Le pays doit almer ses élites, comme une famille doit retrouver les siens.

Michel Guénau est avocat et écrivain.

# L'opinion publique européenne n'existe pas

par Pierre Giacometti

**S** I les récentes données d'enquêtes d'opinion rendues publiques par la Commission européenne font apparaître une adhésion majoritaire des citoyens européens au principe de la monnaie unique, elles n'autorisent pas pour autant à parler du concept d'opinion publique européenne, alors même que l'Europe se lance dans les phases décisives du calendrier de création de l'euro. Les tentatives de globalisation de l'opinion publique européenne résultent de procédures artificielles consistant à agréger des opinions publiques nationales structurées par des environnements singuliers.

Les rapports entretenus avec l'enjeu européen et donc avec la monnaie unique sont étroitement liés à la perception qu'ont les citoyens, dans chacun de ces pays, de la dimension historique qui lie leur pays à l'Europe et de leur situation économique et sociale nationale. Cette adhésion globale est aujourd'hui apparente, fragile, souvent contradictoire, et sans aucun doute insuffisante pour que les acteurs de la construction européenne puissent sérieusement s'appuyer dans les années 1996-2002 sur la volonté des citoyens européens exprimée à travers les sondages.

L'instrument n'a jamais eu la vocation première de légitimer la décision politique : il a pour fonction d'éclairer les acteurs sur les mouvements d'opinion. Le risque de déviation d'utilisation est pourtant aujourd'hui réel. Pour y faire face, il faut pouvoir cerner les limites d'interprétation de ces résultats. Le soutien global d'une majorité relative d'Européens rencontre en réalité trois réserves majeures.

Cette adhésion est apparente, car les chiffres d'ensemble ont tendance à cacher des contrastes nationaux d'une importance décisive. Les Européens se sont habitués depuis de nombreuses années à construire l'Europe sans l'appui de l'opinion publique britannique, qui reste, fin 1995, malgré des progrès, nettement défavorable à la monnaie unique. Si une majorité des pays membres de la Communauté européenne sont favorables à cette monnaie unique, l'existence de majorités hostiles dans les pays récemment intégrés constitue un révélateur significatif

de la fragilité de l'adhésion des opinions de ces pays à l'Europe.

Mais la question centrale n'est pas là. L'euro et, au-delà, l'achèvement de la construction européenne par l'union politique peuvent-ils se faire sans l'appui de l'opinion publique allemande ? Jamais, ces dernières années, les enquêtes d'opinion n'avaient révélé avec autant d'acuité les tensions enregistrées outre-Rhin à propos de l'Europe. Ces réserves se concentrent actuellement sur la perspective de l'instauration de l'euro, considérée par une majorité d'Allemands comme faisant peser un risque réel sur leur identité nationale. C'est en l'état la crainte de la disparition du mark, symbole de la suprématie économique allemande, qui structure en profondeur les mouvements d'opinion du principal partenaire de la France.

Le « oui » relatif des Européens à l'euro reste fragile. Il est la résultante, pour une part, du jugement sur un objet - la monnaie unique - encore abstrait et lointain. Dans l'examen attentif des chiffres, il faut faire la part entre ce que constitue le noyau de soutien conditionnel à la monnaie unique, probablement en situation de résister à tous les aléas de sa mise en application (particulièrement forts au Luxembourg, en Espagne, en Irlande, en Grèce, en Italie et en Belgique), et une forme d'« adhésion molle ». Exposés aux effets économiques et sociaux négatifs du pouvoir d'achat et l'emploi des choix politiques nationaux, ces Européens qui disent aujourd'hui « plutôt approuver » ou choisir une attitude neutre sur le principe de la monnaie unique seront la cible principale des discours dans chaque pays de ceux qui prônent et prôneront des modifications ou des bouleversements du processus d'union monétaire.

Le regard porté sur ces différentes situations nationales en matière d'opinion publique est révélateur des contradictions habituelles que mettent au jour les enquêtes d'opinion. Ces contradictions ne font que renforcer la nécessité de manier la portée de la faveur dont est créditée l'euro. Il est frappant de constater que cette adhésion sur le principe cohabite avec une série de jugements réservés ou partagés sur les bénéfices macroéconomiques consécutifs à

la création de l'euro. Une majorité des Européens considère qu'elle apportera « plus de désavantages que d'avantages », qu'elle entraînera « une plus grande différence entre riches et pauvres », qu'elle ne créera pas d'emplois supplémentaires.

**Des procédures artificielles qui agrègent des opinions nationales structurées par des environnements singuliers**

Sur le constat de ces obstacles, il y a une réelle limite à considérer que tout se réglera par d'importantes campagnes d'informations auprès des citoyens dans chaque pays. Il n'est pas parfaitement équilibré que la perception d'un niveau d'information satisfaisant en la matière soit étroitement liée à une adhésion plus forte à la monnaie unique. L'opinion publique allemande est ainsi aussi celle qui se dit parmi les mieux informées sur la monnaie unique. Il y a enfin une nécessaire distinction à faire dans l'analyse des opinions entre le point de vue des « consommateurs » et celui des « citoyens ».

Sur le registre des fonctions pratiques de la monnaie unique, les avis des « consommateurs » européens s'unissent le plus souvent pour reconnaître, dans un consensus approuvateur, les vertus utilitaires de l'euro. Sur les thèmes qui touchent à la perception des effets généraux sur l'économie, le jugement politique des « citoyens » est plus fragile. Les opinions publiques nationales sont aujourd'hui fréquemment divisées sur la capacité de l'euro à constituer un facteur déterminant en matière de progrès économique et social.

Cette pluralité des opinions nationales et les contrastes qui caractérisent ces situations limitent la portée et le rôle d'acteur que l'on souhaite faire jouer aux opinions des quinze pays de la

Communauté. Ce sont dans les pays où le lien entre le choix des électeurs et la clarté des choix politiques est le plus fort que s'impose l'influence de l'opinion publique.

On ne parlera pas d'opinion publique européenne dans un édifice dépourvu d'une logique d'union politique. Sans ce lien, c'est alors le problème de la crédibilité des porte-parole institutionnels et de l'efficacité des stratégies de communication mises au point pour informer et convaincre les Européens qui est posé. La vague d'inquiétude que connaissent aujourd'hui plusieurs pays d'Europe est une nouvelle illustration du déficit de crédibilité des représentants lorsqu'il faut parler, cette fois à l'échelle européenne, aux « représentés ».

L'avenir de la monnaie unique est étroitement lié à la capacité des gouvernements nationaux à convaincre leurs opinions publiques des bénéfices de l'union monétaire et à instaurer des processus de délibération démocratique qui permettent de « créer » de la conscience européenne. N'oublions jamais que l'expression de ces opinions à travers les sondages sur un objet sans représentation concrète restera longtemps virtuelle et donc fragile. A l'expression agrégée des Européens à travers ces enquêtes riches d'enseignements comparatifs s'opposera toujours la supériorité des choix électoraux « nationaux » ou d'autres formes d'expression populaire dont le mouvement social en France a été l'exemple le plus récent.

Nul doute que le débat européen et notamment celui sur la monnaie unique s'emparera ainsi des campagnes électorales britannique de 1997, française et allemande de 1998. Le pouvoir de voter reste bien le mode décisif d'expression démocratique et organisé de citoyens européens qui, chacun dans son pays, peuvent, dans le cadre d'échéances qui déterminent l'orientation de majorités pour gouverner, peser lourdement sur le destin de la construction européenne.

Pierre Giacometti est directeur général de l'Institut Ipsos Opinion.



**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Dominique Lévy ; Directeur général : Noël-Jean Bergeron ; Directeur général adjoint : Thomas Fournier ; Robert Solé  
Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fournier ; Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bessis ; Bruno de Camas ; Pierre Georges ; Laurent Groussier ; Danielle Heymann ; Bernard Le Goff ; Jean-Pierre Lorient ; Daniel Lorient ; Luc Rostkowski  
Directeur artistique : Dominique Boyonnet  
Rédacteur en chef technique : Eric Auer  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Directeur technique : Eric Pélissier ; Directeur adjoint : Anne Chassagnon  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; Directeur des relations internationales : Daniel Vernet  
Médiam : André Laroche  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaut, vice-président  
Administrateurs : Hubert Bessis (1994-1995) ; Jacques Fournier (1993-1995) ; André Laroche (1993-1995) ; André Fontaine (1993-1995) ; Jacques Lescarpe (1993-1995)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Capital social : 500 000 F. Actionnaires : Société civile « Le Monde de l'Édition », Association Hubert Bessis-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Médiapresse, Le Monde Prévisions  
RÉDACTION ET SERVICES : 15, rue Paul Cézanne 92000 NANTERRE CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-45-25-26 Télécopieur : (1) 46-45-25-29 Tél. : 206 816 F  
ADMINISTRATION : 1, place Walter-Benjamin 92000 NANTERRE CEDEX  
Tél. : (1) 46-45-25-25 Télécopieur : (1) 46-45-25-40 Tél. : 203 311 F

## La France de Jacques Chirac

Suite de la première page

Après neuf mois d'exercice du pouvoir, ces deux extrêmes ont pu se sentir trahies, pour les premières, déçues, pour les secondes. Le président de la République semble aujourd'hui avoir déplacé et réduit les frontières de sa France, en rejetant au rang des malentendus électoraux une alliance contre nature, qui ne pouvait tenir au-delà du temps irrationnel d'une campagne présidentielle.

La France de Jacques Chirac est celle du milieu. Une France moyenne, de villes moyennes, de chefs d'entreprises moyennes. Ce n'est pas celle du boutiquier dont le commerce périlleux, mais celle de l'artisan-boulangier de qualité, que le succès conduit à embaucher deux apprentis. Ce n'est pas celle du chauffeur de taxi salarié et vindicatif, mais celle de l'artisan qui va bientôt s'acheter une deuxième voiture. Ce n'est pas celle de l'agriculteur qui se noie dans le surendettement et rêve de clôtures douanières, mais celle du jeune qui s'installe et emprunte à l'entreprise ses modes de gestion. Comme la France de Gambetta, celle de Jacques Chirac est une France de l'effort, du mérite, une France de « promus », et de cours d'instruction civique, version *Tour de France par deux enfants*. Aide-toi, et Jacques Chirac t'aidera.

### LE PARI SUR LE TEMPS

Elle se retrouve dans la géographie chiraquienne : il rejette Paris - l'élite, la technocratie - et célèbre la province. Pas n'importe quelle province. Pas celle, caricaturale, du plateau de Millevaches corrézien, dont il entretient volontiers le mythe, mais qu'il convient sans doute de ranger au rayon des accessoires folkloriques présidentiels. Pas celle du clocher miterrandien, allégorie romantique d'une France immuable. La province de Jacques Chirac est celle des préfectures et des sous-préfectures, pas celle des villages. Un exemple : lorsqu'il voyage dans les Deux-Sèvres, département rural s'il en est, ce n'est pas au Sud agricole et bucolique qu'il rend visite, mais à son Nord industriel et dynamique, en dépit de son enclavement. Ce n'est pas dans une ferme, mais dans un lycée professionnel et une entreprise automobile qu'il se montre.

A cette « couche nouvelle » qu'avait discernée Gambetta, le chef de l'Etat promet une considération nouvelle. Cette France-là est en effet l'exact négatif de celle de François Mitterrand. Jacques Chirac s'adresse aux laissés-pour-compte du miterrandisme. Trop individualistes, farouchement antisocialistes, ils n'avaient pu adhérer à la politique de gauche du début du premier septennat. Trop « petits » pour céder aux délices de la Bourse, ils n'avaient guère bénéficié non plus, quelques années plus tard, de la conversion de la gauche à la logique financière.

C'est eux que Jacques Chirac veut séduire lorsque, de fausses confidences en déclarations tonitruantes, il admoneste les grands patrons, peste contre les grandes surfaces, dénonce les banquiers, s'empare contre les lenteurs ou la mauvaise volonté de Bercy. Autant de critiques qui sonnent voluptueusement aux oreilles des chefs de PME, des artisans et des commerçants. C'est encore à eux, ces notables provinciaux, qu'il parle lorsqu'il affirme refuser de se « laisser enfermer, derrière les murs, physiques ou psychologiques de l'Élysée ou de Paris » ou lorsqu'il vitupère les élites et la technocratie.

C'est d'eux qu'il se préoccupe, en veillant scrupuleusement sur l'état

d'avancement des projets de loi concernant les petites et moyennes entreprises et les exploitants agricoles. C'est à eux qu'il pense en donnant instruction aux ministres de distribuer les légions d'honneur et les croix du mérite aux vrais méritants. C'est à leur rencontre qu'il va, hier dans les Deux-Sèvres, dans le

Doubs cette semaine. Le chef de l'Etat parle sur le temps. De là, sans doute, vient une sérénité que ni son effondrement des premiers mois dans les sondages, ni les turbulences sociales de décembre n'ont paru ébranler. A ses ministres, parfois gênés ou étonnés de ce qui pouvait apparaître comme une béatitude post-électorale ou une inquiétante cécité, il n'a cessé de répéter : « Nous avons le temps. » Sa campagne électorale lui est une référence permanente : on ironisait sur ce candidat qui dépensait sans compter ses heures à écouter une dizaine d'agriculteurs autour d'une table de ferme ou à se faire expliquer dans le détail un procédé de teinture textile. Temps perdu, jugeait-on. Semaines, répondait-il.

Face au carré de France qu'il a choisi de cultiver, Jacques Chirac use de la même méthode, avec la conviction qu'en 1998 - les législatives - et pourquoi pas en 2002 - la présidentielle -, une majorité du pays se reconnaîtra en lui. Son pari, c'est que cette France-là ne se séduise pas par le haut - les élites diffusant leur choix au reste de la société -, mais par un long travail d'appointement, partiellement obscur.

La France des couches moyennes ne passe pas à « 7 sur 7 » et ne s'exprime pas dans les médias nationaux. Elle remplit, en revanche, les colonnes des quotidiens régionaux, les *Annuaire du Rotary* ou du *Lion's Club*, les assemblées de chambres des métiers ou d'agriculture. Souvent, elle préside aussi l'association départementale des donneurs de sang ou, en des temps plus candides, l'Association pour la recherche sur le cancer, l'antenne locale de la Croix-Rouge et le club sportif. Elle pénètre et diffuse dans tout le tissu associatif, économique et social de sa ville et de son département. Elle est son propre et son premier média. Et elle est nombreuse.

Pascal Robert-Diard

## Les maires, la pollution et l'automobile

LA LUTTE contre la pollution de l'air touche à la fois à la qualité de la vie, à la santé, aux transports urbains, au patrimoine bâti et, depuis l'intervention du premier ministre, Alain Juppé, à la production agricole, par le biais des carburants dits « verts ».

Autant dire qu'une loi qui se propose d'arbitrer les intérêts en présence est ardue à mettre sur pied.

L'élaboration, pleine d'embûches, d'avancées et de reculs, du projet « sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie » en est la preuve. Cette loi, voulue par le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, est devenue un enjeu de pouvoir, chacun, dans l'administration, l'industrie et les collectivités territoriales, défendant à outrance ses prérogatives. Sans parler des particuliers, qui se plaignent périodiquement de la pollution mais ne veulent rien changer à leurs habitudes.

Prenant appui sur les fameux « pics de pollution », le gouvernement souhaite que les pouvoirs publics soient légalement armés pour en éviter le retour. Tirillé entre plusieurs soucis - préserver la santé publique, épargner les industriels pourvoyeurs d'emplois, donner une image flatteuse de la France -, il entend prendre des dispositions qui permettent d'informer le public et, le cas échéant, d'interdire ou de taxer les carbu-

rants « sales ». La règle d'or est le principe du « pollueur-payeur », étendu cette fois à tous les pollueurs, qu'ils soient publics ou privés, industriels ou particuliers.

### MODIFIER L'USAGE DES VÉHICULES

La pollution de l'air des villes, malheureusement, ne dépend pas seulement d'une fiscalité appropriée ou de plans de déplacements judicieux. Elle dépend pour une grande part de la volonté politique des élus locaux, selon qu'ils souhaitent limiter ou faciliter la circulation automobile. Toutes les villes qui se sont attaquées résolument au problème s'en sont prises non pas aux performances techniques des véhicules mais à leur usage. C'est ainsi que Florence, Fribourg, Amsterdam ou Strasbourg ont réglementé l'accès des véhicules en centre-ville en favorisant les transports en commun ou la bicyclette. Des mesures autrement efficaces pour la qualité de vie du citadin que les modulations de vignette en fonction de la cylindrée ou du carburant utilisés.

Tout se passe comme si le gouvernement français, protecteur tutélaire de l'industrie automobile, voulait améliorer l'air des villes en encourageant la fabrication et l'usage de voitures dites « propres ». Mais une telle politique, qui suppose des années pour la conversion de l'industrie

du raffinage et de la construction automobile, n'a aucune efficacité immédiate. Alors que la limitation de l'accès des véhicules à moteur en ville produit des effets instantanés, sans la moindre incidence sur les finances publiques ou la fiscalité.

Les maires de grandes villes savent combien la circulation automobile, quels que soient l'âge ou la qualité technique du parc, dégrade les monuments publics, oblige les propriétaires à de coûteux ravalements, porte sur les nerfs de nombreux résidents et multiplie les affections respiratoires. Le projet de loi de Corinne Lepage prévoit certes des plans de circulation, qui, le cas échéant, pourraient être imposés par le préfet. Chacun sait cependant qu'il appartient au maire de prendre les mesures qu'il juge opportunes pour créer une rue piétonne ou instituer le stationnement payant. Le péage au stationnement, en dissuadant une partie des automobilistes de pénétrer dans certains quartiers, fait plus pour la qualité de l'air en ville que les indices d'octane ou le taux de soufre dans le gazole.

La loi de 1961 faisait payer les industriels dont les émissions dépassaient certaines normes. C'était chose faisable dans la mesure où les ateliers et usines sou-

## Louable intention pour les femmes

A quarante-huit heures de la journée internationale des femmes, la présentation en conseil des ministres d'une série de mesures pour favoriser l'égalité entre les sexes ne peut qu'être saluée. Les décisions annoncées par Anne-Marie Couderc, ministre déléguée à l'emploi chargée des droits des femmes, mercredi 6 mars, ont l'avantage d'être économes de crédits publics. Toutefois, à l'image de la lutte annoncée contre le scisme dans les manuels scolaires, elles relèvent plus d'une démarche symbolique que d'une action politique déterminée. Elles contribueront à une meilleure connaissance des inégalités dont les femmes sont victimes, mais ne résoudront pas les difficultés que celles-ci subissent.

Demandeur que les études portant sur les rémunérations établissent une distinction entre les revenus des hommes et ceux des femmes permettra de mieux connaître les différences de traitement entre les sexes. Mais le gouvernement aurait pu s'engager à appliquer la loi du 13 juillet 1983 sur l'égalité professionnelle dans des secteurs qu'il maîtrise. Le rapport sur la situation des femmes en France rédigé pour la

conférence internationale de Pékin souligne que, dans la fonction publique d'Etat, les femmes percevaient en 1990 une rémunération de 15,3 % inférieure à celle des hommes.

Réclamer davantage d'attention sur le nombre de femmes nommées dans des emplois laissés à la discrétion du gouvernement appelle les mêmes réserves. Lors du remaniement ministériel de novembre, huit femmes ministres (sur douze) ont été évincées du gouvernement. Et l'opposition de Jacques Chirac au principe d'un quota de femmes lors de la constitution de listes de candidats laisse peu d'espoir de voir être davantage de femmes. La France maintient avec constance sa place d'avant-dernier pays de l'Union européenne pour la proportion de femmes parlementaires.

Le ministre chargé des droits des femmes a toutefois évité de heurter. Les décisions annoncées sont consensuelles. Anne-Marie Couderc bénéficie toujours d'un important avantage sur son prédécesseur au gouvernement, Colette Codacci-Pignardi : personne ne la soupçonne de vouloir renvoyer les femmes dans leur foyer. En tant que ministre déléguée à l'emploi, beaucoup espèrent qu'elle prendrait à bras-le-corps le difficile dossier du travail des femmes, mais elle a choisi de reporter à plus tard l'épineuse question de la conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Le projet de M<sup>me</sup> Codacci d'instaurer une allocation de libre choix paraît donc reporté, sinon abandonné.

La vigilance des associations de femmes demeure. Le 25 novembre 1995, à l'appel de 149 associations, plus de 30 000 personnes, combant les vœux des plus optimistes des organisateurs, manifestèrent dans Paris pour dénoncer le retour d'un certain ordre moral. Des acquis aussi fondamentaux que la contraception et l'avortement ont été défendus. M<sup>me</sup> Couderc ne s'engage pas non plus sur ce terrain, évitant ainsi l'affrontement, mais limitant son initiative à un énoncé de bonnes intentions.

## Le gros poisson par Philippe Bertrand



## Sauver la paix

Suite de la première page

Il aura fallu près d'un demi-siècle pour que des dirigeants de ces deux peuples entrouvrent une porte, trop longtemps murée par les incompréhensions et les haines. Pour qu'ils commencent à se dire, et à dire au monde - car ce message dépasse les égoïsmes nationaux -, qu'ils incarnent et partagent le même héritage, à l'instar d'Isaac et d'Ismaël inhumainement côte à côte leur père commun, Abraham-Ibrahim. Cette porte ouvre aujourd'hui sur le chemin de la paix, demain sur celui de la réconciliation. Itzhak Rabin, Shimon Péret, Yasser Arafat, qui, depuis les accords d'Oslo, et à contre-courant de leurs opinions respectives, prirent le risque de ce voyage périlleux, avaient que les extrémistes feraient tout pour les arrêter. Les voilà à l'œuvre.

Alliés dans une haine de l'autre qui n'est, au bout du compte, qu'une haine de l'homme, des fanatismes mettent en péril la paix. Fanatisme de ces kamikazes islamistes palestiniens qui massacrent des civils en offrant en sacrifice à un dieu de terreur. Fanatisme de cette extrême droite israélienne qui, sans gloire, exploite la mémoire des victimes et l'émotion d'un pays pour les retourner contre des dirigeants, au point d'armer, hier, le bras de l'assassin de Rabin.

A l'heure de l'épreuve, c'est le choix de la raison qu'il faut défendre avec passion. En sachant que ce ne sont pas de simples mesures de police qui sauveront le processus de paix. Prendre en otage les territoires autonomes, empêcher la libre circulation des hommes et des marchandises, pénaliser l'ensemble de la population palestinienne, n'est qu'une parade momentanée et aléatoire. Les Palestiniens, dans leur grande majorité, aspirent eux aussi à la paix. Elle suppose que l'Autorité palestinienne et son chef garantissent la sécurité d'Israël, en assumant leurs responsabilités d'ordre public. Mais encore faut-il, pour ne pas désespérer la population des territoires, que cette paix soit équitable : qu'elle leur permette de vivre, de travailler et d'étudier comme des hommes et des femmes libres, et non pas en parias ou en suspects.

Shimon Péret le sait mieux que tout autre, lui qui a mis en jeu sa carrière politique et sa vie dans le choix courageux et déterminé d'une paix durable. Mais, à trois mois d'élections législatives décisives, il est aujourd'hui pris au piège d'une opinion israélienne légitimement traumatisée. Aussi ne pouvons-nous rester simplement spectateurs de ce drame et abandonner Israéliens et Palestiniens à un face-à-face tragique. Cette paix, sa sauvegarde et son approfondissement nous concernent.

L'appel à une manifestation à Paris, le fait que l'opinion française, dans sa diversité partisane, choisisse son camp, celui de la paix, sont bienvenus. Enfin ! ajouteraient volontiers, tant le calvaire de la Bosnie, si proche pourtant, n'avait su briser l'indifférence. C'est en sortant de ses préoccupations quotidiennes, en s'inquiétant des autres peuples, que la France fait elle-même, fidèle à son message républicain d'universalité, il est bon qu'elle s'en souvienne.

Roger Cans

J.-M. G.



LE MONDE DES CARRIÈRES

**URGENT**  
Service d'AEMO  
et d'enquêtes sociales Rouen  
recherche

**ASSISTANT(E) SOCIAL(E)**  
D.E. ou EDUCATEUR(ICE)  
SPECIALISÉ(E) DE

Ad. cond. et CV détaillé  
Madame le directeur  
4, rue de la République  
76000 Rouen

**ANIMATEUR**  
**EDITORIAL**

Connaissance  
collectivités locales,  
Excellent contact,  
30 ans minimum,  
Sciences Po ou équivalent.

Ad. joint. et CV à M. VERNET  
42225 CHARENTON  
qui transmettra.

**LES VERTS EMBALLAGE**  
UNE ASSISTANTE

pour leurs portables,  
Tenue d'apparence, réponse  
courtoise, rédaction de notes  
et correspondances.

Rue Louis de France  
Boulevard 122 300 F pour  
30 heures hebdomadaires.  
CV et lettres de motivation  
à M. VERNET  
75011 Paris

**SOCIÉTÉ DE TRADUCTION**  
**TECHNIQUE**

Traducteur de l'anglais vers le  
FRANÇAIS, ITALIEN,  
ALLEMAND, ESPAGNOL  
(de longue expérience).

Envoyer CV et candidatures  
à l'adresse: M. VERNET  
11200 Palaiseau

**LE CENTRE DE GESTION**  
DE LA FONCTION PUBLIQUE  
TERITORIALE

ouvre au titre de l'année 1996  
un concours de

**RÉDACTEUR TERRITORIAL**

30 postes spécialisés  
comptabilisation générale  
(15 postes), 15 postes  
généralistes (15 postes)  
à postes spécialisés  
secteur technique et social  
(2 postes, 2 postes).

Envoyer lettre de motivation  
à M. VERNET  
11200 Palaiseau

**LE JOURNAL**  
**DES PSYCHOLOGUES**

recrute

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
(pour Paris)

Formation universitaire  
en psychologie (2 cycles),  
Expérience professionnelle,  
CV et lettre à M. VERNET  
42225 CHARENTON  
qui transmettra.

**AVIS DE CONCOURS**

**LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL**  
DE GESTION DE LA PETITE  
COURONNE DE LA RÉGION  
ILE-DE-FRANCE

**UN CONCOURS SUR TITRES**  
AVEC ÉPREUVE ÉCRITE  
POUR L'ACCÈS AU CADRE  
D'EMPLOIS DES ASSISTANTS  
TERRITORIAUX QUALIFIÉS  
DE LABORATOIRE

(femmes ou hommes)  
(intitulé n° 96-71 du 1<sup>er</sup> mars 1996)

**AVIS DE CONCOURS**

**LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL**  
DE GESTION DE LA PETITE  
COURONNE DE LA RÉGION  
ILE-DE-FRANCE

**UN CONCOURS INTERNE**  
SUR TITRES POUR L'ACCÈS  
AU CADRE D'EMPLOIS DES  
CONSEILLERS TERRITORIAUX  
QUALIFIÉS

(femmes ou hommes)  
(intitulé n° 96-71 du 1<sup>er</sup> mars 1996)

**AVIS DE CONCOURS**

**LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL**  
DE GESTION DE LA PETITE  
COURONNE DE LA RÉGION  
ILE-DE-FRANCE

**UN CONCOURS SUR TITRES**  
AVEC ÉPREUVE ÉCRITE  
POUR L'ACCÈS AU CADRE  
D'EMPLOIS DES ASSISTANTS  
TERRITORIAUX QUALIFIÉS

(femmes ou hommes)  
(intitulé n° 96-71 du 1<sup>er</sup> mars 1996)

**AVIS DE CONCOURS**

**LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL**  
DE GESTION DE LA PETITE  
COURONNE DE LA RÉGION  
ILE-DE-FRANCE

**UN CONCOURS SUR TITRES**  
AVEC ÉPREUVE ÉCRITE  
POUR L'ACCÈS AU CADRE  
D'EMPLOIS DES ASSISTANTS  
TERRITORIAUX QUALIFIÉS

(femmes ou hommes)  
(intitulé n° 96-71 du 1<sup>er</sup> mars 1996)

**Le Groupe**  
des Editions du Rocher  
recherche pour assister  
le responsable éditorial :

**RECHERCHEUR**  
**FORMATEURS**

Environnement  
MONDE PUBLIS  
sous n° 8909  
133, rue de la République  
75001 Paris Cedex 08

**DEMANDES**  
**D'EMPLOI**

Paris, expér., sér. et organisée,  
recherche emploi de  
RESP. COMM. EXPORT  
ou RESP. COMM. IMPORT.

**RECHERCHEUR**  
**FORMATEURS**

Environnement  
MONDE PUBLIS  
sous n° 8909  
133, rue de la République  
75001 Paris Cedex 08

**RECHERCHEUR**  
**FORMATEURS**

Environnement  
MONDE PUBLIS  
sous n° 8909  
133, rue de la République  
75001 Paris Cedex 08

**RECHERCHEUR**  
**FORMATEURS**

Environnement  
MONDE PUBLIS  
sous n° 8909  
133, rue de la République  
75001 Paris Cedex 08

**RECHERCHEUR**  
**FORMATEURS**

Environnement  
MONDE PUBLIS  
sous n° 8909  
133, rue de la République  
75001 Paris Cedex 08

**RECHERCHEUR**  
**FORMATEURS**

Environnement  
MONDE PUBLIS  
sous n° 8909  
133, rue de la République  
75001 Paris Cedex 08

Le Monde  
IMMOBILIER

appartements ventes

**1<sup>er</sup> arrondissement**

**PALAIS ROYAL**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**3<sup>e</sup> arrondissement**

**RAMBUTEAU**  
P. de 3<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 3<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 3<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**4<sup>e</sup> arrondissement**

**STUDIO 360 000 F**  
P. de 4<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 4<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 4<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**PL. DES VOSGES**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**HENRI-IV, 7 P**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**5<sup>e</sup> arrondissement**

**POISSÉ-SAINTE-ANNE**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**SAINT-MÉDARD 2 P. 48 m<sup>2</sup>**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**LUXEMBOURG**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**PARIS**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**1<sup>er</sup> arrondissement**

**PALAIS ROYAL**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**3<sup>e</sup> arrondissement**

**RAMBUTEAU**  
P. de 3<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 3<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 3<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**4<sup>e</sup> arrondissement**

**STUDIO 360 000 F**  
P. de 4<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 4<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 4<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**PL. DES VOSGES**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**HENRI-IV, 7 P**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**5<sup>e</sup> arrondissement**

**POISSÉ-SAINTE-ANNE**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**SAINT-MÉDARD 2 P. 48 m<sup>2</sup>**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**LUXEMBOURG**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**PARIS**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**FÉDÉRATION NATIONALE**  
**DE L'IMMOBILIER**  
**PARIS - ILE-DE-FRANCE**

**SOLIDAIRES !**

Aucune étude ne peut encore le confirmer, mais je sens  
imperceptiblement au contact des professionnels que la fin de l'hiver  
immobilier est proche.

J'y vois plusieurs raisons :

1 - Les premiers effets des plans de relance du gouvernement en  
faveur du logement. Les mesures sont nombreuses, incitatives, mais  
complicées pour le profane, nécessitant souvent les conseils avisés  
d'un professionnel pour en tirer le meilleur profit.

2 - Aux yeux des Conseils en gestion de patrimoine,  
l'immobilier fait figure, je cite, « d'enfant chéri de la fiscalité 1996 ».  
L'image est sans doute un peu forte, mais il faut quand même se  
réjouir d'un rééquilibrage entre les fiscalités des placements  
mobiliers et immobiliers.

3 - Enfin, il existe une donnée nouvelle, sociale, qui positionne  
la pierre comme le meilleur placement de solidarité. Acheter un  
appartement ou une maison n'est plus seulement aujourd'hui gérer  
son patrimoine personnel avec sagesse, c'est aussi favoriser le  
secteur d'activité le plus créateur d'emplois.

Souhaitons que la conjonction de l'intérêt privé et de l'intérêt  
général assure une floraison au printemps.

Jacques LAPORTE,  
Président de la chambre FNAIM Paris-Ile-de-France

**Appartements**  
**ventes**

**1<sup>er</sup> arrondissement**

**PALAIS ROYAL**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**3<sup>e</sup> arrondissement**

**RAMBUTEAU**  
P. de 3<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 3<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 3<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**4<sup>e</sup> arrondissement**

**STUDIO 360 000 F**  
P. de 4<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 4<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 4<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**PL. DES VOSGES**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**HENRI-IV, 7 P**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**5<sup>e</sup> arrondissement**

**POISSÉ-SAINTE-ANNE**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**SAINT-MÉDARD 2 P. 48 m<sup>2</sup>**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**LUXEMBOURG**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**PARIS**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**82**  
**Hauts-de-Seine**

**1<sup>er</sup> arrondissement**

**PALAIS ROYAL**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**3<sup>e</sup> arrondissement**

**RAMBUTEAU**  
P. de 3<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 3<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 3<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**4<sup>e</sup> arrondissement**

**STUDIO 360 000 F**  
P. de 4<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 4<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 4<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**PL. DES VOSGES**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**HENRI-IV, 7 P**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.

**5<sup>e</sup> arrondissement**

**POISSÉ-SAINTE-ANNE**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**SAINT-MÉDARD 2 P. 48 m<sup>2</sup>**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**LUXEMBOURG**  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 5<sup>e</sup> arr. 43-35-18-36.

**PARIS**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**Paris**

**location offres**

**1<sup>er</sup> arrondissement**

**PALAIS ROYAL**  
P. de 1<sup>er</sup> arr. 12 m. 5/5 p.  
120 m<sup>2</sup>. P. de 1<sup>er</sup> arr. 43-35-18-36.  
P. de 1



**EMPRUNTS** Dans un environnement difficile, marqué notamment par une baisse brutale des obligations américaines, le marché des emprunts d'Etat français résiste. Il se

comporte mieux que son homologue allemand. ● L'ÉCART DE TAUX D'INTÉRÊT à long terme entre la France et l'Allemagne ne cesse de se réduire. Il s'établissait mercredi matin à 0,25 %,

son plus bas niveau depuis deux ans. ● CETTE ÉVOLUTION favorable permet à l'économie française de disposer de conditions de financement à long terme proches de celles en vi-

queur outre-Rhin. Elle autorise également la Banque de France à poursuivre l'assouplissement de sa politique monétaire, alors que son homologue allemande a marqué une

pause. ● LES BONNES PERFORMANCES des places boursières mondiales reflètent les signes de rebond de l'activité économique aux États-Unis, au Japon et en Europe.

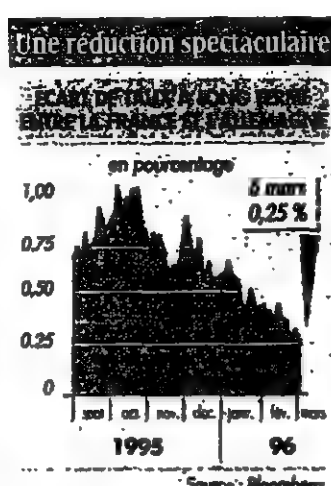
## Les marchés obligataires français résistent aux tensions internationales

L'écart de taux d'intérêt à long terme entre la France et l'Allemagne s'est établi mercredi à son plus bas niveau depuis deux ans. Après avoir abaissé, mardi, le taux de l'argent au jour le jour, la Banque de France pourrait réduire, jeudi 7 mars, celui des appels d'offres

DANS UN ENVIRONNEMENT très difficile, marqué par une grande nervosité des investisseurs et un repli mondial des cours, le marché obligataire français résiste bien et mieux, notamment, que celui des emprunts d'Etat allemands. Reflet de ce bon comportement, l'écart de taux d'intérêt à long terme entre la France et l'Allemagne ne cesse de se réduire. Il s'établissait, mercredi matin 6 mars, à 0,25 %, son plus bas niveau depuis deux ans.

Cet écart constitue le meilleur baromètre du marché financier français. Il mesure, selon l'expression du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, le cours de l'action « France Inc. » sur les places financières mondiales. Plus il est faible, plus la France bénéficie de la confiance des investisseurs internationaux.

Cette évolution favorable constitue une bonne nouvelle pour l'économie française, qui se voit désormais offrir des conditions de financement à long terme proches de celles qui existent en Allemagne. Elle permet également à la Banque de France de poursuivre l'assouplissement de sa politique monétaire. L'institut d'émission a abaissé, mardi 5 mars, d'un seizième de point, à 4,06 %, le taux de l'argent au jour le jour, ce qui permet d'envisager une réduction du taux des appels d'offres, fixé à 3,90 % depuis le 8 février. Celui-ci pourrait être ramené à 3,80 % dès jeudi 7 mars. La Banque de France se démarquerait



La France n'est plus pénalisée par rapport à l'Allemagne en matière de financements d'investissements industriels et immobiliers.

ainsi de son homologue allemand, qui, de son côté, a choisi de marquer une pause. De cette façon, elle réussit à entretenir un climat de détente monétaire qui conforte le moral des agents économiques en même temps qu'il permet de réduire au silence les adversaires de la politique du franc fort.

L'appréciation des obligations françaises peut surprendre étant donnée la situation économique médiocre en France. Le produit intérieur brut (PIB) s'est contracté

de 0,3 % au dernier trimestre de l'année 1995. Le chômage, de son côté, continue à progresser : +0,3 % en janvier. Ce ralentissement de l'économie met à mal la politique de réduction des déficits publics. Ce tableau, si sombre soit-il, bénéficie toutefois de la comparaison avec celui que l'on peut dresser de l'économie allemande.

Alors que l'activité donne malgré tout en France quelques signes de frémissement – rebond de la consommation des ménages en janvier, bonnes perspectives d'investissement –, celle-ci semble totalement en panne outre-Rhin. Le taux de chômage connaît depuis quelques mois en Allemagne une progression fulgurante (lire page 30) tandis que la confiance des industriels et des ménages continue à reculer. Les instituts de conjoncture prévoient une croissance d'environ 1 % en 1996 outre-Rhin. Enfin, le déficit des finances publiques allemandes a atteint 3,6 % du produit intérieur brut en 1995 (contre 2,6 % en 1994).

Toutes ces statistiques ont profondément terni l'image de nation économiquement solide et financièrement irréprochable dont l'Allemagne bénéficiait jusqu'à présent sur les places financières mondiales. C'est précisément cette image qui avait incité les investisseurs internationaux, notamment américains et japonais, à acheter l'année dernière des quantités très importantes d'emprunts d'Etat allemands (70 milliards de deutschemarks, soit 250 milliards

de francs). Le succès rencontré hier par le marché allemand auprès des opérateurs étrangers fait aujourd'hui son malheur. Il expose à d'importants retraitements de capitaux.

Le phénomène joue en sens inverse pour la France. Pour Jean-François Mercier, économiste à la banque américaine Salomon Brothers, « le fait que la part de la dette publique française détenue par les investisseurs non résidents ait fortement diminué depuis deux ans contribue à expliquer le bon comportement récent du marché français ». A la fin de 1993, la part de valeurs du Trésor français détenue par les opérateurs étrangers atteignait 35 %. A la fin de 1995, elle était revenue à 21 % (plus de 40 % en Allemagne). Parce qu'ils possèdent peu d'emprunts d'Etat français, les opérateurs internationaux n'ont guère la possibilité de s'en débarrasser.

La hausse des titres français résulte moins de la reconnaissance, à New York ou à Tokyo, de la vertu de la politique économique et financière menée par le gouvernement d'Alain Juppé que d'une vaste restructuration des portefeuilles des investisseurs internationaux en défaveur de l'Allemagne. Le cas de la France n'est pas isolé. L'écart de taux d'intérêt à long terme entre l'Allemagne et l'Italie s'est réduit de 1 % depuis le début de l'année.

Il reste que la prime de risque sur les emprunts français se trouve désormais très proche de son plus bas niveau historique (0 %) atteint

à la fin de l'année 1993. A l'époque, les investisseurs internationaux avaient une confiance égale dans la France et dans l'Allemagne. Ce phénomène peut-il se reproduire ? Jean-François Mercier ne le croit pas. Il prévoit notamment une baisse de la demande des investisseurs français qui, depuis deux ans, ont permis au marché des valeurs du Trésor de sauver la face. La collecte des compagnies d'assurance vie pourrait diminuer en raison d'une modification de leur fiscalité dans un sens moins avantageux.

« Les investisseurs avaient été plutôt sévères en 1995 avec la France. Ils se montrent aujourd'hui très indulgents », ajoute un professionnel. Les mouvements de grève du mois de décembre ont démontré

les difficultés de la société française à engager les réformes de structure que réclament les investisseurs anglo-saxons. La comparaison des plans de redressement économique présentés, au mois de janvier, des deux côtés du Rhin n'est pas à l'avantage de la France. Les mesures ponctuelles décidées à Paris font pâle figure à côté des réformes d'envergure proposées à Bonn. Quant aux risques de remous politiques, ils ne peuvent être exclus, en France, au cours des prochains mois, si la cote de confiance du premier ministre ne remonte pas dans les sondages.

Enfin, les incertitudes croissantes concernant l'union économique et monétaire (UEM) européenne sont également de nature à compromettre le récent mouvement de convergence des taux d'intérêt à long terme français et allemands. Comme le note Steve Major, économiste au Crédit lyonnais, « il convient d'acheter de manière sélective, car le risque lié à l'UEM devient de plus en plus important. Les investisseurs internationaux, aujourd'hui optimistes sur la réalisation de celle-ci, doivent établir quels pays souffriront le plus dans l'éventualité d'un échec de la monnaie unique ». Or la France, dont la politique budgétaire et monétaire pousse, depuis des années, l'essentiel de sa légitimité dans la construction monétaire européenne, appartient au groupe des nations les plus exposées.

Pierre-Antoine Delhommais

## Les places boursières connaissent une embellie

UN PEU à la surprise générale, la plupart des grandes places boursières affichent, depuis plusieurs semaines, de bonnes performances. Elles résistent notamment à la remontée soudaine des taux d'intérêt à long terme. C'est le cas de Wall Street, qui a vu l'indice Dow Jones battre in extremis un nouveau record, mardi 5 mars, à 5 642,42 points, ou encore de Londres, qui a atteint un sommet historique le même jour en cours de séance (3 792,5 points pour le FT 100). La Bourse de Francfort n'est pas en reste. L'indice DAX, qui mesure les performances des principales valeurs allemandes, a touché, mardi, le cours le plus élevé de son histoire, à 2 502 points.

Même Paris semble se réveiller, même si elle reste loin de ses sommets historiques. L'indice CAC 40 a atteint, mardi, en cours de séance, 2 029,38 points, son niveau le plus élevé depuis le mois de septembre 1994, avant que des prises de bénéfices ne provoquent son repli (-0,66 % en clôture).

La seule véritable fausse note vient de Madrid, qui a perdu plus de 6 % depuis le début de la semaine en raison des incertitudes politiques liées à la victoire plus étroite que prévu du Parti populaire de José María Aznar aux élections législatives.

Les places boursières bénéficient depuis plusieurs semaines d'une « embellie conjoncturelle », explique Alain Fiorucci du cabinet Soproni. Elle explique les hausses de 10 % des Bourses de New York et de Francfort depuis le 1<sup>er</sup> janvier et de 7 % de Paris au cours de la même période. La croissance aux États-Unis, au Japon et plus encore en Europe a légèrement redémarré au début de l'année. Les commandes industrielles en janvier aux États-Unis, chiffre publié mardi, ont augmenté de 0,5 %, alors que les analystes misaient sur une baisse de 0,3 % ou 0,4 % de cet indicateur.

En France, la consommation de produits manufacturés a augmenté de 5,1 % en janvier tandis que les perspectives d'investissement industriel pour l'année 1996 sont bonnes. La Caisse des

dépôts et consignations (CDC) vient d'ailleurs de réviser à la hausse ses prévisions de croissance pour le premier semestre. Jusqu'à présent, ce type de prévisions était systématiquement revu à la baisse. Selon la CDC, le produit intérieur brut de la France devrait enregistrer une progression de 0,4 % au premier trimestre de 1996 et de 0,2 % au deuxième trimestre. Les économistes de la Caisse se montrent plus optimistes que le mois dernier. Ils tablent alors sur un recul de 0,1 % du PIB au premier trimestre.

### Signes de frémissement

Cette nette amélioration s'explique d'abord par l'évolution favorable de la demande (consommation des ménages, immatriculations, permis de construire) et par le résultat des enquêtes d'opinion de l'Insee dans l'industrie. Ces signes de frémissement de l'activité ne sont pas passés inaperçus des investisseurs internationaux. Ils ont repris espoir. Leur optimisme est accru par leurs anticipations d'une poursuite de la détente monétaire dans le monde, autorisée par l'absence de pressions inflationnistes. Les opérateurs espèrent un geste de la Réserve fédérale américaine dès la fin du mois de mars. Au Japon, les craintes d'une hausse du taux d'escompte se sont envolées après la publication d'une enquête de conjoncture réalisée par l'institut d'émission soulignant la fragilité de la reprise. Johann Wilhelm Gadiou, membre du conseil de la Bundesbank, n'a pas eschu, mardi 5 mars, de nouvelles baisses de taux en Allemagne si les prochaines statistiques de croissance des agrégats monétaires sont favorables.

Les analystes mettent toutefois en garde contre tout optimisme excessif. Selon eux, la fragilité du rebond de l'activité, les tensions sur les taux d'intérêt à long terme et le récent accès de faiblesse du dollar doivent inciter à la prudence.

E. L.

## Le retour aux sources des Keswick, dynastie coloniale de Hongkong

LONDRES de notre correspondant dans la City

Regard attentif, manières délicieuses de qui compte plus d'un siècle de haute bourgeoisie coloniale des affaires (et le sait), geste et verbe courts de l'homme d'ordres et d'autorité, distant sans être cassant : Simon Keswick, cinquante-quatre ans, tête pensante du groupe Jardine Matheson, pourrait n'être qu'un très classique « Talpa », ce grand patron des maisons de commerce écossaises de Hongkong, immortalisé par un best-seller de James Clavell. Le mécanicien en chef de la plus ancienne société commerciale du territoire britannique a souvent choisi le risque. Comme le montre l'acquisition, en 1992, du conglomerat britannique Trafalgar House, destinée à désengager la firme de la colonie à l'approche de sa rétrocession à la Chine en 1997.

### Portrait

On imagine le déclinement de ce fils de famille de l'empire lors de la vente, le 4 mars, au tiers de sa valeur, de ce « camard boiteux » de l'engineering et du shipping au groupe norvégien Kvaerner. Difficile pourtant d'apparaître comme un être sentimental quand on a été formé au collège d'Eton – là où se forge l'idéal du gentleman – et quand on relève d'une telle dynastie industrielle. Son ancêtre, le marchand-aventurier écossais William Jardine, surnommé par les Chinois « Vieux rat-tête de fer », qui avait fait fortune en vendant des stupéfiants aux mandarins, avait été à l'origine de la « guerre de l'opium » de 1842 et de la mainmise de la Couronne sur Hongkong.

Son père, Sir William, fut directeur de la Banque d'Angleterre et président de la Hudson Bay Company. Le frère aîné, Henry, cinquante-six ans, marié à une personnalité influente du groupe conservateur britannique au pouvoir, préside Jardine Matheson Holding. Un autre frère, Sir Chips Keswick, est aux commandes de la banque d'affaires londonienne

Hambros. Quel est le seul coup d'éclat de Simon qui, à l'inverse de ses aînés, n'a pas fréquenté l'université ? Déclarer dans sa notice du Who's Who sa passion pour le club de football de Tottenham Hotspurs, installé dans l'un des quartiers les plus pauvres du nord de Londres.

Directeur général de Jardine de 1984 à 1989, Simon Keswick va transformer cette firme plombée par ses mauvais investissements en un ensemble puissant et diversifié dont les fleurons sont Dairy Farm (chaîne de supermarchés), Hongkong Land (société immobilière), Mandarin Oriental (hôtel de luxe) et Jardine Fleming (banque). Le style Keswick ? Le sens de la loyauté est considéré comme la vertu première. « Les deux frères sont animés par l'infatigable détermination que rien n'échappe à leur contrôle », confie un ancien bras droit de Henry. Simon et Henry – qui continue d'appeler l'entreprise « ma compagnie », alors que la famille ne possède que 10 % du

capital – s'entourent d'une toute petite équipe d'hommes sûrs et dévoués dirigés par Sir Charles Powell, ex-conseiller de Margaret Thatcher, que le duo est allé ravir au Foreign Office. Les cadres sont écossais de préférence : esprit pragmatique, prudence et goût du travail. L'Asie fournit toujours le cœur de l'organisation est installé au 3, Lombards Street, dans une minuscule demeure géorgienne écrasée par les gratte-ciel de la City.

### Déjà à Pékin

Depuis la signature de la déclaration commune sino-britannique de 1984, au terme de laquelle la Grande-Bretagne s'engage à restituer le territoire à la Chine, les Keswick n'aiment plus Hongkong. C'est en Grande-Bretagne qu'ils ont femme et enfants, mais et relations d'affaires. Est-ce la raison pour laquelle ils ont choisi de défier Pékin alors que d'autres, comme la Swire Pacific ou la

Hongkong and Shanghai Banking Corporation, ont choisi de coopérer avec les futurs maîtres du protectorat ? Dès 1984, la holding est enregistrée aux Bermudes, colonie anglaise.

En 1989, à la suite des événements de Tiananmen, Henry Keswick, natif de Shanghai, traite publiquement le gouvernement chinois de « marxiste-léniniste, voyou et oppresseur ». A partir de 1992, Simon soutient les projets de démocratisation du gouverneur Chris Patten, ancien président du Parti tory et ami de la famille, aggravant des relations déjà difficiles avec la hiérarchie chinoise. En 1995, Jardine, dont le centre de cotation primaire est à Londres, s'est retiré de la Bourse de Hongkong pour s'inscrire à Singapour. Après la cession de Trafalgar House, les frères Keswick se retrouvent à la case départ. Aux dernières nouvelles, ils négocieraient avec Pékin pour l'achat de terrains en Chine...

Marc Roche

## SELECTIBANQUE

Le Conseil de SELECTIBANQUE (ISM SA) s'est réuni le 29 février sous la présidence de Christian SABBE pour prendre connaissance des résultats estimés de l'exercice 1995. Ceux-ci devraient être de l'ordre de F 53 millions contre F 103 millions en 1994. Cette baisse des résultats reflète la détérioration de la situation des clients de SELECTIBANQUE la créance sur PALLAS-STERN.

L'important programme de croissance externe qu'a représenté en 1994 et 1995 la prise de contrôle de sept sociétés financières spécialisées de crédit-bail immobilier ne fait pas encore bénéficier SELECTIBANQUE d'une amélioration des résultats.

Trois de ces sociétés, SICORAIL, OPTIBAIL et MURABAIL ont été absorbées par SELECTIBANQUE à effet du 1<sup>er</sup> janvier 1995. Les quatre autres sociétés, PRIMABAIL, SICOMAX, SELECTIBAIL (ex-LOCABANQUE) et SOFAL-Crédit-bail immobilier, devraient l'être, ainsi que ICC déjà filiale de longue date de SELECTIBANQUE, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 1996. L'encours net de SELECTIBANQUE est porté à plus de F 13 milliards.

Le dividende mis en distribution l'an dernier s'élevait à F 13,42 par action : dans ce contexte non récurrent, le Conseil envisage de proposer à l'Assemblée la mise en distribution d'un dividende de F 6 par action pour l'exercice 1995.



## Le gouvernement veut désigner la future autorité de réglementation des télécommunications

A peine connu, le projet de loi soulève de nombreuses critiques chez les syndicats

Le gouvernement a transmis au Conseil d'Etat pour examen le projet de loi sur l'ouverture des télécommunications à la concurrence. Le texte

prévoit la création d'une autorité indépendante de régulation, composée de trois membres nommés par le gouvernement, il définit la notion de

service public et le rôle de France Télécom « chargé du service public universel ». Il sera présenté au Parlement au printemps.

LE GOUVERNEMENT vient de transmettre au Conseil d'Etat et à la Commission supérieure du service public des postes et des télécoms (CSSPPT) le texte de son projet de loi relatif au cadre réglementaire qui s'appliquera dans les télécommunications début 1998, date de l'ouverture totale à la concurrence de ce secteur. Le cabinet de François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace, indiquait, mardi 5 mars, que le statut, les pouvoirs, le mode de désignation de la future autorité chargée de la réglementation dans les télécommunications et la structure de financement du service public ont fait l'objet d'un consensus gouvernemental.

Pour le mode de désignation de l'autorité de tutelle, le texte stipule que c'est au gouvernement qu'il reviendra de choisir les personnes qui constitueront l'instance de réglementation, afin de « ne pas politiser le processus », évitant ainsi des situations comme celle prévalant au Conseil supérieur de l'audiovisuel, indiquait-on au ministère des P.T. Le texte propose que l'autorité de régulation soit une instance collégiale, composée de trois personnes, dont un président nommé par décret. Ces trois membres disposeront d'un mandat de six ans non renouvelable.

Le principe de l'indépendance de cette autorité avait été entériné la semaine dernière par le gouvernement, de même que le champ de ses compétences : à elle de faire respecter la concurrence, d'arbitrer les litiges et de sanctionner ; à l'Etat la fixation des règles générales et, surtout, l'attribution des licences d'exploita-

tion. Le projet de loi définit aussi le service public des télécommunications. Il s'agit, selon le texte, de la « mise à disposition du téléphone sur tout le territoire et à un prix abordable, c'est-à-dire avec des obligations tarifaires pour assurer l'accès de tous et éviter une discrimination fondée sur la localisation géographique ». Cette définition, qui ne reprend pas le terme de péréquation tarifaire, va permettre de pratiquer une politique de prix plus souple, notamment pour les grands clients, comme le réclamait France Télécom (Le Monde du 10-11 décembre).

### REDEVANCE

L'opérateur public, qui est désigné dans le projet de loi comme ayant la « charge du service universel », recevra une redevance de ses concurrents quand ceux-ci se connecteront à ses réseaux, comme le souhaitait France Télécom. Parallèlement, un fonds universel des télécommunications est créé. Il sera chargé de financer toutes les autres obligations du service public (annuaire, services de renseignements, cabines téléphoniques) grâce aux contributions versées par les opérateurs, non soumis aux obligations de service universel. Une fois que les déséquilibres tarifaires seront résorbés, ce qui devrait demander du temps, ce fonds aura vocation à être « le seul mécanisme de versement ».

A peine connu, le projet de loi a suscité de violentes critiques chez certains syndicats. La CGT dénonce « la liquidation du service public français pour un service universel saute bruyante » et appelle à un mouvement de protes-

tation le 29 mars. Sud-PTT souligne le côté « inégalitaire du projet de loi visant à instaurer une concurrence au détriment de France Télécom » et redoute « un éclatement du service universel régional par région doublé de fortes hausses de l'abonnement et des communications locales ». La CFDT, elle, craint que les décrets ne viennent dénaturer les éléments positifs du texte.

### PRIVATISATION PARTIELLE

Le projet de loi est loin d'être définitif. Il pourrait être modifié sur plusieurs points lors de son examen par le Conseil d'Etat, avant son adoption en conseil des ministres, programmée pour la fin mars.

La proposition du gouvernement de désigner lui-même les membres de la future entité de réglementation a notamment de fortes chances d'être modifiée. « Ce sera un sujet de discussion entre le gouvernement et le Parlement, reconnaît-on au cabinet de François Fillon. Nous savons que le Parlement voudra avoir son mot à

dire, et la solution retenue au final sera probablement différente. » Elle pourrait consister à laisser le Parlement établir une liste de personnalités parmi lesquelles le gouvernement ferait son choix.

Ce dossier quasiment bonifié, le gouvernement va devoir s'attacher à avancer sur l'autre grand chantier qu'il s'est fixé : celui de la privatisation partielle de France Télécom. Une chose est acquise, conformément à ce que souhaitait François Fillon, mais, contrairement à ce que réclamait Michel Bon, le président de l'exploitant public, il n'y aura pas de couplage entre la loi de réforme du secteur et la loi transformant le statut de France Télécom.

Compte tenu du contexte économique et social général, ainsi que de la sensibilité toujours très forte des personnels de France Télécom sur ce sujet, les discussions se poursuivent au sein du gouvernement sur la méthode et le calendrier. Elles devraient être closes d'ici à la fin mars.

Philippe Le Cour

### COMMENTAIRE

#### PETITS PAS

François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace, peut se réjouir. Alors que, l'an dernier, il s'est trouvé à plusieurs reprises en fâcheuse posture, notamment durant l'été, avec le faux, puis le vrai départ de Marcel Roulet de la présidence de France Télécom et la nomination avortée de François Henrot, il apparaît aujourd'hui conforté par le déroulement du dossier de la réforme des télécommunications en France.

C'est sa politique des petits pas - définition du cadre réglementaire qui s'appliquera à compter de 1998, réformes internes et relance du dialogue social chez France Télécom, puis, au final, seulement, réforme du statut de l'exploitant téléphonique - qui est suivie par le gouvernement. Avec un certain succès à ce jour. Le texte du projet de loi définissant les nouvelles règles du jeu qui prévaudront dans deux ans a été élaboré sans susciter de

grands troubles chez le personnel de France Télécom. Il n'en sera peut-être pas ainsi lors du passage du projet devant le Parlement.

Parallèlement, Michel Bon, le nouveau président de France Télécom, a engagé une réforme des structures du groupe, avec la création de cinq branches dont trois chargées des différentes clientèles (entreprises, professionnels, particuliers). Cette réorganisation a été entérinée sans avoir provoqué la moindre grève. Elle est actuellement déclinée sur le terrain.

Pour autant, et malgré un accord signé fin novembre 1995 sur l'équivalent de préretraites, le dialogue social n'a pas vraiment été réamorcé au sein de l'entreprise, de l'avis des syndicats. A la différence de la réforme de 1990, il n'y a toujours pas de relais internes suffisamment forts pour faire passer le projet d'un nouveau changement de statut. La politique des petits pas du gouvernement a de fortes chances de buter sur ce point.

Ph. L. C.

## Bernard Tapie va réclamer 6 milliards de francs au Crédit lyonnais

Il attaque la banque sur la vente d'Adidas

Profitant des accusations de « soutien abusif » et de « fautes dans l'exécution des mandats » portées contre le Crédit lyonnais par les liquidateurs de son groupe (Le Monde du 29 février), Bernard Tapie a décidé de frapper un grand coup. Ses avocats, M<sup>rs</sup> Bernard Lagarde et Francis Bousquet, vont tenter de s'associer à la procédure et déposer des conclusions auprès du tribunal de commerce de Paris. Elles visent à faire endosser par la banque publique la totalité de la responsabilité de la faillite de l'homme d'affaires.

Bernard Tapie accuse le Crédit lyonnais de l'avoir joué en organisant en février 1993 la vente pour 2 milliards de francs de sa participation de 78 % dans Adidas qui représentait 8,5 milliards en novembre 1995, au moment de l'introduction en Bourse du fabricant d'articles de sport. Ses avocats réclament simplement la différence entre les deux sommes.

Bernard Tapie juge que la conjonction lui est devenue favorable. Le Parlement européen a refusé le 14 février de lui retirer son immunité, et il ne se retrouve plus seul face à la banque publique. Jean-Claude Pierrel et Yannick Pavec, mandataires judiciaires auprès du tribunal de commerce de Paris et co-liquidateurs des sociétés du groupe Tapie, réclament déjà 2,5 milliards de francs au Lyonnais.

### CONDITIONS DE CESSON OPAQUES

Mais, avec M. Tapie, les enchères viennent de monter sérieusement. Pour en arriver à demander plus de 6 milliards de francs à la banque, les avocats du député européen affirment « que le Crédit lyonnais a organisé, du début jusqu'à la fin, le processus de cession d'Adidas au moyen de manœuvres ou dissimulations destinées à s'approprier les titres Adidas à bas prix afin de réaliser une plus-value considérable et de ruiner le groupe de M. Tapie ». M<sup>rs</sup> Bousquet et Lagarde reprochent à la banque, comme les liquidateurs, de ne pas avoir rempli ses engagements à l'égard de M. Tapie, qui consistaient à créer avec lui et pour lui une société baptisée Newco en contrepartie de la cession d'Adidas. Cette société n'a jamais vu le jour, mais M. Tapie a mis longtemps à réagir. Il avait même accepté, compte tenu de la dégradation continue de sa situation financière, de signer en mars 1994 un nouvel accord « de désengagement » avec la

banque, dénoncé ensuite par le Crédit lyonnais.

La thèse du complot conçu par le Crédit lyonnais à seule fin de ruiner Bernard Tapie semble toutefois contestable. Au moment de la vente d'Adidas, la situation du fabricant d'articles de sport était catastrophique. Bernard Tapie avait absolument besoin, pour redevenir ministre, d'abandonner sa casquette d'homme d'affaires. Les conditions de la cession d'Adidas n'en restent pas moins particulièrement opaques. La banque pourrait bien avoir violé l'obligation faite à tout mandataire de ne pas se porter contrepartie de l'opération de vente qui lui était confiée.

« Les conditions consenties par le Crédit lyonnais aux tiers acquéreurs des actions Adidas ne sauraient s'analyser en une opération de crédit, mais en une opération de portage dissimulée », accusent les avocats de M. Tapie. Le Lyonnais aurait « fixé le prix de vente d'Adidas, sollicité et obtenu le mandat de vente et se serait vendu les actions à lui-même en donnant à l'opération l'apparence d'une cession à des tiers ». Ce montage douteux, réalisé faute d'acheteur, serait soit un service hors du commun rendu par la banque à M. Tapie, soit une opération visant à s'approprier les plus-values à venir, selon la thèse développée par les avocats de l'homme d'affaires.

Depuis longtemps, le Crédit lyonnais est soupçonné de s'être vendu Adidas à lui-même. Parmi les représentants, deux sociétés écrans basées dans des paradis fiscaux, les fonds Coat Bridge Holding (Îles Vierges) et Omega (Îles Caïmans), qui ont acheté 35 % d'Adidas, en plus des 19,9 % acquis officiellement par le Lyonnais, sont fortement soupçonnés d'être des « faux nez » de la banque. Mais les avocats de M. Tapie vont plus loin. Ils accusent le Lyonnais de ne pas avoir réellement cédé, en décembre 1994, l'ensemble d'Adidas à ses nouveaux propriétaires, Robert Louis-Dreyfus et ses associés, pour un total de 4,4 milliards de francs. La banque aurait, selon les avocats de M. Tapie, poursuivi, pour partie au moins, l'opération de portage jusqu'à l'introduction en Bourse.

Le tribunal de commerce de Paris se prononcera après une audience prévue jeudi 7 mars sur la recevabilité des demandes des liquidateurs et de Bernard Tapie.

Eric Leser

## Jacques Calvet fait du chantage à la cession de Valeo

« NOUS SOUHAITERIONS que l'actionnariat et le management de Valeo demeurent ce qu'ils sont », a déclaré mardi 5 mars Jacques Calvet, président du directoire de PSA Peugeot-Citroën. « S'il se dégageait une solution non française qui ne me plait pas, j'assècherai progressivement les achats à Valeo. » La mise en vente de la participation de Carlo De Benedetti dans Valeo (Le Monde du 29 février) hâte les constructeurs français qui ne veulent pas voir l'un de leurs fournisseurs passer dans les mains d'un étranger, en particulier l'américain General Motors. Louis Schweitzer, PDG de Renault, a déclaré qu'il serait « attentif » au changement éventuel de l'actionnariat de Valeo.

### DÉPÊCHES

■ CONTINENTAL : le fabricant allemand de pneumatiques Continental a plus que doublé, en 1995, son bénéfice net (+ 118 %), à 155 millions de deutschemarks (532 millions de francs), pour un chiffre d'affaires en hausse de 3,8 %, à 10,3 milliards de marks.

■ GLAXO WELLCOME : le groupe britannique Glaxo Wellcome, premier groupe pharmaceutique mondial, a réalisé, en 1995, un bénéfice impossible de 2,5 milliards de livres (20 milliards de francs), en hausse de 30 %.

■ CADBURY SCHWEPES : le groupe britannique de confiserie et de boissons non alcoolisées Cadbury Schweppes a réalisé, en 1995, un bénéfice impossible de 526 millions de livres, en hausse de 10 %.

■ AIR FRANCE EUROPE : Jean-Philippe Girard, administrateur-salarié, représentant les pilotes et les mécaniciens navigants d'Air France Europe, nouvelle dénomination d'Air Inter, a présenté, mardi 5 mars, sa démission du conseil d'administration. Il a motivé sa décision en mettant en cause le PDG d'Air France, Christian Blanc, qu'il rend responsable de l'échec des discussions menées avec les pilotes pour augmenter la productivité à la fin 1995.

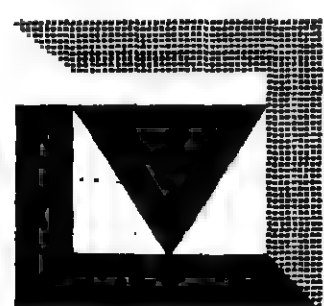
■ RJR NABISCO : le conseil d'administration du géant américain de l'agroalimentaire et du tabac a adopté, mardi, une série de mesures, dont une augmentation de 23 % de son dividende et le rachat de ses propres actions, pour accroître le rendement de ses titres. RJR Nabisco va procéder, dès que possible, à « une cession responsable de sa participation de 80,5 % dans le groupe alimentaire Nabisco ».

■ POWERGEN : le producteur britannique d'électricité PowerGen va prendre le contrôle d'une centrale électrique, alimentée au charbon, appartenant à l'Etat australien de Victoria, d'une capacité de 1 450 mégawatts. Le montant total de l'investissement est de 1,8 milliard de dollars (environ 9 milliards de francs).

■ PARIBAS : l'association d'actionnaires minoritaires (ADAM) a dénoncé le manque de transparence de l'OPA, lancée par Paribas, sur la Compagnie de navigation mixte (CNM). La recevabilité de cette opération devait être examinée mercredi 6 mars par le Conseil des Bourses de valeurs.

■ PAPIER : Weyerhaeuser, premier fabricant mondial de pâte à papier, a annoncé une nouvelle diminution de ses tarifs, qui passent de 725 dollars à 600 dollars la tonne pour la pâte de référence (NBSK). Depuis le début de l'année, les prix de la pâte à papier ont perdu 35 %, mais ces baisses n'ont pas été récupérées par les transformateurs.

■ AIRBUS : le constructeur européen d'avions civils a annoncé, mercredi 6 mars, la commande de 46 appareils, dont 38 ferme, par la société de leasing International Lease Finance Corp. (ILFC). Il confirme l'information parue le même jour dans le Wall Street Journal. Le quotidien américain a révélé que ILFC s'approprie à passer des commandes d'avions pour 6 milliards de dollars auprès d'Airbus et de Boeing, dont plus de la moitié iraient à Airbus.



Sans précédent

Le personnel

de maillet s/a expositions

RECHERCHE UN REPRENEUR

pour la continuité de son activité d'installation d'expositions. Porte de Versailles, Villepinte Le Bourget, musées, étranger...

230 personnes tous corps d'états - 28000m<sup>2</sup> d'ateliers à Guyancourt (78) Notre fonds de clientèle est important ainsi que le potentiel de développement

si vous êtes intéressés contactez-nous au: (16-1) 30-44-33-94 nous vous attendons dès aujourd'hui FAX: 30-43-04-79



■ LE DOLLAR était stable, mercredi, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,4795 mark, 105,30 yens et 5,06 francs.

■ WALL STREET a établi un nouveau record, mardi 5 mars. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé la séance à un niveau de 5642,42 points, en hausse de 0,75 %.

■ LA BOURSE de Tokyo a légèrement progressé, mercredi. L'indice Nikkei a gagné 0,28 %, malgré la faiblesse des valeurs appartenant au secteur de la haute technologie.

■ L'OR a terminé en légère hausse, mercredi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'est inscrit à 393,60-393,90 dollars, contre 393,50-393,80 la veille en clôture.

■ LA BANQUE de France a laissé inchangé, mercredi matin, le taux de l'argent au jour le jour. Celui-ci, qui avait été abaissé d'un seizième de point la veille, s'inscrivait à 4,06 %.

## LES PLACES BOURSIÈRES

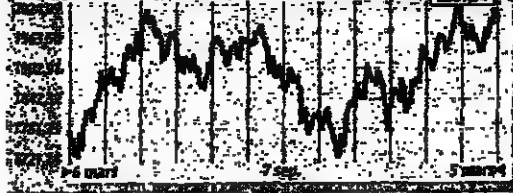
### Paris se reprend

LA BOURSE DE PARIS se reprenait légèrement, mercredi 6 mars, dans un marché calme, peu influencé par la nouvelle hausse des marchés obligataires et du franc français. En hausse de 0,59 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affiche une heure et demie plus tard un gain de 0,14 %, à 2 004,24 points.

Les milieux financiers attendaient les statistiques allemandes concernant le niveau du chômage : le nombre de chômeurs en Allemagne a atteint en février un nouveau record historique, à 4,270 millions de demandeurs d'emploi, soit 111 000 de plus qu'en janvier. Ces chiffres confirment le net ralentissement de l'économie allemande ces derniers mois. Selon le président de la Fédération allemande de l'industrie (BDI), la croissance du PIB cette année devrait à peine être supérieure à zéro. Les milieux financiers anticipent donc une nouvelle baisse des taux d'intérêt en Allemagne.

Suspendue en début de séance

### Indice CAC 40 sur un an



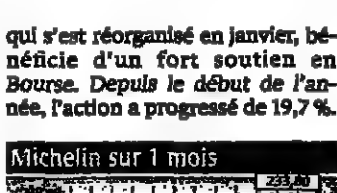
en raison d'un afflux d'offres. De Dietrich recule de 14,9 % à la reprise des négociations. Cette baisse intervient après l'annonce de résultats 1995 nettement inférieurs aux prévisions des analystes.

### Michelin, valeur du jour

MICHELIN a été très entouré lors de la séance du 5 mars. L'action a terminé en hausse de 1,87 %, à 233,80 francs, avec plus de 588 000 titres échangés. Le fabricant de pneumatiques a été porté, comme toutes les valeurs du secteur, par l'annonce de la hausse de 11 % du marché automobile en Europe en février. Malgré un début de reconstitution de stocks et un lourd programme d'investissement en Amérique du Nord et en Pologne notamment, le groupe,

qui s'est réorganisé en janvier, bénéficie d'un fort soutien en Bourse. Depuis le début de l'année, l'action a progressé de 19,7 %.

### Michelin sur 1 mois



	CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
	Claire	1 mois	1 an	1 mois

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

	Cours au 06/03	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30			
Alcatel	220	+0,35	+0,35
Alstom	145,50	+0,35	+0,35
Bois	1108	+0,35	+0,35
Comptex	297,50	+0,35	+0,35
UIC	67,15	+0,35	+0,35
Dynacore	120	+0,35	+0,35
CEC	125,70	+0,35	+0,35
Claris	617	+0,35	+0,35
Imagica	94	+0,35	+0,35
Roche (La)	32,95	+0,35	+0,35
BAISSES, 12h30			
De Dietrich	240,60	-0,35	-0,35
UIC	415	-0,35	-0,35
Publicis	351,10	-0,35	-0,35
Credit Lyonnais CI	252,50	-0,35	-0,35
Caisses d'Alloc.	172	-0,35	-0,35
Marx-Hachette	129	-0,35	-0,35
Société Générale	105,10	-0,35	-0,35
Sauvignat (No)	1365	-0,35	-0,35
Schwey	375	-0,35	-0,35
Alpi	498	-0,35	-0,35

### VALEURS LES PLUS ACTIVES

	Cours au 06/03	Var. %	Var. %
SEANCE, 12h30			
Alcatel	40 690	+0,35	+0,35
Alstom	79 500	+0,35	+0,35
Bois	10 249	+0,35	+0,35
Comptex	35 510	+0,35	+0,35
UIC	11 080	+0,35	+0,35
Dynacore	7 210	+0,35	+0,35
CEC	11 780	+0,35	+0,35
Claris	10 610	+0,35	+0,35
Imagica	3 920	+0,35	+0,35
Roche (La)	5 300	+0,35	+0,35

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 06/03	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30			
Alcatel	220	+0,35	+0,35
Alstom	145,50	+0,35	+0,35
Bois	1108	+0,35	+0,35
Comptex	297,50	+0,35	+0,35
UIC	67,15	+0,35	+0,35
Dynacore	120	+0,35	+0,35
CEC	125,70	+0,35	+0,35
Claris	617	+0,35	+0,35
Imagica	94	+0,35	+0,35
Roche (La)	32,95	+0,35	+0,35
BAISSES, 12h30			
De Dietrich	240,60	-0,35	-0,35
UIC	415	-0,35	-0,35
Publicis	351,10	-0,35	-0,35
Credit Lyonnais CI	252,50	-0,35	-0,35
Caisses d'Alloc.	172	-0,35	-0,35
Marx-Hachette	129	-0,35	-0,35
Société Générale	105,10	-0,35	-0,35
Sauvignat (No)	1365	-0,35	-0,35
Schwey	375	-0,35	-0,35
Alpi	498	-0,35	-0,35

### INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 06/03	Var. %	Var. %
Ind. SBF 120	1405,31	+0,35	+0,35
Ind. SBF 250	1364,62	+0,35	+0,35
Ind. Second Marché	285,97	+0,35	+0,35
Ind. MidCAC	1277,94	+0,35	+0,35

### Indice SBF 250 sur 3 mois



### Indice second marché sur 3 mois



### Indice MidCAC sur 1 mois



### Nouveau record à Wall Street

LA BOURSE DE TOKYO a terminé, mercredi 6 mars, en hausse de 0,3 %, selon l'indice Nikkei qui a gagné 57 points, à 20 241 points. Après un début de séance difficile, les cours ont bénéficié, en fin de séance, d'un espoir de compromis - entre la coalition au pouvoir à Tokyo et les partis d'opposition - sur le dossier de la liquidation des « juseus », ces sociétés de crédit immobilier dont la faillite nécessite le secours des contribuables.

Wall Street a affiché un nouveau record mardi 5 mars, en fin de séance. L'indice Dow Jones a gagné 42,27 points (+0,75 %), à 5 642,42. La hausse des taux d'intérêt a pesé en cours de journée, mais des vagues d'achats tardifs concentrés sur les valeurs vedettes ont permis un renversement de tendance.

En Europe, la Bourse de Madrid,

toujours affaiblie par l'impasse politique créée par la très courte victoire de la droite aux élections législatives, a clôturé mardi sur une baisse de 1,5 %, après une chute de 4,87 % la veille. Londres et Francfort ont tous les deux touché en séance des plus hauts historiques, mais ont fini respectivement en hausse de 0,23 % et en baisse de 0,36 %.

### INDICES MONDIAUX

	Cours au 06/03	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2004,34	+0,14	+0,14
New York DJ Ind.	5642,42	+0,75	+0,75
Tokyo Nikkei	20241	+0,30	+0,30
Londres FT100	3777	+0,23	+0,23
Francfort Dax 30	2493,05	-0,36	-0,36
Bruxelles C20	2004,48	+0,72	+0,72
Madrid IBEX 35	345,90	+0,13	+0,13
Amsterdam AEX	325,70	+0,12	+0,12
Stockholm OMX	1482,80	+0,10	+0,10
Londres FT100	3777	+0,23	+0,23
Hong Kong Hang Seng	11454,10	+1,75	+1,75
Singapore Strait	2493,05	+0,42	+0,42

### NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

	Cours au 06/03	Var. %	Var. %
Alcoa	58,25	+0,35	+0,35
American Express	46,87	+0,35	+0,35
Allied Signal	58,37	+0,35	+0,35
AT & T	63,87	+0,35	+0,35
Bethlehem	14	+0,35	+0,35
Boeing Co	81,13	+0,35	+0,35
Brown Corp	79,37	+0,35	+0,35
Caterpillar Inc.	67,50	+0,35	+0,35
Chevron Corp.	34,75	+0,35	+0,35
Coca-Cola Co	39,75	+0,35	+0,35
DuPont	66,75	+0,35	+0,35
DuPont Nemours & Co	79,50	+0,35	+0,35
Eastman Kodak Co	71,87	+0,35	+0,35
IBM	79,37	+0,35	+0,35
J.P. Morgan Co	84,62	+0,35	+0,35
Gen. Motors Corp.	56,75	+0,35	+0,35
Gen. Electric Co	77,75	+0,35	+0,35
Goodyear T & Rubber	30,25	+0,35	+0,35
IBM	118,62	+0,35	+0,35
Ind. Paper	36,37	+0,35	+0,35
J.P. Morgan Co	84,62	+0,35	+0,35
McCormick & Co	89,62	+0,35	+0,35
Merck & Co. Inc.	68	+0,35	+0,35
Minnesota Mining & Mfg.	64,62	+0,35	+0,35
Philips Morris	109,75	+0,35	+0,35
Procter & Gamble Co	47	+0,35	+0,35
Sears Roebuck & Co	48,62	+0,35	+0,35
Toshiba	79,75	+0,35	+0,35
Union Carb.	45,37	+0,35	+0,35
Utd. Technol.	109	+0,35	+0,35
Westing. Electric	18,87	+0,35	+0,35
Woolworth	13,62	+0,35	+0,35

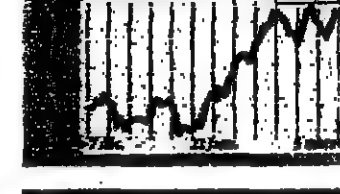
### LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	Cours au 06/03	Var. %	Var. %
Allied Lyons	51,12	+0,35	+0,35
Bardays Bank	7,64	+0,35	+0,35
B.A.T. Industries	5,72	+0,35	+0,35
British Aerospace	8,81	+0,35	+0,35
British Airways	5,34	+0,35	+0,35
British Gas	2,39	+0,35	+0,35
British Petroleum	5,43	+0,35	+0,35
British Telecom	3,76	+0,35	+0,35
B.T.L.	3,23	+0,35	+0,35
Cadbury Schweppes	5,35	+0,35	+0,35
Eurotunnel	0,81	+0,35	+0,35
Fortis	3,48	+0,35	+0,35
Gen. Electric	6,25	+0,35	+0,35
Grand Metropolitan	4,37	+0,35	+0,35
Guinness	4,88	+0,35	+0,35
Hanson Plc	1,91	+0,35	+0,35
Great Plc	6,90	+0,35	+0,35
Imperial Chemical	10,72	+0,35	+0,35
Legal	7,16	+0,35	+0,35
Mark & Spencer	4,36	+0,35	+0,35
National Westminster	6,94	+0,35	+0,35
Peninsular Oriental	5,40	+0,35	+0,35
Reunert	7,25	+0,35	+0,35
Smith & Nephew	1,48	+0,35	+0,35
Shell Transport	8,48	+0,35	+0,35
Smithline Bechem	7,09	+0,35	+0,35
Tate and Lyle	4,87	+0,35	+0,35
Unilever Ltd	12,14	+0,35	+0,35
Zeneca	12,95	+0,35	+0,35

### FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

	Cours au 06/03	Var. %	Var. %
Allianz Holding N	2614	+0,35	+0,35
Bank AG	370,50	+0,35	+0,35
Bayer AG	450,80	+0,35	+0,35
Bay Hypo & Wechselb.	37,37	+0,35	+0,35
Bayer Wertbank	43,70	+0,35	+0,35
Commerzbank	338,70	+0,35	+0,35
Continental AG	24,90	+0,35	+0,35
Daimler-Benz AG	816,50	+0,35	+0,35
Deutsche Bank AG	322,50	+0,35	+0,35
Deutsche Telekom AG	75,50	+0,35	+0,35
Dresdner Bank AG FR	36,20	+0,35	+0,35
Hentel VZ	372	+0,35	+0,35
Hochst AG	462,30	+0,35	+0,35
Karstadt AG	363,50	+0,35	+0,35
Kaufhof Holding	477	+0,35	+0,35
Linde AG	682	+0,35	+0,35
LT. Lufthansa AG	229,80	+0,35	+0,35
Man AG	414,20	+0,35	+0,35
Manneberg AG	388	+0,35	+0,35
Metalgesellschaft	32,88	+0,35	+0,35
Preussag AG	437,50	+0,35	+0,35
RWE	60,80	+0,35	+0,35
Schering AG	107	+0,35	+0,35
Siemens AG	134,70	+0,35	+0,35
Thyssen	288,50	+0,35	+0,35
Veba AG	70,17	+0,35	+0,35
Viel AG	656	+0,35	+0,35
Wella AG	728	+0,35	+0,35

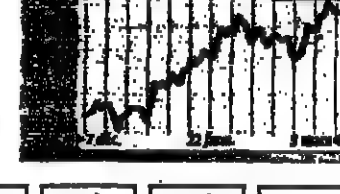
### New York. Dow Jones sur 3 mois



### Londres. FT100 sur 3 mois



### Francfort. Dax 30 sur 3 mois



## LES TAUX

### Progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse mercredi 6 mars. Après une heure de transactions, l'échéance mars gagnait 16 centimes, à 122,02 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,56 %, soit un écart de 0,25 % par rapport à celui du titre d'Etat allemand de même échéance. La veille, le

marché obligataire américain avait terminé la séance en baisse, pénalisé par une hausse plus forte que prévu des commandes de biens durables aux Etats-Unis au mois de janvier. La Banque de France a laissé inchangé, mercredi matin, à 4,06 %, le taux de l'argent au jour le jour. Les opérateurs espèrent une baisse du niveau des appels d'offres de l'Institut d'émission à l'issue du conseil de la politique monétaire, réuni jeudi 7 mars.

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	4,06	4,06	4,06	4,06
1 mois	4,09	4,21	4,09	4,20
3 mois	4,15	4,30	4,15	4,32
6 mois	4,20	4,35	4,20	4,38
1 an	4,30	4,40	4,30	4,40
PIBIR FRANCS				
Pibir France 1 mois	43,895	—	43,895	—
Pibir France 3 mois	43,895	—	43,895	—
Pibir France 6 mois	43,895	—	43,895	—
Pibir France 9 mois	43,895	—	43,895	—
Pibir France 12 mois	43,895	—	43,895	—
PIBIR EURO				
Pibir Ecu 3 mois	43,895	—	43,895	—
Pibir Ecu 6 mois	43,895	—	43,895	—
Pibir Ecu 12 mois	43,895	—	43,895	—

### MATIF

	échéance 05/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %						
Mars 96	116,79	122,10	122,26	122,30	122,10	122,10
Juin 96	218,78	122,10	122,26	122,30	122,10	122,10
Sept. 96	197	122,10	122,26	122,30	122,10	122,10
Déc. 96	197	122,10	122,26	122,30	122,10	122,10

### PIBIR 3 MOIS



CAC 40 :  
2005.49

\* Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.

**SYMBÔLES**

c cours du jour ; ♦ cours précédent.

**TOUTE LA BOURSE EN DIRECT**

**3615 LEMONDE**

**Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26**



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**COUPES D'EUROPE** Les Girondins de Bordeaux ont perdu pratiquement toute chance de qualification pour les demi-finales de la Coupe de l'UEFA en s'inclinant logi-

quement (2-0) sur le terrain du Milan AC, mardi 5 mars. ● LE PARIS-SG rencontre une autre équipe italienne, Parme, en quarts de finale de la Coupe des vainqueurs de coupe, jeu-

di 7 mars. Ce club, comme de nombreux autres en Europe et en Amérique du Sud, est sponsorisé et géré par Parmalat, une firme d'agroalimentaire de la région de Parme, qui

a saisi l'intérêt du sport, pour accroître sa notoriété. ● PARMALAT vient ainsi de rendre public un accord de partenariat avec l'Olympique de Marseille et envisage d'entrer dans

le capital du club. ● EN CHAMPIONNAT DE FRANCE, Metz et Auxerre ont laissé passer l'occasion de se rapprocher du PSG en s'inclinant lors de matches en retard, mardi 5 mars.

## Parmalat a contracté un mariage de raison avec Parme et le football

Géant de l'agroalimentaire, le propriétaire du club que rencontre, jeudi 7 mars, le Paris-SG en Coupe d'Europe est devenu en dix ans un intervenant essentiel dans le monde du ballon rond

**RIEN NE PRÉDISPOSAIT** Parme à posséder un jour une grande équipe de football. La petite ville d'Emilie-Romagne et ses 200 000 habitants n'y avaient même jamais vraiment pensé. Ils s'étaient toujours tenus à l'écart des passions démesurées que ce sport suscite en Italie. Bien sûr, ils avaient leur équipe, mais celle-ci végétait depuis des décennies en série B, la deuxième division de la Péninsule. Le stade Ennio-Tardini ne faisait alors pas recette. Les habitants préféraient rester chez eux, plantés devant leur petit écran.



COUPE D'EUROPE

industrie du lait au monde et vend d'autres boissons - des yaourts, des fruits et des biscuits - dans vingt pays. Son marché couvre l'Europe, mais également l'Amérique du Sud, les Etats-Unis et bientôt la Chine.

Il était une fois, donc, une entreprise prospère qui décide en 1988 d'investir dans un modeste club régional puis d'acheter 90 % de ses parts en 1990. Il ne faudra pas plus de temps pour que Parme réussisse son OPA sur la série A. Elle y joue d'emblée les premiers rôles. Le budget à croissance exponentielle autorise toutes les audaces dans le recrutement. Trois petites saisons encore, et la formation remporte un premier titre européen, la Coupe des coupes, en 1993. Elle y ajoute une Supercoupe d'Europe en 1994 puis une Coupe UEFA en 1995. Le palmarès a été rondement bricolé, à rendre perplexe Paris-SG, son adversaire jeudi 7 mars, en quarts de finale de la Coupe des coupes, qui court depuis tant d'années après une première consécration continentale.

L'équipe de football de Parme n'est pourtant qu'un des volets de l'activité de sponsoring de Parmalat, dont la genèse remonte à 1975. « A

l'époque, il était très difficile de faire connaître une entreprise à la télévision, se souvient Domenico Barilli, directeur général du groupe. Les spots de publicité étaient rares. Il fallait se battre pour en obtenir. Nous avons en revanche remarqué que le sport rendait de plus en plus facilement dans les programmes. Nous avons donc décidé de rentrer avec eux. » La société laitière commence par s'intéresser au ski, dont la blancheur lui va bien au teint. Mais l'intérêt n'est alors que national.

Le développement international va venir avec la formule 1. En 1977, Parmalat soutient Niki Lauda, alors chez Ferrari. Elle s'associe ensuite avec l'écurie Brabham alors à son apogée, au début des années 80. Le pilote de la voiture, Nelson Piquet, est brésilien : ce pays correspond justement à une des zones d'investissements prioritaires de la firme agroalimentaire. La première apparition de la marque sur un maillot de football remonte à 1986, avec le Real Madrid.

Calisto Tanzi décline aujourd'hui son CV de jeune tifoso du Torino, le club piémontais. Mais ces Mémoires d'un passionné sont quelque peu apocryphes. Si Parmalat aime le football depuis dix ans, c'est parce qu'il est le sport le plus médiatique au monde, l'endroit où il faut se montrer. D'où ce besoin d'étaler son nom jusqu'à l'excès. L'équipe de Parme s'est fait récemment gourmandiser par l'Union européenne de football (UEFA) pour avoir fait apparaître, en tondant le gazon, le logo de son commanditaire sur toute la largeur de la pelouse du stade Ennio-Tardini. « Un maillot, ça ne suffit pas », explique Domenico Barilli.

## BOURSE D'ÉCHANGE

Aujourd'hui, le flocage de la compagnie apparaît sur les tenues d'une bonne douzaine d'équipes, parmi les plus prestigieuses, notamment Benfica Lisbonne, Dinamo Moscou, Penarol (Uruguay) et Boca Juniors (Argentine). Toutes, bien sûr, correspondent à des axes de développement. Domenico Barilli définit ainsi la stratégie de son groupe : « Il y a trois phases dans notre promotion. Le sponsoring simple est très

utile dans la première, quand il s'agit de chercher la notoriété du nom. Nous nous allions alors avec un club pour deux ou trois ans. Ensuite vient la nécessité de faire de la publicité classique pour expliquer les produits que nous vendons. Dans une troisième phase, il peut être intéressant de revenir au sponsoring, mais en devenant alors plus qu'un nom sur le maillot, un véritable protagoniste de l'équipe. »

Parmalat est ainsi devenue propriétaire de cinq clubs dans le monde. Il y a notamment Palmeiras, un grand club brésilien, mais, également, de nombreux plus surprenants, le SK Trnava, Videoton (Hongrie) a, lui, été purement et simplement dépeché pour s'appeler désormais sans ambiguïté le Parmalat FC ! « Là, nous défaisons la politique du club », affirme Domenico Barilli.

Du fait de ces multiples investissements, Parmalat s'est retrouvée en dix ans un partenaire essentiel du football, notamment en matière de transferts. « On les facilite », admet avec pudeur Domenico Barilli. L'entreprise, via ses clubs filiales, possède directement le contrat de quarante joueurs et organise une véritable bourse d'échanges entre les équipes qu'elle soutient. Le Brésilien Edilson a ainsi émigré de Palmeiras au Benfica. L'Argentin Claudio Caniggia a fait le chemin inverse au-dessus de l'Atlantique, passant de Benfica à Boca Juniors, le club de Diego Maradona. Les exemples sont infinis.

Cet investissement démesuré - les chiffres officiels avancés par l'entreprise semblent bien en dessous de la réalité - n'a donc que peu à voir avec la philanthropie. Les experts de Parmalat calculent en permanence le rapport entre les dépenses et les retours. Il était de un à quatre dans les années 70. Il est retombé de 1 à 1,5 dans les années 90. Si le gain devait un jour être nul, il y a fort à parier que la passion de Calisto Tanzi pour le sport s'émousserait considérablement.

Stéphane Joby

Benoît Hopquin

### Une équipe musclée par un chercheur français

**IL Y A AU MOINS** un homme en France persuadé de la qualification de Parme. Pour Gilles Cometti, quarante-quatre ans, maître de conférences à l'université de Bourgogne et directeur du Centre d'expertise de la performance à Dijon, c'est la condition physique optimale des Parmesans qui fera la différence face au PSG. « A priori c'est très ouvert, estime-t-il. Les joueurs italiens ne sont pas meilleurs techniciens que les Français, au contraire. Mais ils sont toujours un cran au-dessus physiquement, et à cette période de la saison encore plus. »

Comme d'autres clubs transalpins (la Juventus de Turin, la Fiorentina, Udine), Parme a adopté une préparation physique théorisée par l'universitaire dijonnais. La méthode est novatrice. Alors que les conceptions classiques privilégient l'endurance, puisque 95 % du temps de jeu en

compétition sont consacrés à des actions lentes ou à moyenne vitesse, Gilles Cometti préconise un travail axé sur « l'explosivité » nécessaire aux 5 % restants, qui correspondent à des phases souvent déterminantes (sprints, conquêtes du ballon, tirs ou têtes). « Pour préparer ces efforts explosifs, la plupart des entraîneurs utilisent des exercices lents en quantité, dénonce-t-il. Ce n'est pas logique, car musculairement ces deux types d'efforts n'ont rien à voir. »

Ivan Carminati, le préparateur physique parmesan, s'est fait traduire ses ouvrages. Il est venu le consulter à Dijon. Il en a rapporté un programme de travail qui accorde une large place à la force, en alternance avec des exercices de pure aérobie et de légitimes temps de récupération. La musculature se conjugue sur tous les modes, du travail avec charges lourdes jusqu'aux

courtes mais éprouvantes sessions d'électrostimulation. Cette séance tient de la torture. Le joueur, assis, des électrodes sur les cuisses, reçoit des stimulations électriques qui sollicitent les fibres rapides. Gilles Cometti reconnaît que cette technique, dont il s'est fait le propagateur jusque chez les sportifs à « gros quadriceps », sprinters et stiers, est à employer avec prudence chez le footballeur à cause de ses contraintes réglementaires.

Le calendrier italien se marie bien avec la méthode Cometti. Contrairement à la France, les intersaisons y sont consistantes. Après les vacances, les équipes entament une lourde préparation fondée de sept ou huit semaines qui doit leur permettre d'atteindre une forme idéale dès le début du championnat. Le reste de l'année répète les mêmes combinaisons, en une version d'en-

tretien allégée. Reconnu et écouté par les préparateurs étrangers, Gilles Cometti juge que le football français n'est pas prêt à briser ses habitudes. « Personne ne veut se lancer, résume cet ancien décathlonien. Parme et la Juve ont surtout eu l'audace de tenter ce pari sur des joueurs très chers. En France, on est encore convaincu que musculation et football sont incompatibles. Il n'existe pas de véritable préparateur physique, l'entraîneur gère tout sans partager son pouvoir, alors qu'en Italie il délègue pour se consacrer à la tactique. »

La saison dernière, « ses » deux clubs italiens s'étaient retrouvés en finale de la coupe de l'UEFA. Cette année, il se dit prêt à reprendre les paris pour une issue aussi heureuse.

### Le Milan AC domine Bordeaux sans y penser

## MILAN

de notre envoyé spécial

San Siro avait la tête ailleurs. A quoi bon braver le froid vif de ce mardi 5 mars pour un spectacle un rien réchauffé. Milan contre Bordeaux ? La belle affaire. Ils étaient moins de 25 000 dans les tribunes vertigineuses du stade pour ce quart de finale couru d'avance. Après Paris-SG et Strasbourg l'an dernier, l'affiche ne menaçait guère plus de suspense que jadis un groupe de chrétiens jetés aux lions. Les « Rossoneri » sont invaincus depuis dix ans sur leur terrain en Coupe d'Europe. Ce pouvaient craindre ces maîtres du Calcio face à des rescapés de l'Interotto, en difficulté dans le championnat de France (Le Monde du 5 mars) ?

A la fin du match, Fabio Capello, l'entraîneur milanais, était d'ailleurs plus préoccupé par les blessures de Dejan Savicevic et de Marco Simone, dans la perspective du derby de dimanche face à l'Inter de Milan, que par le match retour à Bordeaux. C'est pourtant vrai qu'il y a un match retour. On aurait tendance à l'oublier, tant la défaite des Bordelais (0-2) a paru sans appel.

Gennaro Rohrer, l'entraîneur girondin, dit n'avoir pas abdiqué tout espoir de retourner la situation, mais son optimisme n'est pas partagé par Christophe Dugarcy : « 2-0 contre n'importe quelle équipe italienne, c'est déjà difficile à remonter, alors contre Milan... », disait-il après quatre-vingt-dix minutes d'efforts impuissants à la pointe de l'attaque bordelaise. Les joueurs français avaient tenté de se rassurer avec les absences de George Weah (suspendu), Demetrio Albertini (blessé) et Zvonimir Boban (grippe). Mais l'effectif milanais est assez riche pour résister aux coups du sort et aux épidémies.

Le trio formé en attaque par Roberto Baggio, Marco Simone et Dejan Savicevic a très vite trouvé ses marques et mis en grand danger la défense de Bordeaux dès le premier quart d'heure. Un tir de Stefano Eranio a surpris Gaëtan Huard à la 30<sup>e</sup> minute. En seconde mi-temps, le gardien bordelais devait s'incliner à nouveau, sur un magistral coup franc de Roberto Baggio (75<sup>e</sup>). Le match pouvait s'achever en pente douce, comme un fleuve va à la mer. Inégalement.

## VIEIRA, LE MIROIR

Cette rencontre sans danger ni émotion véritable restera néanmoins dans le souvenir d'un Milanais, Patrick Vieira, l'invité de la dernière heure après le forfait du Croate Boban. L'ex-Cannots faisait sa première apparition après un anodin match de Coupe d'Italie disputé en début de saison contre Bologne. Depuis, le jeune espoir français rougegait son feu à l'entraînement pendant la semaine, et broyait du noir le dimanche, devant son téléviseur. Védette sur la Côte d'Azur, rougegait essentiel de l'équipe de France espoirs, Vieira a troqué cette notoriété naissante pour l'ombre de Milan, le centre d'entraînement du Milan AC.

A-t-il fait le bon choix en rejoignant, à dix-neuf ans, la meilleure équipe du monde ? Le jeune homme confiait à l'hebdomadaire France-Football, mardi 5 mars, qu'il lui avait de douter. Certains soirs, seul dans son appartement de la banlieue milanaise, le gamin rêve d'un thiéou-dien, ce plat africain que maman Rose, installée à Dreux depuis son arrivée du Sénégal il y a douze ans, avait coutume de cuisiner à ses deux garçons. Il rêve surtout de revêtir enfin le

maillot « rossonero » le dimanche après-midi. Certains ne se sont pas gênés pour juger prématuré ce transfert. « Je lui ai dit de les laisser parler et de travailler, explique Marcel Desailly, visiblement satisfait d'avoir pu guider, mardi soir, les premiers pas de Patrick dans l'équipe. En quelques mois, il a beaucoup appris. »

Modeste dans la vie, Vieira l'est resté sur le terrain, en élève respectueux des consignes, renonçant à toute audace personnelle pour le bien collectif. Cette abnégation a plu à son entraîneur. « Je suis très content de sa prestation, disait Capello. Il a bien fait ce qu'il avait à faire. » Le technicien italien devait toutefois souligner que « la fatigue lui a fait perdre quelques ballons en fin de match ». Et, sur l'un d'eux, Richard Witschge, alerté par un centre de Stevenh Lizanu, fut très près de ramener la marque à 2-1 (76<sup>e</sup>). Néanmoins, Fabio Capello répéta après la rencontre le compliment qu'il avait déjà servi les jours précédents : « C'est un grand joueur du futur. » Est-ce une manière élégante de dire que son heure n'a pas encore sonné ? Quand on lui demande s'il compte rejouer bientôt, Patrick Vieira esquive avec humour : « Oui, s'ils sont tous malades ! »

Jean-Jacques Bonomet

## RÉSULTATS

## FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1

Matches en retard des 29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> journées

Metz-Lyon

Strasbourg-Auxerre

COUPE DE L'UEFA

Matches aller des quarts de finale

Milan AC-Bordeaux

Slavia Prague-AS Roma

FC Barcelone-PSV Eindhoven

Bayern Munich-West Ham United

### Des supporters du PSG devant le tribunal

**ILS ONT VINGT ANS** et semblent intimidés par le décor de la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Ils sont cinq gamins prévenus à comparaître, mardi 5 mars, pour avoir exhibé une banderole le 31 mai 1995 au Parc des Princes, lors du match de football PSG-Le Havre. Les supporters, furieux que leur équipe ne soit pas championne de France, lui avaient réservé un accueil colérique avec des banderoles insultantes et des sifflets. George Weah, en partance pour le Milan AC, est le premier visé. Sur le drapeau s'inscrit la phrase : « Weah, on a pas besoin de toi. »

Objet du procès : cette banderole a été complétée par des croix celtiques en place des « o » et des doubles « s » dessinés « façon » Waffen SS. Jean-Philippe, Philippe, Fabrice, Costa et Thomas risquent 100 000 francs d'amende et un an d'emprisonnement au titre des articles 42-7 et 42-1 de la loi du 16 juillet 1984 révisée en 1993 pour « provocation de spectateurs à la haine ou à la violence à l'égard (...) d'un joueur ou de toute autre personne ».

A tour de rôle, les gamins jurent qu'ils ne sont pour rien dans l'opération. Supporters acharnés, ils étaient déçus par leur équipe. Tous ont appartenu à des associations de supporters mais les ont quittées depuis longtemps, faute d'argent pour payer la cotisation. Ils ont fait ce que des « connaissances » leur ont demandé de faire. « Je n'ai pas vu ce qu'il y avait marqué », assure l'un, « elle

s'est levée, je l'ai prise », précise l'autre. Les phrases s'enchaînent : « Je ne peux pas être raciste, je suis portugais » ; « Pour entrer dans l'enceinte avec la banderole, ils avaient camouflé les siges avec du scotch, pour moi, tout était normal » ; « Le lendemain, quand j'ai lu les journaux et regardé la télé, j'ai compris que j'avais fait une bêtise » ; « Ils crient souvent des injures racistes, mais cela ne me concerne pas » ; « Je ne tendais pas le bras droit, je faisais signe à des gens de se pousser ».

Pour la partie civile, composée du PSG, de la Fédération française de football et la Ligue nationale de football, du MRAP, de la LICRA et de SOS-Racisme, les cinq prévenus ne sont que de petites mains. « Des idiots du village », selon M<sup>re</sup> Georges Paul-Langevin pour le MRAP, on joue les gros bras dans une foule, mais tout seul. »

C'est le virage Boulogne du Parc des Princes qui est mis en cause. Lieu de rassemblement des ultras, souvent à l'origine des affrontements à l'issue des matches, « où il n'y a pas d'Arabes et de Noirs, parce qu'il faut être Blanc pour entrer », dit M<sup>re</sup> Galut, avocat de SOS-Racisme. Le PSG s'efforce de tempérer le public de ce virage grâce à des caméras de surveillance et à du personnel chargé de calmer et de séparer les violents. « Il faut que votre tribunal donne un signe à ces supporters, car on se parle beaucoup dans ce milieu », poursuit M<sup>re</sup> Galut. Jugement le 2 avril.

Bénédicte Mathieu



# Le danger du givre pour les avions impose une réglementation internationale très stricte

Les experts s'efforcent de compléter le dispositif de protection des aéronefs

Les avions turbopropulseurs de neuf à soixante-dix places ainsi que les avions de ligne vont devoir être certifiés pour des conditions de vol en

pluie givrante plus sévères que celles prises en compte actuellement par la réglementation internationale. Des discussions doivent commencer

à ce sujet dans quelques mois entre l'administration américaine de la navigation civile, les compagnies aériennes et les constructeurs.

LES INTÉMPÉRIES qui ont frappé la France récemment, accompagnées de neige, glace et givre, ne font pas bon ménage avec les aéronefs. Les dépôts de glace sur le fuselage et, surtout, sur les ailes d'un avion, dégradent son profil aérodynamique, augmentent son poids, et le rendent incontrôlable. De surcroît, les morceaux de glace, en se décollant, peuvent être aspirés par les moteurs. Aussi, pour éviter tout risque, la réglementation internationale en matière de navigation aérienne interdit le décollage d'un avion, petit ou grand, s'il est recouvert de neige, de glace ou de givre, ce qui implique un dégivrage de l'appareil au sol. Elle impose aussi à tous les constructeurs des normes de certification très précises, afin que leurs appareils soient aptes à voler dans des conditions météorologiques givrantes bien définies.

Le dégivrage des avions au sol est organisé, depuis 1992, par quatre normes internationales ISO (International Standard Organization) fixant très précisément les procédures et les produits à utiliser par les personnels des aéroports internationaux. Les premières réflexions et recommandations sur le sujet furent entamées après qu'un Boeing-737 d'Air Florida eut percuté un pont sur le Potomac, à Washington aux États-Unis, en février 1982, provoquant la mort de soixante-quinze personnes. L'enquête avait révélé que le dégivrage avait été effectué de manière incorrecte.

Les produits dégivrants projetés sur les avions sont caractérisés et préventifs. Dans le premier cas, ils

dissolvent le givre déjà existant. Dans le second cas, ils sont appliqués sur un avion « propre » pour lui assurer une protection contre la neige et le givre d'environ dix à douze heures. Les personnels des aéroports appliquent couramment les deux produits dans la foulée au moyen de grandes lances à incendie alimentées par des camions-citernes. Dégivrants et antigivre contiennent, dans des proportions différentes, de l'éthylène-glycol ou du propylène-glycol, qui ont pour fonction d'abaisser le point de congélation de l'eau. L'éthylène-

glycol représente cependant un risque pour l'environnement et il n'est utilisé ni en Europe du Nord ni en Grande-Bretagne. En France, on l'emploie avec précaution, l'agent qui le pulvérisé devant être muni d'un masque et travailler le dos au vent.

## Les appareils sont tenus de pouvoir traverser sans encombre des nuages de gouttes d'eau d'un diamètre de 40 microns (40 millièmes de millimètre)

Les produits dégivrants ont été conçus pour être compatibles avec les matériaux utilisés dans l'aéronautique et pour ne pas entraîner, du fait de leur viscosité, une modification du profil aérodynamique de l'appareil. Aussi les compagnies aériennes ont-elles mis en place « une méthode aérodynamique simplifiée pour tester les produits dégivrants et antigivre tous les deux ans », précise Dominique Deschamps, responsable des maté-

riaux et procédés à Air France. Ces essais sont faits, à des températures variant de 0 à -30 degrés centigrades, dans deux petites souffleries de laboratoire situées à Bruxelles et à Chicoutimi (Québec).

Mais le dégivrage au sol ne suffit pas à assurer aux aéronefs une sécurité absolue. Lors de la traversée d'un nuage pendant le vol, du givre peut se déposer sur l'avion et sur ses parties fragiles, les ailes. Ce risque a été prévu par les règlements internationaux, qui imposent aux appareils de pouvoir

s'écarter aux États-Unis, dans l'Indiana, causant la mort de soixante-huit passagers. L'enquête de l'administration américaine de l'aviation civile (FAA) et les essais menés par le constructeur français de l'avion sur un ATR-72 placé dans des conditions givrantes extrêmes ont montré que ce dernier avait rencontré des conditions météorologiques très rares : des nuages gorgés de gouttes d'eau liquides bien qu'à une température inférieure à celle de la glace (phénomène de surfusion) et dont les dimensions exceptionnelles - 100 à 400 microns de diamètre - ne sont pas prises en compte par les normes de certification internationales. Or, « plus la goutte en surfusion est grosse, plus la congélation s'étend loin sur la surface des ailes », ce qui rend le système de dégivrage habituel inopérant, explique Jérôme Javelle, directeur technique d'ATR (Aéro International Régional), nouveau nom d'ATR.

Fort de ces précisions, le constructeur a décidé de doubler la capacité des dégivrateurs sur tous les ATR-42 et ATR-72. A ce jour, les deux tiers de ces avions sont équipés. La FAA, de son côté, au regard de ces données nouvelles, a entrepris de modifier les procédures de vol de tous les turbopropulseurs. Elle envisage, dans un deuxième temps, de réviser les normes de certification pour l'ensemble des avions, y compris les avions de ligne. A cette fin, elle devrait engager cette année des discussions avec les compagnies aériennes et les constructeurs internationaux.

Christiane Galus

# Une disquette informatique de grande capacité va être commercialisée

MARDI 2 AVRIL, la société américaine Minnesota Mining Manufacturing (3M) doit commercialiser une nouvelle disquette informatique, la LS-120, qui pourra enregistrer 120 mégaoctets (Mo) d'information, soit plus de quatre-vingts fois la capacité des disquettes actuelles (1,44 Mo). Les lecteurs-enregistreurs de la nouvelle disquette, fabriqués par Matsushita-Kotobuki, pourront lire les disquettes classiques de 1,44 Mo, dont plusieurs milliards d'exemplaires sont en service dans le monde.

Ces lecteurs seront, de surcroît, plus économiques que les solutions concurrentes d'Omega ou de 3M, avec sa Floptical magnéto-optique de 21 Mo (Le Monde du 17 mai 1995), qui ne présentent pas cette compatibilité. Déjà, Compaq, partenaire de 3M pour développer la LS-120, annonce qu'il commercialisera le nouveau lecteur en standard sur certains modèles de sa gamme Deskpro. 3M espère que d'autres constructeurs suivront cette voie.

## DÉPÊCHES

■ **ESPACE** : la Société européenne de propulsion (SEP), constructeur (français) des moteurs d'Ariane, a signé avec la société Pratt and Whitney un contrat pour le développement du « divergent déployable » (une tuyère télescopique) du moteur du deuxième étage du futur lanceur américain Delta-3 de Mc Donnell Douglas, annonce la SEP. Cette pièce, en composite carbone-carbone, d'une hauteur de 3 mètres de haut pour moins de 3 millimètres d'épaisseur par endroits et une masse de 100 kilogrammes, « représente la technologie la plus avancée développée par la SEP depuis plusieurs années », souligne la société, sélectionnée après une compétition avec ses concurrents américains.

■ **Le 84<sup>e</sup> tir de la fusée Ariane devrait avoir lieu en milieu de semaine prochaine**, après le remplacement de 3 500 boulons sur le lanceur, dont certains sont difficilement accessibles, indique-t-on à la société Arianespace. C'est la détection d'un défaut - caractérisé par une mauvaise tenue à la corrosion - sur trois écrous des boulons d'un autre lot livré à la société qui a amené cette dernière à reporter, par précaution, une nouvelle fois le lancement (Le Monde du 5 mars).

■ **NUCLÉAIRE** : le premier test de tenue en cas d'accident du combustible au plutonium MOX (mixed oxide fuel) a été réalisé vendredi 1<sup>er</sup> mars, annonce l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). Une « aiguille » de combustible MOX irradiée a été introduite dans le réacteur de recherche Cabri de Cadarache (Bouches-du-Rhône) et soumise à un « saut de puissance très rapide » reproduisant les conditions d'un accident de réactivité susceptible de survenir en cas d'éjection d'une barre de contrôle dans un réacteur de type EDF. « Les données fournies pendant l'expérience par les instruments de mesure n'ont pas indiqué de phénomène de rupture de la gaine du crayon de combustible », indique l'IPSN.

■ **ANIMAUX** : les recherches menées, depuis avril 1995, dans la forêt primitive du Shennongjia (province chinoise de Hubei), par trente experts munis de moyens sophistiqués, n'ont pas permis de découvrir la créature simiesque au poil roux, mesurant 2 mètres, que des témoins affirmaient y avoir vue. En revanche, le tourisme a fait un bond dans la région, qui a été visitée l'an dernier par plusieurs centaines de milliers de curieux se voyant proposer des séminaires sur les animaux et plantes rares de la forêt et un « musée du yeti », rapporte, lundi 4 mars, l'agence Chine nouvelle. - (Reuter.)

## L'INSTITUT DANONE, DEPUIS SA CRÉATION EN 1991, A ENCOURAGÉ 22 JEUNES SCIENTIFIQUES POUR LEURS TRAVAUX DE RECHERCHE EN NUTRITION ET LEUR SOUHAITE DE POURSUIVRE AVEC SUCCÈS LEUR CARRIÈRE DE CHERCHEUR.

### Prix de projet de recherche Alimentation et Santé

1995

Aouafae ALAOUI-ISMAILI (Université Claude Bernard-Villeurbanne) : "Le motif de réponse du système nerveux autonome traduit en émotion de base. Application aux saveurs lactées".

Valérie GABORIAU-ROUTHIAU (INRA Jouy-en-Josas) : "Rôle protecteur des bactéries de la flore intestinale du jeune enfant sur la susceptibilité de la muqueuse intestinale à l'effet de l'entérotoxine thermolabile d'Escherichia coli".

Violaine ROLLAND (INSERM-Paris) : "Régulation nutritionnelle de l'expression du gène ob dans le tissu adipeux de rat".

1994

Luc MARLIER (Université Louis Pasteur-Strasbourg) : "Réactivité du nouveau-né à l'odeur des aliments lactés maternels et modifiés".

Martine CORDIER-BUSSAT (INSERM-Lyon) : "Régulation de la transcription du gène de la cholestérolase intestinale".

Laurent PONS (CHU-Nancy) : "Les oléosines de l'arachide : caractérisations et étude de leur assimilation et de leurs implications physiologiques potentielles".

1993

Jocelyne ANTRAS-FERRY (CNRS-Meudon) : "La régulation hormonale et nutritionnelle de l'expression du gène PEPCK dans les adipocytes".

Yoram BOUHNIR (Hôpital Saint-Lazare-Paris) : "Les effets à long terme de l'administration d'un antibiotique ou d'un placebo sur l'écosystème bactérien colique de l'homme".

Stéphane LUCCHINI (CNRS-Marseille) : "La régulation neurohumorale de la digestion".

1992

Catherine LE STUNIFF (INSERM U342-Paris) : "Étude du métabolisme des substrats oxydables par le cerveau chez le nouveau-né prématuré".

Laurent MOSONI (INRA-Ceyrat) : "Évolution de la masse des protéines corporelles au cours du vieillissement".

Yann HECHARD (UFR Sciences-Poitiers) : "Inhibition de la croissance d'une bactérie pathogène dans les produits laitiers".

### Prix de recherche Alimentation et Santé

1996

Mireille CORMONT (INSERM-Nice) : "Régulation de la captation intracellulaire du glucose par l'insuline : rôle de la petite GTPase Rab4".

Jérôme MENGAUD (Institut Pasteur-Paris) : "Étude de l'entrée de Listeria monocytogenes dans les cellules de mammifères".

1995

Delphine HABER-MIGNARD (INRA-Dijon) : "Effets protecteurs possibles des composés naturels de l'ail vis à vis de la cancérogénèse".

Isabelle DULUC-BIZOI (INSERM-Strasbourg) : "Régulation de l'expression de la lactase intestinale".

1994

Fabienne FOUFFELLE (INSERM-Paris) : "Régulation par les nutriments de l'expression des enzymes de la lipogénèse dans le foie et le tissu adipeux".

Thierry RACLOT (CNRS-Strasbourg) : "Acide gras polyinsaturés n-3 alimentaires : métabolisme sélectif et effets sur le développement des dépôts adipeux".

1993

Johan AUWERX (CNRS-Nice) : "La régulation de l'expression génique des protéines impliquées dans le métabolisme lipidique".

Isabelle CAILLARD (INRA-Paris) : "Les mécanismes de transport des protéines du lait à travers l'épithélium intestinal".

1992

Sylvie NORMAND (Faculté de Médecine Alexis Carrel - Lyon) : "Effet de la technologie sur le devenir métabolique d'une charge orale en amidon naturellement marqué au carbone 13".

Marie-Christine TURNIN (CHU Rangueil-Toulouse) : "Système expert télématique 'DIABETO', un nouveau moyen d'auto-contrôle diététique pour les patients diabétiques".

DANONE  
INSTITUT DANONE



**Blanche mais haute en couleur, froide mais chaude, telle apparaît aujourd'hui une saison vouée aux loisirs dans la Belle Province**

**Florence Evin**

**x Agences de voyage et Paul Voyages:** (1) 42-85-97-04. Mondes et Merveilles, 7, rue du 29 Juillet, 75001 Paris. (1) 42-60-34-54.

● Pour connaître l'ensemble, se reporter aux publications thématiques signées *Bretagne nouvelle vague* (Comité régional du tourisme, Minitel 3615 Bretagne, ou tél. : 99-36-15-15) : *Formules Randonnées*, *Voies traditionnelles*, *Golfs*, *Tables et*

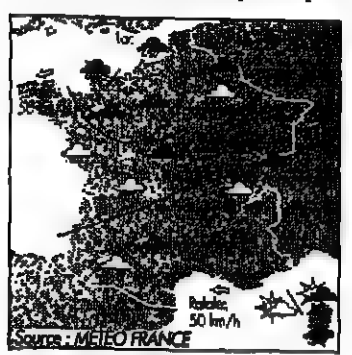
PROFESSIONNELS DU TOURISME  
CHAQUE SEMAINE NOTRE RUBRIQUE  
PUBLICITE : ☎ 44.43.77.35 FAX : 44.43.77.36



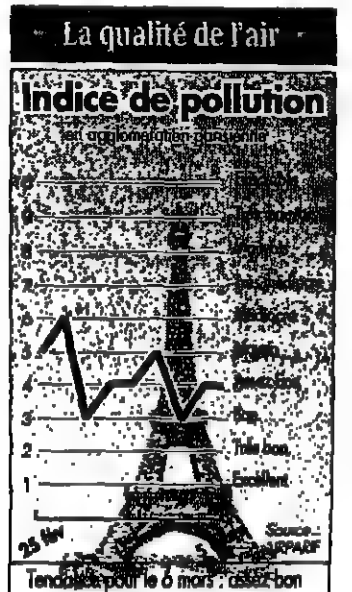
## Temps maussade au nord

LES HAUTES PRESSIONS qui recouvrent la France depuis plusieurs jours commencent à faiblir : cela permettra à de l'air frais et humide venant d'Allemagne d'envahir la moitié nord, et de donner des averses de pluie. Plus au sud, le temps sera plus doux.

Sur les Ardennes, la Champagne, la Lorraine, le nord de la Bourgogne et de la Franche-Comté, on se réveillera sous un ciel couvert, accompagné de petites pluies, par-



Prévisions pour le 7 mars vers 12h00

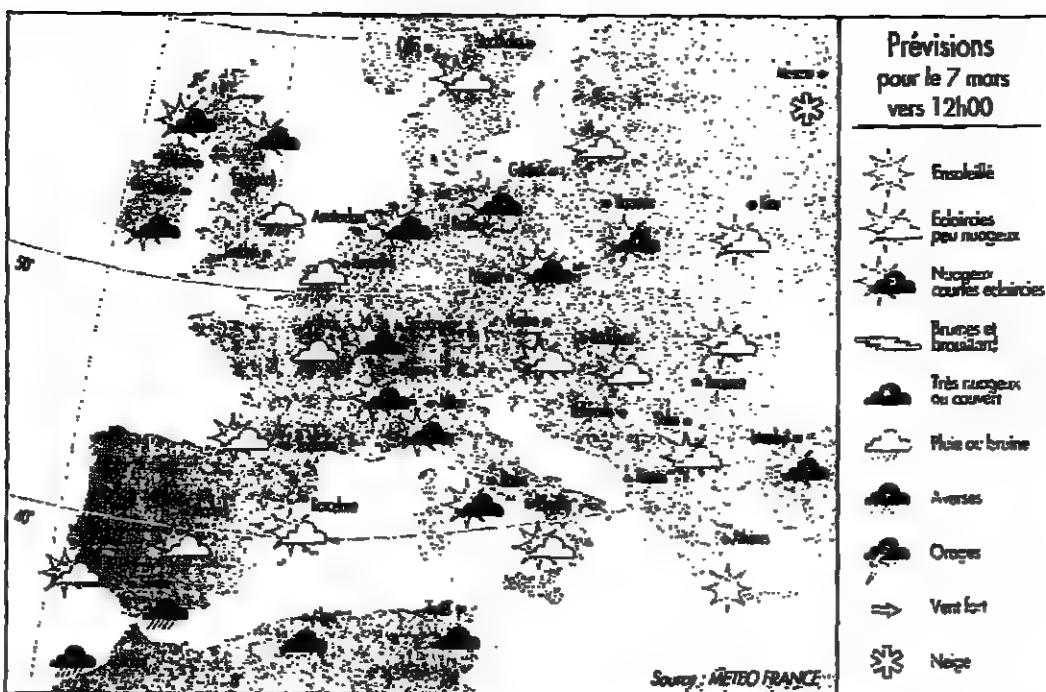


Tendances pour le 6 mars : excellent

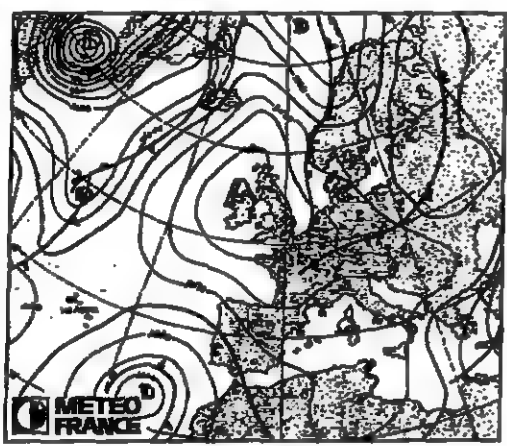
fois mêlées à de la neige ; rapidement, le risque de neige s'estompera, mais il pourra encore pleuvoir jusqu'en milieu d'après-midi ; une amélioration se produira ensuite. Dans le Nord, la Picardie, l'Île-de-France, le Centre et la Normandie, le temps sera maussade tout au long de la journée. En Normandie, les précipitations prendront un caractère d'averse ; le vent de nord-est soufflera assez fort sur la côte, atteignant 60 km/h en rafales l'après-midi. En Bretagne, Pays-de-Loire, Poitou-Charentes, Limousin et Auvergne, les nuages, abondants au lever du jour, s'épaissiront encore, pour donner un peu de pluie au cours de la journée. Le vent de nord-est deviendra assez sensible sur la côte nord de la Bretagne l'après-midi. En Alsace, dans le sud de la Franche-Comté et de la Bourgogne, en région lyonnaise et dans le sud du Massif Central, le temps sera sec, avec un ciel qui hésitera tout au long de la journée. Sur le Sud-Ouest la journée sera ensoleillée. Dans le massif alpin, le Roussillon, le Languedoc, la Provence, la Côte d'Azur et la Corse, les passages nuageux contrarieront souvent le soleil ; autour du golfe du Lion et en Corse, les nuages seront suffisamment épais pour donner quelques gouttes. Le vent d'est se renforcera au cours de la journée sur les rives de la Méditerranée, pour atteindre en fin de journée 60 km/h en pointes.

Les températures n'évolueront guère : il y aura encore des gelées entre 0 et -2 degrés, localement -4, du Sud-Ouest à l'Alsace en passant par Rhône-Alpes et la Provence, tandis qu'ailleurs, les minimales seront comprises entre 2 et 5 degrés ; quant aux maximales, elles ne dépasseront pas 5 ou 6 degrés sur le quart nord-est, 6 à 8 sur le reste de la moitié nord, 10 ou 11 dans le Sud-Ouest, 11 à 13 dans le Sud-Est.

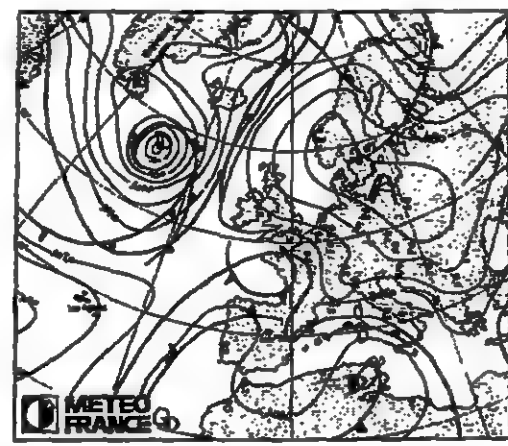
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	11/-3	TOURS	8/4	CHICAGO	2/-1	LISBONNE	17/9	PRETORIA	19/30
	LILLE <td>6/3</td> <td>LYONS<td>4/-2</td><td>COPENHAGUE<td>1/-6</td><td>LONDRES<td>9/4</td><td>RABAT<td>22/26</td></td></td></td></td>	6/3	LYONS <td>4/-2</td> <td>COPENHAGUE<td>1/-6</td><td>LONDRES<td>9/4</td><td>RABAT<td>22/26</td></td></td></td>	4/-2	COPENHAGUE <td>1/-6</td> <td>LONDRES<td>9/4</td><td>RABAT<td>22/26</td></td></td>	1/-6	LONDRES <td>9/4</td> <td>RABAT<td>22/26</td></td>	9/4	RABAT <td>22/26</td>	22/26
5 à 5 mars	LYNGES <td>6/-2</td> <td>ALGER<td>15/8</td><td>DAKAR<td>27/19</td><td>LOS ANGELES<td>14/2</td><td>RIO DE JANEIRO<td>27/32</td></td></td></td></td>	6/-2	ALGER <td>15/8</td> <td>DAKAR<td>27/19</td><td>LOS ANGELES<td>14/2</td><td>RIO DE JANEIRO<td>27/32</td></td></td></td>	15/8	DAKAR <td>27/19</td> <td>LOS ANGELES<td>14/2</td><td>RIO DE JANEIRO<td>27/32</td></td></td>	27/19	LOS ANGELES <td>14/2</td> <td>RIO DE JANEIRO<td>27/32</td></td>	14/2	RIO DE JANEIRO <td>27/32</td>	27/32
maxima/minima	MARSEILLE <td>13/0</td> <td>AMSTERDAM<td>4/0</td><td>DUBLIN<td>7/1</td><td>MADRID<td>15/4</td><td>SAN FRANCISCO<td>14/25</td></td></td></td></td>	13/0	AMSTERDAM <td>4/0</td> <td>DUBLIN<td>7/1</td><td>MADRID<td>15/4</td><td>SAN FRANCISCO<td>14/25</td></td></td></td>	4/0	DUBLIN <td>7/1</td> <td>MADRID<td>15/4</td><td>SAN FRANCISCO<td>14/25</td></td></td>	7/1	MADRID <td>15/4</td> <td>SAN FRANCISCO<td>14/25</td></td>	15/4	SAN FRANCISCO <td>14/25</td>	14/25
FRANCE	NANCY <td>7/1</td> <td>ATHÈNES<td>7/1</td><td>DUBLIN<td>7/1</td><td>MARRAKECH<td>24/14</td><td>SANTIAGO<td>24/15</td></td></td></td></td>	7/1	ATHÈNES <td>7/1</td> <td>DUBLIN<td>7/1</td><td>MARRAKECH<td>24/14</td><td>SANTIAGO<td>24/15</td></td></td></td>	7/1	DUBLIN <td>7/1</td> <td>MARRAKECH<td>24/14</td><td>SANTIAGO<td>24/15</td></td></td>	7/1	MARRAKECH <td>24/14</td> <td>SANTIAGO<td>24/15</td></td>	24/14	SANTIAGO <td>24/15</td>	24/15
	NANTES <td>9/2</td> <td>BANGKOK<td>37/25</td><td>FRANKFURT<td>9/2</td><td>MEXICO<td>28/17</td><td>SEVILLE<td>18/30</td></td></td></td></td>	9/2	BANGKOK <td>37/25</td> <td>FRANKFURT<td>9/2</td><td>MEXICO<td>28/17</td><td>SEVILLE<td>18/30</td></td></td></td>	37/25	FRANKFURT <td>9/2</td> <td>MEXICO<td>28/17</td><td>SEVILLE<td>18/30</td></td></td>	9/2	MEXICO <td>28/17</td> <td>SEVILLE<td>18/30</td></td>	28/17	SEVILLE <td>18/30</td>	18/30
	NICE <td>11/4</td> <td>BARCELONE<td>12/7</td><td>GENÈVE<td>8/-5</td><td>MILAN<td>7/-7</td><td>ST-PETERSBURG<td>-2/-4</td></td></td></td></td>	11/4	BARCELONE <td>12/7</td> <td>GENÈVE<td>8/-5</td><td>MILAN<td>7/-7</td><td>ST-PETERSBURG<td>-2/-4</td></td></td></td>	12/7	GENÈVE <td>8/-5</td> <td>MILAN<td>7/-7</td><td>ST-PETERSBURG<td>-2/-4</td></td></td>	8/-5	MILAN <td>7/-7</td> <td>ST-PETERSBURG<td>-2/-4</td></td>	7/-7	ST-PETERSBURG <td>-2/-4</td>	-2/-4
AIACIO	PARIS <td>10/-1</td> <td>BELGRADE<td>15/1</td><td>HANOI</td><td>23/17</td><td>MONTREAL<td>-4/-9</td><td>STOCKHOLM<td>-4/-7</td></td></td></td>	10/-1	BELGRADE <td>15/1</td> <td>HANOI</td> <td>23/17</td> <td>MONTREAL<td>-4/-9</td><td>STOCKHOLM<td>-4/-7</td></td></td>	15/1	HANOI	23/17	MONTREAL <td>-4/-9</td> <td>STOCKHOLM<td>-4/-7</td></td>	-4/-9	STOCKHOLM <td>-4/-7</td>	-4/-7
BARUTZ	PERPIGNAN <td>9/6</td> <td>BOMBAY<td>3/-2</td><td>HONGKONG<td>23/17</td><td>MOSCOW<td>-2/-10</td><td>SYDNEY<td>25/18</td></td></td></td></td>	9/6	BOMBAY <td>3/-2</td> <td>HONGKONG<td>23/17</td><td>MOSCOW<td>-2/-10</td><td>SYDNEY<td>25/18</td></td></td></td>	3/-2	HONGKONG <td>23/17</td> <td>MOSCOW<td>-2/-10</td><td>SYDNEY<td>25/18</td></td></td>	23/17	MOSCOW <td>-2/-10</td> <td>SYDNEY<td>25/18</td></td>	-2/-10	SYDNEY <td>25/18</td>	25/18
BONN	POINTE-A-PITRE <td>30/22</td> <td>BRASILIA<td>16/-15</td><td>ISTANBUL<td>1/-</td><td>MUNICH</td><td>4/0</td><td>TENERIFE<td>23/16</td></td></td></td>	30/22	BRASILIA <td>16/-15</td> <td>ISTANBUL<td>1/-</td><td>MUNICH</td><td>4/0</td><td>TENERIFE<td>23/16</td></td></td>	16/-15	ISTANBUL <td>1/-</td> <td>MUNICH</td> <td>4/0</td> <td>TENERIFE<td>23/16</td></td>	1/-	MUNICH	4/0	TENERIFE <td>23/16</td>	23/16
BREST	RENNES <td>10/6</td> <td>BUCAREST<td>2/-15</td><td>JERUSALEM<td>-4/-5</td><td>NEW DELHI<td>24/12</td><td>TOKYO<td>12/1</td></td></td></td></td>	10/6	BUCAREST <td>2/-15</td> <td>JERUSALEM<td>-4/-5</td><td>NEW DELHI<td>24/12</td><td>TOKYO<td>12/1</td></td></td></td>	2/-15	JERUSALEM <td>-4/-5</td> <td>NEW DELHI<td>24/12</td><td>TOKYO<td>12/1</td></td></td>	-4/-5	NEW DELHI <td>24/12</td> <td>TOKYO<td>12/1</td></td>	24/12	TOKYO <td>12/1</td>	12/1
CHATELAIN	STRASBOURG <td>4/-5</td> <td>CARACAS<td>26/22</td><td>KIEV<td>-4/-5</td><td>NEW YORK<td>13/1</td><td>VARSOVIE<td>-2/-1</td></td></td></td></td>	4/-5	CARACAS <td>26/22</td> <td>KIEV<td>-4/-5</td><td>NEW YORK<td>13/1</td><td>VARSOVIE<td>-2/-1</td></td></td></td>	26/22	KIEV <td>-4/-5</td> <td>NEW YORK<td>13/1</td><td>VARSOVIE<td>-2/-1</td></td></td>	-4/-5	NEW YORK <td>13/1</td> <td>VARSOVIE<td>-2/-1</td></td>	13/1	VARSOVIE <td>-2/-1</td>	-2/-1
COLUMBO	ST-ETIENNE <td>4/-5</td> <td>CAYENNE<td>26/22</td><td>KANSAS<td>26/22</td><td>PALMA DE MAJ<td>14/0</td><td>VIENNE<td>8/-3</td></td></td></td></td>	4/-5	CAYENNE <td>26/22</td> <td>KANSAS<td>26/22</td><td>PALMA DE MAJ<td>14/0</td><td>VIENNE<td>8/-3</td></td></td></td>	26/22	KANSAS <td>26/22</td> <td>PALMA DE MAJ<td>14/0</td><td>VIENNE<td>8/-3</td></td></td>	26/22	PALMA DE MAJ <td>14/0</td> <td>VIENNE<td>8/-3</td></td>	14/0	VIENNE <td>8/-3</td>	8/-3
CLERMONT	TOULOUSE <td>9/9</td> <td>CHANGAÏ<td>26/22</td><td>LE CAIRE<td>29/15</td><td>PEKIN<td>8/-1</td><td></td><td></td></td></td></td>	9/9	CHANGAÏ <td>26/22</td> <td>LE CAIRE<td>29/15</td><td>PEKIN<td>8/-1</td><td></td><td></td></td></td>	26/22	LE CAIRE <td>29/15</td> <td>PEKIN<td>8/-1</td><td></td><td></td></td>	29/15	PEKIN <td>8/-1</td> <td></td> <td></td>	8/-1		
FOUR-DE-FR.							PRAGUE <td>1/-1</td> <td></td> <td></td>	1/-1		



Situation le 6 mars, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 8 mars, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Koestler le remarquable

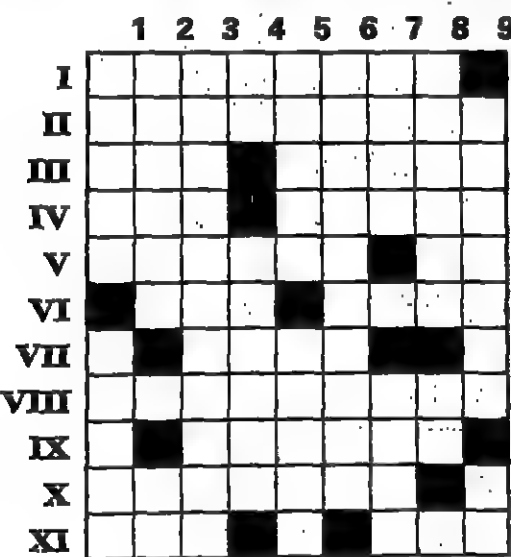
DEUX livres récemment traduits de l'anglais, *Spartacus* et *Le Zéro et l'Infini*, viennent de mettre au premier plan de l'actualité littéraire Arthur Koestler, hier inconnu et par ce double coup classé maître. Son curriculum est singulier, tout à fait conforme à l'époque, abondante en « personnes déplacées ».

Arthur Koestler, d'origine hongroise, a choisi d'être - entre plusieurs langues qu'il pratique - un écrivain anglais ; comparable en cela à Joseph Conrad, né polonais, et à qui d'ailleurs il ressemble. Avant de devenir romancier, Arthur Koestler a couru le monde, en journaliste, en militant, et partout où l'on se battait.

Il était, entre autres aventures, correspondant de guerre auprès des rouges, en Espagne, pour une feuille libérale de Londres ; fait prisonnier, il a connu la douceur des prisons franquistes, qui ne diffèrent pas beaucoup de celles des autres régimes. C'est sans doute là qu'il a pris l'expérience du captif et même du condamné à mort, et l'information nécessaire au réalisme dramatique de ce roman d'un prisonnier qu'est *Le Zéro et l'Infini*. Ce livre remarquable et d'un pathétique éprouvant, qui rappelle *Crime et châtiment*, de Dostoïevski, et l'admirable *Sous les yeux d'Occident*, de Conrad, apporte, sinon une explication décisive, du moins un éclairage plausible sur ces mystérieux procès de Moscou, où l'on put s'étonner de voir les inculpés reconnaître publiquement leurs torts à l'égard du parti et trouver juste et mérité leur châtiment. L'ouvrage est à prendre comme un document de premier ordre sur l'état d'esprit révolutionnaire et l'absence de liberté qu'il suppose chez ses tenants, à l'intérieur du parti.

Émile Henriot (7 mars 1946.)

## MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 6772



**HORIZONTALEMENT**  
I. Taille des pieds. - II. Télévisée, elle est d'après Malraux l'héritière des quotidiens. - III. Se comporta d'une façon vraiment rose. Toutes blanches. - IV. Coule en Alsace. Fait

mal au ventre. - V. Cavale avec son enfant. Saint. - VI. Singe. Laisser des plumes. - VII. Robert, en parlant familièrement. - VIII. Préparé comme des fraises. - IX. Sorte de machefers. - X. Comme l'âme, pour Valéry. - XI. Pas volée. Presque épuisé.

### VERTICALEMENT

1. A demandé plus d'une journée de travail. Tête chercheuse. - 2. Lucarne qui fait un effet boef. Particule. - 3. Façon de parler chez des voisins. - 4. Qui a tout quitté. Qui a perdu de sa chaleur. - 5. Qui s'est bien ramassée. Religieuse. - 6. Des cris dans la nuit. - 7. Peut être contagieux quand il devient fou. Physicien français. - 8. Courte paille. Symbole. - 9. Bien exprimés. Il en faut quatre pour faire un cent.

### SOLUTION DU N° 6771

**HORIZONTALEMENT**  
I. Rustine. - II. Enormités. - III. Villipenda. - IV. Essor. Alt. - V. Is. Sec. FI. - VI. Lot. Coils. - VII. Na. Apla. - VIII. Patient. - IX. Usinée. Ta. - X. Cornu. Psi. - XI. Su. Éros.

### VERTICALEMENT

1. Réveil. Ducs. - 2. Unisson. Sou. - 3. Sols. Tapir. - 4. Trios. Anne. - 5. Imprécatriceur. - 6. Nle. Copie. - 7. Etna. Lie. PS. - 8. Edifiants. - 9. Isatis. Tain.

Guy Brody

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements

24, avenue du G<sup>e</sup> Leclerc - 69646 Chantilly Cedex - Tél : 16 (1) 49-49-32-70.

Le monde	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0046-8978) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 115, rue de la Harpe, 75005 Paris. For advertising rates and conditions, contact the publisher. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, Avenue du G<sup>e</sup> Leclerc, Chantilly, France 69646. For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

For the subscription service, contact the publisher. For the subscription service, contact the publisher.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe 36 63 81 22

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMDOC

CD-ROM : (1) 43-37-66-11

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 €/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gurebourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani.

Directeur général : Gérard Mordant.

Membres du comité de direction : Dominique Allég, Gisèle Peyron.

Secrétaire de la SA : Le Monde et de l'édition : Véronique S.

133, avenue des Champs-Élysées

75409 Paris Cedex 08

Tél : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

## LE CARNET DU VOYAGEUR

**TRAFFIC AÉRIEN.** D'après les données fournies par 411 aéroports du monde entier, le trafic passagers a enregistré une hausse de 5 % en 1995 par rapport à 1994, avec plus de 2,2 milliards de personnes transportées. L'aéroport O'Hare de Chicago, par lequel ont transité 67,3 millions de voyageurs, reste l'aéroport le plus actif, avec une croissance de 1,2 %. Il devance celui d'Atlanta (57,7 millions de voyageurs), dont le trafic a augmenté de 6,7 %, et celui de Londres-Heathrow (54,5 millions de voyageurs, +5,3 %). Les plus fortes croissances

du trafic passagers par région ont été relevées dans le Pacifique (+7,6 %), en Europe (+6,8 %) et en Asie (+5,4 %). - (Reuters).  
**AUTRICHE.** Le nombre des voyageurs transportés par la compagnie autrichienne Austrian Airlines en 1995 a augmenté de 8 % par rapport à celui de l'année précédente. Le trafic passagers a enregistré des hausses sensibles sur les vols charters (+13 %) et sur les vols de long courrier (+31,3 %). - (Bloomberg).  
**GRANDE-BRETAGNE.** Les résidents permanents de Hongkong pourront entrer en Grande-Bretagne sans visa après le transfert de la colonie britannique à la Chine en 1997. - (Reuters, AFR).  
**ITALIE.** L'Italie a porté de 45 à

175 écus (1 000 francs environ) la franchise fiscale dont bénéficient les étrangers non ressortissants de l'Union européenne sur leurs achats dans la péninsule. Ceux-ci n'auront donc à acquitter des droits de douane que si la valeur des objets et articles de consommation qu'ils emportent avec eux dépasse 175 écus. - (AFP).  
**CÔTE-D'IVOIRE.** Plus de 230 000 touristes étrangers ont visité la Côte-d'Ivoire en 1995 contre 156 638 l'année précédente. Cette augmentation s'explique par le lancement de vols charters à destination du pays et la dévaluation du franc CFA. La Côte-d'Ivoire compte promouvoir ses activités touristiques et atteindre 500 000 visiteurs en l'an 2000. - (AFP).

## PARIS EN VISITE

Vendredi 8 mars

**LE QUARTIER CHINOIS** et ses lieux de culte (55 F), 10 h 30, sortie du métro Porte-de-Choisy (Pierre-Yves Jaslet).  
**LES SALONS DE L'HÔTEL DE LASSAY**, résidence du président de l'Assemblée nationale (carte d'identité, 50 F), 10 h 30, 33, quai d'Orsay (M<sup>me</sup> Cazes).  
**LE QUARTIER DES BATHIGNOLLES** (60 F), 11 heures, sortie du métro Brochant (Vincent de Langlade).  
**MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée), les objets d'art de la Renaissance, 11 h 30 ; les bronzes de la place des Victoires, 12 h 30 (Musées nationaux).  
**MUSÉE D'ART MODERNE** : exposition « Passions privées » (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).  
**LA BOURSE d'hier et d'aujourd'hui** (30 F), de 13 h 15 à 15 h 45, à l'entrée de la galerie des visiteurs côté rue Notre-Dame-des-Victoires (Bourse de Paris).  
**L'HÔTEL DE SOUBISE** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Connaissance de Paris).  
**MUSÉE CERNUSCHI** : collections chinoises (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 7, avenue Vélazquez (Institut culturel de Paris).  
**NOTRE-DAME DE PARIS** : histoire des vitraux (37 F), 14 h 30, de

vant le portail central de la cathédrale (Monuments historiques).  
**LE PALAIS DE JUSTICE** en activité (55 F), 14 h 30, devant les grilles du palais (Europ expro).  
**PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES** : 1<sup>er</sup> parcours (50 F), 14 h 30, angle de la rue de Rivoli et de la rue Marengo (Paris autotels).  
**PASSAGES COUVERTS** autour de la Butte des Moulins (50 F), 14 h 30, sortie du métro Pyramides (Paris pittoresque et insolite).  
**LA SORBONNE** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 46, rue Saint-Jacques (Christine Merle).  
**MUSÉE DES PLANS ET RELIEFS** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, cour d'honneur des In-

valides, devant l'entrée du Musée de l'Armée (Monuments historiques).  
**DE MESSINE à La Boétie** (60 F), 15 heures, devant le guichet du métro Saint-Augustin (Vincent de Langlade).  
**DE SAINT-GERVAIS à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris** (50 F), 15 heures, sortie du métro Hôtel-de-Ville côté rue Lobeau (Emilie de Langlade).  
**MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).  
**LE VIEUX SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS** (50 F), 15 h 30, sous le porche d'entrée de l'église (Claude Mart).

**Le Monde**  
DES PHILATÉLISTES

Chaque mois.  
pour tous les passionnés  
de timbres



**CINÉMA** Deux réalisateurs de Hongkong dominent la semaine: John Woo au cœur du système hollywoodien, Wong Kar-wai en rebelle solitaire au sein de l'industrie

de la colonie. ● LE FESTIVAL du réel témoigne de la vitalité du documentaire tandis que, fiction vouée à l'enregistrement du présent, *Sept* en tente touche juste. ● LE PATRON du



CNC définit dans un entretien les objectifs de l'état en faveur du cinéma, et Arnon Milchan (*Heat*) s'impose comme une figure de la production américaine.

## John Woo sculpte le désert et chorégraphie la violence

*Broken Arrow*. Avec le renfort d'acteurs au jeu stylisé, le cinéaste de Hongkong, dont c'est le deuxième long métrage tourné aux Etats-Unis, détourne de l'intérieur les codes du cinéma d'action hollywoodien

Film américain de John Woo, avec John Travolta, Christian Slater, Samantha Mathis, Delroy Lindo. (1 h 48.)

Le deuxième film américain du réalisateur hongkongais John Woo confirme, après *Hard Target*, l'immersion réussie du cinéaste dans l'univers très réglementé du film d'action hollywoodien. Avec *Broken Arrow*, Woo abandonne un grand nombre de ses inventions figuratives, mais préserve l'essentiel. Le scénario, conforme à ce que demande la mode actuelle du film d'action américain, pourrait facilement constituer le point de départ d'un produit signé John Mac Tiernan ou Tony Scott. Mais, alors qu'un cinéaste américain standard aurait tenté de naturaliser et de crédibiliser son intrigue par des notations diverses sur la biographie et la psychologie de ses personnages, Woo trace une ligne droite, épurée, tranchante. Il décide de ne conserver que les péripéties spectaculaires inhérentes à ce type de films et de les porter jusqu'à leur point d'incandescence (explosion nucléaire incluse).

Dans le but d'exercer un chantage à la bombe atomique à des fins que l'on croit d'abord lucratives, un pilote de bombardier détache deux missiles nucléaires au cours d'une mission d'entraînement. Son copilote, resté loyal, aide d'une *park ranger* (sorte de garde champêtre des parcs nationaux américains), tentera d'enrayer l'entreprise criminelle de son supérieur hiérarchique.

L'action, qui se déroule en quelques heures dans les sables et les mines du désert de l'Utah, n'est qu'une vaste poursuite où sont employés divers moyens de locomotion: camionnettes, hélicoptères, trains. Réduit à une succession de tableaux spectaculaires et pyrotechniques, le scénario de *Broken Arrow* apparaît minimal, si on ne voit pas que Woo transforme toutes ces données pour créer un langage indépendant.

Le premier plan est un carré blanc à l'intérieur duquel s'entrechoquent deux électrons. Une suite de raccords dans l'axe révèle, en fait, un ring où se battent



deux hommes: les deux antagonistes du film. Ce combat de boxe va constituer la métaphore d'un récit où les coups de force et d'accélération du scénario sont totalement justifiés par l'attraction pulsionnelle des personnages. Le jeu très stylisé de John Travolta (l'officier félon) et de Christian Slater

(le bon) dessine un lien fortement érotisé, moteur essentiel d'un mouvement des corps et des objets qui traduit ainsi une histoire d'amour refoulée.

Si les personnages sont réduits, au mieux, à une seule pulsion quand il ne s'agit pas de figures sacrifiées précocement, les objets

sont, eux, souvent quasiment personnifiés: une arme, la circulation des véhicules, l'extinction ou l'allumage d'une cigarette deviennent parfois porteurs d'un discours autonome.

Cet art des déplacements fait sens, mais surtout beauté. John Woo crée une chorégraphie origi-

nale et suffocante avec des trains, des missiles et des hélicoptères, la technique devenant la matière d'un ballet plastique inédit. Les espaces désertiques de l'Utah, où John Woo tourne de nombreux westerns, sont investis et comme sculptés par la mise en scène. La plus impressionnante séquence montre le sol du désert onduler comme un tapis après une explosion nucléaire déclenchée en sous-sol par le traître.

Le réalisateur de *The Killer* s'est donc emparé des clichés du cinéma américain pour mieux les tra-

vailler selon sa propre et inimitable manière. Durant la première partie du film, le commanditaire de Travolta ne cesse de s'inquiéter de ses investissements financiers et de critiquer les décisions prises. Il sera liquidé en cours de route. Ce pourrait être le symbole des rapports entre un réalisateur et un producteur qui voit celui-ci contourner les contraintes et lui échapper. Savoir plier les conventions à un regard personnel, c'est sans doute le propre d'un auteur.

Jean-François Rauger

## John Travolta, le retour

**NEW YORK**  
de notre correspondant  
Francis Scott Fitzgerald écrivait: « Il n'y a pas de deuxième acte dans la vie américaine ». Dans celle, professionnelle, de John Travolta, il y en a trois ou quatre. Pour Hollywood, qui ne sert l'hyperbole qu'à pleine louche, Travolta est au cinéma « ce que Nixon fut à la politique et Lazare à la religion » et aux pompes funèbres.

En 1977, *La Fiebre du samedi soir* avait propulsé cet inconnu de vingt ans, danseur-coucoux aux cheveux gominés et au costume blanc au rang de superstar. L'année suivante, *Grease* confirme: Travolta est « l'homme le plus sexy de la planète ». Six mois plus tard, *Moment by Moment* transforme le demi-dieu en déchet. *Urban Cowboy*, avec Debra Winger, ramène un temps la flamme. *Perfect*, avec Jamie Lee Curtis, ne l'artise guère. Elle manque d'être définitivement étouffée par deux films qui passent pour autant d'aveux désespérés: *Two of a kind* (où « John retrouve Olivia Newton-John ») et *Staying Alive* (« la suite de La Fiebre réalisée par Stallone »). Travolta passe à côté du *Prince de la Cité*, de Sidney Lumet, qu'il rejette (le rôle est repris par Treat Williams), comme *Officer & Gentleman*, *American Gigolo* (Richard Gere), et *Splash* (Tom Hanks).

Les projets qu'il choisit, en revanche, passent directement à la vidéo, sans le moindre détour par le grand écran. « Sa carrière est finie », assure Hollywood. Il en est

réduit à servir la soupe, le biberon et la pâte à des nourrissons (affublés de la voix de Bruce Willis) et à des chiens (voix de Danny DeVito et de Diane Keaton) dans la trilogie *Look Who's Talking*. Ces comédies rapportent pourtant près de 400 millions de dollars. Travolta a de nouveau droit aux meilleures tables dans les restaurants, mais l'acteur, lui, se voit toujours refuser le respect.

Il a quarante et un ans, et a perdu sa silhouette de jeune homme quand sa carrière s'est soudain du coma. C'est Quentin Tarantino qui, avec *Pulp Fiction*, lui administre la dose d'adrénaline salvatrice. Le triomphe du film au Festival de Cannes 1994 (Palme d'or) fait les manchettes: « Travolta EST le "come-back kid" ». Encore une fois. Ce n'est plus une carrière, c'est un *yo-yo*.

### PARTI POUR DANCER

Lui-même s'étonne de tant de remue-ménage: tous les acteurs font des « flops », pourquoi, dans son cas, cela prend-il toujours des allures d'événement? Il a presque naturellement été supplanté par une nouvelle génération - Kevin Costner, Tom Cruise, Tom Hanks -, il a participé à des projets moins populaires, certes, mais à ses yeux plus enrichissants (*Le Montecarlo*, de Harold Pinter, pour la télévision); et, de toute façon, déclarait-il récemment, toute l'excitation autour de son « retour », c'est « de l'histoire doublement, triplement, ancienne ».

Il semble que cette fois, cela soit parti pour durer. En moins de trois mois, trois de ses derniers films sont à l'affiche à Paris, trois de ses visages s'affrontent ou se répondent. Dans *White Man*, de Desmond Nakano, où les rôles des Blancs et des Noirs dans la société américaine sont inversés, il est le petit employé blanc mis au chômage par son PDG noir (Harry Belafonte). Moins un portrait du racisme quotidien qu'un tableau de la situation économique. Le film déplaît, mais lui, convainc. Dans *Broken Arrow*, de John Woo, mâchoires serrées et cheveux en brosse, il joue les hommes d'action à punch et panache. Comédie thriller filant à toute allure entre syndicat du crime et industrie du cinéma, *Get Shorty*, réalisé par Barry Sonnenfeld d'après le roman d'Elmore Leonard (sortie française le 27 mars) offre à Travolta un rôle en or: un gangster qui fait la conquête de Hollywood. Les truands ont un langage de producteurs, les producteurs prennent des attitudes de truands.

En dix-neuf semaines, *Get Shorty* a rapporté près de 80 millions de dollars et, après son troisième week-end, *Broken Arrow* approche des 50 millions. Travolta est entré dans le clan des superstars des années 90, ce que traduit la courbe de ses cachets (officiels): 150 000 dollars pour *Pulp Fiction*, mais 3,5 millions pour *Get Shorty*, 7 pour *Broken Arrow*, 16 pour *Le Double*, qu'il tournera bientôt avec Roman Polanski (il est vrai qu'il joue deux rôles). Aujourd'hui, il vaudrait 21 millions de dollars. Plus qu'Arnold Schwarzenegger, Bruce Willis, Tom Hanks, et Jack Nicholson...

Jean-Michel Frodon

Henri Béhar

## CAHIERS CINEMA

NUMERO 500

dirigé par

MARTIN SCORSESE

MARS 1996 - 50 F

## Une nuit, une fête, quelques rencontres de hasard

Sept en attente. Collaboratrice d'Eric Rohmer, Françoise Etchegaray peint sans illusion le mal-vivre de l'époque

Film français de Françoise Etchegaray, avec Clémentine Amouroux, Richard Bean, Gwénaëlle Bothorel, Myriam David, Marpessa Dawn, Cécile Pares, Charles-Henri Paris, Cécile Reiger, Serge Renko, Marie Rivière, Hélène de Saint-Père, Eric Viellard (1 h 30).

C'est quoi, cet immeuble de verre et de béton où des gens arrivent nuitamment? Une ancienne usine, un squat, des bureaux désaffectés et réquisitionnés pour l'occasion? L'occasion, en tout cas, est ce qu'on appelle aujourd'hui une fête: agglomération de gens qui se connaissent à peine, de nourriture non cuisinée, de musique prévisible.

Le lieu, du moins, se prête à l'occasion, labyrinthe de salles, de couloirs et d'escaliers, no man's land propice aux rencontres de hasard, et sans lendemain, zone en déshérence où flottent des fanfanes déjà fatiguées, ou incompréhensiblement dynamiques.

Les invités (comme souvent en pareil cas, on ne saura pas qui est l'invité) errent selon des trajectoires distinctes qui, nécessairement, se croisent, et parfois motivent un échange, une tentative de partage d'un peu de parole et d'un peu d'espace, d'un peu de ten-

dresse ou de désir ou de rire, simplement d'un peu de nourriture vraiment trop triste à consommer en solitaire. D'autres ne bougent pas.

C'est la première et flagrante réussite de Françoise Etchegaray, naviguant à l'estime - en apparence - au milieu des nombreux protagonistes par elle réunis, de donner à chacun de ceux auxquels elle prête attention un mode de déplacement particulier, une vitesse ou une stabilité singulières, une densité unique. On attrapera ou non les prénoms des participants, ils auront gagné ainsi une identité qui est exactement celle, minimale, dont est doté tout participant à ce genre de soirée.

### MORNE OZONE

On ne saura jamais exactement qui sont les sept désignés par le titre, ils sont davantage à faire un ou plusieurs tours devant la caméra. L'attente, elle, est d'une manière ou d'une autre le lot de chacun d'eux, sur un mode mélancolique, humoristique, documentaire ou hystérique. L'attente est plutôt, si on donne ce nom à une sorte de mal-vivre à la fois diffus et insistant, l'atmosphère dans laquelle baigne tout le film. Un morne ozone que certains semblent avoir appris à respirer avec le sourire.

Ils parlent d'amour au passé ou au futur, ils parlent des parents, des enfants, ils se demandent où s'offrent des conseils sur l'existence, lancent, sérieusement ou pas, quelques hameçons de séduction. Offrent à qui en veut - ou n'en veut pas - une idée sur la vie, ou une main qui demande à être prise.

On perçoit l'élan et la vibration, les imperfections aussi, de l'improvisation, au fil de cette succession de rencontres dans le dédale de la fête froide. Mais un mouvement sûr porte le regard de la réalisatrice, il organise et fédère, dessine des rimes et des alliterations, rendent et réorientent les bouffées successives.

Proche collaboratrice d'Eric Rohmer depuis douze ans, Françoise Etchegaray s'en différencie par le refus des dialogues très écrits et des situations solidement architecturées. Mais, comme lui, elle manifeste une grande confiance dans le moment du tournage, la capacité du cinéma à saisir l'instant pour peu qu'on ne l'ait pas trop programmé. Pessimiste mais chaleureux, son regard sur ses protagonistes se situe à la juste intersection d'un enregistrement ouvert et de la particularité d'un point de vue personnel: la place même du cinéaste.



# Un film sur presque rien, et qui pourtant rayonne

Nos années sauvages. La deuxième réalisation de l'auteur de « Chungking Express » est devenue un film-culte du jeune cinéma asiatique

Film hongkongais de Wong Kar-wai avec Leslie Cheung, Maggie Cheung, Carina Lau, Andy Lau, Tony Leung, Jacky Cheung. (1 h 33).

Ces années-là sont le tout début des années 60, et ce sont les années de l'adolescence qui peinent à finir. L'adolescence de Yuddy (Leslie Cheung), un peu voyou un peu Don Juan, amateur de Lucky Strike et de Xavier Cugat. Les trois quarts du film ne racontent presque rien, sa force et son charme sont entièrement dans la manière dont Wong Kar-wai filme les instants de séduction et les éclats de violence, les approches et les esquives de ce ballet indolent et insolent.

Le titre original (*Days of Being Wild*) ne mentionne pas les années mais les jours. Wong Kar-wai aurait pu choisir les moments, tant son film se bâtit en puzzle de situations, imposées par leur ambiance propre. Une énergie souterraine et de subtiles assonances les engendrent peu à peu. Dès la séquence d'ouverture, où Yuddy séduit à l'esbroufe nonchalante la petite serveuse - campée avec toute la beauté indéfinissable de Maggie Cheung -, première des deux conquêtes féminines racontées par le film, avant celle de l'entraîneuse Carina Lau, on perçoit cette attraction quasi physique.



Les sons accentués, l'omniprésence des horloges, l'intrusion d'un long plan de forêt vierge dans cette histoire urbaine, la mention de la légende de l'oiseau qui dort dans le vent, le coq-l'âne de la brutalité à la comédie, concourent à installer une tension, celle même d'une jeunesse qui ne sait que faire de soi, d'une époque qui pressent un monde à conquérir sans savoir comment.

**EXERCICE D'ÉQUILIBRE**  
Les relations du héros avec sa mère adoptive, quelques échanges avec des comparses sont toute la matière narrative du scénario, il rayonne littéralement grâce à sa façon d'installer les anecdotes dans une atmosphère de film noir, qui se décline en traitements très variés de l'image

et du cadre. Cette assurance apparente, dans un exercice d'équilibre sur presque rien et des références, a valu au film la comparaison avec *A bout de souffle*.

Elle vaut pour l'absolue confiance dans les puissances du cinéma dont le film témoigne, sinon pour sa valeur d'éclaircisseur d'un mouvement collectif - il n'y a pas de nouvelle vague autour de Wong Kar-wai, rebelle solitaire du cinéma contemporain à Hongkong. Et, bien que peu explicite pour un public occidental, l'utilisation paradoxale des plus grandes stars du cinéma commercial de Hongkong conforte la similitude avec des séries B où, en demi-teinte, les plus grandes vedettes de Hollywood donneront quelques-unes de leurs meilleures prestations. Puis, sur un pur coup de force dramatique, Wong Kar-wai envoie promener tous les partis pris du film, pour un épilogue « exotique » (aux Philippines) où le cinéaste démontre une efficacité et une élégance imparables, en même temps qu'il se donne les gants de résoudre une situation, dont il s'était abstenu de présenter les données. Bagarre, poursuite, agonie, mise en perspective dans la durée et réapparition inattendue d'un second rôle devenu central traduisent une virtuosité dépensée avec fougue, aux limites d'une inconscience qui n'est pas la moindre qualité de ce film étonnamment généreux sous des airs désinvoltes.

J.-M. E.

## « La comparaison avec « A bout de souffle » me semble disproportionnée »

**POUR LE RÉALISATEUR** de *Nos années sauvages*, le cinéma de Hongkong est dans une situation paradoxale. Il connaît une baisse de vitalité commerciale, après l'âge d'or des années 60 et 70, et ouvre de plus en plus grand les bras à Hollywood, tout en lorgnant avec un mélange d'inquiétude et de frénésie vers le continent qui doit prendre le contrôle de la colonie le 1<sup>er</sup> juillet 1997. Dans cet environnement à la fois perturbé et fécond, Wong Kar-wai poursuit une carrière singulière, loin des coteries et des conformismes.

Né à Shanghai en 1958, il a émigré à Hongkong avec sa famille cinq ans plus tard. Après un détour par la télévision, il devient, au début des années 80, scénariste au sein des usines à images, alors en pleine activité, qui produisent à la chaîne des films de genre. Il se lie également à Patrick Tani, l'une des figures de la fin des années 70 qui a introduit le cinéma d'auteur dans cette industrie très codifiée, avant de déserter. Trop solitaire pour être rattaché à un mouvement, Wong s'impose comme l'héritier de ce courant avec *As Tears Go By* (1988), polar atypique qui révèle Leslie Cheung et Maggie Cheung.

Son succès lui permet de mettre en chantier *Nos années sauvages*, qui devait être un diptyque : l'échec cinglant de la première partie empêchant la réalisation de la seconde...

avant que le film ne devienne, avec retard, un « culte ». Wong Kar-wai obtient alors les moyens d'une superproduction, adaptée d'un célèbre roman d'arts martiaux et tournée en Chine populaire, *Les Cendres du temps*. Confronté à d'immenses difficultés de production, le cinéaste interromp un moment son tournage et, « pour se changer les idées », entreprend un pied levé un petit film réalisé à toute vitesse, *Chungking Express*. Après avoir achevé *Les Cendres du temps* (qui sortira en France cet été), il a tourné *Fallen Angel*, attendu pour la rentrée.

« Comme les autres films que vous avez réalisés depuis, *Nos années sauvages* ne suit pas un récit linéaire.

« J'avais beaucoup travaillé sur la structure, d'ailleurs que sur le scénario. Je voulais fractionner le récit en petites nouvelles racontées de différents points de vue.

« Même s'ils les traitent de manière originale, vos films prennent appui sur des genres : film noir, mélodrame ou arts martiaux.

« Les genres donnent des repères. Quand j'étais scénariste, les producteurs ne disaient toujours : la souffrance et toute la beauté d'une Afrique incarnées dans le regard et dans la voix d'un cinéaste qui se livre comme jamais.

« Non, j'ai réalisé le film comme en rêve, c'était très étrange. Je m'amusais tellement que je ne pouvais pas penser à rien d'autre. Je savais qu'il ne marcherait pas commercialement, mais je n'y pensais pas. J'ai essayé de filmer chaque partie selon

un style différent. Ce n'est qu'ensuite que j'ai associé chaque séquence à un grand cinéaste qui aurait pu lui servir de modèle, une partie à la Bergman, une autre à la Douglas Sirk, etc.

« Pourquoi Patrick Tani, qui a été dans une certaine mesure votre mentor, est-il le mentor du film ?

« Le film devait sortir pour Noël et fin novembre, j'étais encore en train de tourner, je parlais pour Mandille deux semaines filmer les séquences finales. J'ai demandé à Patrick de commencer le montage du matériel tourné, il m'a demandé : « Quelle est l'histoire ? » Je n'ai pas d'histoire, je la cherche toujours. Je ne sais pas comment le film finira. » Il n'a averti qu'il suivrait son instinct, j'ai accepté en espérant que les plans seraient assez bons pour donner naissance au film que j'espérais.

« Je suis parti aux Philippines, pour découvrir que je ne disposais plus que d'une semaine au lieu de deux, par manque d'argent. J'ai tourné 24 heures sur 24 pendant sept jours. Le dernier jour, Patrick m'a envoyé la cassette du montage de la première heure, je me souviens de l'avoir regardée avec William Chang, le directeur artistique : c'était exactement ce que j'avais en tête. Mais si j'aurais monté le film moi-même, il m'aurait fallu des années pour parvenir à ce résultat.

« Que vous a inspiré la comparaison avec *A bout de souffle* ?

« Elle me semble disproportionnée, mais elle m'a aidé : le film a été tellement mal accueilli à sa sortie par le public ! A la première, au bout de cinq minutes, les spectateurs ont

commencé à protester, ils étaient furieux. C'était Noël, beaucoup de gens étaient venus pour les vedettes, ils sont sortis de la salle en disant à tout le monde : « N'achetez pas de tickets ! » En Corée, il y a eu des bagarres, le public jetait des objets sur l'écran. Tout le monde a pensé que j'étais fini. Les critiques m'ont sauvé.

« Le public de Hongkong a changé d'attitude depuis.

« Oui. Il sortait aujourd'hui, *Nos années sauvages* serait un succès. D'ailleurs beaucoup de films l'ont copié. Même les spots publicitaires en imitent des séquences. Mais tourner la deuxième partie prévue serait difficile. Les vedettes sont devenues tellement chères... Ce devrait être une histoire entre Corinna Law et Maggie Cheung, les deux femmes du premier film devenant les personnages principaux.

« Que faites-vous maintenant ?

« Thésiste entre deux projets, un film gay ou une comédie musicale située à Pékin. Malgré les difficultés de tournage rencontrées en Chine continentale sur *Les Cendres du temps*, je veux essayer à nouveau. Je choisis en fonction des acteurs dont je pourrais disposer. Je ne me plains jamais des conditions de préparation ou de tournage, c'est de ça qu'est fait un film. Dans *Les Cendres du temps*, j'ai tourné avec Leslie Cheung, quand il est parti, j'ai continué avec sa doublure ; quand celle-ci est partie, j'ai terminé avec la doublure de la doublure. Il faut travailler avec les conditions concrètes, voilà tout. »

Propos recueillis par Jean-Michel Prodron

## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### FLIRT

Film américain de Hal Hartley. Avec Bill Sage, Parker Posey, Martin Donovan, Dwight Ewell, Gené Lechner, Miho Nikaidoh, Toshizo Fujiwara, Chikako Hara. (1 h 25.)

Depuis 1989, en quatre films (*The Unbelievable Truth*, *Trust Me*, *Simple Men* et *Amateur*), le cinéaste new-yorkais Hal Hartley s'est imposé comme l'un des auteurs les plus originaux et les plus inventifs de la jeune génération américaine. Il revient avec un périlleux exercice de style, fondé sur la répétition de situations identiques à Manhattan, Berlin et Tokyo. Soit un petit scénario de vaudeville : l'un des deux membres d'un couple demande à l'autre de s'engager plus avant dans leur relation, le second fonce poser la même question de confiance à un (e) autre partenaire, un drame de la jalousie éclate et se termine à l'hôpital. Les premières séquences new-yorkaises retrouvent la gravité amusée, légèrement décalée où on reconnaît le ton Hartley, avant de se perdre dans une accumulation de gadgets « distancés » assez vains. Le deuxième épisode, qui met en scène un couple homosexuel, accuse davantage encore l'artifice de l'opération, empêché d'effets de mode sans grand intérêt. Le film s'est déjà enlisé lorsque, à Tokyo, Hal Hartley introduit quelques variations, parfois esthétiquement réussies grâce au concours du chorégraphe Yoshito Ohno, puis se met lui-même en scène, ainsi que le processus de fabrication du film. Tout cela est à la fois très cérébral et pas bien malin. La tentative de Flirt et son échec rappelle *Night on Earth*, de Jim Jarmusch, dont Hartley peut être considéré comme le successeur, comme figure de proue du cinéma d'auteur américain. Comme si lui aussi avait eu besoin de passer par cette étape formaliste pour trouver un second souffle. En poussant la comparaison, la récente réussite du *Dead Man* de Jarmusch laisse attendre avec confiance le prochain film de Hartley.

J.-M. E.

### LES MENTEURS

Film français d'Elie Chouraqui. Avec Jean-Hugues Anglade, Valéria Bruni-Tedeschi, Lorraine Bracco, Sami Frey. (1 h 47.)

Zac (Jean-Hugues Anglade) est metteur en scène ; Hélène (Lorraine Bracco), sa compagne, star-américaine-entre-deux-âges. Markus (Sami Frey) est quant à lui producteur et Daisy (Valéria Bruni-Tedeschi) est prête à tout pour devenir scénariste. C'est un film sur le cinéma. Zac y est donc torturé et imprévisible, Hélène fragile et hystérique, Markus d'une élégance désespérée et Daisy d'une impulsive fraîcheur. L'histoire ? Celle d'un film en train de se faire. Avec des références (affichées sur les murs sous forme de posters). Des rebondissements (plus théâtraux les uns que les autres). Une esthétique (belle comme un spot publicitaire). Avec une philosophie enfin, qui voit la vérité (l'amour) triompher du faux-semblant (l'art). C'est Daisy dictant à Zac la fin d'un scénario à travers lequel s'est naturellement jouée leur propre relation : « Ils font ce que tout le monde a envie de faire et ne fait jamais : ils disparaissent. » Le film semble le produit de l'improbable rencontre d'Arthur Rimbaud et d'Elie Chouraqui sur le plateau de « Perdu de vue ».

Jacques Mendelbaum

### LE CRI DE TARZAN

Film français de Thomas Bardinet. Avec Julien Haurant, Hamida Bedjaoui, Marie Vialle, Martine Erhel, Daniel Martinez. (1 h 52.)

Le sujet - les premières armes amoureuses - sert de longue date à homologuer le jeune cinéma français. Le cadre - Bordeaux, sa bourgeoisie, son ennui - évoque plus inhabituellement Mauriac. L'ensemble est décliné en trois mouvements, de style étonnamment disparate. L'ouverture pose classiquement une situation, celle de Frédéric, jeune homme étouffant entre des parents ultra-conventionnels, une petite amie bon chic bon genre et les obligations d'un service national notablement adouci par les relations du papa. Sa désertion, consécutive à la rencontre d'une jeune « beurette », Salha, et leur commune robinsonnade sur « l'île aux oiseaux » fournissent le motif d'une (très) longue rupture, suggérée par un montage abusivement répétitif. L'épilogue confronte enfin, sur un mode un peu convenu, deux univers réunis à la faveur d'un accident de parcours. Une belle musique de Dick Annegarn musarde le long de ce film, dont la mélancolie hasardeuse ne prend hélas jamais corps.

J. M.

### CHAMANE

Film français de Bartabas. Avec Igor Gotsman, Spartak Fedotov. (1 h 35.)

Bartabas aime les chevaux. Il l'a démontré avec *Zingaro*, l'a prouvé dans *Mazeppa*, son premier film, il le confirme dans *Chamane*. Il aime aussi les histoires simples aux allures de contes. Ici, un violoniste s'évade d'un obscur goulig en compagnie d'un chamane, qui lui révèle avant de mourir que toujours les esprits l'accompagneront. Toujours, c'est-à-dire au moins tant que durera son épreuve perpétuelle au cœur de la taiga enneigée. Et il dure, au point que le réalisateur s'épuise bientôt à filmer l'homme et l'animal, l'homme et la nature, l'homme face à ceux de ses semblables qui viennent à croiser son chemin, l'homme face à lui-même. On comprend bien que Bartabas a voulu puiser dans la linéarité de l'argument et la minceur du scénario la matière de sa réflexion et la force de son propos. On voit bien que les difficultés rencontrées tout au long du tournage ont été à la mesure de l'aventure humaine que retrace le film. On comprend, on voit, mais on se sent étranger au film, incapable d'accompagner le violoniste dans son parcours physique et mental, de partager sa perception d'un monde dont la réalisation ne fait qu'érafler la surface.

R. M.

### PERSONNE NE PARLERA DE NOUS QUAND NOUS SERONS MORTS

Film franco-espagnol d'Agustín Díaz Yanes. Avec Victoria Abril, Federico Luppi, Pilar Bardem, Daniel Giménez Cacho. (1 h 44.)

A la suite de l'accident de son mari torero, plongé dans un coma profond, une jeune femme sombre dans l'alcoolisme et la prostitution. Elle revient du Mexique où elle est tombée, après un sanglant règlement de comptes, en possession de documents appartenant à la Mafia. De retour en Espagne, elle renoue avec sa famille, réduite à une belle-mère compréhensive, ancienne militante communiste et vétérane de la guerre civile, qui veut lui faire reprendre ses études. Deux tueurs sont pourtant à ses trousses. Le scénario de *Personne ne parlera de nous quand nous serons morts* est à l'image de l'héroïne du film. Celle-ci hésite, en effet, entre la recherche d'un emploi et le hold-up. Le film passe ainsi constamment de la chronique sociale au cinéma de genre. Les auteurs n'ont sans doute pas voulu choisir et alternent séquences naturalistes et péripéties parfois très violentes. Porté par un certain humour noir et surtout l'interprétation de Victoria Abril, *Personne ne parlera de nous...* souffre pourtant fondamentalement d'une mise en scène très plate, qui ne parvient pas à s'adapter à un parti pris de récit un peu singulier.

Jean-François Rauger

## Raymond Depardon, l'Afrique et ses douleurs au « Cinéma du réel »

**CINÉMA DU RÉEL.** 18<sup>e</sup> Festival international de films ethnographiques et sociologiques. Du 8 au 19 mars, Centre Georges-Pompidou. Renseignements : 44-78-44-21 et 44-78-45-69.

Plus de cent films, 3,5 millions de francs de budget, quinze mille spectateurs attendus : le festival « Cinéma du réel » est un des grands rendez-vous internationaux de la création documentaire « lieu de résistance à la télévision », selon sa déléguée générale Suzette Glénadel, et un révélateur des évolutions du genre. Formats atypiques, émergence du vécu et tentation de la fiction confirment les tendances observées depuis quelques années.

A commencer par la monumentale question posée par le film de Raymond Depardon, *Afrique, comment ça va avec la douleur ?* Trois ans de tournage en solitaire et près de trois heures de film dont la forme

imprégnera les consciences parce qu'elle tient à la fois de la lettre d'amour, du journal personnel et du précis de morale cinématographique. De Soweto à Alexandrie, en passant par le Rwanda, voici toute la souffrance et toute la beauté d'une Afrique incarnées dans le regard et dans la voix d'un cinéaste qui se livre comme jamais.

Cette œuvre constitue la meilleure introduction aux quelque quatre-vingts films africains présentés à l'occasion du quarantième anniversaire des Indépendances. Raymond Depardon demeure ainsi intimement lié au festival. Son film *Numéro zéro* (sur le lancement du *Matin de Paris*) avait en effet prélué à la naissance de cette manifestation en 1978. Pour dérisoire que paraisse la transition des souffrances d'un continent au microcosme de la presse parisienne, c'est pourtant toujours l'éthique qui préoccupe Rêve d'un jour de Jean-Louis Comolli et Journal de campagne de Jean-Paul

Andrien. Soit la remémoration d'une fragile utopie après l'arrêt du quotidien *Le jour*, et la couverture de la dernière campagne présidentielle restituée *in vivo* depuis le service politique du Monde.

Le panorama de la production française permet de constater la domination de la vidéo. De Paris à Evian, Le Convoi de Patrice Chagnard dévoile subtilement les motivations de trois roulements de l'humanité. *Pastor de nuit* de Nicolas Rey enregistre l'exacerbation nocturne des rapports entre l'administration et ses usagers. Au titre des révélations, Julie, itinéraire d'un enfant du siècle, de Dominique Gros, esquisse le portrait d'une femme cherchant « la bonne distance » avec la vie au milieu de ceux qu'elle appelle les « normopathes ».

De « la maladie morale » du siècle, on passe au lieu qui le décline avec Sylvie, ses mots pour le dire, du Suisse Daniel Schweizer, corps-à-corps d'une jeune femme

avec le sida. La mémoire et la trace sont également à la base du film américain de Marian Marzyński, *Shiel* : rencontre d'un juif américain rescapé de la Shoah et d'une jeune Polonaise naïve de la même bourgeoisie. Avec une violence qui rappelle celle de Claude Lanzmann, le réalisateur procède à une liquidation définitive du contentieux judéo-polonais.

Il y a enfin cette petite venue du Kazakhstan, *Scapje* (Paradis), première œuvre de Sergei Dvorovoj, qui, en vingt-cinq minutes, restitue, pratiquement sans dialogue, la vie d'une famille de nomades. Gestes magnifiés, mais aussitôt désamorçés par une scène burlesque ou cruelle. Rien de moins plaisant que ce cinéma qui ne fait pas du dénuement un objet de sanctification, mais tire sa grandeur du cri de l'homme pestant en kazakh contre « cette vie de merde ».

Jacques Mandelbaum

**SPECTACLES**

RÉSERVEZ  
VOS PLACES  
SUR MINTEL

**3615 LEMONDE**

**Hôtel de la Monnaie**  
11, quai de Conti 6<sup>ème</sup> Tél. 39 73 87 25  
7 février au 28 avril

**Eugénie Hartley**  
de Beaumarchais

avec Alain Mottet  
spectacle de Flore Bernard



## De Sergio Leone à « Heat », les quatre vies du producteur Arnon Milchan

**PRÈS DE** Montfort-l'Amaury, où il a élu résidence, Arnon Milchan est considéré comme un producteur américain qui a, depuis longtemps, compris que « la France est le meilleur endroit au monde pour dépenser son argent ». A Hollywood, on l'appelle « le Français ». Né il y a cinquante ans en Israël, il passe l'essentiel de son temps dans les avions, au point d'affirmer en souriant ne ressentir les effets des décalages horaires que lorsqu'il lui arrive, par hasard ou par mégarde, de s'arrêter plus de quelques heures au même endroit.

« On devient producteur parce qu'on a envie qu'un film existe », explique cet homme d'affaires qui a fait fortune dans l'industrie pharmaceutique et l'agroalimentaire, et auquel est longtemps demeurée attachée une réputation de « marchands d'armes ». C'est donc en Israël qu'il a débuté dans le cinéma. Le temps de vérifier que la production nationale n'était pas à la mesure de ses rêves. En Europe, ensuite, il produit *La Grande Menace*, de Jack Gold, avec Richard Burton et Lino Ventura (1977) et se lie avec Roman Polanski : s'il renonce finalement à *Pirates*, il produit *Amadeus* sur scène. Vient alors le temps des projets « impossibles ». Sergio Leone cherche depuis treize ans un producteur pour *Il était une fois en Amérique* ? Milchan est là. Terry Gilliam ne parvient pas à monter

*Brazil* ? Le même répond présent. Devenu un des amis les plus sûrs de Robert De Niro, Milchan produit également *La Valse des pantins*, que devait initialement réaliser Milos Forman, relayé bientôt par Michael Cimino, avant que Martin Scorsese ne s'empare du projet.

« LA VÉRITABLE VEDETTE » Milchan a alors vécu sa deuxième vie de producteur, celle dont on rêve parce qu'elle offre d'« approcher des vedettes ». Il est alors convaincu que « le réalisateur est la véritable vedette ». Pourtant, « produire, notamment, Sergio Leone, Terry Gilliam et Martin Scorsese ne signifie rien à Hollywood ». Deux films vont permettre à Milchan de prendre vraiment pied sur le territoire américain : *Pretty Woman* et *La Guerre des Roses*. Au lendemain de ces deux succès, la Warner lui propose une association, qu'il accepte avant de découvrir qu'il n'a pas les mains libres : « Comme je l'avais payé seulement 2 500 dollars pour le scénario de *Pretty Woman*, j'avais promis à J. F. Lawton 1 million de dollars pour son prochain film. Mais, quand Variety a publié l'information, la Warner m'a fait savoir que je n'avais pas le droit de prendre seul de telles décisions. J'ai répondu que j'étais trop vieux pour jouer ce jeu-là ». Nouvelles négociations, nouvel accord, au terme duquel New Regency, la société de Milchan,

dont il est actionnaire à égalité avec Warner et le Studio Canal Plus, produira vingt films. Le premier sera *J. F. K.*, de Oliver Stone (1993).

Depuis, de nouveaux partenaires ont rejoint New Regency, notamment l'australien Kerry Packer. Le 28 février, Samsung a déboursé 60 millions de dollars pour entrer à hauteur de 7,4 % dans la société de Milchan, qui « pèse » désormais 1 milliard de dollars. « Le danger qui nous guette est que nous devenions trop importants et que l'équilibre soit rompu », précise Milchan. Mais faut-il encore parler d'équilibre, alors que les recettes générées par Films New Regency représentent 35 % des recettes américaines de Warner, 40 % à l'étranger ? De nouvelles négociations sont prévues, dans lesquelles Warner n'est pas en position de force : « Sans l'Arme fatale, sans Clint Eastwood – dont le prochain film ne sera pas distribué par Warner – et sans Batman, il ne leur reste rien ». Pourtant, Milchan ne cache pas qu'une autre société l'intéresse davantage encore que Time Warner : « Je souhaite m'entendre avec les Français de l'avenir de la MGM, et savoir ce que compte faire à ce propos le Crédit lyonnais ».

Il n'a pas renoncé, en effet, à la vision « européenne » de ses débuts. C'est ainsi notamment qu'il a produit avec France-Télévision une série sur La Fayette et un film sur Attila, qu'il prépare un projet de

chaîne musicale et qu'il est, aux côtés de France 2, France 3, La Sept-Arte et du britannique Carlton, un des actionnaires de la chaîne de fiction du service public qui devrait s'appeler « Festival » et doit être lancée sur le câble et le satellite en mai 1996. Pour ce qui est du cinéma, il reconnaît que la situation est plus délicate : « Le principal problème du système français réside dans l'obligation qui lui est faite de donner de l'argent à trop de gens. Et il faut en finir avec cette paranoïa de l'invasion culturelle américaine, en protégeant la tradition du film européen. Pour cela, les films américains qui dépassent les deux millions d'entrées en France devraient payer une taxe dont le produit serait destiné à soutenir le cinéma européen ».

### POUR LE « PLASER »

Pour l'heure, New Regency produit douze films par an, d'un coût moyen de 40 millions de dollars, et Milchan envisage, par le biais de Regency Classic, de financer des films dont il qualifie le budget, plus modeste, d'« européen ». De même que sous le label musical qu'il s'apprête à lancer trouveront place des disques classiques, « qui ne permettent pas de gagner d'argent, mais me font plaisir ». Plaisir. Le mot revient fréquemment : « Je ne prends pas tout cela au sérieux, c'est ce qui me permet de rester comme un enfant, auquel on raconte des histoires

avec des images. Les grands patrons de Hollywood sont censés connaître parfaitement les recettes qui fonctionnent. Or ils se trompent neuf fois sur dix. Ils sont donc payés, très cher, pour se tromper neuf fois sur dix. Comme nous ne sommes pas entourés par des génies, ce n'est pas trop difficile... »

Des histoires, on lui en raconte beaucoup, en espérant qu'il décide de financer les images qui vont avec : une centaine de scénarios arrivent chaque semaine dans les bureaux de New Regency, soit environ cinq mille par an. « Nous passons 99,9 % de notre temps à dire « non ». Pour se lancer dans la production d'un film, il faut ou bien être très amoureux du projet ou bien croire à son potentiel commercial ». Ensuite, il convient de savoir ce que l'on veut : « Je sais que je n'ai pas envie de produire une comédie musicale pour Oliver Stone ou une histoire d'amour pour Scorsese. Il est vrai également que le cinéma américain est beaucoup plus conventionnel que lorsque j'ai débuté. Aujourd'hui, la motivation pour produire un film ne vient, le plus souvent, ni des acteurs ni du réalisateur, mais du sujet. Les auteurs sont devenus les vraies vedettes du cinéma. » C'est ainsi qu'Arnon Milchan a commencé sa quatrième vie de producteur de cinéma.

Pascal Mérieux

### Lettre de Téhéran

Bien que le cinéma iranien ait, à l'extérieur, une bonne image, à l'intérieur du pays, tout le monde parle de crise. Deux ou trois films seulement, chaque année font recette. Sur 149 scénarios présentés à la commission du ministère de l'Orientation islamique (le nom officiel du ministère de la culture) pour obtenir l'autorisation de tournage, 32 ont été acceptés. Parmi ceux-ci, 65 ont trouvé un producteur (d'État ou privé). Et, en l'absence d'une politique clairement définie, les cinéastes doivent sans cesse essayer de s'adapter aux choix imprévisibles des responsables gouvernementaux. Néanmoins, une cinquantaine de films produits en 1995 ont été présentés au cours de la quatorzième édition du festival Fajr de Téhéran, du

21 février au 1<sup>er</sup> mars. Au cours de cette manifestation, qui a souffert d'exécrables conditions d'organisation et de projection, le public attendait surtout *Le Voyage à l'aube*, le nouveau film d'Abbas Kiarostami. Hélas, le montage de ce film n'a pu être terminé à temps : comme chaque année à la veille du festival, les laboratoires et les salles de montage ont été pris d'assaut, les réalisateurs n'ayant parfois la possibilité de travailler à la fin de leur film que quelques heures par jour. L'auteur de *Au travers des oliviers* a, lui, préféré attendre le retour à une période plus calme pour terminer le sien. Les deux tiers des films montrés cette année avaient pour thème la guerre Iran-Irak, et un parti pris idéologique proche de la ligne du régime. Tous, ou presque, sont produits par des organisations d'État, et la plupart ont été tournés dans le « Cinecitta » iranien, situé

sur la route qui mène à la ville sainte de Qom, et réservé aux films de ce genre. Deux titres se détachaient du lot : *Leyli* est avec moi, de Kamal Tabrizi, qui a obtenu le prix du meilleur scénario, est une comédie sur la guerre traitée sur un mode « chaplinesque », à propos d'un reporter de télévision paisible et peureux, pris au piège du conflit. Et *Le Sommet du monde*, de A. Hamidnejad, qui montre deux adolescents qui veulent à tout prix partir pour le front pour devenir martyrs de guerre, mais dont les parents essaient de les en empêcher. Bien que le grand prix ait été attribué au *Fère de Majid Majidi*, qui traite de la condition des femmes et dénonce la dureté des coutumes, le film le plus remarqué du festival aura été *Gabbah*, de Mohsen Makhmalbaf (dont le *Salam Cinema*, révélu à Cannes en 1995, a triomphé récemment à Téhéran : pendant cinq semaines, dans quatre salles, plus de

500 000 spectateurs ont vu le film, un miracle). Dans *Gabbah*, l'image d'une jeune fille, tissée dans un tapis particulier qui donne son nom au film, en sort pour raconter son histoire d'amour au vieux couple qui est en train de laver celui-ci au bord d'une rivière. À travers ce récit, Makhmalbaf conte avec lyrisme, sur des images splendides, l'histoire d'une tribu nomade au sud-ouest de l'Iran. Un deuxième film du même cinéaste, *Le Pain et le Vase*, concerne un sujet autobiographique : à dix-sept ans, militant contre le régime du chah, Makhmalbaf avait attaqué un policier pour le désarmer. Les véritables protagonistes de cette histoire, le réalisateur et le policier retrouvé, réalisent chacun leur reconstruction des faits, chacun disposant de sa propre équipe de tournage.

Mamad Haghighat

## Les Indépendants s'unissent

METTANT en avant « l'esprit d'indépendance » davantage que leur statut économique, les professionnels (réalisateurs, producteurs, distributeurs, exploitants) réunis dans la nouvellement créée Union des Indépendants du cinéma (*Le Monde* du 28 février) ont présenté le 4 mars leurs objectifs. Dénonçant la concentration du secteur dans quelques mains, et la mise en place de logiques « purement financières » des grands groupes, les membres de l'UDIC veulent rappeler la fonction culturelle mais aussi économique et sociale de leur secteur, garant de la diversité de la production, lieu de découverte des nouveaux talents, allié marchande de la reconquête des publics et agent de la lutte contre l'exclusion.

### APPEL AUX POUVOIRS PUBLICS

Face à l'invasion hollywoodienne, dont ils accusent les « Majors » françaises d'être devenues les zélés supplétifs, les Indépendants se présentent comme le dernier rempart de la vitalité de l'industrie nationale. Ils en appellent aux pouvoirs publics, accusés d'avoir laissé se dévoyer la réglementation au profit des plus puissants, pour que l'État rééquilibre les mécanismes d'aide au profit des plus fragiles.

« Nous sommes la majorité, en nombre de personnes et en variété de créations sinon en chiffre d'affaires », ont affirmé les responsables de l'UDIC, rappelant le travail effectué en commun « sur le terrain » par les professionnels qu'ils représentent, et qu'avaient longtemps divisés des préoccupations corporatistes. Se défendant de vouloir devenir des assistés, et clamant bien haut leur refus d'être confinés dans un ghetto, ils se sont au contraire affirmés comme partie prenante de l'ensemble du cinéma français.

QUATRE MOIS après son arrivée à la tête du Centre national du cinéma (CNC), Marc Tessier annonçait une réforme de son organisation qui suscite les inquiétudes du personnel et des filières dépendantes (*Le Monde* du 12 février). Au-delà des aménagements techniques, cette opération traduirait une nouvelle approche de l'intervention de l'État vis-à-vis du cinéma de la part de l'organisme chargé de la production, la distribution et l'exploitation. Cette réorganisation veut mettre le CNC en meilleure position pour affronter les grands enjeux que M. Tessier définit dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« La réforme de l'organigramme du CNC correspond-elle à une nouvelle approche des fonctions du centre ?

— En créant une direction du cinéma qui prend en charge l'ensemble des aides financières à la production, la distribution et l'exportation, j'ai voulu donner plus de cohérence à nos actions, afin d'éviter qu'une réforme dans un secteur n'ait une incidence négative sur un autre. Ainsi de la distribution des films en salles : il faut s'en préoccuper dès le montage financier du film, mais aussi améliorer le soutien aux distributeurs indépendants – ce que je ferai très prochainement – et s'assurer de la diversité du parc des salles. Enfin, il faut renforcer les actions en faveur de la formation, et mobiliser les collectivités locales, comme cela se fait dans les pays voisins.

— Pourquoi le nouvel organigramme formalise-t-il deux dis-

## Marc Tessier, directeur du Centre national du cinéma « Il faut éviter d'opposer une économie du film culturel à une économie commerciale »



MARC TESSIER

tinctions, entre cinéma et audiovisuel, et entre industrie et action culturelle ?

— Le fonds de soutien intervient dans des proportions comparables en faveur du cinéma d'une part, des productions télévisuelles d'autre part, mais selon des principes différents. L'économie du cinéma est spéculative, chaque film est un prototype, tandis que la production télévisuelle dépend largement des choix préalables des programmeurs de chaînes. A de rares exceptions près, je ne crois pas qu'on puisse tourner une œuvre de cinéma sans passer par la production télévisuelle. En revanche, je voudrais recuser la distinction entre actions culturelles et interventions économiques. Quand le CNC soutient les formations professionnelles, aide les festivals ou développe les aides régionales aux tournages, il fait autant de l'économie que du « culturel ».

— En demandant qu'on prenne en compte l'exploitation dès la production, en réservant d'em-

blée une partie de l'avance sur recettes à la distribution, en instituant un organigramme où l'action culturelle est séparée du reste du cinéma, ne concourez-vous pas à créer des filières distinctes entre des types de films esthétiquement et économiquement différents ?

— Il faut veiller à ne pas créer une économie des films assistés, que l'on qualifierait de culturels, d'un côté, et une économie commerciale, de l'autre. Pas plus qu'une économie du film français face à une économie du film de coproduction européenne ou internationale. Les critères doivent être plutôt la langue, les racines culturelles des auteurs et scénaristes, les lieux de tournage... Ces critères sont au centre des travaux de la commission mise en place par le ministre sur l'agrément, qui détermine les accès aux aides publiques.

— Qu'en est-il du statut du CNC, actuellement établissement public administratif (EPA), dont une partie des professionnels demandaient la modification, avec notamment la création d'un conseil d'administration qui aurait formalisé leur présence ?

— Le centre est un établissement public administratif dépendant du ministère de la culture. Personne n'envisage de modifier son caractère administratif puisqu'il gère des crédits d'État et qu'il exerce des attributions réglementaires. Quant à l'association des professionnels, par l'intermédiaire d'un conseil d'administration, n'oublions pas qu'il existe au centre plus de trente commissions permanentes, consultatives pour la plupart, mais qui participent à toutes les décisions.

— La réforme du centre vise à

permettre une meilleure action face aux nouveaux enjeux auxquels le cinéma et l'audiovisuel sont confrontés. Quels sont, selon vous, les principaux ?

— Outre la formation professionnelle et le développement de l'intervention des collectivités locales, j'en citerai quatre. L'exportation, où se joue l'avenir de notre cinéma : ce sera une de mes priorités. Unifrance et le CNC doivent travailler de conserve en faveur de ce domaine qui bénéficiera des crédits supplémentaires les plus importants en 1996 : 4,2 millions de francs. Ensuite, la refonte des textes réglementaires, souvent trop anciens : des commissions ont été mises en place par le ministre à cet effet (*Le Monde* du 26 janvier). Puis la présence du CNC dans les négociations internationales : quand on songe à l'importance des débats en cours à Bruxelles sur la directive « Télévision sans frontières », à la discussion sur le code des aides à l'OCDE ou à la poursuite des négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce, on mesure l'enjeu pour le CNC, et l'importance pour ses représentants d'être plus disponibles sur ces dossiers. Enfin, le multimédia : le ministre m'a chargé de constituer une délégation qui suivra les actions des éditions multimédias.

— Le multimédia va-t-il alimenter le Compte de soutien, et en bénéficier ?

— Cette décision relève du gouvernement. Il me semble qu'on ne doit pas maintenir une distinction entre diffusion traditionnelle et supports multimédias. Il ne faut pas créer artificiellement des barrières administratives.

Propos recueillis par Jean-Michel Fradon

## LES ENTRÉES À PARIS

■ Le million d'entrées à Paris, barrière symbolique enviable, a été franchie cette semaine par *Le bonheur est dans le pré*, en treizième semaine. Un exploit que s'apprête à réaliser prochainement *Les Trois Frères* (qui en est à 941 000 en douze semaines) et *Seven* (à 954 000, mais en cinq semaines seulement).

■ L'« effet césar » relève pour l'heure à peine du frémissement, surtout au profit de *Nelly et M. Arnaud*, qui avait déjà tiré parti de sa position de favori pour, avant même la cérémonie du 2 mars, attirer de nouveaux spectateurs (total : 475 000 en vingt semaines), tandis que *Le Haine*, qui en est à 612 000 entrées, a attendu les résultats dans une unique salle, et ne peut donc tirer qu'un maigre bénéfice de sa récompense.

■ Le cinéma américain continue de dominer largement ce début d'année : parmi les nouveautés, *L'Armée des douze singes* est d'ores et déjà un succès, avec 192 000 amateurs dans son immense combinaison de 42 salles. Derrière viennent *Raison et sentiments*, lui aussi bien accueilli à 75 000 entrées, dans 23 salles, et *Un week-end en famille*, un peu décevant à 40 000 avec un écran de moins. Face à eux, *Le Journal du séducteur* fait bonne figure à 14 000 dans seulement cinq salles, mais ne court manifestement pas dans la même catégorie.

■ En continuation, la domination américaine est elle aussi sans partage. *Soft*, dans l'ordre : *Heat* à 107 000 (262 000 en deux semaines), *Seven*, donc, à 86 000, *Babe* à 77 000 (152 000 en deux semaines), *Maudite Aphrodite* à 65 000 (294 000 en trois semaines), *Junajli* à 68 000 (274 000 en trois semaines). Mais il faut également remarquer que les quatre productions hollywoodiennes tenant le haut du tableau disposent à elles seules de 174 écrans, soit 40 % des salles de la capitale. On voudrait révéler la vieille revendication des quotas d'écrans réservés aux films français, ou européens, qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

J.-M. F.

★ Sources des chiffres : *Le Film français*.

### DÉPÊCHES

■ Les archives de la société Argos Films ont été remises à l'Institut Lumière de Lyon par leur propriétaire, le producteur Anatole Dauman. La prestigieuse société de production créée en 1949 par Dauman a produit 45 longs métrages et 120 courts métrages, dont des titres aussi importants que *Nuit et brouillard* et *Hiroshima mon amour* (Alain Resnais), *Un hasard* (Balthazar Robert Bresson), *L'Empire des sens* (Nagisa Oshima), *Le Tambour* (Volker Schlöndorff), *Paris Texas* (Wim Wenders). Des copies de ces films ont été remises, en même temps que les archives qui concernent près d'un demi-siècle de production cinématographique française, au président de l'Institut Lumière, Bertrand Tavernier.

■ PolyGram, Robert Redford et Showtime (Viacom) lancent une chaîne de cinéma internationale à péage consacrée au cinéma indépendant, Sundance Channel. Sundance Channel a fait ses débuts aux États-Unis le 29 février par câble, par satellite et par MMDS (diffusion micro-ondes). La chaîne tire son nom et son inspiration du Festival de cinéma de Sundance, manifestation dédiée aux films indépendants, et dont Robert Redford est l'initiateur. Aux États-Unis, elle a pour opérateur Showtime Networks, qui gère notamment la chaîne câblée américaine de cinéma Showtime, mais c'est la major européenne PolyGram qui assurera son développement international.

■ Programme chargé pour Clint Eastwood, qui vient d'annoncer qu'il allait réaliser deux films coup sur coup. Tout d'abord le thriller *Absolute Power*, dont il sera l'interprète principal, puis *Midnight in the Garden of Good and Evil*, une histoire de meurtre, de vaudou et d'amour interdit, dans le cadre sudiste et enchanteur de Savannah, en Géorgie, adaptée du best seller de John Berendt. Mais dans celui-là, Eastwood ne jouera pas.



# LA SÉLECTION DU « MONDE »

**A L'ABRI DE LEURS AILES** (indien, 1 h 23), de Buddhadeb Dasgupta, avec Rajit Kapoor, Laboni Sarkar, Sadhu Meher, Shankar Chakraborty, Indrani Halder. **A LA VIE, A LA MORT** (français, 1 h 40), de Robert Guédiguian, avec Ariane Ascaride, Jacques Boudet, Jean-Pierre Darroussin, Jacques Gamblin, Gérard Meylan, Jacques Piellier. **LE BALLON BLANC** (iranien, 1 h 25), de Jafar Panahi, avec Aida Mohammadkhani, Mohsen Kafil, Fereshteh Sadr Orfani, Anna Bourkowskaya, Mohammad Shabani, Mohammad Bahkhtiari. **LA COMÉDIE DE DIEU** (portugais, 2 h 43), de João César Monteiro, avec Claudia Telxira, Max Monteiro, Raquel A. **COÛTE QUE COÛTE** (français, 1 h 35), de Claire Simon. **DEAD MAN** (américain, 2 h 14), de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Hen-

riksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt. **ERMO** (chinois, 1 h 30), de Zhou Xiaowen, avec Aïla, Ge Zhijun, Liu Peiqi. **HEAT** (américain, 2 h 50), de Michael Mann, avec Al Pacino, Robert De Niro, Val Kilmer, Jon Voight, Diane Venora, Tom Sizemore. **LI** (franco-belge-britannique, 1 h 32), de Marion Hänsel, avec Stephen Rea, Ling Chu, Adrian Brine. **MAUDITE APHRODITE** (américain, 1 h 34), de Woody Allen, avec Woody Allen, F. Murray Abraham, Helena Bonham Carter, David Ogden Stiers, Mira Sorvino, Michael Rapaport. **LA ROUE** (bangladaï, 1 h 05), de Morshedul Islam, avec Amirul Huq Chowdhury, Ashish Khondokar, Ruhul Amin Rubel, Ataur Rahman, Dilara Zaman, Golam Rasul Babu.

**EXCLUSIVITÉS**  
**A L'ABRI DE LEURS AILES** de Buddhadeb Dasgupta, avec Rajit Kapoor, Laboni Sarkar, Sadhu Meher, Shankar Chakraborty, Indrani Halder. **A LA VIE, A LA MORT** de Robert Guédiguian, avec Ariane Ascaride, Jacques Boudet, Jean-Pierre Darroussin, Jacques Gamblin, Gérard Meylan, Jacques Piellier. **LA COMÉDIE DE DIEU** de João César Monteiro, avec Claudia Telxira, Max Monteiro, Raquel A. **COÛTE QUE COÛTE** de Claire Simon. **DEAD MAN** de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Hen-

riksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt. **ERMO** de Zhou Xiaowen, avec Aïla, Ge Zhijun, Liu Peiqi. **HEAT** de Michael Mann, avec Al Pacino, Robert De Niro, Val Kilmer, Jon Voight, Diane Venora, Tom Sizemore. **LI** de Marion Hänsel, avec Stephen Rea, Ling Chu, Adrian Brine. **MAUDITE APHRODITE** de Woody Allen, avec Woody Allen, F. Murray Abraham, Helena Bonham Carter, David Ogden Stiers, Mira Sorvino, Michael Rapaport. **LA ROUE** de Morshedul Islam, avec Amirul Huq Chowdhury, Ashish Khondokar, Ruhul Amin Rubel, Ataur Rahman, Dilara Zaman, Golam Rasul Babu.

**JUSTINO, L'ASSASSIN DU TROISIÈME** de Ang Lee, avec Emma Thompson, Alan Rickman, Kate Winslet, Hugh Grant, Greg Wise, Emilie François. **RAISON ET SENTIMENTS** de Ang Lee, avec Emma Thompson, Alan Rickman, Kate Winslet, Hugh Grant, Greg Wise, Emilie François. **RAISON ET SENTIMENTS** de Ang Lee, avec Emma Thompson, Alan Rickman, Kate Winslet, Hugh Grant, Greg Wise, Emilie François. **RAISON ET SENTIMENTS** de Ang Lee, avec Emma Thompson, Alan Rickman, Kate Winslet, Hugh Grant, Greg Wise, Emilie François.

**RAISON ET SENTIMENTS** de Ang Lee, avec Emma Thompson, Alan Rickman, Kate Winslet, Hugh Grant, Greg Wise, Emilie François. **RAISON ET SENTIMENTS** de Ang Lee, avec Emma Thompson, Alan Rickman, Kate Winslet, Hugh Grant, Greg Wise, Emilie François. **RAISON ET SENTIMENTS** de Ang Lee, avec Emma Thompson, Alan Rickman, Kate Winslet, Hugh Grant, Greg Wise, Emilie François. **RAISON ET SENTIMENTS** de Ang Lee, avec Emma Thompson, Alan Rickman, Kate Winslet, Hugh Grant, Greg Wise, Emilie François.

## FESTIVALS

**BUNUEL, ARCHITECTE DU RÊVE**, Reflet Médias II, 5 (36-68-48-24). Le Fantôme de la liberté, ven. 12 heures ; Tristana, jeu. 12 heures. **COUP DE CHAPEAU À WOODY ALLEN** (v.o.), Mac-Mahon, 17 (43-29-79-89). Tombe les filles et tais-toi, ven. 14, 16, 18, 20, 22 heures. **COURT'S DENFERT**, Denfert, 14 (43-21-41-01). Zippo, jeu. 20 h 20. **DOCUMENTAIRE SUR GRAND ÉCRAN, HISTOIRES D'ENFANTS**, L'Entreptôt, 14 (43-43-41-63). Tout peut arriver, jeu. 18 heures ; La Pomélie, jeu. 19 h 30 ; Il était une fois les sept Siméon, jeu. 22 h 15. **LA FEMME** (v.o.), Institut finlandais, 5 (40-51-89-09). Ambitious Bitch, mer. 19 heures ; La Fille aux allumettes, jeu. 19 heures. **FESTIVAL MORETTI** (v.o.), Reflet Médias II, 5 (36-68-48-24). Palombella rossa, jeu. 12 h 05. **LE GRAND RENOUVEAU DU CINÉMA BRITANNIQUE** (v.o.), Grand Action, 5 (43-29-44-00). The Last of England, mer. 18, 20, 22 heures ; The Tempest, jeu. 14, 16, 18, 20, 22 heures ; Henry V, ven. 14 heures, 16 h 30, 19 heures, 21 h 30. **HOMMAGE À MARGUERITE DURAS**, Action Ecoles, 5 (43-25-72-07). Héroïne mon amour, mer. 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15, ven. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15 ; India Song, jeu. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15.

**HOMMAGE À SERGE GAINSBOURG**, L'Entreptôt, 14 (43-43-41-63). Slogan, jeu. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15 ; Equateur, ven. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15 ; Charlotte for ever, mer. 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15. **HUMPHREY BOGART** (v.o.), Action Christine, 6 (43-29-11-30). La Femme à abattre, mer. 18, 20, 22 heures ; Casablanca, jeu. 14, 16, 18, 20, 22 heures ; Key Largo, ven. 14, 16, 18, 20, 22 heures. **JOAO CESAR MONTEIRO** (v.o.), Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09). Souvenirs de la maison jamaïque, jeu. 13 h 45 ; A fleur de mer, ven. 12 heures. **MICHELANGELO ANTONIONI** (v.o.), Action Ecoles, 5 (43-25-72-07). La Notte, mer. 19 heures, 21 h 30 ; L'Avventura, jeu. 14 heures, 16 h 30, 19 heures, 21 h 30 ; Identificazione d'une femme, ven. 14 heures, 16 h 30, 19 heures, 21 h 30. **WERNER FASSBINDER** (v.o.), Accatone, 5 (46-33-86-86). Le Drotto du plus dur, ven. 15 h 30 ; Le Miroir des quatre saisons, jeu. 15 h 40 ; Les Larmes d'ambres de Petra von Kant, jeu. 21 h 20 ; Le Secret de Veronika Voss, jeu. 17 h 20. **WIM WENDERS** (v.o.), Accatone, 5 (46-33-86-86). Paris, Texas, mer. 21 h 40 ; Alice dans les villes, ven. 21 h 40 ; Les Ailes du désir, ven. 19 h 30.

**LE BALLON BLANC** (iranien, 1 h 25), de Jafar Panahi, avec Aida Mohammadkhani, Mohsen Kafil, Fereshteh Sadr Orfani, Anna Bourkowskaya, Mohammad Shabani, Mohammad Bahkhtiari. **LA COMÉDIE DE DIEU** (portugais, 2 h 43), de João César Monteiro, avec Claudia Telxira, Max Monteiro, Raquel A. **COÛTE QUE COÛTE** (français, 1 h 35), de Claire Simon. **DEAD MAN** (américain, 2 h 14), de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt. **ERMO** (chinois, 1 h 30), de Zhou Xiaowen, avec Aïla, Ge Zhijun, Liu Peiqi. **HEAT** (américain, 2 h 50), de Michael Mann, avec Al Pacino, Robert De Niro, Val Kilmer, Jon Voight, Diane Venora, Tom Sizemore. **LI** (franco-belge-britannique, 1 h 32), de Marion Hänsel, avec Stephen Rea, Ling Chu, Adrian Brine. **MAUDITE APHRODITE** (américain, 1 h 34), de Woody Allen, avec Woody Allen, F. Murray Abraham, Helena Bonham Carter, David Ogden Stiers, Mira Sorvino, Michael Rapaport. **LA ROUE** (bangladaï, 1 h 05), de Morshedul Islam, avec Amirul Huq Chowdhury, Ashish Khondokar, Ruhul Amin Rubel, Ataur Rahman, Dilara Zaman, Golam Rasul Babu.

**LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal.

**LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal.

**LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal.

## NOUVEAUX FILMS

**BROKEN ARROW** Film américain de John Woo, avec John Travolta, Christian Slater, Samantha Mathis, Delroy Lindo, Frank Whaley, Bob Gunton (1 h 48). **VO :** UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-68-58) ; UGC Odéon, 6 (36-68-77-62) ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelin, dolby, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Le Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10. **CHAMANE** Film français de Bartabas, avec Igor Goussman, Spartak Fedotov, Vladimir Yakovlev, Sergueï Emilianov, Stefan Beliaev, Aliocha Egonov (1 h 35). **VO :** Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3<sup>e</sup> (36-68-59-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8 (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-68-58) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (43-75-79-79) ; 36-68-69-24). **VO :** Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10. **LE CRU DE FARZAN** Film français de Thomas Bardinet, avec Julien Haurant, Hamida Bedjaoui, Marie Vialle, Martine Erhel, Michel Jeanjan, Kader Touati (1 h 52). Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

**FLIRT** Film américain de Hal Hartley, avec Bill Sage, Parker Posey, Martin Donovon, Dwight Ewell, Geno Lechner, Elina Lowensohn (1 h 25). **VO :** UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-68-58) ; 14-Juillet Haute-faule, dolby, 6 (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Triomphe, 8 (36-68-45-47) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-68-27). **LES MENTEURS** Film français d'Elie Chouraqui, avec Jean-Hugues Anglade, Lorraine Bracco, Valéria Bruni-Tedeschi, Sami Frey, Julie Gayet, Christian Charmatnet (1 h 47). **VO :** UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-68-58) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8 (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelin, dolby, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Le Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10. **CHAMANE** Film français de Bartabas, avec Igor Goussman, Spartak Fedotov, Vladimir Yakovlev, Sergueï Emilianov, Stefan Beliaev, Aliocha Egonov (1 h 35). **VO :** Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3<sup>e</sup> (36-68-59-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8 (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-68-58) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (43-75-79-79) ; 36-68-69-24). **VO :** Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10. **LE CRU DE FARZAN** Film français de Thomas Bardinet, avec Julien Haurant, Hamida Bedjaoui, Marie Vialle, Martine Erhel, Michel Jeanjan, Kader Touati (1 h 52). Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

**LE BALLON BLANC** (iranien, 1 h 25), de Jafar Panahi, avec Aida Mohammadkhani, Mohsen Kafil, Fereshteh Sadr Orfani, Anna Bourkowskaya, Mohammad Shabani, Mohammad Bahkhtiari. **LA COMÉDIE DE DIEU** (portugais, 2 h 43), de João César Monteiro, avec Claudia Telxira, Max Monteiro, Raquel A. **COÛTE QUE COÛTE** (français, 1 h 35), de Claire Simon. **DEAD MAN** (américain, 2 h 14), de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt. **ERMO** (chinois, 1 h 30), de Zhou Xiaowen, avec Aïla, Ge Zhijun, Liu Peiqi. **HEAT** (américain, 2 h 50), de Michael Mann, avec Al Pacino, Robert De Niro, Val Kilmer, Jon Voight, Diane Venora, Tom Sizemore. **LI** (franco-belge-britannique, 1 h 32), de Marion Hänsel, avec Stephen Rea, Ling Chu, Adrian Brine. **MAUDITE APHRODITE** (américain, 1 h 34), de Woody Allen, avec Woody Allen, F. Murray Abraham, Helena Bonham Carter, David Ogden Stiers, Mira Sorvino, Michael Rapaport. **LA ROUE** (bangladaï, 1 h 05), de Morshedul Islam, avec Amirul Huq Chowdhury, Ashish Khondokar, Ruhul Amin Rubel, Ataur Rahman, Dilara Zaman, Golam Rasul Babu.

**LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal.

**LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal.

**LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. **LA MAINE** de Mathieu Kassovitz, avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Said Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal.

ENFIN A LA VENTE EN VIDEOCASSETTE ET DISQUE LASER

UN FILM DE STANLEY KUBRICK

ORANGE MÉCANIQUE

Lors de sa sortie en salles, ce film a été l'un des plus réussis de l'année.

**ORANGE MÉCANIQUE** (français, 1 h 40). UGC Forum Orient Express, dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-32-24) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, 8 (36-68-43-47) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10 ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10. **WALLACE ET GROMIT** de Nick Park, Richard Golezowski, Jeff Newitt, Peter Lord, dessin animé britannique (1 h 15). **VO :** Denfert, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01) ; Grand Pavois, dolby, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10. **WEEK-END EN FAMILLE** de Jodie Foster, avec Holly Hunter, Robert Downey Jr., Anne Bancroft, Dylan McDermott, Charles Durning, Geraldine Chaplin. **Américain** (1 h 45). **VO :** UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-68-58) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, 8 (36-68-43-47) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, dolby, 6 (36-65-70-73) ; 36-68-41-45) ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, 8 (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-68-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10. **REPRISES** **ORANGE MÉCANIQUE** (\*\*) de Stanley Kubrick, avec Malcolm McDowell, Patrick Magee, Michael Bates. **Britannique**, 1971 (2 h 30). **VO :** Studio Galand, 5<sup>e</sup> (43-26-94-08) ; 36-68-06-24 ; réservation : 40-30-20-10 ; Action Christine, 6 (43-29-11-30) ; 36-68-70-62) ; Cinéchoix, 6 (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85). **SI J'AVAIS UN MILLION** de Ernst Lubitsch, N. Taurag, S. Roberts, N. McLeod, J. Cruze, W. Senter, B. Humberstone, avec Gary Cooper, Charles Laughton, W. C. Fields, Richard Bennett, Gene Raymond. **Américain**, 1932, noir et blanc (1 h 35). **VO :** Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (43-26-84-65). (\*\*) films interdits aux moins de 12 ans. (\*\*\*) films interdits aux moins de 16 ans.

**ORANGE MÉCANIQUE** (français, 1 h 40). UGC Forum Orient Express, dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-32-24) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, 8 (36-68-43-47) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10 ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10. **WALLACE ET GROMIT** de Nick Park, Richard Golezowski, Jeff Newitt, Peter Lord, dessin animé britannique (1 h 15). **VO :** Denfert, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01) ; Grand Pavois, dolby, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10. **WEEK-END EN FAMILLE** de Jodie Foster, avec Holly Hunter, Robert Downey Jr., Anne Bancroft, Dylan McDermott, Charles Durning, Geraldine Chaplin. **Américain** (1 h 45). **VO :** UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-68-58) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, 8 (36-68-43-47) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, dolby, 6 (36-65-70-73) ; 36-68-41-45) ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, 8 (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-68-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10. **REPRISES** **ORANGE MÉCANIQUE** (\*\*) de Stanley Kubrick, avec Malcolm McDowell, Patrick Magee, Michael Bates. **Britannique**, 1971 (2 h 30). **VO :** Studio Galand, 5<sup>e</sup> (43-26-94-08) ; 36-68-06-24 ; réservation : 40-30-20-10 ; Action Christine, 6 (43-29-11-30) ; 36-68-70-62) ; Cinéchoix, 6 (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85). **SI J'AVAIS UN MILLION** de Ernst Lubitsch, N. Taurag, S. Roberts, N. McLeod, J. Cruze, W. Senter, B. Humberstone, avec Gary Cooper, Charles Laughton, W. C. Fields, Richard Bennett, Gene Raymond. **Américain**, 1932, noir et blanc (1 h 35). **VO :** Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (43-26-84-65). (\*\*) films interdits aux moins de 12 ans. (\*\*\*) films interdits aux moins de 16 ans.

**ORANGE MÉCANIQUE** (français, 1 h 40). UGC Forum Orient Express, dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-32-24) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, 8 (36-68-43-47) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10 ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10. **WALLACE ET GROMIT** de Nick Park, Richard Golezowski, Jeff Newitt, Peter Lord, dessin animé britannique (1 h 15). **VO :** Denfert, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01) ; Grand Pavois, dolby, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10. **WEEK-END EN FAMILLE** de Jodie Foster, avec Holly Hunter, Robert Downey Jr., Anne Bancroft, Dylan McDermott, Charles Durning, Geraldine Chaplin. **Américain** (1 h 45). **VO :** UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-68-58) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, 8 (36-68-43-47) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, dolby, 6 (36-65-70-73) ; 36-68-41-45) ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, 8 (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-68-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10. **REPRISES** **ORANGE MÉCANIQUE** (\*\*) de Stanley Kubrick, avec Malcolm McDowell, Patrick Magee, Michael Bates. **Britannique**, 1971 (2 h 30). **VO :** Studio Galand, 5<sup>e</sup> (43-26-94-08) ; 36-68-06-24 ; réservation : 40-30-20-10 ; Action Christine, 6 (43-29-11-30) ; 36-68-70-62) ; Cinéchoix, 6 (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85). **SI J'AVAIS UN MILLION** de Ernst Lubitsch, N. Taurag, S. Roberts, N. McLeod, J. Cruze, W. Senter, B. Humberstone, avec Gary Cooper, Charles Laughton, W. C. Fields, Richard Bennett, Gene Raymond. **Américain**, 1932, noir et blanc (1 h 35). **VO :** Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (43-26-84-65). (\*\*) films interdits aux moins de 12 ans. (\*\*\*) films interdits aux moins de 16 ans.



## Les revenus des « stars » de la télévision

**L'ÉDITION** du *Nouvel Observateur* du 7 mars publie une enquête sur les revenus perçus en 1993 par les stars de la télévision (animateurs et journalistes vedettes de TF1, France 2, France 3 et Canal Plus, ainsi que ceux des dirigeants de TF1 et de la chaîne cryptée) sous le titre « Argent folle, ce que gagnent les stars de la télé ». Ces rémunérations vont de 1 million à 10,8 millions de francs, soit des revenus équivalant à ceux des grands patrons français, ainsi que le commente l'hebdomadaire.

Parmi les animateurs, Michel Drucker, sur TF 1 en 1993, avait en tête avec une rémunération annuelle de 108 millions de francs. Jacques Pradel (TF 1) empochait 3,2 millions et Jacques Martin (France 2), 2,1 millions. L'hébdomadaire ne publie pas les salaires de Nagui, de Christophe Dechavanne ou de Mireille Dumas, mais indique qu'« à travers leur société personnelle ils créent tous les plafonds », u côté des journalistes, Patrick Poivre d'Arvor (TF 1) dépassait ses confrères, avec des rémunérations (droits d'auteur compris) de 4,8 millions. Anne

Sinclair (TF1) est ainsi rémunéré 2,2 millions, Gérard Carreyrou (directeur de l'information de TF1) 2,1 millions, Bruno Masure (France 3) 1 million, Jean-Marie Cavada, à l'époque producteur-présentateur sur France 3 et PDG de Télépharaste Production, aurait empoché 1,8 million de francs en 1993. Responsables de chaînes, Patrick Le Lay (TF1) touche 5,3 millions, Etienne Mougeotte 5 millions, Pierre Lescure (à l'époque directeur général de Canal Plus) 2,7 millions.

## Radio

**France-Culture**

20.30 Antipodes. Secours de famine.  
Désert Valdes / La Sous-développée  
Lella Sebban / Les Jeunes Filles  
Mikhaïl, Elena Khata / Le Sein à la  
Main  
Concert des grands pianos  
de langue française. A nos amis  
Maftoud Mokrani. Une émission  
du Radio libanais.

22.40 ► Nouveaux romans étranges  
Mais qu'est-ce que l'étrangeté ?  
quand elles en parlent ? (2)

0.05 Du jour au lendemain, Jacques  
Clairaud (Rome), le temps, les langues,  
le monde. G.-J. Laroche / Musique  
France-Culture / Rediffusion  
L'Amitié-guerre des immigrants  
Le Monde. G.-J. Laroche / Musique  
que se font d'elles (P) : 37, Jean Se-  
ne, le brayeur des vertiges ; Pierre-Mai Granger (C) : 434, Le  
monde ; G.J. : Les ornements du sa-  
valle.

**France-Musique**

**22.00** Soliste: Michel Chapuis.  
**22.30** Musique pluriel.

**23.07 Ainsi la nuit.**  
Œuvres de Haydn.

**Radio-Classique**  
20.40 Les Soirées

**22.45 Les Soirées...** (Suite). Concert enregistré le 8 août 1995, dans le cadre du Festival du Comminges, en la Cathédrale Saint Bertrand, l'organiste **Michel Chapuis**, Soliste.

**OS - LIVRES**

**ONDE**

1

1







## La mort de M. Van Gogh

par Pierre Georges

UN FAIT divers d'autrefois. Raconté dans un journal d'autrefois. A la manière d'autrefois, tout compte fait très moderne. Un vrai petit bonheur professionnel, déniché par une collègue.

Cela fut publié, le 7 août 1890, dans *Le Régional*, journal républicain hebdomadaire des arrondissements de Pontoise et de Senlis. En page 2 d'une publication qui en comptait grandement quatre - juste au-dessus du feuilleton de M. Edmond About, notable fournisseur de livres de prix scolaires - la rubrique Auvers-sur-Oise.

Et, sous ce titre, le récit d'un drame, somme toute ordinaire, commençant par ces mots : « Depuis environ trois mois résidait à Auvers-sur-Oise, dans un hôtel voisin de la mairie, un peintre d'origine hollandaise, M. Van Gogh, frère du sympathique fondé de pouvoirs de la maison Goupil. »

Le nom était un peu estropié. Le prénom inconnu. Mais c'était bien lui. Et c'était bien là, un dimanche à Auvers-sur-Oise. Donc M. Van Gogh travaillait « avec une activité fiévreuse » et menait, d'apparence, une « existence des plus calmes ».

Et, pour résumer l'affaire, il sortit vers 19 heures et rentra à 21 heures. « Tout souriant, absolument tranquille et pourtant l'estomac troué par une balle de revolver. »

Et l'auteur, anonyme, de conclure que M. Van Gogh avait tenté de se suicider. Avant de rapporter cet étonnant dialogue :

« Y a-t-il du sang dans ce que je crache ? », demandait-il avec un imperturbable sang-froid.  
« Non, lui répondit-on.

« Allons, je me suis encore manqué. »

D'évidence, M. Van Gogh n'en était pas à son coup d'essai. D'évidence, non plus, il ne s'était pas manqué. « En dépit des soins intelligents et dévoués que lui prodiguèrent les docteurs Mazery et Gachet, mandés en toute hâte, M. Van Gogh expira le mardi à une heure de l'après-midi dans d'atroces souffrances. »

Mais l'on savait aussi faire court, en ce temps-là. « M. Van Gogh était protestant. Ses obsèques ont eu lieu mercredi à 3 heures. » Et le journaliste de rapporter l'enterrement, « le deuil conduit par son frère et par le docteur Gachet, ami du défunt ».

Les mots « douloureusement émus » prononcés par ce dernier. La présence de « nombreux artistes venus de Paris, MM. Pisaro, Los Kios, Tom » (orthographe comprise) et de « toute la colonie artistique d'Auvers-sur-Oise, actuellement très nombreuse ».

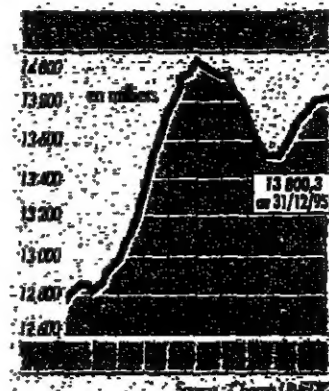
Bref, la colonie rendait un dernier hommage au disparu. Et l'auteur anonyme se fendit lui aussi d'un hommage au peintre inconnu. « A ce vaincu de l'art et de la vie, échoué au milieu de cette plaine blonde et ensoleillée, où il semblait être venu chercher le suprême repos. »

Vincent Van Gogh était mort et enterré. Echoué en page 2 du *Régional*. Echoué aussi en un mot et deux adjectifs formidables, une « plaine blonde et ensoleillée » dans le tout-venant d'une feuille de chou singulièrement vivace.

Car, pas plus que l'art n'a vraiment vaincu l'artiste, le temps n'a terrassé l'hebdomadaire. Van Gogh est toujours vivant. Le *Régional* aussi !

## La stagnation de l'emploi a été totale au quatrième trimestre 1995

Sur l'année entière, le bilan des créations d'emplois est cependant positif (+1,1 %)



tion au cours de la dernière période. Seul le secteur tertiaire reste créateur d'emploi, comme il l'a été tout au long de l'année. Pour l'Unedec, sa croissance atteint 1,5 % sur les douze derniers mois, ce qui correspond à 132 500

nouveaux emplois concentrés principalement dans le secteur de l'immobilier, des locations et services aux entreprises, conséquence vraisemblable de l'automne social agité.

### LA CONSTRUCTION EN BERNE

En revanche, l'industrie décroche, malgré son solde positif sur l'année (plus 0,3 %). Créatrice ou étale en emploi jusqu'au troisième trimestre, elle observe un recul significatif de 0,6 % au quatrième trimestre. L'amorce de « réindustrialisation », observée de janvier à juin 1995, semble avoir été de courte durée.

C'est dans le secteur de la construction que la situation se détériore le plus rapidement. La perte affichée au quatrième trimestre est de 1,4 %, soit 16 900 postes de moins. Sur l'année, les entreprises de construc-

tion (Bois, Bâtiments et travaux publics) ont enregistré une perte de leurs effectifs salariés de 3,5 %, (moins 41 700) d'après l'Unedec. La perte enregistrée est de 33 000 emplois, selon l'Insee. Cette situation critique tranche avec la relative atonie des fédérations du secteur (FNB, FNTP), généralement plus véhémente, et augure mal de l'avenir. Sur un plan géographique, huit régions présentent une baisse de l'emploi au quatrième trimestre 1995, dont les plus importantes économiquement. Sur l'année entière, l'Ile de France et la Haute-Normandie n'ont pas créé d'emploi. En revanche la création d'emploi est sensible en Poitou-Charentes et en Franche-Comté (plus 2,3 %), les deux régions visitées par le président de la République.

Alain Beuve-Méry

## Nouveau record historique du nombre de chômeurs en Allemagne, en février

POUR le deuxième mois consécutif, le nombre de chômeurs en Allemagne a atteint en février un nouveau record historique, à 4,270 millions de demandeurs d'emploi, soit 111 000 de plus qu'en janvier, selon les chiffres en données brutes publiés le 6 mars par l'Office fédéral du travail de Nuremberg.

Ce chiffre, anticipé par une majorité d'analystes, est le pire jamais enregistré dans les statistiques du chômage en Allemagne depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

### LA RIGUEUR DE L'HIVER

Le taux de chômage en Allemagne a ainsi grimpé à 11,1 % de la population active, après 10,8 % en janvier.

Selon le président de l'Office fédéral du travail, Bernhard Jagoda, ce nouveau bond est dû à la longueur et à la rigueur exceptionnelles de l'hiver cette année et au ralentissement persistant de la conjoncture.

En Allemagne de l'Ouest, le nombre de chômeurs a frôlé la barre des 3 millions de personnes en février : l'Office a recensé 2,961 millions de demandeurs d'emploi, soit 95 000 personnes de plus qu'en janvier. Le chômage à l'ouest touchait ainsi 9,6 % de la population active, contre 9,4 % en janvier.

Dans l'ex-RDA, le taux de chômage a atteint 17,5 % en février après 16,8 % en janvier. L'est du pays comptait 1,310 million de sans-emploi, soit 52 000 de plus que le mois précédent, selon l'Office. (AFP).

## La communauté internationale s'inquiète des manœuvres d'intimidation de Pékin contre Taïwan

### PÉKIN

de notre correspondant

La tension s'est singulièrement accrue dans le détroit de Formose après l'annonce par Pékin de son imminente nouvelle campagne de tirs de missiles, devant débuter vendredi 3 mars (*Le Monde* du 6 mars). Les autorités taïwanaises ont mis en garde, mardi 5 mars, le continent contre une aventure présentant des risques certains : si un des missiles que Pékin envisage de tirer à la porte de l'île - peut-être des M11 d'une portée de 300 kilomètres - devait tomber à l'intérieur des 12 milles marins marquant la limite des eaux territoriales, l'armée taïwanaise serait contrainte de « riposter immédiatement » à l'aide de missiles au besoin, averti le ministère de la défense, à Taïpei.

Le porte-parole de l'armée taïwanaise n'a pas manqué de relever que les gesticulations continentales en étaient parvenues au stade

d'un « harcèlement » des deux principaux ports de l'île, Keelung au nord et Kaohsiung au sud, ainsi que de sa capitale : des ajustements d'itinéraire aux alentours de l'aéroport de la capitale sont d'ores et déjà prévus afin de tenir compte de la trajectoire présumée des missiles pékinois. Le projet de simulation de blocus a conduit les autorités de Taïpei à annoncer la mise en service d'une batterie supplémentaire de missiles sol-air Sky Bow aux Pescadores, îlots que contrôle Taïwan dans le détroit.

Sur la scène diplomatique, le secrétaire américain à la défense, William Perry, a estimé, mardi 5 mars, que la Chine commet « une très grosse erreur ». Le porte-parole du Quai d'Orsay, de son côté, a déclaré que les manœuvres chinoises ne vont « pas dans le sens de l'apaisement » et que Paris est « opposé à tout recours à la force dans le détroit de Taïwan ».

Un élément déterminant de la

crise est l'attitude du Japon. Tokyo a jugé que la tension dans le détroit était « indésirable ». Le premier ministre, Ryutaro Hashimoto, a demandé à ses services de « mesurer l'impact » de cet exercice sur les voies maritimes dont dépend le Japon. Selon le porte-parole de la diplomatie nipponne, un des essais de missiles pourrait avoir lieu à 60 kilomètres à l'ouest de l'île japonaise de Yonakuni, située à l'extrême sud de l'archipel d'Okinawa, et Tokyo a décidé de faire part de sa « préoccupation » à Pékin.

Au même moment se déroule à Pékin la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire où sont notamment évoquées les grandes orientations budgétaires du pays. Au chapitre militaire, le gouvernement prévoit une augmentation de 10 % seulement, cette année, du budget officiel de la défense, contre 14 % et 20 % les années précédentes. Toutefois, selon les experts occidentaux, il convient de multiplier ce chiffre - 42 milliards de francs - par au moins deux ou trois pour obtenir le chiffre des dépenses réelles. En outre, le régime a annoncé un renforcement de la « police armée », qui est en réalité une gendarmerie spécialisée dans les opérations antiterroristes. Déjà forte de près d'un million hommes, ce corps devrait en recevoir près de 200 000 supplémentaires cette année.

Francis Deron

## Société des lecteurs du « Monde »

LA SOCIÉTÉ des lecteurs du *Monde*, qui fête son dixième anniversaire, tiendra son assemblée générale mixte, samedi 30 mars 1996, à 15 heures au CNIT, 2, place de la Défense (92033 Paris La Défense).

Les actionnaires qui n'auraient pas reçu le dossier de convocation sont priés de se faire connaître auprès du secrétariat de la société (15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 40-65-25-01).

Les personnes désirant acheter des actions de la Société des lecteurs doivent s'adresser à un établissement financier (banques, agents de change, bureaux de poste...).

### BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 2615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 6 mars, à 10 h 15 (Paris)

#### FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 20185,90 +0,60 +1,87

Hong Kong Hang Seng 11454,10 +1,78 +14,56

Tokyo Nikkei sur 1 mois

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

20185,90

#### OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 0903 0903 Fin 95

Paris CAC 40 2001,94 -0,66 +6,94

London FT 100 3776,10 +0,19 +2,35

Zurich 1614,09 +0,38 +2,35

Milan MIB 30 1000 -3,56 +7,21

Frankfurt Dax 30 2499,03 -0,36 +9,98

Bourses 1727,04 +0,92 +10,73

Suisse SMI 1421,44 -2,47

Madrid Iboex 35 325,70 -1,01 +1,75

Amsterdam CBS 345,50 +0,11 +7,46

Tirage du *Monde* daté mercredi 6 mars 1996 : 475 225 exemplaires

1 - C

CE MOIS-CI, DANS ENJEUX LES ECHOS.

# LA FINANCE EN ACCUSATION.

**Enjeux Les Echos**

**FAUT-IL AVOIR PEUR DES MARCHES FINANCIERS ?**

Ils sont chargés de tous les maux par 71 % des Français. Fantasmé et réaliste. PAGE 34

**ENTREPRISES Les secrets des champions de la croissance**

Quand les banques ouvrent le...

EN VENTE DANS TOUS LES MAGASINS

**ENJEUX LES ECHOS.**

**MUSIQUE :** Claude Fléouter n'est plus délégué général des Victoires de la musique, selon un communiqué publié par le conseil d'administration de l'Association des Victoires de la musique, réuni le 4 mars afin de remédier aux « dysfonctionnements » de l'édition 1996 de la manifestation (*Le Monde* du 28 février). La société Téléscope Audiovisuel, productrice des émissions télévisées, dirigée par Claude Fléouter et Demys Limon, se voit confier un contrat de production exécutive d'un an. Les Victoires devraient subir une « réorganisation profonde ».